

passés futurs

#15

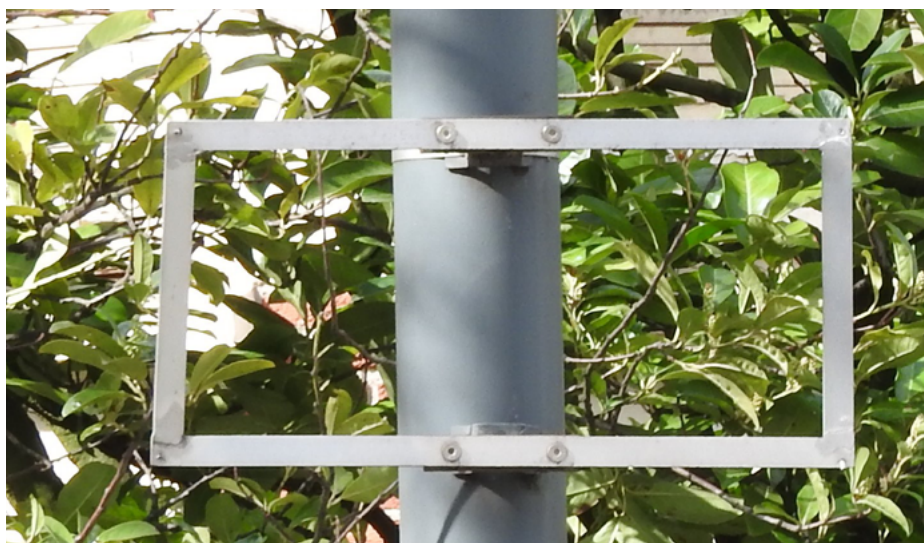
Odonymie et espace public

Nommer les rues et les avenues a longtemps été une simple démarche utilitaire. Au fil du temps s'y sont ajoutées des références honorifiques et mémorielles. Ces choix posés dans le passé suscitent aujourd'hui débats et controverses. De nouvelles revendications, portées par des acteurs jusqu'alors absents du débat, en viennent à être posées. Les noms de rue apparaissent en réalité comme un procédé commode de « fabriquer du citoyen ». Au-delà de l'espace public géographique, le débat se prolonge désormais en d'autres lieux, notamment l'environnement numérique et les musées. À partir de l'évolution de trois capitales (Buenos Aires, Bruxelles et Montevideo) et de l'impact mémoriel de deux personnalités assassinées (Giacomo Matteotti et Marielle Franco), *Passés futurs* revient sur le rôle central joué par l'odonymie.

Dossier coordonné par Chantal Kesteloot et José Rilla

Davantage qu’une simple plaque...

Odonymie et espace public



Quand l’absence de plaque interpelle... Des militants décoloniaux ont subtilisé la plaque de l’avenue du Congo, à Bruxelles, photo prise en mars 2021.

© Chantal Kesteloot

Chantal Kesteloot

Historienne

CegeSoma/Archives de l’État (Belgique)

José Rilla

Historien

Université de la République, Uruguay SNI

Ces dernières années, l'odonymie a été l'objet d'un intérêt renouvelé qui couvre de nombreuses disciplines. Lien entre le passé, le présent et l'avenir, la dénomination des noms de rues, dès lors qu'elle dépasse un caractère strictement utilitaire, nous informe sur les stratégies mémorielles mises en place à l'échelon local. Mais les choix du passé n'échappent pas à des vagues de contestations, signe d'un intérêt renouvelé pour l'espace public et de son importance sociétale mais aussi de l'émergence de nouveaux groupes sociaux jusqu'alors largement invisibilisés.

Mots clés : Odonymie/Toponymie, Espace public, Espace urbain, Mémoire, Nomenclature, Usages du passé

Présentation du dossier « Odonymie et espace public »

Dans la ligne de ses analyses sur les usages du passé, *Passés futurs* consacre un dossier à la question très présente et très universelle de l'odonymie, un thème qui, comme celui sur [l'avenir incertain des statues](#), fait aujourd'hui l'objet de débats et de controverses¹. Branche de la toponymie, l'odonymie est un terme qui a récemment gagné en visibilité dans la recherche en sciences sociales². Toponymie et odonymie sont souvent utilisées tels des synonymes. En effet, la première étudie les noms propres désignant un lieu au sens large. L'odonymie se consacre, elle, à l'étude des noms désignant une voie de communication. Quel que soit le terme choisi, force est de constater que nous sommes désormais sortis du monde de l'anecdotique et que l'étude des lieux est un champ couvert par de nombreuses disciplines, des historiens aux sociologues, des géographes aux linguistes³. Elle participe également de l'intérêt renouvelé pour tout ce qui touche l'espace public⁴. Ce dernier est aujourd'hui revisité et fait l'objet d'approches en apparence nouvelles. Les débats qu'il génère sont-ils l'apanage du très contemporain, de l'émergence de nouvelles mémoires ou le phénomène s'inscrit-il dans la longue durée ? Que nous révèlent-ils et comment nous conduisent-ils à revisiter certains éléments du passé ?

1. Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg, *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Paris, Fayard, 2023.

2. Voir Dominique Badariotti, « [Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes / Street names, an argument for a geographic research](#) », *Annales de Géographie*, t. 111, n° 625, 2002. p. 285-302 ; Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008 ; Frédéric Giraut, « [Dénominations plurielles : quand les noms de lieux se concurrencent !](#) », *EchoGéo*, vol. 53, 2020.

3. Voir notamment Derek Alderman, « Commémorer par la toponymie : nommer les lieux, revendiquer le passé, réparer l'avenir », in Frédéric Girault et Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), *Politiques des noms de lieux, dénommer le monde*, Londres, ISTE Editions, 2023, p. 3-30.

4. Voir Thierry Paquot, *L'Espace public*, Paris, La Découverte, 2015.

Les controverses qui se déroulent dans l'espace public relèvent de « nouvelles » mémoires tout en s'inscrivant aussi sur une plus longue durée quant aux usages du passé. Elles portent sur des figures commémoratives d'hier vouées à une marginalisation progressive ou soudaine⁵ tandis que d'autres émergent mais sans nécessairement faire consensus. L'étude de la toponymie nous plonge donc dans le dossier complexe des liens entre passé, présent et futur ; entre les mots choisis et leurs réceptions et interprétations successives ; entre des décisions imposées ou portées par la société et l'émergence de nouvelles formes de contestations. Dans le sillage d'autres dossiers publiés par *Passés futurs*, comme celui sur les **passés non maîtrisés**, l'objectif est de revenir sur la question des héritages et de la manière dont ils ont été perçus au fil du temps. Ces débats sont-ils vraiment neufs ? Que peut nous apprendre un retour sur certains aspects du passé ?

Existe-t-il des lieux plus propices à la controverse ? En d'autres termes, s'agirait-il aussi d'une nouvelle manière d'appréhender les luttes urbaines ? Existe-t-il des personnalités qui vont transcender les espaces, qui ont marqué durablement et profondément les sociétés et qui pourtant sont désormais contestées ou, plus simplement, marginalisées ?

L'examen de diverses expériences nationales et régionales illustre la variété des enjeux identitaires que les enjeux odonymiques catalysent. Ces enjeux seront observés au prisme de cas en Amérique du Sud et en Europe occidentale. Si elles semblent avoir une dimension universelle, les pratiques nominatives de l'espace public ne suivent pas partout les mêmes logiques et ne sont bien évidemment pas porteuses du même sens. Dans certains contextes, les lieux urbains ou périurbains à nommer sont pensés comme « sans passé ». Les nomenclatures numériques de New York⁶ ou de tant de villes étasuniennes, ou de La Plata, dans la province de Buenos Aires, ne sont que des exemples où, lorsqu'il s'agit d'identifier les voies de circulation, tout semble être détaché de l'histoire et obéir à un plan rationnel d'un présent réputé à l'écart de toute référence historique. La nomenclature des zones balnéaires de nombreuses villes suspend ou renonce à l'évocation de faits ou de personnes (à l'exception des artères centrales) et peut renvoyer, par exemple, à des êtres ou à des

5. Voir l'étude pionnière et particulièrement stimulante de Maoz Azaryahu, « The power of commemorative street names », *Environment and Planning, Society and Space*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 311-330.

6. Reuben Rose-Redwood, « From number to name », in Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu (dir.), *The Political Life of Urban Streetscapes. Naming, Politics, and Place*, New York, Routledge, 2020, p. 490 et suiv.

milieux naturels : oiseaux, poissons, flore, etc.⁷. Bien entendu, cette *trêve vis-à-vis du passé* est temporaire, car tout nom maintenu dans le temps, même lorsqu'il se réfère à des entités apparemment « neutres », peut se charger progressivement d'histoires et de significations accumulées.

L'acte de dénomination d'un objet est une démarche ancienne. Cette pratique a été largement étudiée depuis l'Antiquité. Elle est à considérer comme un geste d'appropriation qui, à l'instar des chroniques de voyages ou de conquêtes, décrit, sélectionne, inclut, voire rejette et invisibilise. Les chroniques peuvent dès lors être considérées comme une préfiguration des représentations et des simplifications analogues à ce que peuvent produire des cartes ou des notes territoriales⁸. Dans sa version traditionnelle, la chronique est un récit d'origine sensorielle dynamique (ce que l'on voit, ce que l'on entend, ce que l'on sent...), converti ensuite en un modèle de représentation qui permet de montrer la maîtrise d'un espace ; d'en faciliter l'accès et la circulation à l'intérieur et à l'extérieur de ses limites topologiques. À cette double fonctionnalité s'ajoute, selon une chronologie spécifique à chaque cas considéré, celle de la mémoire des lieux décrits et nommés, qui participe du cumul de leurs significations partagées au sein d'une collectivité.

Un changement récent – et peut-être plus radical ou contraignant – a été provoqué par l'utilisation diffuse des technologies de l'information et de la communication qui remplacent les formes antérieures d'identification spatiale et inaugurent d'autres systèmes et pratiques quotidiennes. Le sens de l'odonymie s'est rapidement transformé du fait de l'existence de nouveaux instruments avec lesquels il est désormais possible de se déplacer et de s'orienter dans l'espace urbain. Il est de plus en plus rare de voir des personnes consulter, au coin des rues, des cartes en papier, ou des guides touristiques contenant cartes et itinéraires. L'écran allumé du téléphone portable aide le passant à repérer sa destination ou à se situer (« vous êtes ici ») dans l'espace, établit un modèle qui nécessite peu de justifications et institue un rapport différent à l'espace, un « nouvel ordre des choses »⁹.

7. Un exemple extrême et classique, mais non balnéaire : le fait de nommer l'avenue la plus importante de Berlin *Unter den Linden* a neutralisé toute charge polémique tout en lui permettant de se maintenir dans une ville ayant pourtant connu bien des variantes politiques.

8. Alfred Korzybski, *Une carte n'est pas le territoire. Prolégomènes aux systèmes non-aristotéliens et à la sémantique générale*, Paris, Éclat-poche, 2015.

9. Michel Foucault, *Les Mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, p. 7-16.

Comme tous les phénomènes multidimensionnels et malgré son apparente « innocence » sémantique, l'odonymie nous confronte à une multitude de facteurs et d'enjeux : politiques, institutionnels, culturels, démographiques et sociaux.

a) *La croissance urbaine, ses rythmes et ses formes.* Citons l'expansion de la population des villes, le poids de l'immigration et la multiplicité des déplacements – qui peuvent aussi être perçus comme des formes d'appropriation de lieux jusqu'alors plus périphériques – de même que la création de nouveaux espaces qui semblent abolir les frontières entre la vieille ville, la ville nouvelle et tous les phénomènes de conurbation. Toutes ces formes d'expansion sont autant d'opportunités pour des nouvelles dénominations mais le risque de saturation apparaît aujourd'hui bien réel. En effet, en l'absence de nouveaux espaces à dénommer, on en vient à nommer des ponts, des allées, des contre-allées, des squares, autant de lieux parfois inhabités mais qui permettent de nouvelles superpositions mémorielles.

b) *Les degrés de centralisation de la prise de décision* en termes de nomenclature. Très souvent, les sphères de résolution correspondent à des politiques infranationales relativement autonomes, où les municipalités, les communes, les départements ou les provinces jouissent de la légitimité institutionnelle la plus élevée pour traiter les décisions, gérer les groupes de pression et les plaintes. Les espaces locaux peuvent également, du fait de leur autonomie, fonctionner comme des espaces de contre-mémoire en l'absence de politiques de reconnaissance nationale de certains faits ou acteurs. Même dans les États-nations fortement centralisés, le processus de dénomination est largement déterminé par les autorités locales, en raison de leur proximité avec le quotidien et dans le cadre de la tradition de juridiction urbaine.

c) La nomenclature urbaine et ses variations sont un espace idéal pour apprécier les traditions – entendues comme des pratiques, des connaissances et des héritages transmis – qui lient le passé et le présent. Nous sommes donc confrontés à un large éventail de possibilités et à des limites intérieures poreuses : l'odonymie peut fonctionner comme un miroir immédiat des événements contemporains ou comme une réfraction d'images différées, d'événements décantés par le passage du temps. La première option connaît de multiples variations en ce sens qu'elle prévaut dans la volonté d'incorporer des nouveautés et de satisfaire les exigences du moment ; la seconde repose sur des critères d'historicité pour lesquels le coût du changement de nom est perçu comme très élevé en termes d'identité. En principe, il est prévu qu'une

période déterminée doit s'écouler entre le décès d'une personne et l'attribution d'une dénomination. Mais dans la pratique, cette règle même est souvent sujette à quantité d'exceptions, signe des urgences et des attentes ou, plus simplement, de la crainte d'une dépossession au profit d'autres localités.

d) Récemment, des chercheurs se sont penchés sur les transformations de l'odonymie, en particulier de la nomenclature urbaine, à la suite de *processus de changement politique*. Les plus significatifs d'entre eux s'inscrivent dans des phases de transition, d'un régime à l'autre, d'une guerre à l'après-guerre. L'instauration de ces nouveaux régimes impliquant la mise en œuvre de récits alternatifs, d'iconographies nouvelles, de points de repère et de valorisation de héros liés à une « nouvelle » reconnaissance nationale. Mais ces processus peuvent aussi rester dans l'ordre de l'inachevé : l'héritage de la colonisation des puissances européennes reste très présent ; les processus de féminisation de l'espace public tardent à se concrétiser.

Un jour sont nées les rues

Les lieux et les rues naissent avec leurs noms. Ceux-ci complètent leur identité dans la mesure où ces dénominations se réfèrent à une pratique liée à l'usage quotidien et permettent une identification et une reconnaissance qui dépassent le groupe des utilisateurs habituels¹⁰. Avec la naissance des villes et donc des voiries, la démarche première a d'abord été utilitaire. Les noms de rues renvoyaient à une fonction sociale ou à une dimension géographique. Les artères étaient d'abord consacrées par les pratiques sociales de ceux et celles qui les arpentaient. Ce n'est qu'ensuite que ces dénominations ont pris un caractère plus honorifique et mémoriel.

Avec l'émergence de l'État moderne – avec des chronologies qui varient selon les pays et les continents –, les rues sont nommées pour administrer et rationaliser l'espace public urbain, pour localiser leurs habitants, pour collecter leurs factures et leurs impôts, pour déployer des interventions publiques dédiées à la propreté, à l'hygiène, à la salubrité, pour assurer l'intervention des services de sécurité et maintenir l'ordre, pour faciliter les recensements et autres enquêtes. L'action nominative

10. Voir Jean-Claude Bouvier, *Les Noms de rues disent la ville*, Paris, Christine Bonneton, 2007.

peut alors devenir éminemment politique¹¹ et peut se fonder sur la référence à des événements qui se sont déroulés dans l'espace à nommer, ou plus souvent à des événements d'ordre général – nationaux, régionaux, voire internationaux – qui sont considérés comme dignes de mémoire ou qui génèrent un sentiment d'appartenance. À l'heure de l'urbanisation et de la croissance démographique, il est essentiel de souder et de tisser des liens. L'odonymie rend hommage, célèbre, encense mais aussi oublie et efface. Elle sélectionne, à l'instar d'un testament¹². Elle simplifie, c'est à la fois sa force mais aussi sa faiblesse. Si son caractère bref et fermé empêche en effet la nuance, la banalité de la démarche fait aussi sa force¹³. Elle est aussi espace de changement. Elle peut vouloir faire table rase d'un passé pour changer la configuration d'un lieu à l'instar de ces quartiers vidés de leurs habitants – généralement pauvres – et ensuite rasés. De nouvelles rues sont tracées et renommées. Il y va alors de la destruction d'un patrimoine matériel et symbolique et de l'édification d'un nouveau, à l'attention d'autres groupes sociaux, et porteur d'autres valeurs. La toponymie est alors complice d'un bouleversement du paysage urbain. Des personnalités ou des groupes issus du passé fondateur ou héroïque (« José Ellauri » à Montevideo ; la Constitution, ses valeurs et ses « pères fondateurs » de 1831 à Bruxelles), ou d'un présent parfois plus polémique, servent également de base aux processus d'élaboration et de réélaboration de la nomenclature urbaine. Posé en termes stricts et sur base d'une logique *top-down*, le nom d'une voirie peut dès lors apparaître comme l'expression de la domination que le pouvoir en place exerce ou croit exercer sur la collectivité. Mais la réalité du terrain révèle aussi d'autres stratégies et quantité d'autres acteurs dont le rôle et le poids ne sont pas aisés à cerner. Ils ont évolué au fil du temps compte tenu des processus de démocratisation et se distinguent en fonction des contextes analysés. Si un répertoire mémoriel s'inscrit souvent en termes d'évidences lors de son installation ; le sens et le signifié n'ont même pas besoin d'être énoncés. Mais au fil du temps, les mémoires se brouillent, se lissent, se reconstruisent. Les légitimités passées peuvent

11. Kari Panolen, « Reading Street Names Politically », in Kari Palonen et Tuija Previko (dir.), *Reading the Political*, Tampere, Tammer-Paino Oy, 1993, p. 103-121 ; Daniel Milo, « Le nom des rues », in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire. La Nation*, Paris, Gallimard, tome 2, 1997, p. 1887-1920.

12. Hannah Arendt, « La brecha entre el pasado y el futuro », in *Entre el pasado y el futuro. Ocho ejercicios sobre la reflexión política*, Barcelona, Península, 1996, p. 6. Ouvrage paru en traduction française sous le titre *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972.

13. Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995.

sombrer dans l'oubli. Elles perdent dès lors leur capacité mobilisatrice et laissent place à l'indifférence et à l'ignorance. Parfois c'est un regard externe qui interpelle. Les habitants du Barrio Peñarol de Montevideo ne savent plus qui est « ce » Pétain qui donne son nom à l'une de ses rues ; ce sont les visiteurs étrangers qui interrogent ce choix, parfois avec étonnement.

Malgré l'indifférence qui souvent domine, les initiatives qui modifient et portent atteinte à un répertoire établi risquent de s'exposer à de vives réactions. Le nom de la rue où l'on vit relève en effet de l'intime, voire prend un caractère presque sacré pour certains. Dès lors que s'exprime une volonté de changement, la mémoire se ranime, un passé non maîtrisé peut jaillir dans le présent et des controverses peuvent surgir. À n'importe quelle époque, le geste d'effacer des marqueurs contestés qu'ils soient intérieurs ou extérieurs, de fixer des changements de temporalité et de légitimité, peut entraîner une mobilisation au nom de la sacralité et de l'intouchabilité du passé. Ces pratiques peuvent être portées par les acteurs de la société civile ou par de (nouveaux) pouvoirs. Les deux peuvent agir conjointement. Les controverses peuvent se manifester lors d'intentions de changements émis par les pouvoirs publics mais elles éclatent le plus souvent parce que les dénominations du passé sont confrontées à l'émergence de nouvelles logiques mémorielles et d'acteurs jusque-là absents de l'espace public. Dans ce contexte, les choix d'hier ne sont pas, ou ne sont plus nécessairement, les légitimités d'aujourd'hui.

Des nomenclatures urbaines d'ici et d'ailleurs

L'émergence des républiques américaines et africaines – dont l'histoire est certes très différente – a donné lieu à des actions de reconnaissance des héros et des dates fondatrices du nouvel ordre politique, souvent liées à des victoires militaires ou à d'autres exploits. Ailleurs, la chute du système soviétique à la frontière de l'Europe occidentale a entraîné le remplacement et le changement de nom de rues et de places, en lien direct avec les acteurs des mutations politiques ou, le cas échéant, au passé qui avait été « oublié » ou enterré pendant près d'un siècle. Dans certains cas, comme celui de Zagreb étudié par Laura Šakaja et Jelena

Stanić¹⁴, de Budapest traité par Emilia Palonen¹⁵, ou Lviv de Tamás Sajó, d'intéressants processus de substitution et même de relocalisation à la périphérie ont eu lieu après d'intenses négociations. La très longue dictature de Franco en Espagne a unifié la politique de dénomination des rues et des places (les statues équestres du dictateur, les avenues et les places portant le nom des généraux du soulèvement ou de José Antonio Primo de Rivera étant parmi les plus fréquentes) ; l'avènement d'un système démocratique toujours en Espagne après 1975 et les actions mémorielles successives ont eu un impact direct sur les différends relatifs à la nomenclature urbaine, qui restent très vifs¹⁶.

Sur ces thèmes, les sciences sociales semblent se trouver à un tournant. Le nombre d'études disponibles aujourd'hui ouvre la voie à des approches comparatives d'espaces géographiques et de contextes politiques très contrastés. La recherche s'est ouverte dans le domaine de la géographie¹⁷, mais elle anime aujourd'hui les débats dans diverses disciplines

14. Laura Šakaja et Jelena Stanić, « The spatial codification of values in Zagreb's city-text », in Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu (dir.), *The Political Life of Urban Streetscapes. Naming, Politics, and Place*, New York, Routledge, 2020, p. 285-313 ; Tamás Sajó étudie les changements de l'avenue de la Liberté de Lviv depuis l'Empire des Habsbourg jusqu'à l'indépendance de l'Ukraine : Tamás Sajó, « Urban Space as *Erinnerrungslandschaft*. The Case of Lemberg/Lwów/Lvov/Lviv », *European Review*, vol. 21, n° 4, 2013, p. 523-529.

15. Emilia Palonen, « The city-test in post-communist Budapest. Street names, memorials, and the politics of commemoration », *GeoJournal*, vol. 73, 2008, p. 219-230.

16. Ce n'est qu'en 2015 que le conseil municipal de Madrid a procédé à la suppression des noms de 30 rues, conformément à la loi de 2007 sur la mémoire historique. La décision s'est appuyée sur l'avis historique de la chaire de l'université Complutense de Madrid, « Mémoire historique du XX^e siècle », et a supprimé les noms de Franco, Millán-Astray, Fanjul, Sagardia Ramos, Iglesias, Orgaz, Mola, Moscardó parmi de nombreux généraux impliqués dans le soulèvement et la politique de répression du régime. Voir : Ayuntamiento de Madrid, « **Listado de calles con toponimia franquista para su cambio de denominación** », *Diario de Madrid*, 22 décembre 2015. L'historien Antonio Ortiz Mateos a dressé une liste de plus de 250 noms d'artères à remplacer. Cependant, en 2015, plusieurs rues ont « résisté » et conservé leurs noms franquistes. En 2022, un litige particulier concernant six rues a été le reflet des tensions politiques. Les six rues en question apparaissent ici avec leur « contrepartie » : Millán-Astray remplacé par Maestra Justa Freire ; Hermanos García Noblejas par Institución Libre de Enseñanza ; Caídos de la División Azul par Memorial 11 de marzo de 2004 ; Crucero Baleares par Barco Sinaia ; le rond-point de Cirilo Martín Martín par Ramón Gaya et Algabeño par José Rizal.

17. Derek Alderman, « Commémorer par la toponymie : nommer les lieux, revendiquer le passé, réparer l'avenir », in Frédéric Girault et Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), *Politiques des noms de lieux, dénommer le monde*, Londres, ISTE

telles que l'histoire, les études culturelles, l'urbanisme et l'anthropologie. Des publications militantes ont également vu le jour. De nouveaux réseaux sont nés¹⁸. Des partenariats d'envergure entre académiques et environnements militants se sont dessinés. L'émergence récente de thématiques controversées prolonge dans l'espace public des débats relatifs aux questions de genre, à la notion de colonialité, au concept d'inclusivité¹⁹ et de ce qu'il implique²⁰. La remise en cause profonde des subalternités post-coloniales a largement nourri les polémiques sans pourtant produire des mutations radicales. Au-delà des frontières et par-delà les continents, on retrouve le même genre d'interrogations et de revendications mais aussi de puissants freins au changement. Fait nouveau, les « affaires » s'exportent et nourrissent les mobilisations d'ici et d'ailleurs. En la matière, il y a là aussi un rôle nouveau joué par les réseaux sociaux.

Davantage qu'une nouvelle somme désordonnée de questions, davantage que des « nouveautés d'agenda », il s'agit d'une avancée de paradigmes critiques qui cherchent à dépasser le caractère représentatif des noms, à intégrer une approche attentive aux aspects performatifs qui peuvent être reconnus dans la nomenclature urbaine, ainsi destinée à produire des effets sur la vie quotidienne des personnes qui habitent la ville. Ce récent tournant critique²¹ vise à dépasser la phénoménologie

Editions, 2023, p. 3-30. Maoz Azaryahu, « The power of commemorative street names », *Environment and Planning, Society and Space*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 311-330. Duncan Light et Craig Young, « Habit, Memory and the Resistance of Socialist Era Street names in postsocialist Bucharest, Romania », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 104, n° 3, 2014, p. 668-685 ; Brenda S. A. Yeoh, « Street Names in Colonial Singapore », *Geographical Review*, vol. 82, n° 3, 1992, p. 313-322.

18. C'est notamment le cas du « Black European Academic Network » qui est à l'origine de la parution de l'ouvrage de Natasha A. Kelly et Olive Vassell (dir.), *Mapping Black Europe. Monuments, Markers, Memories*, Londres et Bielefeld, transcript, 2023.

19. <https://www.toponomasticafemminile.com/sito/index.php>

20. Voir Garance Clément et François Valegras, « De quoi la “ville exclusive” est-elle le nom ? Exploration d'un concept émergent à partir de discours scientifiques et opérationnels », *Métropoles*, vol. 20, 2017.

21. Sur le tournant critique : Maoz Azaryahu, « The Critical Turn and Beyond », *ACME. An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 10, n° 1, 2011, p. 28-33. Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu (dir.), *The Political Life of Urban Streetscapes. Naming, Politics, and Place*, New York, Routledge, 2020. Sur la performativité : John Langshaw Austin, *How to Do Things With Words*, Oxford, Clarendon Press, 1962, Lecture I et II, p. 2-24 ; Judith Butler, « Discourse produces the effects it names », in *Bodies That Matter*, New York, Routledge, 1993, p. 239-245.

immédiate (nommer les choses pour les représenter) et s'intéresse à la recomposition publique de l'espace, à partir des tensions entre le passé et le présent, le soi et l'autre, le « nous » et les « autres » (autant de notions, bien sûr, à géométrie variable).

Un certain nombre de transformations sont pourtant en cours. S'il est encore trop tôt pour en mesurer pleinement l'impact ou pour recueillir des témoignages sur ces nouvelles voies de la toponymie, sur l'émergence de nouveaux thèmes et enjeux, de personnalités, de processus et de dates marqués par un intérêt performatif, on peut dire que les équilibres internes du corpus des voiries commémoratives et mémorielles souvent mis en place à partir du XIX^e siècle, à la faveur de l'émergence des États-nations, sont en train de se modifier significativement. Certaines nouveautés se « perturbent » mutuellement, ou se chevauchent inévitablement. Le modèle classique longtemps centré sur le militaire au détriment du civil, sur le masculin dominant le féminin, sur les élites par rapport aux couches sociales plus populaires fait un peu partout l'objet de contestations. Force est de constater que celles-ci ne sont pas nécessairement entendues. Les freins au changement continuent de peser lourdement. En somme, l'odonymie en tant qu'artefact urbain est une manière de saisir la façon dont les sociétés sont liées sur plusieurs plans à la fois : le temps et l'espace, le passé et le présent, le même et l'autre. Les pratiques nominatives visent plusieurs résultats de façon concomitante : fixer un passé dans le présent (l'expression « transformer l'histoire en géographie » est heureuse²²), désarticuler un passé avec le présent, promouvoir l'expérience anticipée, peut-être utopique, de l'avenir.

Le lecteur l'aura compris, l'odonymie – ou la toponymie – offre d'innombrables portes d'entrée. À travers ce numéro, notre contribution reste modeste. Le tour d'horizon est limité mais il nous plonge néanmoins dans deux continents et se veut porteur d'un dialogue passé-présent. Les textes présentés peuvent être regroupés en deux ensembles : ceux qui se réfèrent à des capitales et ceux consacrés à l'étude de l'influence spécifique de certaines personnalités. **Carolina Porley** nous plonge dans l'histoire de Montevideo de 1840 à 1940. **Pablo Valaco** s'intéresse, lui, à la capitale argentine et à la toponymie comme source d'identité nationale. **Chantal Kesteloot** nous emmène sur les traces des strates mémorielles dans l'espace public bruxellois. **Camille Zucchi** questionne la place

22. Yves Boquet, « **Christian Grataloup** : Faut-il penser autrement l'histoire du monde ? », *Territoire en mouvement. Revue de géographie et d'aménagement*, vol. 12, 2012.

de Giacomo Matteotti en Italie, cent ans après son assassinat. **Carina Martins Costa et Claudia Rose Ribeiro da Silva** analysent la mémorialisation d'une mort violente, à savoir l'assassinat, au Brésil, en 2018, de la militante Marielle Franco.

Les premiers articles portant sur les capitales s'inscrivent dans une logique plus classique, portant sur la longue durée et remontant au XIX^e siècle. Évoquant des contextes géographiques et politiques résolument différents, ils nous montrent combien les enjeux de dénomination des lieux recèlent un caractère d'universalité. Ils s'intéressent aux formes de changements et aux enjeux de l'urbanisation des acteurs sociaux investis dans l'espace public. Bien évidemment, les dénominations considérées dans le cadre de ce dossier s'inscrivent dans une logique commémorative. La toponymie strictement utilitaire ne fait pas ici l'objet d'une attention particulière.

Les trois capitales concernées – Bruxelles, Buenos Aires et Montevideo – présentent tout à la fois des similitudes et des convergences. Il s'agit dans les trois cas de jeunes États nés dans la première moitié du XIX^e siècle. Ils se sont émancipés soit d'un pouvoir colonial, soit d'une autorité perçue comme extérieure. Ce contexte a bien évidemment laissé des traces dans l'aménagement de l'espace urbain. Une autre convergence est l'importance de l'urbanisation et de la croissance démographique entraînant le développement de nouveaux quartiers apparaissant comme autant d'opportunités toponymiques. L'implantation de certaines dénominations dans les lieux plus centraux apparaît également comme un critère déterminant ; les héros ou les événements jugés d'importance moindre étant souvent relégués dans des quartiers excentrés. Il existe donc clairement dans ces trois capitales une volonté de pédagogisation de l'espace public. Qui dit nouveau contexte et nouveau pouvoir dit aussi volonté d'effacer la trace des héros et dirigeants du passé. C'est là aussi un trait commun aux trois villes considérées.

La croissance démographique est ici aussi porteuse de diversité qu'elle soit sociale ou internationale voire les deux. Pour les villes en question, il s'agit également d'intégrer les nouveaux venus, de les faire participer au modèle en place. Pour ce faire, la toponymie peut apparaître comme un instrument utile puisqu'indispensable dans le cadre de l'aménagement de l'espace urbain. Bien évidemment, chaque cas présente également un certain nombre de spécificités. L'impact de ce que l'on qualifie de « Grande Guerre » (1839-1851) en Uruguay se retrouve exclusivement dans l'odonymie de Montevideo. La place du projet colonial au Congo ou encore des deux guerres mondiales fait sens dans le contexte bruxellois.

À Buenos Aires, la politique planificatrice a été bien plus développée que dans les deux autres capitales considérées. En toile de fond de ces trois contextes, il y a aussi le développement d'une historiographie nationale et la création d'institutions muséales. Des interactions existent même s'il est évident que l'odonymie touche la société dans son ensemble. C'est à travers ce fil rouge d'un phénomène qui touche les sociétés que l'on peut également appréhender les deux autres contributions de ce dossier. **L'article de Camilla Zucchi** consacré à la mémoire de Giacomo Matteotti dépasse le registre de l'odonymie classique puisqu'il s'intéresse également à la mémoire virtuelle du militant socialiste assassiné. Quelle place occupe-t-il aujourd'hui dans le monde numérique et à travers les réseaux sociaux ? Dans quel contexte est-il évoqué et quelles conclusions peut-on en tirer sur l'importance d'une mémoire publique virtuelle dès lors que l'on commémore le 100^e anniversaire de son assassinat.

C'est également l'espace public au sens large qui est appréhendé dans la contribution relative à l'assassinat de la militante brésilienne Marielle Franco. **Les deux auteures** s'attachent à l'importance de la dimension odonymique, à sa dimension militante et officielle, à sa muséalisation mais aussi à des formes non conventionnelles de commémoration en ligne. À travers ces deux contributions, un pan entier de l'espace public physique et numérique en vient à compléter les approches odonymiques plus classiques.

Toujours dans le cadre de ce dossier, nous sommes également allés à la rencontre de la sociologue Sarah Gensburger. Dans cet **entretien**, elle revient sur le rôle des stratégies mémorielles mais aussi sur les nouvelles formes de militantisme dans l'espace public et, de manière plus globale, sur toutes les formes de participations citoyennes.

Enfin, au terme de ce dossier, le numéro comprend également une stimulante **recension** par la politiste Lynda Dematteo de l'ouvrage paru en 2022 de Giulia Albanese et Lucia Ceci intitulé *I luoghi del fascismo. Memoria, politica, rimozione*. Il y est aussi et notamment question d'odonymie...

Bibliographie

Derek Alderman, « Commémorer par la toponymie : nommer les lieux, revendiquer le passé, réparer l'avenir », in Frédéric Girault et Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), *Politiques des noms de lieux, dénommer le monde*, Londres, ISTE Editions, 2023, p. 3-30.

Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972.

John Langshaw Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 [1962].

Ayuntamiento de Madrid, « [Listado de calles con toponimia franquista para su cambio de denominación](#) », *Diario de Madrid*, 22 décembre 2015.

Maoz Azaryahu, « The power of commemorative street names », *Environment and Planning, Society and Space*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 311-330.

Maoz Azaryahu, « The Critical Turn and Beyond », *ACME. An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 10, n° 1, 2011, p.28-33.

Dominique Badariotti, « [Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes / Street names, an argument for a geographic research](#) », *Annales de Géographie*, t. 111, n° 625, 2002, p. 285-302.

Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995.

Yves Boquet, « [Christian Grataloup : Faut-il penser autrement l'histoire du monde ?](#) », *Territoire en mouvement. Revue de géographie et d'aménagement*, vol. 12, 2012.

Jean-Claude Bouvier, *Les Noms de rues disent la ville*, Paris, Christine Bonneton, 2007.

Judith Butler, « Discourse produces the effects it names », in *Bodies That Matter*, New York, Routledge, 1993, p. 239-245.

Garance Clément et François Valegras, « [De quoi la "ville exclusive" est-elle le nom ? Exploration d'un concept émergent à partir de discours scientifiques et opérationnels](#) », *Métropoles*, vol. 20, 2017.

Michel Foucault, *Les Mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966.

Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg (dir.), *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Paris, Fayard, 2023.

Frédéric Giraut, « [Dénominations plurielles : quand les noms de lieux se concurrencent !](#) », *EchoGéo*, vol. 53, 2020.

Natasha A. Kelly et Olive Vassell (dir.), *Mapping Black Europe. Monuments, Markers, Memories*, Londres et Bielefeld, transcript, 2023.

Alfred Korzybski, *Une carte n'est pas le territoire. Prolégomènes aux systèmes non-aristotéliens et à la sémantique générale*, Paris, Éclat-poche, 2015.

- Duncan Light et Craig Young, « Habit, Memory and the Resistance of Socialist Era Street names in postsocialist Bucharest, Romania », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 104, n° 3, 2014, p. 668–685.
- Daniel Milo, « Le nom des rues », in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire. La Nation*, Paris, Gallimard, tome 2, 1997, p. 1887–1920.
- Emilia Palonen, « The city-test in post-communist Budapest. Street names, memorials, and the politics of commemoration », *GeoJournal*, vol. 73, 2008, p. 219–230.
- Kari Palonen, « Reading Street Names Politically », in Kari Palonen et Tuija Previkko (dir.), *Reading the Political*, Tampere, Tammer-Paino Oy, 1993, p. 103–121.
- Thierry Paquot, *L'Espace public*, Paris, La Découverte, 2015.
- Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu (dir.), *The Political Life of Urban Streetscapes. Naming, Politics, and Place*, New York, Routledge, 2020.
- Laura Šakaja et Jelena Stanić, « The spatial codification of values in Zagreb's city-text », in Reuben Rose-Redwood, Derek Alderman et Maoz Azaryahu (dir.), *The Political Life of Urban Streetscapes. Naming, Politics, and Place*, New York, Routledge, 2020, p. 285–313.
- Tamás Sajó, « Urban Space as *Erinnerrungslandschaft*. The Case of Lemberg/Lwów/Lvov/Lviv », *European Review*, vol. 21, n° 4, 2013, p. 523–529.
- Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Brenda S. A. Yeoh, « Street Names in Colonial Singapore », *Geographical Review*, vol. 82, n° 3, 1992, p. 313–322.

Ecós de la *Nueva Troya*

Nomenclatura y gestión del pasado en Montevideo
(1840-1940)



Vista de la Plaza Constitución con carretas, Adolphe D' Hastrel, 1839.
Acuarela. Dedicada al almirante Le Blanc, jefe de la escuadra francesa
en Montevideo.

Museo Histórico Cabildo Montevideo

Carolina Porley

Historiadora

Sistema Nacional de Investigadores (Uruguay)

Se aborda la nomenclatura de Montevideo como instrumento moderno de apropiación simbólica del territorio y de escritura de la historia, desde la aprobación del primer nomenclátor republicano a la conmemoración de su centenario en 1943. En el período se identifican tres etapas, con distintos proyectos toponímicos y de construcción identitaria, en las que se alternan varias estrategias de gestión que fluctúan entre esfuerzos fundacionales y de sedimentación, y posturas contrapuestas respecto a la acción decantadora del tiempo.

Palabras clave: Nomenclatura, Montevideo, Uruguay, Ciudad, Conmemoraciones, Gestión del pasado, Historiografía, Identidad, Memoria, Nación, República, Revisionismo

La nomenclatura de Montevideo como instrumento moderno de apropiación simbólica del territorio y de escritura de la historia

La nomenclatura urbana es una de las primeras formas de gestión del pasado que implementaron las repúblicas sudamericanas tras las independencias, y una de las más presentes en la vida cotidiana de las personas. Como política conmemorativa, se fija sin mayor discernimiento en la memoria colectiva. En sus letreros o “lápidas callejeras” como los definía en 1925 el escritor y político uruguayo Gustavo Gallinal (1889-1951), están “los presuntos nombres máximos y representativos del país. Los repiten antes de aprender a leer los niños, vuelan de boca en boca, alcanzando la más extensa y popular de las consagraciones”¹.

No todas las capitales de la región usaron la nomenclatura para “condensar la historia del pueblo que presiden”, como resumía el autor citado. Algunas adoptaron racionales sistemas georreferenciales con números, letras y puntos cardinales, persiguiendo una neutralidad política o el sueño moderno de una ciudad sin lastre, es decir, sin nada para recordar u olvidar. Los ejemplos de La Plata² en 1882 y Brasilia en 1960, son claros al respecto. Pero si la mayoría optó por darle al asunto un sentido pedagógico, con el paso del tiempo debieron lidiar con un efecto inesperado. Como pasó con los feriados patrios, la omnipresencia cotidiana generó una paradójica invisibilidad por desconocimiento: pocos “usuarios” recuerdan quiénes fueron aquellos cuyos nombres repiten a diario, y muchos menos conocen bajo qué auspicios y designios fueron elegidos.

1. Gustavo Gallinal, “Nomenclatura urbana”, en Carlos Real de Azúa, *Antología del ensayo uruguayo. Tomo 1*, Montevideo, Departamento de Publicaciones de la Universidad de la República, 1964 [1925], p. 173.

2. Capital de la provincia de Buenos Aires.

Los estudios sobre la nomenclatura de Montevideo han atendido el primero de estos problemas, y en menor medida el segundo. Desde la aprobación del primer nomenclátor republicano en 1843, hubo conciencia de la necesidad de explicar el sentido de cada nombre. Las autoridades impulsaron publicaciones del tipo “quién es quién”, en 1902, 1919 y 1961 que fueron dando cuenta de las calles, avenidas y plazas que se multiplicaban conforme se expandía la ciudad. *Nomenclatura de Montevideo* (1962) encomendado al historiador Alfredo Castellanos, fue el último gran esfuerzo, con varias actualizaciones, la última, de 2000³.

Con respecto al segundo aspecto, si bien desde fines del siglo XIX la nomenclatura ha sido muy debatida, pocos estudios abordaron su gestión -decisiones y criterios que pautaron las designaciones- y están concentrados en el nomenclátor de 1843, que con “perforaciones” se mantiene en el casco histórico y centro de Montevideo⁴. El estudio más reciente es el de Fabio Wasserman⁵ y analizó ese plan desde un abordaje de historia intelectual y en relación a los esfuerzos de construcción de un relato histórico por parte de la intelectualidad sudamericana decimonónica. Se trata de un antecedente fundamental del artículo que aquí se presenta. El mismo estudia la nomenclatura montevideana atendiendo los actores, instrumentos y circunstancias históricas y urbanísticas que influyeron en su configuración, de modo de explicar cómo la toponimia resultante dialogó con el presente que la definió y el pasado que evocó. Se inscribe en una línea de investigación que ya ha arrojado numerosos trabajos, sobre los nombres de las calles como política de memoria históricamente situada⁶.

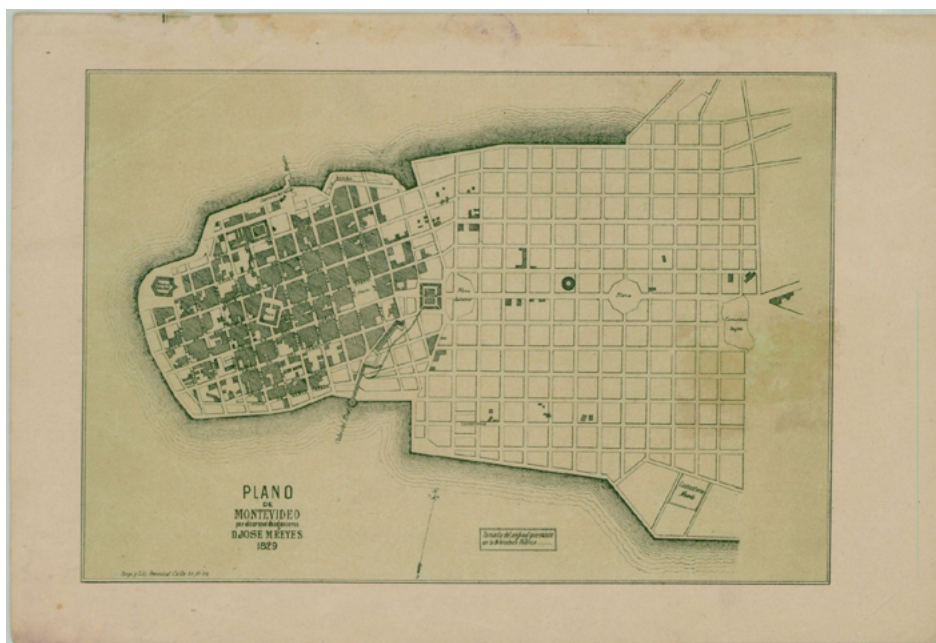
3. Alfredo Castellanos y Enrique Mena Segarra, *Nomenclatura de Montevideo*, Montevideo, Intendencia Municipal de Montevideo, 2000. Véase las referencias a otras publicaciones en la bibliografía.

4. Un estudio pionero que rescató las nomenclaturas coloniales y reconstruyó los primeros intentos de creación de una nueva nomenclatura tras la independencia, fue el de Carlos Pérez Montero sobre la historia de la calle 18 de Julio, publicado en 1943. También pueden mencionarse la reseña histórica incluida por Castellanos en su *Nomenclatura de Montevideo* de 1962, y un artículo de Elisa Silva Cazet, de 1986, ambos realizados a instancias del historiador Juan Pivel Devoto (1910-1997), figura clave en la gestión pública del tema a partir de 1940. Véase referencias a estos antecedentes en la bibliografía.

5. Fabio Wasserman, “**Relato histórico e identidad nacional en la nomenclatura de Montevideo de 1843**”, *Memoria y sociedad*, vol. 14, n° 28, 2010, pp. 51-65.

6. Un antecedente clave es el artículo de Daniel Milo “Le nom des rues”, publicado por Pierre Nora en *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986. También el trabajo sobre usos de la historia en el espacio público de Carlos Forcadell y otros, de 2002,

El período abordado va del primer nomenclátor republicano, a la conmemoración de su centenario en 1943, esto es: desde los primeros esfuerzos por construir una narrativa histórica que aportara al *qué somos*, cuando aún no existía una historia escrita, a la emergencia de un revisionismo histórico en la década de 1940 que tomó a la nomenclatura como uno de sus “campos de batalla”. El abordaje incluye el análisis del tema en relación a otras políticas conmemorativas con las que la nomenclatura coincidió y confluyó.



Plano de Montevideo por el coronel de ingenieros D José M. Reyes, 1829.
Biblioteca Nacional Uruguay

Independencia y apropiación simbólica del territorio

El inicio de la vida republicana estuvo marcado en el Estado Oriental (el nombre Uruguay será de uso posterior) y más concretamente en su capital, Montevideo, por la destrucción de las murallas que habían

que incluyó el de Montserrat Duch Plana sobre la toponimia franquista en democracia, entre otros. Asimismo autoras como Chantal Kesteloot han abordado la nomenclatura junto a otras políticas conmemorativas activas en un ámbito privilegiado como es el espacio público. Véase referencias en la bibliografía.

signado la identidad colonial de la ciudad como enclave militar en la lucha de los imperios iberos. La decisión de abrir el espacio urbano fue adoptada por la Asamblea Constituyente en 1829, antes incluso que se jurara la primera constitución, el 18 de julio de 1830. Entonces se encargó al geógrafo y cartógrafo José María Reyes⁷ un plano de Montevideo que proyectara una “ciudad nueva”, que con sus 136 manzanas duplicó a la que pasó a ser conocida como “ciudad vieja”. La urbe proyectada era un gesto de enorme optimismo y fe en el progreso, si se considera que lo que había más allá de los muros de la ciudad eran algunas construcciones precarias y caminos de tierra marcados por el trajinar de las carretas.

La ocupación y edificación en el nuevo amanzanamiento se fue dando a la par de la llegada de miles de inmigrantes, que convirtieron a Montevideo en una verdadera cosmópolis. Entre 1829 y 1843 la ciudad triplicó sus habitantes, que llegaron a los 32 mil, de los cuales poco más de un tercio eran orientales⁸. La aprobación de la nueva nomenclatura en 1843 respondió a necesidades prácticas de orden y organización de una ciudad en expansión que entonces tenía decenas de calles sin nombrar, y en la que las casas, sin numeración, eran conocidas por el nombre de sus propietarios. Pero fue también un acto fundacional, tan simbólico como la destrucción de las murallas, y que buscaba aportar a la construcción de una identidad nacional y republicana en quienes habitaban el nuevo estado.

La toponimia urbana secundó así a la cartografía como mecanismo por excelencia de apropiación simbólica del territorio. Ambas operaron juntas cuando estado y nación eran entidades proclamadas antes que realidades consolidadas. En ese sentido, la nomenclatura puede considerarse una de las escrituras de la modernidad, que sirvió a la construcción de lo que Benedict Anderson llamó *comunidades imaginadas*⁹.

La operación suponía borrar de la ciudad los rastros de la colonia. Desde su fundación, Montevideo tuvo dos nomenclaturas. En 1730, el

7. Sobre la obra de Reyes, véase de Nicolás Duffau y Ana Frega, “Definir, organizar y representar el territorio de la nación: José María Reyes (1803-1864), topógrafo y geógrafo del Estado Oriental del Uruguay”, *Almanack*, vol. 31, 2022.

8. Entre los 18.600 extranjeros censados, destacaban los franceses (4.861), españoles (4.212), italianos (3.754), y los procedentes de Buenos Aires y otras provincias vecinas (2.606). Raquel Pollero y Graciana Sagaseta, “Una fotografía ‘movida’ de Montevideo a mediados del siglo XIX. Conversaciones entre la demografía histórica y el análisis espacial”, *Población y Sociedad*, vol. 26, n° 2, 2019.

9. Benedict Anderson, *Comunidades imaginadas. Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo*, México DF, Fondo de Cultura Económica, 1993.

Cabildo nombró las 14 calles iniciales con referencias en uso. Estaban las calles *de la fuente, de la Iglesia, del Puerto Chico*. También la *del Gallo*, la *Traviesa*, la *Media Calle* y la *Entera*. En 1778, cuando Montevideo tenía 900 casas y 4270 habitantes, se resolvió que las 21 calles de entonces adoptaran el santoral católico (calle *San Pedro*, *San Sebastián*, *San Juan*, *San Gabriel*, etc.). Ese nomenclátor se mantuvo 65 años. Fueron tiempos especialmente convulsionados en los que Montevideo pasó de ser colonia española (1730–1814), con un breve período de dominio británico en 1807, a Provincia Oriental Autónoma bajo el liderazgo de José Artigas (1815–1817), para luego ser invadida por Portugal y convertirse en Provincia Cisplatina (1821–1828) lusitana primero, brasileña después, con una declaración de independencia y de unión a las Provincias Unidas del Río de la Plata (agosto de 1825) que llevó a la guerra con Brasil, la que terminó con la mediación británica y la ratificación de un acuerdo de paz (octubre de 1828) que resolvió crear un estado independiente.

El gobierno de Fructuoso Rivera (1830–1834), dio los primeros pasos en materia de políticas conmemorativas con la aprobación de la ley de festejos patrios en 1834. Frente al complejo proceso emancipador, se optó por elegir dos fiestas mayores y dos medias fiestas. Las primeras fueron 25 de mayo (declaratoria de la independencia en 1810 del antiguo Virreinato del Río de la Plata) y 18 de Julio (jura de la Constitución), y las medias fiestas el 20 de febrero (Batalla de Ituzaingó contra Brasil en 1827) y el 4 de octubre (ratificación del acuerdo de paz en 1828)¹⁰. Con respecto al nomenclátor, el tema comenzó a tratarse en 1835 en el gobierno de Manuel Oribe (1835–1838), cuando el periódico *El Moderador* inició un debate para elegir “los nombres históricos de los lugares en que las armas republicanas obtuvieron los triunfos, a que debemos nuestra libertad e independencia: los de los héroes, que después de conseguida esta, han muerto en defensa de las leyes y del orden constitucional (no nos parece personas aún vivas); y finalmente, los nombres de los demás estados del continente americano, con quienes formamos una misma familia”¹¹. Circularon entonces distintos listados donde ya aparecían excepciones a la regla pretendida (calles con el nombre de Rivera, entonces en plena actividad política). En 1837 Oribe buscó avanzar y encargó a una comisión de nomenclatura definir los nombres “que eternicen la memoria de las épocas y lugares célebres de la Patria [...] en armonía con los recuerdos

10. Sobre los primeros festejos patrios, de Andrea Antuña, *La nación en cartón, yeso y tela. De los primeros festejos patrios de 1858 al Centenario de 1911*, Tesis de Maestría en Historia, Universidad de Montevideo, 2021. Inédita.

11. *El Moderador*, n° 16, 11 de diciembre de 1835, p. 2.

gloriosos de la independencia nacional, con el grado de civilización y de engrandecimiento en que debe aparecer la capital del Estado, y con lo que reclama el progreso de su población y su comercio”¹².

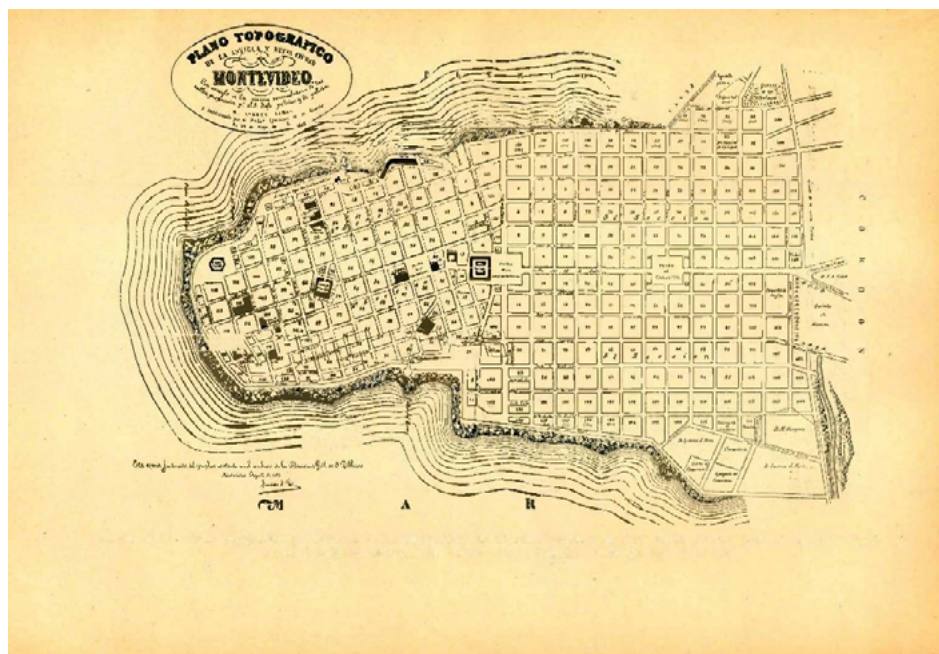
Debido a la inestabilidad política, la comisión no llegó a expedirse y el tema quedó postergado. En 1836 Rivera se levantó en armas contra el gobierno de Oribe iniciando un período de guerras civiles que se extendió hasta 1876 (aunque hubo levantamientos hasta 1904). Entonces se enfrentaron dos facciones identificadas por el color de la divisa de sus combatientes, blanca (partidarios de Oribe) y colorada (seguidores de Rivera), episodio que la historiografía ha visto como el nacimiento de las dos identidades políticas más antiguas y que protagonizaron la lucha por el poder en Uruguay hasta 1971. Oribe resignó el gobierno en 1838 y se trasladó a Buenos Aires donde aunó fuerzas con el gobernador bonaerense Juan Manuel de Rosas¹³. Por su parte, Rivera, respaldado por fuerzas brasileñas, unitarias (antirrosistas) y la armada francesa, asumió el poder en 1839, y declaró la guerra a Rosas, dando inicio a un conflicto regional –en el que también intervinieron Francia y Gran Bretaña– conocido como la Guerra Grande (1839–1852). Si bien Rivera venció en la Batalla de Cagancha (1839), Oribe logró avanzar en territorio oriental y poner sitio a Montevideo en febrero de 1843. El asedio se prolongó casi nueve años (hasta octubre de 1851) en los cuales existieron en el país dos gobiernos: el de la Defensa, que resistía en Montevideo, y el del Cerrito (por el lugar donde Oribe instaló su cuartel general, a ocho kilómetros de la ciudad). La guerra fue también de propaganda y desde Montevideo hubo una importante producción periodística, literaria y artística destinada sobre todo a Europa, que presentaba a la ciudad como la esperanza de la civilización frente a las fuerzas regresivas encarnadas por Rosas y Oribe. Tal la versión que el novelista francés Alejandro Dumas plasmó en su exitosa *Montevideo, ou une nouvelle Troie*¹⁴, una de las imágenes más pregnantes en la identidad no solo montevideana, sino de todos los uruguayos.

12. *El Universal*, n° 2.382, 5 de setiembre de 1837, p. 2.

13. Juan Manuel de Rosas (1793–1877) fue el político más polémico de la historia argentina del siglo XIX, solo comparable a Juan Domingo Perón en el siglo XX. Estanciero, caudillo federal, gobernador de Buenos Aires (1829–1832; 1835–1852) y responsable de las relaciones exteriores de la Confederación Argentina, su política lo enfrentó a Francia y Gran Bretaña, al tiempo que su gestión autoritaria fue resentida no solo por los opositores unitarios sino por los liberales y románticos, muchos de los cuales se exiliaron en Montevideo.

14. Alejandro Dumas, *La Nueva Troya*, Buenos Aires, Marea, 2005 [1850].

Tres meses después de iniciado el sitio, y cuando la ciudad se preparaba para resistir un asalto final, Montevideo estrenó nomenclatura.



Plano topográfico de la antigua y nueva ciudad de Montevideo, con arreglo a la nueva nomenclatura de las calles propuesta por el jefe político y de policía D. Andrés Lamas y sancionado por el Poder Ejecutivo por decreto del 22 de mayo de 1843, dibujado por el litógrafo del Estado, Juan Manuel Besnes Irigoyen.

Tomado de: Carlos Pérez Montero, "La calle del 18 de Julio (1719-1875). Antecedentes para la historia de la ciudad nueva", *Revista del Instituto Histórico y Geográfico del Uruguay*, 1943.

El nomenclátor republicano

La nueva nomenclatura renombraba las 28 calles de la Ciudad Vieja y designaba las 37 de la Ciudad Nueva, donde solo la proyectada plaza central había sido nombrada en 1840 como de *Cagancha*, en honor al triunfo de Rivera sobre las tropas rosistas. Sin embargo, el sentido del nomenclátor creado por Andrés Lamas (1817-1891)¹⁵ fue muy distinto

15. Periodista, historiador, bibliófilo y coleccionista, Lamas tuvo una prolongada actuación pública, que inició muy joven en 1833 como funcionario del Ministerio de

al que signó aquella designación. Miembro de la primera generación de románticos rioplatenses, Lamas había sido designado ese año 1843 jefe político y de policía de Montevideo¹⁶. Entonces tenía 26 años, y recién comenzaba una de las trayectorias políticas e intelectuales más importante del siglo XIX rioplatense a la par de sus estimados Bartolomé Mitre (1821-1906) y Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888)¹⁷.

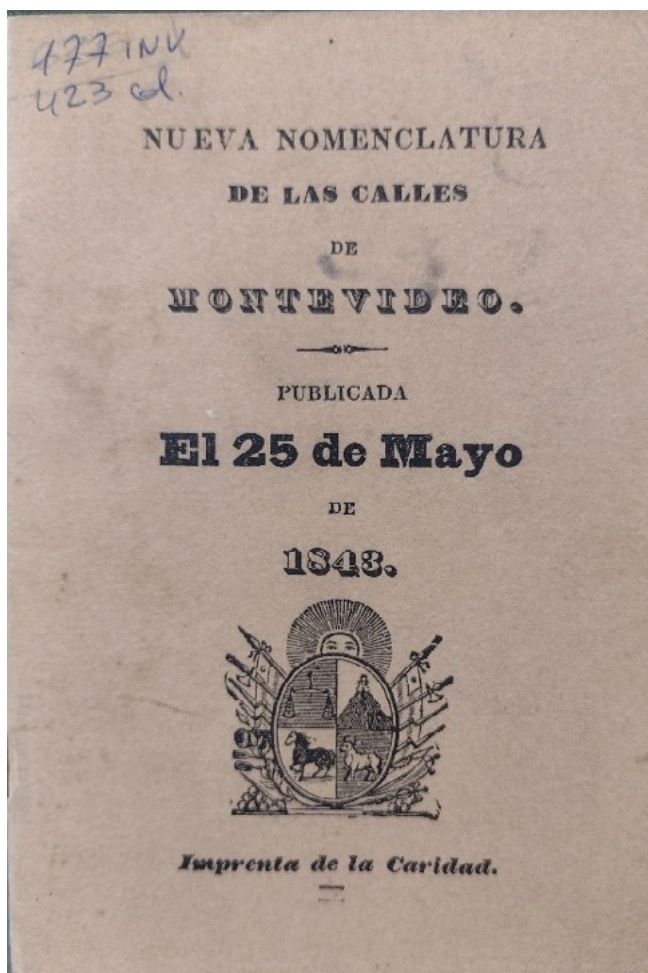
Fiel a su formación doctoral y su espíritu liberal pensó la nomenclatura de la ciudad para que reposara “sobre una base completamente nacional”. Su objetivo era ofrecer una síntesis histórica a enseñar a los ciudadanos como parte de un programa civilizatorio y de afirmación de

Gobierno, luego fue juez letrado, jefe político y de policía de Montevideo, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario en la corte brasileña, y más adelante ministro de Hacienda. En 1862 pasó a residir en Buenos Aires, donde se dedicó a sus escritos históricos y a formar sus colecciones de documentos, obras de artes, iconografía, piezas prehispánicas y libros. Su actuación pública no le mereció mayores reconocimientos, siendo muy criticado por su responsabilidad en los polémicos tratados firmados con Brasil en 1851 (sobre todo el que fijó los límites entre los dos estados), al tiempo que su manifiesto “fusionista” de 1855, en el que propuso dejar de lado las divisas blanca y colorada, significó la negación de las identidades políticas que las tradiciones partidarias se dedicaron a exaltar. Su actuación ha sido valorada sobre todo en su aporte al campo historiográfico rioplatense, sus esfuerzos heurísticos, editoriales y de recopilación documental. En 1928 Raúl Montero Bustamante afirmó: “no es posible hablar o escribir de política, de historia, de filosofía, de literatura, de cualquier manifestación social, intelectual o moral que se refiera al Río de la Plata y a los principales acontecimientos del siglo pasado, sin que nos salga al encuentro un hecho, una tesis, un concepto o un comentario de Lamas. Él llenó todo el escenario de su época [...], es siempre el político que hace la historia o el autor que la escribe. Ambos personajes [...] son igualmente interesantes, pero claro que con preferencia se recuerda al último”. Véase Raúl Montero Bustamante, “Ensayo sobre Andrés Lamas”, en *Ensayos. Período Romántico*, Montevideo, Arduino Hnos, 1928, pp. 5-27, también de Tomás Sansón Corbo, *Despertar en Petrópolis. Andrés Lamas y la influencia de Brasil en la historia de los estados de la Cuenca del Plata en el siglo XIX*, Montevideo, Sicut, 2015.

16. Sobre la actuación de Lamas como jefe político y de policía, de Nicolás Duffau, “**Andrés Lamas y la reconfiguración de las taras policiales: reforma, administración interior y gobierno de las ciudades. Montevideo, 1843-1844**”, *Revista Historia y Justifica*, vol. 14, 2020.

17. Escritores, estadistas y políticos de dilatada trayectoria, ambos fueron presidentes de Argentina (Mitre entre 1862 y 1868, y Sarmiento entre 1868 y 1872). En la biblioteca de su casa de la calle Piedad (Buenos Aires), Lamas tenía entre otros múltiples objetos artísticos y simbólicos, dos bustos: uno de Mitre y otro de Sarmiento, que flanqueaban cual esfinges su escritorio. Así quedó registrado en una fotografía tomada hacia 1880. Véase Horacio Arredondo, *Los “Apuntes estadísticos” del Dr. Andrés Lamas*, apartado de la Revista del Instituto Histórico y Geográfico del Uruguay, Tomo VI, n° 1, 1928, p. 13.

la nacionalidad. Para eso dedicó las calles más antiguas a honrar hitos del proceso independentista cerrado en 1830, con nombres de fechas y batallas, evitando homenajear a referentes políticos y militares que en su mayoría seguían actuando en el complejo escenario político. Las calles de la Ciudad Nueva fueron destinadas a enseñar la fisonomía política y la geografía del país, incluidas las divisiones administrativas (departamentos), ríos y arroyos.



Portada de edición facsimilar del folleto de la *Nueva Nomenclatura de las calles de Montevideo*. Publicada el 25 de mayo de 1843 por la Imprenta de la Caridad.

Archivo Histórico de Montevideo

En la fundamentación incluida en el folleto distribuido a los vecinos el mismo 25 de mayo en que se clavarón las nuevas tablillas, Lamas dejó claro sus criterios y recaudos:

“Al paso que me he apresurado a rendir homenaje a las glorias nacionales, que están ya fuera del dominio de la discusión, y son objeto de respeto y amor para todos los hijos de esta tierra, me he abstenido de tocar los nombres de contemporáneos ilustres y de sucesos que deben esperar a su sanción de la opinión tranquila e ilustrada de nuestros venideros. Cuando desaparezcan las pasiones y los intereses que ha creado la revolución, para dar campo a los fallos severos e imparciales de la historia, Montevideo tendrá muchas y bellas calles que ofrecer a los nombres de los guerreros, de los magistrados, de los hombres públicos que han trabajado y consolidado la independencia y la libertad de la Patria, sin desertar su bandera en los duros trances y tribulaciones con que la Providencia ha querido poner a prueba la pureza y la verdad de sus creencias y sacrificios. Sería una injusticia quitarles a los hombres que realmente merecen ese homenaje el derecho a esperarlos de la posteridad”¹⁸.

Optó así por mantener el nomenclátor al margen del conflicto que vivía el país, evitando su uso como instrumento de propaganda al servicio de Montevideo (lo que sí hacía con sus escritos fervientemente antirrosistas). La propuesta desplegaba un relato coherente. En Ciudad Vieja estaban las principales fechas e hitos de la lucha contra los españoles (1811-1814) así como las campañas y acciones contra el Imperio de Brasil (1825-1828). Dos fechas aparecen jerarquizadas: 25 de mayo, al que definió como “día de América” cuando “el pensamiento de independencia y libertad surgió en toda su pureza”¹⁹, y 18 de Julio, o sea, las mismas fechas priorizadas en la ley de 1834. A la primera le asignó la calle *San Pedro*, que era entonces la vía más transitada de la Ciudad Vieja, y a la segunda el eje central de la Ciudad Nueva.

18. Andrés Lamas, “Nueva nomenclatura de las calles de Montevideo. Publicada el 25 de mayo de 1843”, Edición facsimilar, Intendencia Municipal de Montevideo, 1985 [1843], pp. 1-2.

19. Andrés Lamas, “Nueva nomenclatura de las calles de Montevideo. Publicada el 25 de mayo de 1843”, Edición facsimilar, Intendencia Municipal de Montevideo, 1985 [1843], p. 22.

Su abstención de hacer un nomenclátor con próceres, fue sin duda la decisión fundamental que tomó, seguramente para evitar polémicas que ya se habían anunciadas en 1835. No creó una calle Artigas, pero sí incluyó el recuerdo de su victoria en *Las Piedras* en 1811; no definió una vía Oribe pero sí una calle *del Cerro*, por el triunfo de aquel en 1826 sobre Brasil; lo mismo hizo con Rivera (*Rincón, Misiones*) y Juan Antonio Lavalleja (*Sarandí*). Sí creó una *De los treinta y tres*²⁰ (curioso homenaje que lograba mantener el anonimato).

Aunque de vocación fundacional, este nomenclátor no negaba la herencia colonial ni prehispánica, aspectos constitutivos de una identidad americana que buscó afirmar. Incluyó referencias a la conquista y la vida colonial con nombres de personas (aquí sí) vinculadas al descubrimiento (Colón, Solís), la colonización y el proceso fundacional de la ciudad (un gobernador, uno de los primeros vecinos, el fundador del hospital, un comerciante). También recordó hitos de la lucha contra los ingleses (como la calle *de la Brecha*, destinada a “conservar la tradición de la que abrieron los ingleses [en la muralla] en 1807”). Del período independentista la única personalidad que rescató fue José Manuel Pérez Castellano (1743-1815), y en recuerdo de su donación de libros para la fundación en 1816 de la biblioteca pública. El único extranjero incluido fue el estadounidense George Washington (1732-1799). Y Lamas se tomó unas líneas para justificarlo: “este no es un nombre célebre de la República Oriental, ni del Río de la Plata, ni de ninguno de los pueblos hispano-americano. Pero Washington es el grande institutor del gobierno republicano representativo, único capaz de echar raíces en nuestro continente”²¹.

Lamas presentó su proyecto de nueva nomenclatura junto al de creación del Instituto Histórico y Geográfico Nacional como parte de un mismo programa civilizatorio. Lo hizo en un escrito en el que lamentó que la guerra impidiera celebrar las fiestas mayas (en recuerdo del 25 de mayo de 1810), por lo que creía que esas iniciativas estaban llamadas

20. Refiere al grupo de orientales liderados por Lavalleja y Oribe, que iniciaron en abril de 1825 una “cruzada libertadora” contra la ocupación brasileña de la provincia oriental.

21. Andrés Lamas, “Nueva nomenclatura de las calles de Montevideo. Publicada el 25 de mayo de 1843”, Edición facsimilar, Intendencia Municipal de Montevideo, 1985 [1843], p. 58.

a contribuir a sus principios ilustrados y liberales, aportando al estudio y valoración de la historia y geografía del país²².

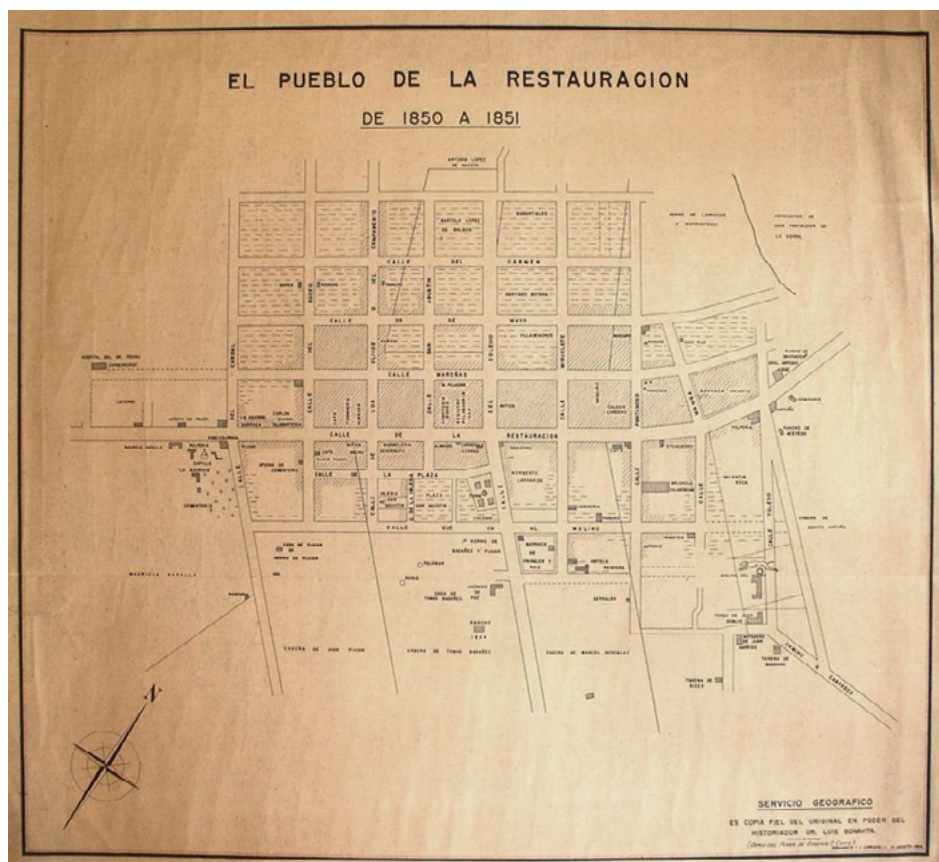
La nomenclatura creada en 1843 fue así la primera síntesis histórica del país, que antecedió un esfuerzo de escritura de una “Historia de la República Oriental del Uruguay”, que el propio Lamas emprendió, a pedido del gobierno de la Defensa, poco después²³. Y fue exitosa. En su carácter fundacional, fue replicada en los pueblos y capitales departamentales del resto del país donde, más allá de improntas locales, perviven las calles *25 de mayo*, *18 de Julio*, *Rincón*, *Sarandí*, *Solís* y *Colón*. El prestigio del “Plan Lamas” sobrevivió los reiterados cuestionamientos de los que fue luego objeto la nomenclatura montevideana, al punto que fue reivindicado por intelectuales de ambos partidos un siglo después, incluso más por los blancos que los colorados, como se verá más adelante.

Un nomenclátor efímero

Así como existió una ciudad sitiada, existió una ciudad sitiadora. Dentro de su labor administrativa, el gobierno del Cerrito hizo censos, cobró impuestos, construyó instituciones y también fundó un pueblo en el Cardal, un caserío cercano al cuartel general de Oribe. José María Reyes realizó su amanzanamiento y definió las calles y caminos principales. Por decreto del 24 de mayo de 1849 se denominó al pueblo *Villa Restauración* (tanto Oribe como Rosas se presentaban como restauradores de un orden amenazado) y la calle principal (antes nombrada *de la restauración*), fue llamada *General Artigas*. Las demás vías iban a ser nombradas en un nuevo decreto, lo que no alcanzó a concretarse.

22. La confluencia de propósitos se observa por ejemplo en el hecho de que el nomenclátor incluyó un calle *Guaraní* “en recuerdo a los que nos precedieron en este suelo [...] tribu altiva y vigorosa, que ha dejado las huellas de su inmensa conquista en la nomenclatura del país”, mientras que entre las tareas del Instituto estaba la de “resucitar en su posible pureza la lengua que hablaron los señores de este país antes de la conquista”. Véase Andrés Lamas, *Escritos selectos del Doctor Andrés Lamas*, Tomo I, Prólogo de Pablo Blanco Acevedo, Montevideo, Instituto Histórico y Geográfico, 1922, p. 70.

23. En 1849 por decreto gubernamental se le encargó escribir la “Historia del a República Oriental del Uruguay”, para lo cual se le facilitó recursos económicos y logísticos. Sin embargo, Lamas no cumplió con la tarea, en parte porque concentró sus esfuerzos más en reunir las fuentes para la historia de las repúblicas rioplatenses, que en su escritura. Véase de Nicolás Arenas de León, “Un hombre para narrar la nación. Andrés Lamas y la Historia de la República Oriental del Uruguay”, *HistoReLo, Revista de Historia Regional y Local*, vol. 11, n° 22, 2019, pp. 97-125.



Plan del pueblo Villa Restauración hacia 1850. Copia del que perteneció al historiador Luis Bonavita, realizado en base al original de José María Reyes.

Gracias a un plano que divulgó en 1943 el historiador Luis Bonavita²⁴, realizado a partir del original de Reyes, sabemos que hacia 1850 la mayoría de las 15 calles de *Villa Restauración* tenían denominaciones referenciales (calle *de la plaza*, *del campamento*, *del colegio*). Solo dos arrojaban luz sobre la síntesis histórica pensada para aquella nomenclatura: la mencionada *General Artigas* y la calle *25 de mayo*. Si bien no tenemos la fundamentación de estas elecciones, rastreando el debate en la prensa en 1835, encontramos argumentos que pudieron esgrimir entonces los hombres de Oribe. Con respecto a José Artigas (1764-1850), militar y

24. Agradezco la copia del plano a la historiadora Astrid Sánchez, autora del proyecto *Permanencias arquitectónicas y urbanísticas del campo sitiador (1843-1851) de la Guerra Grande a la actual ciudad de Montevideo*, Comisión Sectorial de Investigación Científica, Universidad de la República, 2017.

político oriental de ideas republicanas y fuerte impronta social, “jefe de los orientales” (así se lo proclamó en 1811) hasta su derrota y exilio en Paraguay en 1820, en uno de los listados divulgados por *El Moderador* se fundamentaba su inclusión en que “este soldado de la Libertad ya no existe para la República, y tiene los títulos más recomendables, para excitar nuestra gratitud y para eternizarlo, dando su nombre a una calle de la Ciudad donde él posee sus fincas, y recordarlo siempre con patriótica emoción”²⁵. Se trata de un rescate temprano de Artigas, quien entonces vivía exiliado y olvidado en Paraguay, y cuya reivindicación como prócer de la independencia va iniciarse hacia 1860, aunque recién en 1883 va a ser objeto de políticas conmemorativas (proyecto para la colocación de una estatua ecuestre en la Plaza Independencia).

Con respecto al 25 de mayo su destaque no extraña si se considera que los orientales celebraban las fiestas mayas desde 1816, durante el período artiguista²⁶.

La paz entre los orientales llegó el 8 de octubre de 1851, luego que las tropas del gobernador entrerriano Justo José Urquiza invadieran el país en alianza con el gobierno de la Defensa y el Imperio de Brasil, y que las fuerzas de Oribe no ofrecieran resistencia. Entonces quedó planteada la máxima tan repetida por la historiografía uruguaya de que no hubo “ni vencidos ni vencedores”. El acuerdo de paz reconoció la labor y compromisos asumidos por los dos gobiernos y estableció que tanto el de la Defensa como el del Cerrito obraron por el bien común, convencidos que luchaban contra un agresor externo (ya sea Rosas o las potencias europeas).

Sin embargo, si se atiende la nomenclatura, el período que se abrió en 1851 tuvo un claro triunfador. El 21 de noviembre de ese año el gobierno colorado de Joaquín Suárez renombró el pueblo fundado por Oribe como *Villa de la Unión*, en “el interés de perpetuar en la memoria de los pueblos el recuerdo de la feliz terminación de la época calamitosa que la República

25. Varios orientales, “Correspondencia. Nomenclatura de las calles”, *El Moderador. Diario Universal*, nº 20, 16 de diciembre de 1835, p. 3. La referencia es interesante porque aclaraba que, si bien Artigas aún vivía, se mantenía ajeno a toda actividad política, y porque se escogió homenajearlo en la calle donde se encontraba su casa – entonces calle *San Benito*, luego *Colón*– lo que marca el efecto de *lugar de memoria* del homenaje.

26. Cabe señalar que la importancia de esta fecha se fue diluyendo a partir de 1860 conforme crecía la efemeride del 25 de agosto (por la declaratoria de la independencia en 1825), al punto que en 1910 su centenario pasó en Uruguay sin mayores atenciones (sí fue el año donde se concentraron los festejos en Argentina). Finalmente, el país, luego de una larga discusión, celebró su centenario “repartido” entre 1925 y 1930.

acaba de atravesar y de borrar hasta donde sean posible los vestigios de la dominación extranjera, que tanto ha pesado sobre el bienestar y la riqueza del país”. Más adelante, en 1867, el gobierno del también colorado Venancio Flores aprobó una nueva nomenclatura para esa villa, designando *8 de octubre* a la calle *General Artigas*. Si bien otros nombres recogieron la historia del lugar, varios fueron destinados a homenajear hitos y protagonistas de la guerra contra Rosas, como *Monte Caseros* (en recuerdo de la derrota final de Rosas el 3 de febrero de 1852) y el mismo Flores tuvo una calle con su nombre²⁷. En la zona donde había estado el cuartel general de Oribe, una calle fue designada *Nueva Troya*, en honor a la tesis dumasiana de que Montevideo había resistido en nombre de la civilización el embate de las fuerzas regresivas²⁸.

Fue el inicio de otra etapa en la nomenclatura montevideana, que desplegó una nueva síntesis histórica exaltadora de la época de la Defensa y de la tradición del partido colorado convertido en partido del gobierno, y del Estado, por casi una centuria (1865-1958).

Colorada y cosmopolita

El fin de la Guerra Grande supuso para la ciudad y su nomenclatura el inicio de un nuevo período de crecimiento y expansión. La llamada *Ciudad Nueva* (hoy centro de Montevideo) se amplió absorbiendo la zona del *Cordón* al este y la *Aguada* al norte. En 1867 se establecieron y nombraron los caminos de ingreso a la ciudad y se definieron las nomenclaturas de las principales villas cercanas (de la Unión, del Cerro y Victoria). En 1878 las autoridades proyectaron una nueva Montevideo, la *Ciudad Novísima*, con una avenida de circunvalación, que marcó los límites de la ampliada planta urbana.

Sin embargo, la planificación no definió la etapa de expansión. En esas décadas fueron fundados varios pueblos y cientos de barrios dentro y fuera de los límites de la ciudad, a partir de emprendimientos particulares que se multiplicaron a impulso de la inmigración europea. Algunos datos censales permiten visualizar ese crecimiento. En el censo de 1860

27. Ambas denominaciones fueron luego cambiadas cuando esos nombres se adjudicaron a vías de mayor jerarquía en la ciudad.

28. En total tres calles de distintos barrios de la ciudad fueron nombradas en recuerdo del texto del escritor francés. Véase, Junta Económico-Administrativa de Montevideo, *Nomenclatura de Montevideo (calles, plazas, plazuelas y puentes). 1843-1919*, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1919.

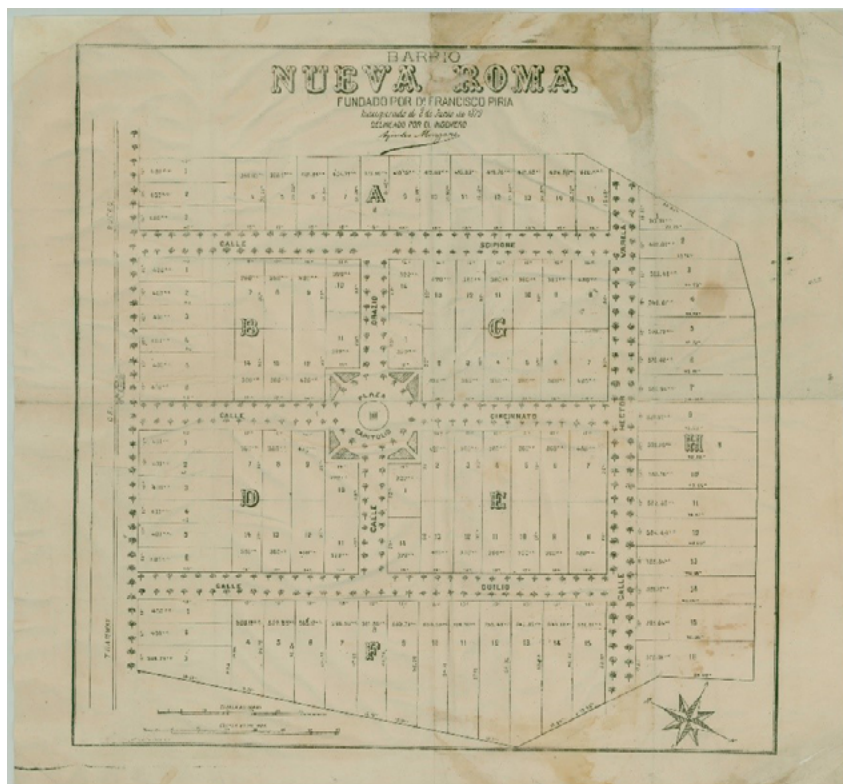
la población de Montevideo alcanzaba las 58.000 personas, la mitad eran extranjeros. En 1889 la cifra había trepado a 215.000 habitantes (45 por ciento extranjeros) y en 1908 sumaba 309.000 (30 por ciento extranjeros, y 12 por ciento migrantes internos). En el período, la ciudad creció más de 300 hectáreas y el número de construcciones pasó de 6.219 (censo de 1852) a más de 42.800 (estimadas en 1911)²⁹.

De las 65 calles que había nombrado Lamas en 1843, se pasó a casi 2000 en 1919. De ellas más de la mitad fueron designadas por la Junta Económico Administrativa de Montevideo entre 1917 y 1919. El dato da cuenta del desfasaje entre el crecimiento urbano y la gestión del nomenclátor. Esta dejó de secundar un proyecto contenido de ciudad (como en 1843) para *correr de atrás* a una Montevideo que se le escurría, al expandirse vertiginosamente.

Si bien al principio se siguió el plan de Lamas designando las nuevas calles con nombres de departamentos, ríos y comunidades indígenas, el crecimiento exponencial de vías y la fundación de barrios por particulares (quienes no solo compraban, loteaban y vendían los terrenos sino que trazaban sus plantas urbanas y nombraban las plazas y calles), llevó a que el proceso se volviera un tanto caótico, con homologaciones y designaciones apresuradas, acumulación de calles sin nombrar, repetición y cambios de nombres.

De todos modos, si se observa el nomenclátor hacia 1919 se reconocen rasgos que lo definen y dotan de coherencia narrativa, y que se vinculan con un imaginario nacional de matriz colorada. Por un lado, tenía un perfil cosmopolita, de apertura al mundo, y que miraba a Europa como a un espejo. Por otro, esas calles contribuyeron a construir y transmitir una narrativa exaltadora de la época de la Defensa, de sus protagonistas, herencias y epílogos incluida la impopular Guerra de la Triple Alianza contra Paraguay (1864-1870). Y si bien la ciudad siguió creciendo, fue entonces cuando quedó establecido su *adn* toponímico en la zona central. La conciencia de que esto era así, y de sus efectos legitimadores, abrió a partir de la década de 1920 una nueva etapa en la historia del nomenclátor, de cuestionamientos e intentos de reformulaciones, que se profundizó hacia 1940 de la mano de un revisionismo histórico que aprovechó la efeméride de 1943 -centenarios del sitio a Montevideo y del nomenclátor de Lamas- para impulsar cambios en los nombres de las calles y la síntesis histórica que estos comunicaban.

29. Ricardo Álvarez Lenzi, Libia Bocchiardo y Mariano Arana, *El Montevideo de la expansión (1868-1915)*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 1986.



Plano del Barrio Nueva Roma. Fundado por D. Francisco Piria,
inaugurado el 8 de junio de 1879.
Biblioteca Nacional de Uruguay

El pequeño barrio *Nueva Roma*, fundado en 1879 por el empresario Francisco Piria (1847-1933)³⁰ presentaba una plaza, *Plaza Capitolio*, de la cual salían dos ejes perpendiculares, *Orazio* y *Cincinnatto*, mientras otras dos vías, *Scipione* y *Duilio*, terminaban de definir las seis manzanas con el recuerdo de escritores y estadistas de la antigua Roma que casi cualquier italiano que llegaba a Montevideo conocía. Además de *Nueva Roma*³¹, se fundaron entonces *Nueva Génova*, *Nueva Savona*, *Bella Italia* y *Barrio Italiano*, y también los barrios *Garibaldi*, *Humberto I*, *Victor Manuel*

30. *Nueva Roma* fue uno de los cien barrios y pueblos que fundó Piria con su empresa *La Industrial* (1873-1933). Se trató del principal promotor privado (junto a Emilio Reus) en el desarrollo urbanístico e inmobiliario de la capital uruguaya, e incluso más allá de ella (uno de los principales balnearios de la costa uruguaya, *Piriápolis*, fue una de sus mayores creaciones a fines del siglo XIX).

31. El barrio (ubicado al este del actual Parque Villa Dolores), conserva la placita y la calle *Horacio*, pero los nombres de las otras calles fueron cambiados.

II y Mazini. Con sus evocaciones geográficas, culturales y políticas, el nomenclátor de estos barrios de inmigrantes (los había también de españoles y franceses) buscaron atraer a los potenciales compradores con referencias vernáculas que contribuyeran a amortiguar el sentimiento de desarraigo. En el caso de los italianos, las referencias también alimentaban ciertos ideales, así como el recuerdo de la Defensa de la ciudad, al punto que Giuseppe Garibaldi (1807-1882) –líder de la legión italiana al servicio de Montevideo–, tenía en 1919 un barrio, un pueblo y ocho calles dedicadas³².



Réplica del Arco de Tito, montada sobre avenida 18 de Julio en setiembre de 1871 para el primer aniversario de la unificación italiana.

Centro de fotografía de Montevideo (0041FMHB)

32. Junta Económico-Administrativa de Montevideo, *Nomenclatura de Montevideo* (calles, plazas, plazuelas y puentes). 1843-1919, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1919.

Claro que este nomenclátor cosmopolita no fue solo a impulso de los agentes privados. Distintos barrios de la ciudad vieron cómo sus calles fueron destinadas a evocar lugares de todo el mundo. Un caso emblemático es el de la Villa del Cerro. En 1867 su nomenclatura recogió nombres de 27 países y ciudades de Europa, Asia África y América. Ubicada en la falda del punto más elevado de Montevideo con costa a su bahía, había sido fundada en 1834 como *Cosmópolis*, y destinada a recibir mano de obra extranjera necesaria para los establecimientos saladeriles y las industrias que ocuparon la zona³³.

Pero el cosmopolitismo fue más allá de la inmigración, y refería también a la necesidad de mostrar el nivel de ilustración alcanzado por una sociedad que se veía como heredera y continuadora de la cultura occidental. Así decenas de calles fueron destinadas a construir un verdadero Parnaso. En ellas no solo estaban homenajeados Lord Byron, Emile Zola, Shakespeare, Chateaubriand, Victor Hugo o Goethe, entre otros muchos escritores, sino que estaban también sus obras literarias. Finalmente este perfil refirió a un posicionamiento internacionalista en política exterior, con la apuesta del reformismo batllista³⁴ al panamericanismo y a las posibilidades que el derecho internacional daba a estados pequeños como Uruguay. Finalizada la Gran Guerra el nomenclátor homenajeo a políticos y militares del bando de los aliados, como el ministro francés Georges Clemenceau, los mariscales Ferdinand Foch, y Philippe Pétain³⁵, y el inglés Douglas Haig³⁶.

33. Otros lugares recogieron nombres de artistas, científicos e inventores extranjeros, como el pueblo (hoy barrio) Peñarol, cuya fundación estuvo asociada al desarrollo del ferrocarril de capitales ingleses y cuyas calles tenían hacia 1915 nombres como Fulton, Newton, Bell, Edison, Volta, Morse y Watt.

34. Se denomina al período que se extiende entre 1903 y 1933, en especial a los dos mandatos del presidente José Batlle y Ordóñez (1903-1907 y 1911-1915) considerado principal artífice del proyecto modernizador que transformó a Uruguay en un temprano estado de bienestar. Véase Gerardo Caetano, *La república batllista*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 2015.

35. Reconocido como vencedor en la batalla de Verdún de 1916, la calle *Pétain* en el alejado barrio 25 de agosto, se mantuvo más allá de la segunda guerra mundial, pese a que la actuación de aquel como jefe de Estado del régimen de Vichy, cambió su imagen cambiara drásticamente. Países europeos que lo habían homenajeadado lo borraron del nomenclátor casi inmediatamente, por ejemplo, en Bruselas la avenida *Marechal Pétain* dejó de existir el mismo año 1945. Pero en Montevideo, los reflejos fueron más lentos, y la calle sobrevivió 74 años, hasta que en 1993 la Junta departamental la renombró en recuerdo a un político colorado de segundo orden.

36. Junta Económico-Administrativa de Montevideo, *Boletín Municipal*, Setiembre de 1919.

Calles troyanas

Fracasados los intentos “fusionistas” (1852-1864)³⁷, a partir de 1865 la toponimia urbana comenzó a acompañar la construcción de una narrativa histórica exaltadora de la época de la Defensa, elevada a segunda guerra de la independencia, y de los dirigentes colorados que surgieron tras ella. Por su parte, la figura de Oribe era denostada y reducida a la de un agresor al servicio de los intereses expansionistas de Rosas. La “lectura” fue exitosa incluso entre los blancos, que necesitaron décadas para tejer una interpretación alternativa de la actuación del fundador del partido durante la Guerra Grande³⁸.

Esa narrativa colorada incluyó un panteón de héroes nacionales, que la nomenclatura junto a otras políticas conmemorativas (como la producción iconográfica, la museística, los monumentos públicos) ayudaron a consagrar. El caudillo colorado Venancio Flores (1808-1868)³⁹, fue una de las figuras políticas y militares más homenajeadas. En 1885 el gobierno militar del Gral Máximo Santos (1882-1886) creó un nuevo departamento del país con su nombre. En el nomenclátor montevideano se le otorgó una de las principales vías de acceso a la ciudad, hoy Avenida *General Flores*, al tiempo que varios barrios tenían calles *Gral Flores*. Asimismo, se creó el barrio *General Flores* cuyas calles guardaban una unidad temática al recordar batallas de la Guerra del Paraguay (*Tuyutí*, *Estero Bellaco* y *Humaitá*), conflicto en el que Uruguay participó sin reivindicaciones propias, y más bien cumpliendo los compromisos asumidos por Flores con los países vecinos⁴⁰. Esto pese a que

37. El término refiere a gobiernos que buscaron dejar a un lado las identidades partidarias, blanco y colorada, responsabilizadas de la inestabilidad política que definió el período.

38. Laura Reali, “La ley de monumento a Manuel Oribe de 1961: ¿una victoria revisionista?”, en Fernando Devoto y Nora Pagano (dir.), *La historiografía académica y la historiografía militante en Argentina y Uruguay*, Buenos Aires, Biblos, 2004, pp. 39-55.

39. Considerado el sucesor de Rivera, fue presidente (1853-1855), dictador (1865-1868), firmante de la Triple Alianza -junto a Argentina y Brasil- para la guerra contra Paraguay (1864-1870), Flores fue asesinado a puñaladas en una calle de la Ciudad Vieja el 19 de febrero de 1868 en una de las jornadas más violentas de la historia uruguaya, en la que también fue muerto el ex presidente Bernardo Berro (1860-1864), ministro de Oribe en el Cerrito.

40. Otros barrios fueron destinados a consagrar la tradición colorada, como el *Marcelino Sosa* (en honor a uno de los “mártires” de la Defensa de Montevideo), el cual tenía calles como *Nueva Troya*, *General Pacheco* y *Obes* (militar, político y escritor, ministro del gobierno de la Defensa) y *Gral. Paz* (militar argentino unitario, que peleó en la

Santos había devuelto en 1885 los trofeos de guerra a Asunción⁴¹. Ese mismo año, fueron cambiados los nombres de varias calles de la Aguada, que referían a ciudades y países latinoamericanos, para homenajear a militares colorados, varios con actuación en Paraguay. Paralelamente ingresó al naciente Museo Nacional una copiosa iconografía de Flores, con varios retratos y pinturas de historia, y pertenencias personales (desde su espada a su perro embalsamado), al punto que hoy es uno de los políticos con mayor cantidad de piezas en patrimonio museístico⁴².

El período de Santos marcó así el inicio de un período de “perforaciones” de la nomenclatura en las zonas más próximas al centro de la ciudad, que empezó a ser la más estimada. El proceso implicó el “sacrificio” de calles que recordaban flora y fauna nativas, arroyos o lugares del país o del mundo, víctimas de una política que privilegió los homenajes a gobernantes.

Con Joaquín Suárez (1781–1868)⁴³ pasó algo interesante, que mostró los “límites” de la apoteosis de la Defensa como “segunda guerra de la independencia”. A principios de la década de 1880 surgieron las primeras biografías exaltadoras escritas por Andrés Lamas e Isidoro de María, este último autor también de los *Anales de la Defensa de Montevideo*⁴⁴, y en 1882 se fundó un pueblo con su nombre. Más adelante, en 1896 se erigió una estatua suya en la Plaza Independencia, en un intento por posicionarlo como el máxime defensor de la soberanía nacional, monumento poco

guerra contra Rosas) entre otras. Junta Económico–Administrativa de Montevideo, *Nomenclatura de Montevideo (calles, plazas, plazuelas y puentes)*. 1843–1919, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1919.

41. Laura Reali, “La devolución de los trofeos de la Guerra de la Triple Alianza tomados por el Uruguay al Paraguay (1885)”, en Ana Paula Squinelo (dir.), *150 anos paós – a Guerra Do Paraguai: Entreolhares do Brasil, Paraguai Argentina e Uruguai*, Pioneiros, Editora de la Universidad Federal de Mato Grosso do Sul, 2016, pp. 391–415.

42. Carolina Porley, “De la sala La Defensa a la Sala La Guerra Grande. Museografía e historiografía en el Museo Histórico Nacional en la década de 1940”, VI Jornadas del Archivo General de la Universidad de la República (Uruguay), 17 de octubre de 2022 (inédita).

43. De origen acomodado, tuvo actuación durante la independencia, fue constituyente, luego ministro de Rivera y finalmente presidente del gobierno de la Defensa (1843–1852).

44. Isidoro De María (1815–1906) fue un periodista e historiador uruguayo, autor de libros como *Vida del Brigadier General D. José Jervacio Artigas: fundador de la nacionalidad orientales* (primera biografía que buscó reivindicar la figura de Artigas, publicada en 1860), *Rasgos biográficos de Joaquín Suárez* (1880), *Anales de la Defensa de Montevideo* (1883), *Montevideo antiguo: tradiciones y recuerdos*, en cuatro tomos (1887–1895).

después removido y llevado a otra plaza, denominada Joaquín Suárez, desde donde partía un camino del mismo nombre. El lugar en esa plaza, quedó “reservado” para otra figura capaz de reunir mayores consensos: José Artigas (el proyecto de Santos de erigir un monumento ecuestre en 1883, fue retomado y concretado en 1923). El lento proceso de encumbración de la figura de Artigas, ha sido explicado por la historiografía, entre otros motivos, porque la actuación de este caudillo fue anterior a la definición de las identidades blanca y colorada⁴⁵.

Así, si bien Santos contribuyó a exaltar la tradición colorada fue también responsable de impulsar una figura máxima más allá de ella, A nivel del nomenclátor, en 1885 nombró *Bulevar Gral Artigas*, a la vía de circunvalación de la Ciudad Novísima, que se sumó al *Camino Artigas* existente desde 1875 en la zona del Miguelete (luego llamado, *Instrucciones*, en recuerdo al ideario artiguista de 1813). En 1919 había otras seis calles *Artigas* en la ciudad.

La gestión del nomenclátor en el periodo no estuvo falto de cuestionamientos. A medida que la ciudad seguía su expansión, con la absorción de barrios, el problema de los nombres repetidos se presentó como acuciante. En 1890 la Junta Económico Administrativa aprobó un decreto destinado a “hacer una revisión de la nomenclatura actual”, tras admitir la existencia de “muchas calles y caminos sin denominación o con denominaciones repetidas o impropias”. La tarea recayó en Isidoro de María a quien se le pidió “indicar con los fundamentos que crea convenientes nombres de personas que por sus virtudes y servicios al país o al Municipio de Montevideo, sean acreedores del homenaje o el recuerdo de la posteridad”⁴⁶.

Siguiendo a su admirado Lamas, De María adoptó un criterio más amplio y seleccionó lugares e hitos antes que nombres propios. Prácticamente no incluyó figuras del periodo posterior a la independencia, concentrando los homenajes en la etapa colonial y en figuras como vecinos, intelectuales y emprendedores, con actuación destacada. Si bien varias sugerencias fueron incorporadas, el sentido último de su propuesta no fue considerado. De hecho, entre 1901 y 1919 la Junta procedió a perforar el nomenclátor de Lamas, cambiando nombres de varias calles de la Ciudad Vieja y de la Ciudad Nueva, suprimiendo los de ríos, batallas y

45. José Rilla, “**Artigas ha vuelto**”, *Passés Futurs*, n° 9, 2021, en línea.

46. Junta Económico-Administrativa de Montevideo, *Nomenclátor de las calles y plazas de la ciudad. Con un estudio histórico de D. Isidoro de María para la designación de nuevas calles*, Montevideo, 1902, p. 24.

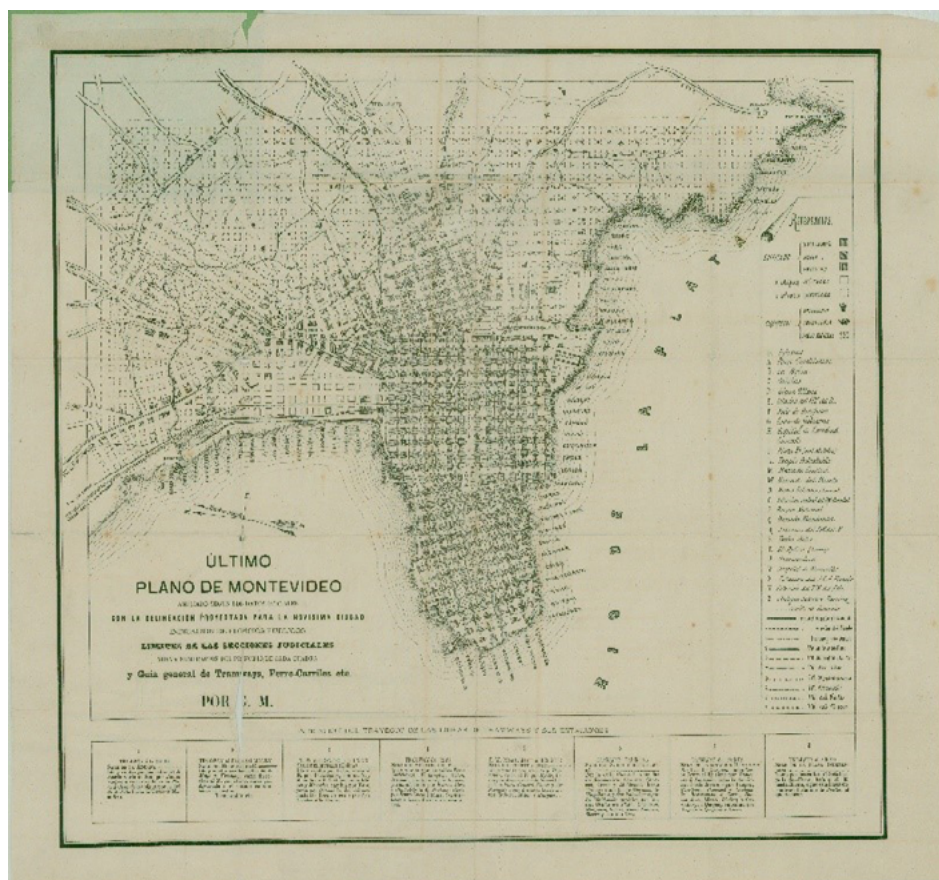
aspectos históricos de la ciudad, para homenajear a políticos (incluido un presidente en ejercicio) y personalidades de los países vecinos con vínculos estrechos con la tradición colorada. La calle *Patagones* cambió por *Juan Lindolfo Cuestas*⁴⁷ (1901), *Arapey* pasó a llamarse *Río Branco*⁴⁸ (1915) y *Daymán*, *Julio Herrera y Obes*⁴⁹ (1919). En Ciudad Vieja, el reducto preciado de la narrativa histórica de Lamas, la calle *Cámaras* (que recordaba que el Poder Legislativo funcionaba en el edificio del Cabildo, ubicado sobre esa vía) se denominó *Juan Carlos Gómez*⁵⁰ y *Cerro* cambió en 1906 por *Bartolomé Mitre*, quien había fallecido ese año. Estos cambios tuvieron lugar en los gobiernos de José Batlle y Ordóñez, hijo de un presidente colorado y admirador de los tiempos de la Defensa, quien en 1904 había aplastado la última revolución de un caudillo blanco.

47. Juan Lindolfo Cuestas (1837-1905) fue un político colorado, ministro en los gobiernos militares de Francisco Vidal (1880-1882) y Máximo Santos (1882-1886). Miembro del sector liderado por Julio Herrera y Obes que justificaba el monopolio de los cargos políticos y el acceso al poder por manipulación electoral. Fue presidente entre 1899-1903.

48. Se la denominó en 1915 Río Branco en honor al “eminente canciller brasileño, figura americana, tan vinculada al Uruguay”. Véase Junta Económico-Administrativa de Montevideo, *Nomenclatura de Montevideo (calles, plazas, plazuelas y puentes)*. 1843-1919, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1919, p. 78. José María da Silva Paranhos Junior, barón de Rio Branco (1845-1912) fue un diplomático brasileño, con actuación destacada en el tratado que rectificó los límites entre Uruguay y Brasil de 1909, según el cual Brasil “cede” los derechos de soberanía a Uruguay de las aguas y navegación en el margen occidental de la laguna Merín y el río Yaguarón, lo que supone un cambio respecto a lo establecido en 1851. Era además hijo del vizconde del Río Branco, de igual nombre, quien había brindado un apoyo económico clave al gobierno de la Defensa en su lucha contra Rosas y Oribe.

49. Julio Herrera y Obes (1841-1912) fue un político colorado, procedente de una familia patricia con larga actuación pública. Hijo del canciller del gobierno de la Defensa, Manuel Herrera y Obes, fue presidente de Uruguay entre 1890 y 1894, y líder de La facción “exclusivista” que justificaba el monopolio de los cargos públicos y el acceso al poder por manipulación electoral.

50. Juan Carlos Gómez (1820-1884) fue un periodista, escritor y político, nacido en Montevideo y con una importante actuación también en Argentina, donde murió. Pese a compartir las causas e ideales de los colorados se alejó de esta agrupación, enfrentándose a Flores, y formando el Partido Conservador, de fugaz existencia. Figura polémica en la tradición colorado, fue sin embargo objeto de relecturas y reivindicaciones a principios del siglo XX por parte de algunos dirigentes colorados como Ángel Floro Costa que en 1905 publicó una elogiosa biografía suya.



Ultimo plano de Montevideo ampliado según los datos oficiales con la delineación proyectada para la novísima ciudad... (incluye punteo de vía de circunvalación).

Mége y Aubriot, 1877.

Biblioteca Nacional de Uruguay

Volver a Lamas

Llegada la década de 1920 identificamos el inicio de una tercera etapa en la toponimia de la ciudad que extendemos hasta la de 1940 inclusive. Fue un período de fuertes cuestionamientos a la nomenclatura vigente, tanto desde ámbitos políticos como intelectuales. Los planteos apuntaban a la necesidad de fijar criterios y ordenar el tema, implementando un sistema de toma de decisiones con participación de especialistas. Incluyó propuestas revisionistas entre las cuales destaca la de restaurar el nomenclátor de Lamas.

Para entender esta etapa debe tomarse en cuenta el acercamiento programático entre blancos y colorados conservadores que tiene lugar en el período. Unidos por su común oposición al reformismo batllista, sus críticas abarcaban tanto aspectos sociales y económicos en relación al intervencionismo estatal, como culturales que tenían que ver con la impronta moderna “jacobina” y los “excesos” de un cosmopolitismo percibido como amenazante. A nivel intelectual, se pueden señalar como hitos en ese acercamiento la fundación en 1915 del Instituto Histórico y Geográfico del Uruguay (IHGU), organismo para estatal integrado por intelectuales blancos y colorados y que se consideraba heredero del fundado por Lamas en 1843, y también el debate parlamentario sobre la fecha de la independencia de 1923, en el que los partidos votaron divididos⁵¹. A nivel político los conservadores ganaron terreno con la entrada en vigencia de una nueva constitución en 1919 (que obligó al batllismo a negociar a la interna y con la oposición blanca). La alianza quedó sellada con el golpe de Estado de 1933 y la aprobación de otra constitución (vigente hasta 1942) que permitió a los conservadores de ambos partidos gobernar juntos.

En noviembre 1940 la Junta departamental de Montevideo creó una comisión especial asesora⁵², integrada por intelectuales de ambos partidos. De siete miembros, la comisión sirvió de caja de resonancia de algunos debates culturales e historiográficos que entonces libraba la sociedad uruguaya. Su plan de trabajo incluyó “estudiar la nomenclatura y hacer una revisión de la actual” y “establecer una norma con carácter general y trazar un plan orgánico”⁵³. Estaba presidida por Raúl Montero Bustamante, un intelectual de peso en el Partido Colorado⁵⁴. Lo secundaba el arquitecto Luis Crespi, director de la División de Arquitectura de

51. Mientras los batllistas defendían el 18 de julio de 1830, los colorados conservadores y los blancos preferían el 25 de agosto de 1825 como fecha máxima de la independencia nacional. Véase de Carlos Demasi, *La lucha por el pasado. Historia y Nación en Uruguay (1920-1930)*, Montevideo, Trilce, 2004.

52. La comisión especial asesora en nomenclatura funcionó unos tres años. Tuvo un antecedente en la década de 1920, y es a su vez la antecesora de la comisión especial de nomenclatura creada en 1952 y vigente.

53. Archivo General de la Nación, Archivo Juan Pivel Devoto, Caja 434, carpeta 1797, “Comisión para el estudio de la nomenclatura de la ciudad”, acta n° 2, sesión del 3 de abril de 1941, folio 3.

54. De origen patricio y dilatada trayectoria dentro del Estado, Montero Bustamante fue un escritor y funcionario estatal, y una figura de peso en el oficialismo cultural de los años 30 y 40, cuando presidió la Comisión Nacional de Bellas Artes y dirigió la Revista Nacional del Ministerio de Instrucción Pública, entre otras tareas.

la Intendencia de Montevideo, un delegado de la Junta Departamental, dos representantes designados por los ministerios de Defensa Nacional y de Instrucción Pública (lo que daba cuenta del carácter “patriótico” y “nacional” del nomenclátor montevidеоano) y otros dos a propuesta de la Asociación Patriótica del Uruguay y del HGU, organismos asesores (sobre todo el segundo) en materia de políticas conmemorativas y relativas al patrimonio documental.

Dos nombres merecen mención: Felipe Ferreiro⁵⁵ (delegado del Ministerio de Instrucción Pública) y Juan Pivel Devoto (del IHGU)⁵⁶, ambos intelectuales muy cercanos al líder blanco Luis Alberto de Herrera (1879-1959), principal rival político del batllismo y referente del revisionismo histórico del período.

En los tres años que funcionó, la comisión intentó avanzar en los problemas heredados, como la acumulación de expedientes con cientos de calles sin nombrar y los nombres repetidos, buscando fijar “normas generales” que encauzaran la gestión y la dotaran de mayor racionalidad. Entre otras cosas se propuso establecer como criterios rectores solo homenajear personas fallecidas y transcurridos varios años desde su muerte. También evitar la duplicación de homenajes, actuar siguiendo unidades temáticas y no designaciones aisladas, y disminuir al mínimo los cambios de nombres de las calles. Si bien los miembros coincidían en estos criterios, luego se embarcaban en discusiones que iban diluyendo

55. Felipe Ferreiro (1892-1963), abogado, político e historiador, presidió el IHGU y en 1940 la Comisión Honoraria de Historia del Ministerio de Instrucción Pública. Fue abogado personal de Luis Alberto de Herrera.

56. Político, historiador y docente uruguayo, Juan Pivel Devoto (1910-1997), fue el responsable de una de las “narrativas matrices” –al decir de José Rilla– con las que amplios sectores de la sociedad uruguaya se explica aún hoy el pasado. Esa narrativa procuró superar el antagonismo entre los dos partidos “fundacionales”, resaltando la obra “patriótica” de ambos en la construcción del estado y la afirmación de la nacionalidad. Fue también el intelectual con mayor *peso funcional* en su prolongada actuación pública, principalmente entre 1940 y 1982, y respecto a las políticas de definición del patrimonio cultural, bibliográfico, museístico y archivístico. En el año 1940 era secretario del IHGU, ganó un premio por su trabajo *Historia de los partidos políticos en Uruguay* (publicado en 1942) y asumió como director del Museo Histórico Nacional, cargo que ejerció hasta 1982. Véase de Carlos Zubillaga, *Historia e historiadores en el Uruguay del siglo XX*, Montevideo, Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 2002; José Rilla, *La actualidad del pasado. Usos de la historia en la política de partidos del Uruguay (1942-1972)*, Montevideo, Debate, 2008; Tomás Sansón Corbo, *El adiós a los grandes maestros. Juan E. Pivel Devoto y la Historia en América en las décadas definitorias (1930-1950)*, Montevideo, Archivo General de la Nación, 2019.

el alcance de las medidas. Por ejemplo, en relación al tiempo requerido tras el fallecimiento de una persona, Pivel Devoto propuso 30 años, lo que fue considerado excesivo por otros miembros que proponían 20 o 15 años, mientras Montero Bustamante insistía en que se debía “dejar la puerta abierta a excepciones”. Frente a la insistencia de Pivel Devoto que sostenía cosas como que “cuando los valores son auténticos, el olvido no llega”⁵⁷, la comisión resolvió recomendar a la Junta 20 años con excepciones.

En relación al perfil del nomenclátor, de las actas de la Comisión surgen posiciones claras, coincidentes entre los miembros vinculados a los estudios históricos de que debía enseñar la “historia y la geografía nacional”, más que dedicarse a homenajear a personas. Se compartía la crítica de que los nombres vinculados a lugares geográficos, valores y tradiciones, habían sido sistemáticamente desplazados en los sucesivos cambios para homenajear a figuras de dudoso aporte. La voz más crítica fue la de Pivel Devoto, quien llegó a considerar que “la tendencia a dar nombres de personas no se sigue en los demás países. Generalmente, se persiguen nombres de costumbres, de regiones, de aspectos pintorescos y de hechos históricos”⁵⁸, por lo que propuso que las nuevas calles recojan “lo característico del lugar”.

Este tipo de planteos eran compartidos por los intelectuales desde hacía tiempo. En 1935 el historiador y diplomático colorado Luis Enrique Azarola Gil (1882-1966) envió una carta al intendente de Montevideo en la que sostuvo que la nomenclatura “ha sido barajada de manera poco seria”, dada la inconveniencia de algunos homenajes, la repetición de nombres y la proliferación de cambios. Recordó que mientras en Ginebra la calle de *las Tres Perdices* tenía 500 años, en Montevideo una calle del centro cambió tres veces de nombre (refiriéndose a la *Quequay* de Lamas luego llamada *La Paz* y más tarde *Paraguay*). También cuestionó la abundancia de “nombres exóticos” cuando las calles debían dedicarse a “hechos nacionales” y “recuerdos nativos”. Ejemplificó que en el barrio Carrasco salvo la playa y el arroyo – “que toman sus nombres del primer poblador de la zona” – los demás nombres refieren a lugares “donde se ignora casi la existencia de nuestra capital”, y citó las calles *Medioevo*, *Renacimiento*, *Jamaica*, *Gran Líbano*, *Isla de Gaspar* y *Havre*. Fundamentó que no veía motivo para “llamar Medioevo a una vía pública montevideana,

57. AGN/AJPD, caja 434, carpeta 1797, “Comisión para el estudio de la nomenclatura”, acta n° 4, 25 de abril de 1941, folio 3.

58. AGN/AJPD, caja 434, carpeta 1797, “Comisión para el estudio de la nomenclatura”, acta n° 2, 3 de abril de 1941, folio 4.

cuando ese nombre evoca un periodo histórico del Viejo Mundo durante el cual el Uruguay y América todavía no habían nacido”⁵⁹.

Volviendo a la comisión, una de las primeras ideas que manejó fue la de restaurar el nomenclátor de Lamas en el centro y casco histórico de la ciudad. Su mayor impulsor fue Pivel Devoto quien sostenía que ese plan fue “hecho con criterio científico, en función de la geografía y la historia, y encierra un verdadero sentido histórico y pintoresco” por lo que “debe volverse a él”⁶⁰. Si bien la mayoría de la comisión coincidía, fue creciendo la postura de quienes pedían evitar nuevos cambios. Para Crespi los cambios conspiraban contra la función práctica del nomenclátor y generan confusión en la población, mientras el delegado de la Junta sostuvo que volver a los nombres de 1843 en calles como *Juan Lindolfo Cuestas*, *Bartolomé Mitre* o *Julio Herrera y Obes*, obligaría a encontrar otras calles importantes para esos nombres, lo que implicaría cambios dobles.

Frente a la insistencia de Pivel Devoto de que la conmemoración del centenario del nomenclátor de 1843 facilitaría el esfuerzo, Montero Bustamante fue imponiendo el juicio que la “reimplantación” del nomenclátor de Lamas no era posible. El tema trascendió la comisión y en 1942 tuvo lugar una polémica epistolar entre el mencionado Azarola Gil y Luis Alberto de Herrera.

Invitado por las autoridades, Azarola Gil había dado en junio de 1942 una conferencia sobre nomenclatura en el Palacio Municipal, entonces en obras y que se proyectaba como un hito constructivo de la ciudad. Si bien en la conferencia hizo lo que se le pidió y explicó el origen de los nombres de múltiples calles de la ciudad, dando cuenta de las fornidas raíces del árbol toponímico, Azarola Gil fue más allá y expuso varias críticas. Sostuvo que “la nomenclatura solo puede ser una selección basada en la justicia y nunca el resultado de improvisaciones basadas en entusiasmos o pasiones efémeras”. Citando el trabajo de la comisión consideró que debían pasar 20 años de muerte una persona para evaluar su incorporación al nomenclátor: “El tiempo –sentenció– se encarga de decretar el olvido total o la resurrección gloriosa”⁶¹.

59. Luis Enrique Azarola Gil, *Contribución al estudio de la nomenclatura histórica de Montevideo*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1942, p. 22.

60. AGN/AJPD, Caja 434, carpeta 1797 “Comisión para el estudio de la nomenclatura”, acta n° 2, 3 de abril de 1941, folio 3.

61. Luis Enrique Azarola Gil, *Contribución al estudio de la nomenclatura histórica de Montevideo*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1942, p. 8.

Sobre el final de su exposición se detuvo en la Ciudad Vieja y expresó “que debe volverse a la nomenclatura de Andrés Lamas”, aprovechando su centenario el año próximo. Se refirió a varios cambios necesarios y sobre la calle Bartolomé Mitre sostuvo que él le hubiese puesto “calle de los Mitre”, recordando que José de Mitre fue uno de los primeros pobladores de Montevideo en 1727, y que ameritaba reconocer el “ilustre linaje”⁶². Finalmente se refirió al inminente centenario del sitio de Montevideo y pidió otorgar una avenida más significativa al recuerdo de la “Nueva Troya”, de modo de evocar “la más grande de las epopeyas del Río de la Plata, tan grande como la gesta de la independencia”. Pidió que el 16 de febrero el inicio del asedio fuera recordado de modo de “proclamar la gloria de la Defensa” y sugirió homenajear con una lápida a Alejandro Dumas⁶³.

El 14 de julio de 1942 Herrera escribió a Azarola a propósito de esa conferencia, y acusándolo de abordar los temas “desde la pasión” y le preguntó si no era tiempo que “el cintillo, frente a la verdad estricta, retroceda”. Le mencionó su comentario sobre la calle Bartolomé Mitre, increpándole que no haya cuestionado que su nombramiento supuso “borrar la victoria de Oribe” de la Ciudad Vieja. Por último, le cuestionó su propuesta de celebrar el inicio del sitio “cuando Ud. sabe que sobre el punto antecedencia y resultancias, está en pie un debate de fondo (con documento a la vista)”, agregando que de ese escrutinio solo saldría “engrandecida la figura prócer del general Oribe. Permítame pues que me sonría ante lo de Alejandro Dumas”⁶⁴.

Azarola le respondió en una carta afectuosa, aunque esquivada, en la que le recordó su posición a favor de restaurar el nomenclátor de Lamas, y explicó que en su conferencia no defendió la existencia de la calle Bartolomé Mitre en sustitución de la del Cerro. Tras asegurar que no actuó desde la pasión (“rompería mi pluma antes de usarla estimulando idolatrías partidarias”) consideró que “la conmemoración del centenario de la Defensa de Montevideo en nada puede afectar la memoria del jefe sitiador de la ciudad” ya que, si la “celebración de una gloria implicase una merma histórica para un adversario, habría que borrar todas las celebraciones”.

62. Luis Enrique Azarola Gil, *Contribución al estudio de la nomenclatura histórica de Montevideo*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1942, p. 21.

63. Luis Enrique Azarola Gil, *Contribución al estudio de la nomenclatura histórica de Montevideo*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1942, p. 24.

64. Museo Histórico Nacional, Archivo Luis Alberto de Herrera. Carpeta 3669. Cartas con Luis Enrique Azarola Gil. 14 y 18 de julio de 1942.

Como buen colorado Azarola no problematizó la gesta de la Defensa como epopeya nacional, ni advirtió el lugar en el que su valoración como segunda gesta independentista, dejaba a los sitiadores. Tampoco reparó, no quiso hacerlo, en el golpe político que supuso asignar como Bartolomé Mitre la calle que antes recordaba el triunfo del prócer blanco.

Herrera no le contestó. Su reivindicación de la figura de Oribe en relación a su actuación en la Guerra Grande, iniciada con una serie de artículos periodísticos en 1940, luego con *Los orígenes de la Guerra Grande* (1941) y *Por la verdad histórica* (1947), fue parte de una campaña que emprendió junto a correligionarios como Mateo Magariños de Mello⁶⁵ y sobre todo Pivel Devoto autor de una nueva museografía en el Museo Histórico Nacional destinada a equilibrar la representación de los bandos en pugna en la Guerra Grande, lo que logró con éxito relativo dadas las limitaciones que le impulso el acervo institucional (eran mínimas las piezas que recordaban a los protagonistas del Cerrito en relación a sus pares de la Defensa)⁶⁶.

El impulso revisionista en el nomenclátor logró avanzar con el triunfo electoral de los blancos en 1958, y en el marco de otras acciones de rescate de la figura de Oribe (como el proyecto de su monumento ecuestre en 1961). El nomenclátor heredado fue alterado, aunque levemente⁶⁷, en un intento de reparar omisiones, con la incorporación de políticos e intelectuales blancos, incluidos varios contemporáneos. Entonces fueron otros los que protestaron contra los cambios de nombres, los homenajes oportunistas y la supresión de denominaciones culturales y nativas⁶⁸.

65. Es autor de un hercúleo trabajo de recopilación documental y estudio sobre la obra del gobierno del Cerrito. Véase Mateo Magariños de Mello, *El Gobierno del Cerrito. Colección de documentos oficiales emanados de los poderes del gobierno presidido por el Gral. Manuel Oribe, 1843-1851*, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1948.

66. He trabajado la museografía creada por Pivel Devoto en 1942 y su vínculo con el revisionismo histórico en “De la sala La Defensa a la sala La Guerra Grande. Museografía e historiografía en el Museo Histórico Nacional en la década de 1940”, VI Jornadas del Archivo General de la Universidad, 17 de octubre de 2022, y también en “**Imágenes para La Nueva Troya. La colección iconográfica y bibliográfica de Octavio Assunção del Museo Histórico Cabildo de Montevideo**”, *Claves. Revista de Historia*, vol. 8, n° 14, 2022.

67. Hoy solo una calle interna del barrio Buceo (lejano del centro de Montevideo), lleva el nombre “Presidente Oribe”.

68. Carlos Real de Azúa, “**Cambios y Agregados al nomenclátor municipal**”, *Marcha*, Montevideo, 1 de agosto de 1969, p. 15.

A modo de síntesis

El artículo analizó la nomenclatura urbana en Montevideo entre 1843 y 1943, período en que identificamos tres momentos en la gestión del tema. El primero refiere a la creación del primer nomenclátor republicano en 1843 en una ciudad planificada, la Ciudad Vieja y la Ciudad Nueva, entonces sitiada en el marco de la Guerra Grande. En esa primera formulación se actuó de acuerdo a un proyecto civilizador, que pretendió contribuir a la conciencia cívica e ilustrada de los habitantes de la joven república. Lejos de poner la nomenclatura al servicio del conflicto que dividía al país, las calles ofrecieron una síntesis del pasado común que exaltaba los valores e hitos de la gesta independentista, al tiempo que enseñaba aspectos de la fisonomía y las herencias culturales del naciente estado, de modo de afirmar la identidad nacional.

El segundo momento coincidió con el de mayor expansión de la ciudad entre 1865 y 1919, e implicó un perfil toponímico distinto, de vocación cosmopolita y destinado a plasmar la lectura que el gobernante Partido Colorado elaboró del período de guerras civiles, y en especial de la Guerra Grande elevada a segunda guerra de la independencia.

El tercer momento fue de un fuerte cuestionamiento al nomenclátor resultante en el período anterior, con críticas compartidas por referentes de ambos partidos políticos y en algunos aspectos por las propias autoridades que decidieron crear una comisión asesora para estudiar el tema. Esta etapa coincidió con la emergencia de un revisionismo histórico que cuestionó la narrativa colorada plasmada en las calles, y cuyos referentes se valieron de la reivindicación del nomenclátor de Lamas para forzar un cambio. Desde esa mirada, el plan de Lamas había tenido grandes virtudes como su toma de distancia respecto a las pasiones del momento, el priorizar lo vernáculo sobre lo extranjero, su vocación pedagógica de enseñar la fisonomía, la cultura y las tradiciones del país, así como su opción por homenajear personas que estaban más allá de las reivindicaciones partidarias.

A principios de 1940 la importancia histórica de la obra de Lamas y su posible restauración en las calles de la Ciudad Vieja y del centro de Montevideo, era para los colorados una forma de enaltecer el legado de uno de los intelectuales más importantes de la Defensa de Montevideo, epopeya cuya significación tenían tan naturalizada como el nombre de las calles que la reflejaban.

Para los blancos defender a Lamas, era defender una narrativa histórica que los incluía. Asimismo, bregar para que las calles volvieran a recordar “lo característico” del país, era una forma de reintegrarle al nomenclátor su objetivo pedagógico y de afirmación identitaria, y era también una forma de frenar los excesos de una narrativa construida a partir de inclusiones y sobre todo de exclusiones que entonces se esforzaban por desnaturalizar. Era también una forma de ganar tiempo, mientras no se pudieran impulsar los nombres propios.

Como toda escritura de la historia la definición de los nombres de las calles estuvo marcada por las posiciones que sus escribientes adoptaron respecto a la distancia temporal de los asuntos y personas que eran objeto de estudio y rescate. El papel asignado al tiempo como artífice último, árbitro o juez, o como un elemento a sortear en la gestión del nomenclátor, atravesaron las discusiones y etapas reseñadas.

Desde los primeros balbuceos en torno a la definición del nomenclátor tras la independencia, hubo quienes clamaron por la acción decantadora del tiempo frente al poder legitimador de las calles, de modo de evitar que las pasiones del momento marcaran las definiciones. Se bregó por no usar nombres de personas vivas, y luego por esperar tantos años de fallecidas. “Sería una injusticia quitarles a los hombres que realmente merecen ese homenaje el derecho a esperarlo de la posteridad”, escribió Lamas en 1843; “el tiempo se encarga de decretar el olvido total o la resurrección gloriosa”, afirmó Azarola Gil un siglo después. En ese distanciamiento temporal estaba depositada la esperanza en que las designaciones lograran mayor legitimidad (los “fallos severos e imparciales de la historia”, al decir de Lamas).

También desde entonces hubo quienes defendieron excepciones a esas reglas, convencidos de que no tenía sentido renunciar a una herramienta útil para los gobernantes, siempre dispuestos o necesitados de gestionar, incluso el pasado. El nomenclátor fue así un arma del presente, capaz de definir ganadores y consagrar victorias.

De este modo la toponimia urbana fue valorada y utilizada tanto como un instrumento al servicio de proyectos fundacionales, más o menos rupturistas, como de esfuerzos de sedimentación, volcados a fijar aquello capaz de sobrevivir la crítica contingencia.

Esta última postura la sostuvieron figuras que tenían un perfil más intelectual que político, siendo el caso de Lamas excepcional por su compromiso en 1843 con una Montevideo asediada.

Llegados a la década de 1940, los partidarios del revisionismo histórico enfrentaron limitaciones para modificar el nomenclátor, similares a las que encontraron en otras políticas de memoria. Los obstáculos que encontró Pivel Devoto en la comisión asesora para avanzar en la restauración del nomenclátor de Lamas, fueron similares a los que enfrentó en el Museo Histórico Nacional cuando quiso representar con ecuanimidad los dos bandos en la Guerra Grande. Tanto el acervo museístico como el nomenclátor tuvieron sus momentos de definición y consolidación. Lo que no ingresó al MHN antes de 1940 no pudo ingresar después, al menos no con el carácter aluvional y masivo de la etapa de configuración. Lo mismo pasó con el nomenclátor montevideano en la zona central de la ciudad. La resistencia a los cambios de nombres surgió como un argumento poderoso que inmunizó lo hecho y solo permitió modificaciones puntuales. Finalmente, una intervención revisionista radical no era una opción en una sociedad amortiguadora como era la uruguaya hacia mediados del siglo XX.

Referencias bibliográficas

- Benedict Anderson, *Comunidades imaginadas. Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo*, México DF, Fondo de Cultura Económica, 1993.
- Archivo General de la Nación, Archivo Juan Pivel Devoto, Caja 434, carpeta 1797, “Comisión para el estudio de la nomenclatura de Montevideo”.
- Nicolás Arenas de León, “Un hombre para narrar la nación. Andrés Lamas y la Historia de la República Oriental del Uruguay”, *HistoReLo, Revista de Historia Regional y Local*, vol. 11, n° 22, 2019.
- Luis Enrique Azarola Gil, *Contribución al estudio de la nomenclatura histórica de Montevideo*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1942.
- Alfredo Castellanos, *Nomenclatura de Montevideo*, Montevideo, Publicación del Concejo departamental de Montevideo, 1962.
- Alfredo Castellanos, “Luces y sombras de nuestra nomenclatura urbana”, *Marcha*, n° 1176, 4 de octubre de 1963, p. 9.
- Alfredo Castellanos y Enrique Mena Segarra, *Nomenclatura de Montevideo*, Intendencia Municipal de Montevideo, 2000.

Carlos Demasi, *La lucha por el pasado. Historia y Nación en Uruguay* (1920-1930), Montevideo, Trilce, 2004.

Nicolás Duffau, “**Andrés Lamas y la reconfiguración de las taras policiales: reforma, administración interior y gobierno de las ciudades. Montevideo, 1843-1844**”, *Revista Historia y Justifica*, vol. 14, 2020.

Nicolás Duffau y Ana Frega, “**Definir, organizar y representar el territorio de la nación: José María Reyes (1803-1864), topógrafo y geógrafo del Estado Oriental del Uruguay**”, *Almanack*, n° 31, 2022.

Alejandro Dumas, *La Nueva Troya*, Buenos Aires, Marea, 2005 [1850].

Gustavo Gallinal, “Nomenclatura urbana”, en Carlos Real de Azúa, *Antología del ensayo uruguayo. Tomo 1*, Montevideo, Publicaciones de la Universidad de la República, 1964 [1925].

Junta Económica y Administrativa de Montevideo, *Nomenclátor de las calles y plazas de la ciudad y principales caminos del departamento. Con un estudio histórico de D. Isidoro de María para la designación de nuevas calles*, Montevideo, 1902.

Junta Económica y Administrativa de Montevideo, *Nomenclatura de Montevideo (calles, plazas, plazuelas y puentes). 1843-1919*, Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1919.

Chantal Kesteloot, “**Toponymie et mémoire de la seconde guerre mondiale. Les noms de rues a Bruelles**”, *Revue Belge d’Histoire Contemporaine*, vol. XLII, 2012, pp. 108-137.

Andrés Lamas, *Escritos selectos del Doctor Andrés Lamas*, Tomo I, Montevideo, Instituto Histórico y Geográfico, 1922.

Andrés Lamas, “Nueva nomenclatura de las calles de Montevideo. Publicada el 25 de mayo de 1843”, Edición facsimilar, Imprenta de la Intendencia Municipal de Montevideo, 1985 [1843].

Daniel Milo, “Le nom des rues”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire II. La Nation*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1997 [1986].

Raúl Montero Bustamante, *Ensayos. Período Romántico*, Montevideo, Arduino Hnos, 1928.

Carlos Pérez Montero, “La calle del 18 de Julio (1719-1875). Antecedentes para la historia de la ciudad nueva. Segunda parte”, *Revista del Instituto Histórico y Geográfico del Uruguay*, Tomo XVII, 1943, pp. 51-272.

Museo Histórico Nacional, Casa Lavalleja. Archivo de Luis Alberto de Herrera. Carpeta 3669, año 1942, Cartas con Luis Enrique Azarola Gil. 14 y 18 de julio de 1942.

María Emilia Pérez Santarcieri, *Nombres femeninos en el nomenclátor de Montevideo. Recopilación legislativa y reseñas biográficas*, Montevideo, Junta Departamental de Montevideo, 2000.

Raquel Pollero y Graciana Sagasetta, “Una fotografía ‘movida’ de Montevideo a mediados del siglo XIX. Conversaciones entre la demografía histórica y el análisis espacial”, *Población y Sociedad*, vol. 26, n° 2, 2019, pp. 64-86,.

Carolina Porley, “Imágenes para la Nueva Troya. La colección iconográfica y bibliográfica de Octavio Assunção del Museo Histórico Cabildo de Montevideo”, *Claves. Revista De Historia*, vol. 8, n° 14, 2022, pp. 19-54.

Carolina Porley, “De la sala La Defensa a la sala La Guerra Grande. Museografía e historiografía en el Museo Histórico Nacional en la década de 1940”, VI Jornadas del Archivo General de la Universidad, de la República, Montevideo, 17 de octubre de 2022. Inédita.

Laura Realí, “La ley de monumento a Manuel Oribe de 1961: ¿una victoria revisionista?”, en Fernando Devoto y Nora Pagano (dir.), *La historiografía académica y la historiografía militante en Argentina y Uruguay*, Buenos Aires, Biblos, 2004, pp. 39-55.

Laura Realí, “La devolución de los trofeos de la Guerra de la Triple Alianza tomados por el Uruguay al Paraguay (1885)”, en Ana Paula Squinelo (dir.), *150 anos paós – a Guerra Do Paraguai: Entreolhares do Brasil, Paraguai Argentina e Uruguai*, Editora de la Universidad Federal de Mato Grosso do Sul, 2016.

José Rilla, *La actualidad del pasado. Usos de la historia en la política de partidos del Uruguay (1942-1972)*, Montevideo, Debate, 2008.

José Rilla, “Artigas ha vuelto”, *Passés Futurs*, n° 9, 2021, en línea.

Astrid Sánchez Rossel, *Patrimonio sistémico con dimensión territorial: relatos del territorio, la otra dimensión del patrimonio*, Tesis de maestría. Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo de la Universidad de la República, Montevideo, 2022.

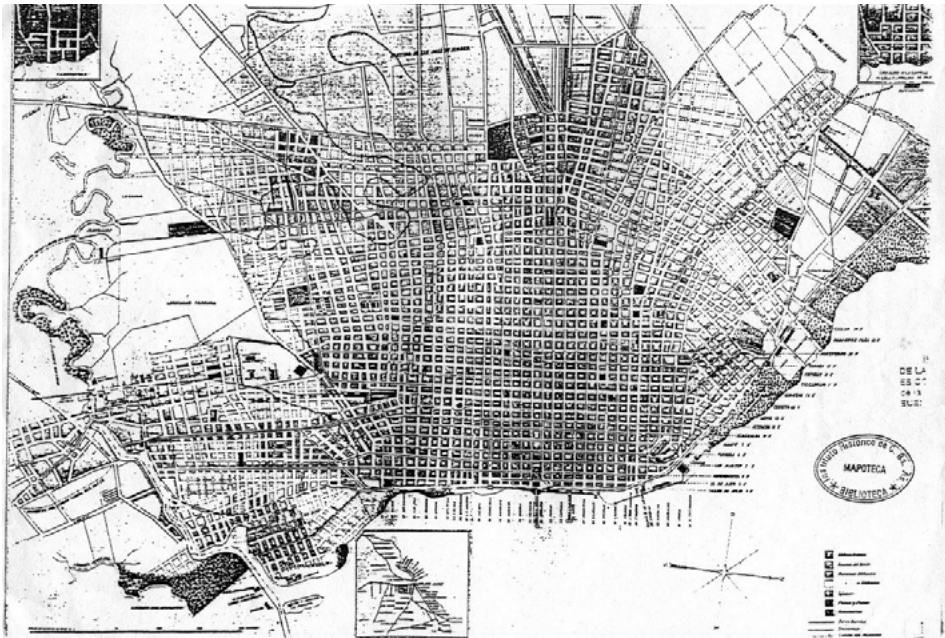
Elisa Silva Cazet, “En torno a la nomenclatura de Montevideo y a la formación de una conciencia nacional”, *Revista de la Biblioteca Nacional*, vol. 26, 1986, pp. 79-90.

Fabio Wasserman, “Relato histórico e identidad nacional en la nomenclatura de Montevideo de 1843”, *Memoria y sociedad*, vol. 14, n° 28, 2010, pp. 51-65.

Verónica Zárate Toscano, “La patria en las paredes o los nombres de las calles en la conformación de la memoria de la Ciudad de México en el siglo XIX”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Materiales de seminario, 2005.

A la vista del pueblo y de labio en labio

Buenos Aires y la toponimia de una capital (1822-1919)



Plano de Montaner & Simón (1880).

Ejido de Buenos Aires al momento de su transformación en
Capital Federal de la República (1880). Mapoteca IHCBA.

Pablo Valaco

Profesor y Licenciado en Historia
Universidad Nacional de Luján

El nomenclador urbano moderno de Buenos Aires tuvo, desde sus orígenes, a sujetos y sucesos como bloques temáticos prevalecientes, consolidándose definitivamente durante el periodo 1880-1916. Su utilización sistemática como recurso para la construcción de una identidad nacional basada en una memoria patriótica y republicana implicó admisiones y omisiones, el aporte de la incipiente historiografía y la impronta de procesos que atravesaron su desarrollo: la organización del estado, la federalización y expansión territorial de la ciudad y los desacuerdos que la cuestión causó entre nación y municipio.

Palabras clave: Nomenclatura, Nación, Identidad, Memoria, República, Historiografía, Ciudad, Centro, Barrios

A la vista del pueblo y de labio en labio. El
nomenclador porteño como recurso para la
construcción de una identidad nacional

Nomenclatura urbana en Buenos Aires y Argentina

Una chapa indicadora puede asumirse como un simple elemento de ordenamiento urbano; la indiferencia acompaña su utilización cotidiana, y, sin embargo, sus significados se prolongan más allá del espacio que identifican¹. Profusamente usadas en todo el país, y, por supuesto, en cada esquina de Buenos Aires, trascienden su sentido meramente utilitario. Una segunda dimensión las convierte en marca de concepciones dominantes, ideas, creencias, mentalidades e imaginarios, generalmente sin ser percibidas; y si la intencionalidad de los responsables de las designaciones no siempre se manifiesta de forma expresa, subyace detrás de las representaciones en vigencia.

Un ligero examen a diversos mapas de ciudades argentinas permite realizar una primera apreciación acerca de los supuestos que guiaron las asignaciones de sus nombres urbanos: con escasas excepciones, rápidamente se evidencia la adhesión a una tendencia occidental, bastante usual en los estados nacionales americanos, apoyada en “...componentes básicos de la memoria colectiva moderna: los acontecimientos y los héroes”², complementados por provincias y países. Empleado tempranamente, apenas alejados los ecos de la revolución e independencia, de uso masivo en la segunda mitad del siglo XIX y definitivamente consolidado poco después, este perfil toponímico ha sido un recurso más ligado a la afirmación de una identidad nacional, garante de la cohesión social y legitimador del poder del estado.

La ciudad de Buenos Aires constituye el mejor muestrario para ejemplificarlo: ya en 1822, asomó una nomenclatura cuyos criterios explícitos

1. Agradezco valiosos comentarios y sugerencias a Adrián Gorelik, José Rilla y a los expresados en los dictámenes del Comité de *Passés Futurs*.

2. Daniel Milo, “Le nom des rues”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire II. La Nation* 3. *La gloire, les mots*, París, Gallimard, 1997 [1986], p. 1891.

anticiparían el sistema, continuado luego durante el periodo secesionista (1852-1861). Algo después, ofreció un tiempo y un espacio muy particular, que lo exacerbó: en pocas décadas, pasó de ser una relativamente pequeña ciudad a asumirse como una gran metrópoli, en una geografía predominantemente llana que auspició la extensión horizontal, con un ensanche que multiplicó su superficie y demandó más de un millar de denominaciones identificatorias. En paralelo, se renombraron con apellidos considerados prestigiosos a muchas arterias del centro histórico.

Estas características de la nomenclatura de la desde 1880 capital argentina se difundieron a la amplia mayoría de antiguas y jóvenes ciudades o pueblos, rutina que poco a poco comenzó a naturalizarse, y los lugares urbanos fueron progresivamente saturados de batallas victoriosas, fechas salientes, y, sobre todo, apellidos ilustres: prácticamente no hay localidad argentina que no contenga en su callejero a nombres como Belgrano, San Martín, Rivadavia, Mitre, Sarmiento³.

Sin embargo, sobre la toponimia urbana, el contacto más cotidiano que la mayor parte de los ciudadanos tiene con la historia nacional, no abundan estudios históricos, y, en general, los que la abordaron optaron por un enfoque de inventario⁴. Nuestra mirada situará a esta nomenclatura republicana como parte de los instrumentos de construcción de lugares de memoria, en rápida expansión a las ciudades de las nuevas repúblicas latinoamericanas.

Las denominaciones utilizadas -a menudo, además, objeto de disputas- fueron las estimadas más adecuadas desde la lógica propuesta, como parte sustancial del “stock consolidado de una memoria base y de referencia”⁵. La ubicación y el tamaño del espacio que corresponde a cada designación -a mayor relevancia del nombre elegido, mayor

3. Es decir, referencias a prohombres de la etapa independentista y de la organización nacional consagrados por la tradición liberal.

4. Buenos Aires no fue una excepción a la prevalencia de “...aspectos anecdóticos, acumulando los autores casos ‘interesantes’, sin ocuparse de su significación o su representatividad”. Daniel Milo, “Le nom des rues”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire II. La Nation 3. La gloire, les mots*, París, Gallimard, 1997 [1986], p. 1887. Por otra parte, aunque una institución como el Instituto Histórico de la Ciudad de Buenos Aires -en adelante, IHCBA- ha reivindicado a la nomenclatura urbana como una de sus funciones primordiales, escasean enfoques alternativos. Una saludable excepción, lo realizado por Ana Laura Lanteri sobre Mar del Plata.

5. Pierre Nora, “De la République a la Nation”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire I. La République*, París, Gallimard, 1997 [1984], pp. 559-560.

centralidad y extensión⁶, y el tiempo transcurrido desde el óbito del héroe en cuestión –menor cuanto más prestigioso–, son variables que permiten distinguir una gama de prioridades. Para ello, hemos relevado documentos del poder legislativo municipal vinculados a los nombramientos, y de poderes nacionales que intervinieron directamente en casos trascendentes: nación y municipio no siempre acordaron formas. Por otra parte, la entonces incipiente historiografía nacional fue esencial en la selección nominal, práctica que continuaría durante la primera mitad del siglo XX; y la también naciente especificidad porteña⁷ dejó su propia impronta.

En Buenos Aires –y por difusión, en Argentina– se destacó la adopción sistemática y plena de esa tendencia, dada la convergencia entre el clima de ideas, la consolidación del estado, el aumento exponencial de la mancha urbana y el respaldo de un imaginario pretendidamente universal; solo una vez finalizado ese proceso, hacia 1916/1918, se consideraron algunos personajes antes soslayados y nuevos bloques temáticos.

Entre el *Manual de Buenos Aires* y la secesión porteña

Diversos trabajos⁸ han referido el origen de los primeros nombres oficiales de calles y su devenir: extraídos del santoral, se implementaron en 1734, como consecuencia del progresivo control de la actividad comercial, que necesitaba algún tipo de código de localización urbana: si bien las denominaciones espontáneas se impusieron en el uso corriente, fue un primer paso para erradicarlas. Los episodios de la defensa y reconquista frente a las armas británicas en las postrimerías de la colonia marcaron otro mojón, ya que poco después de estos hechos, en 1808, el Virrey Liniers decidió honrar a vecinos y funcionarios –incluyéndose a sí mismo–, reemplazando completamente la toponimia.

En 1822 –con mucha agua bajo el puente, guerras independentistas mediante–, en el marco de una batería de modernizaciones puestas en práctica, aparecieron nuevos nombres en un plano de Philippe Bertrés,

6. Otros trabajos han analizado ítems similares; por ejemplo, Derek Alderman, “Street names and the scaling of memory: The politics of commemorating Martin Luther King, Jr within the African-American community”, en *Area*, 35, nº 2, 2003, pp. 163–173.

7. *Porteña/o*, actual gentilicio relativo a la ciudad de Buenos Aires.

8. Alberto Gabriel Piñeiro, *Barrios, calles y plazas de la ciudad de Buenos Aires: origen y razón de sus nombres*, IHCB, 2008 [1983]; Vicente Osvaldo Cutolo, *Buenos Aires, historia de las calles y sus nombres*, Buenos Aires, Elche, 1994 [1988].

relegando a los de 1808 e introduciendo a los de la revolución e independencia –como el de Belgrano, fallecido en 1820–, provincias, países hermanos y otros motivos geográficos, varios de los cuales aún perduran en el centro porteño. Transcurría *la feliz experiencia* del ministro Rivadavia, que devendría en una verdadera referencia histórica para el liberalismo local; al año siguiente, acompañó el cambio un precoz documento, altamente ilustrativo del alcance de la nueva mentalidad⁹. Este comienza por señalar sencillamente que la ciudad había crecido, generando cada vez mayores inconvenientes, pero luego explica con contundencia, en general y en particular, los motivos que alentaron tales denominaciones.

“En efecto en los últimos días del Gobierno español fue practicado, dándose nombre a todas las calles principales [que] **guardaban conformidad con el espíritu y política de aquel tiempo**; y restituido el país a su libertad, se hizo un **deber el patriotismo de borrarlos de nuestra vista, y arrojarlos al olvido**. ¡Qué diferente espíritu ha animado el nuevo nombramiento! Los **triumfos más memorables**, de las armas americanas en la guerra de la Independencia. **Padres de la patria** que ya no volveremos a ver, las Provincias y Pueblos hermanos que componen el Estado, los demás países de nuestro hemisferio, iguales en suerte a nosotros, algunos objetos geográficos y alusivos...”¹⁰.

Este anónimo expresa varios de los preceptos que, sobre la cuestión, se arraigarían durante el resto del siglo: primero, la nomenclatura *guarda conformidad con el espíritu y la política* de su tiempo respectivo, afirmación que revela conciencia absoluta sobre el asunto; segundo, cuando los cambios en las estructuras mentales provocan un desfase entre toponimia y creencias sociales, *debe procederse a borrarla y arrojarla al olvido*; adecuarla era, para las autoridades competentes, *un deber de patriota*, que consistía en incluir *triumfos memorables* y *padres de la patria* –los acontecimientos y héroes de la nueva memoria colectiva–; tercero,

9. Municipalidad de la Ciudad de Buenos Aires –en adelante, MCBA, *Manual de Buenos Aires*. 1823, Documento anónimo transcrito por Jorge Ochoa de Eguileor, 1981.

10. MCBA, *Manual de Buenos Aires*. 1823, Documento anónimo transcrito por Jorge Ochoa de Eguileor, 1981, pp. 25–27. Actualización ortográfica y negritas, nuestras.

los nombres *patrióticos* a imponer integran tres variedades temáticas: sucesos, sujetos y lugares. Pero hay bastante más:

“...si estos habían de estar continuamente a la vista de todo el pueblo, si habían de volar a toda hora de labio en labio pronunciándose por todos, desde los ancianos hasta los tiernos niños, ¿qué nombres debían tener la preferencia, sino aquellos que abren la marcha de la existencia y gloria nacional, y que, recordando a los hijos, los grandes esfuerzos de los padres, los mantiene dispuestos a repetirlos cuando la Patria los reclama? [...] Nos vamos ya retirando de un tiempo amado e ilustre, cuyas impresiones deben llegar hasta nuestros últimos nietos [...]. Los años en que nació y se propagó nuestra gloriosa revolución, abundan de hechos y de personas [...] que perderían su benéfica influencia sobre el corazón de nuestra posteridad, sin los auxilios de la historia, y de monumentos que lo recordasen siempre a su memoria. Parte de la nomenclatura de nuestras calles, acompañada de la explicación de esta obrita, servirá las veces de la una y de los otros; y aun cuando se haya organizado nuestra historia, y se hayan levantado esos monumentos, como sucederá sin duda, [este manual] contribuirá con esas fuentes perennes, a la importante conservación del orgullo y la dignidad nacional [...]. Las noticias que demos [...] no dejarán de producir efectos útiles, principalmente generalizándose estos conocimientos en aquella parte del pueblo que no recibe más que la primera enseñanza”¹¹.

Continuemos. Cuarto, la nomenclatura como forma de representación del pasado más cotidiana¹², *continuamente a la vista, de labio en labio*, lo que la hace un recurso excepcional para construir una identidad nacional; quinto, en ese sentido, los nombres a seleccionar como garantes del recuerdo de los albores de *nuestra historia*; sexto, también contribuyen a que las nuevas generaciones se dispongan a *mantener y conservar la nación*; séptimo, *los auxilios de la historia* son imprescindibles para generar *benéfica influencia*; octavo, así, la nomenclatura es doblemente útil: como

11. MCBA, *Manual de Buenos Aires*. 1823, Documento anónimo transcrito por Jorge Ochoa de Eguileor, 1981, pp. 27-31.

12. Y la más barata, lo que facilita su difusión: “...*algunas placas de dirección son infinitamente menos costosas que un monumento*”. Maurice Agulhon, *Historie vagabonde I. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 186.

monumento y como soporte habitual de la memoria; noveno, esa cotidianeidad utilitaria permitiría un alcance social amplio, incluidos quienes *no reciben más que la primera enseñanza*; en suma, el *manual* establece puentes claros entre topónimos y una idea sobre nación y estado.

Posteriormente, tanto el rosismo como los gobiernos del Estado de Buenos Aires emplearon ese criterio¹³. En el primer caso, además de un leve regreso al santoral, se incorporaron denominaciones “federales” (Calle de la Federación -1836-; alusiones al gobernador en ejercicio) y otras como San Martín (1848, también en vida) o Arenales (1849); y ya durante la secesión porteña, en 1857, se renombraron o identificaron varias arterias: Rivadavia (Federación), Moreno (Restaurador Rosas), Caseros, Bolívar, Saavedra, entre otras. La barbarie, la implícita amenaza a la unanimidad personificada por los caudillos, se convertiría en una herramienta de cohesión por la negativa, mientras Rivadavia era transformado en el gran repúblico rioplatense: junto con la nominación de la avenida, fueron repatriados sus restos y se inauguró su estatua. Se trataba, claro, de construir una memoria histórica impregnada de porteñismo y localizada en la ciudad para legitimar el proyecto autónomo, donde la nomenclatura urbana integraría ese dispositivo junto a monumentos y alegorías republicanas inspiradas en la iconografía francesa. Bien pronto se desarrollaría una tradición vernácula, con caracteres propios, más funcional al objetivo legitimador que se buscaba: el culto a los grandes hombres, más contundente que los símbolos, enmarcado por la prevalencia del concepto de nación como comunidad política y un cierto papel de las elites culturales porteñas en su constitución¹⁴. Así asomaron los apellidos más repetidos en los nomenclatores argentinos: Belgrano y San Martín, impulsados por los rivadavianos y Rosas, respectivamente; y Rivadavia-Moreno, estrenados durante el Estado de Buenos Aires (comenzado el nuevo siglo, cobraría impulso un tercer par: Mitre-Sarmiento)¹⁵.

13. Nos referimos al régimen encabezado por Juan Manuel de Rosas, gobernador de Buenos Aires (1829-1832; 1835-1852), y al siguiente periodo de cisma entre Buenos Aires -que no adhirió a la constitución sancionada en 1853- y el resto de las provincias (1852-1861), ambas etapas atravesadas por guerras civiles; recién luego de estas se encaró la organización nacional (1862-1880) y emergió la Argentina moderna.

14. Pilar González Bernaldo de Quirós, *Civilité et politique aux origines de la nation argentine. Les sociabilités à Buenos Aires 1829-1862*, París, Publications de la Sorbonne, 1999.

15. Junto a dos fechas patrias (25 de Mayo, 9 de Julio) son los topónimos urbanos argentinos más usuales, escoltados por los nombres de las principales provincias,

Bartolomé Mitre (1821-1906, aludido aquí en varias facetas: estadista, historiador, militar, fundador del diario *La Nación Argentina*, ingresante al nomenclador en vida) establecería los basamentos de esa memoria con un marcado sesgo liberal, iniciando la selección del imaginario panteón nacional desde un historicismo romántico donde se encuadran su participación en *Galería de Celebridades Argentinas* (1857), *Historia de Belgrano* (1857, aumentada y adaptada en nuevas ediciones); y la tardía *Historia de San Martín* (1887-1890); Vicente Fidel López (1815-1903) también contribuiría, sobre todo con su monumental *Historia de la República Argentina* (1883-1893). Ambos fueron considerados indiscutidas autoridades historiográficas, con roles próximos al de un Guizot o un Treitschke, a cuyas narrativas remiten más o menos linealmente los topónimos porteños.

El uso de este recurso se extendería con la necesidad de consolidación del estado, iniciada con la presidencia del propio Mitre, tras la reunificación entre Buenos Aires y la Confederación (1862), y supuso borrar la toponimia de uso popular¹⁶, presente en todas las culturas urbanas y en general en algún grado preservada junto a los nombres impuestos “desde arriba” cuando los procesos de crecimiento metropolitano demandaron ciertas sistematizaciones.

Ciudad: territorio y estado

La construcción estatal se enmarcó en un imaginario político republicano, aunque conviviendo con prácticas contradictorias en una coyuntura concreta (“...esa definición de un proyecto para una Argentina futura se daba en un contexto ideológico marcado por la crisis del liberalismo que sigue a 1848”¹⁷): una república restrictiva, con los conceptos de libertad e igualdad –y la capacidad de la forma republicana para garantizarlos– en revisión, y un ideal de progreso que empalmaría hacia 1880 con el prisma positivista¹⁸, resultando una “república posible”, con un “orden

otros personajes insignes, los triunfos militares más destacados (Maipú, Chacabuco), “Libertad” e “Independencia”.

16. La ciudad colonial las había contado en abundancia: *calle de la zanja*, *calle de las torres*, *huevo de las cabecitas*, entre otras.

17. Tulio Halperín Donghi, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, CEAL, 1982, p. 9.

18. Natalio R. Botana, *El orden conservador. La política argentina entre 1880 y 1916*, Buenos Aires, Sudamericana, 1998 [1977], Estudio preliminar, pp. VII-VIII.

conservador” que una tradicional periodización ubica entre 1880 y 1916: finalizamos aquí poco después este análisis del nomenclador porteño.

En el ámbito municipal, la federalización (1880), que convirtió a Buenos Aires en capital de la república, fue un hito tanto en la conformación territorial como en la relevancia adquirida por el gobierno local. En el primer aspecto, su jurisdicción se cuadruplicó, incorporando aproximadamente a los partidos bonaerenses de Flores y Belgrano (1887), un plan de ensanche similar al implementado por entonces en varias urbes europeas. El nuevo territorio federal la hacía una de las capitales occidentales más extensas, con casi 190 km²; aunque había muy poco de urbano allí, se ocuparía a un ritmo sostenido.

En síntesis, *la gran aldea* mutó, tras pocas décadas, en *la gran capital del sud*, con un exponencial aumento demográfico debido a una extraordinaria inmigración¹⁹ y transformaciones en el campo edilicio-arquitectónico e infraestructura; en ese marco, la nueva superficie de su ejido conllevó la necesidad de reconocer a los espacios a urbanizar. Poco después, además, el centro histórico comenzó a modificarse: se ampliaron y conectaron las principales plazas con la apertura de anchas avenidas y diagonales, en consonancia con la incorporación de la región al mercado mundial y el afianzamiento de la Argentina moderna, inscripta en un clima ideológico optimista, que comparaba a su centro de gravedad con capitales europeas e imaginaba un porvenir brillante²⁰.

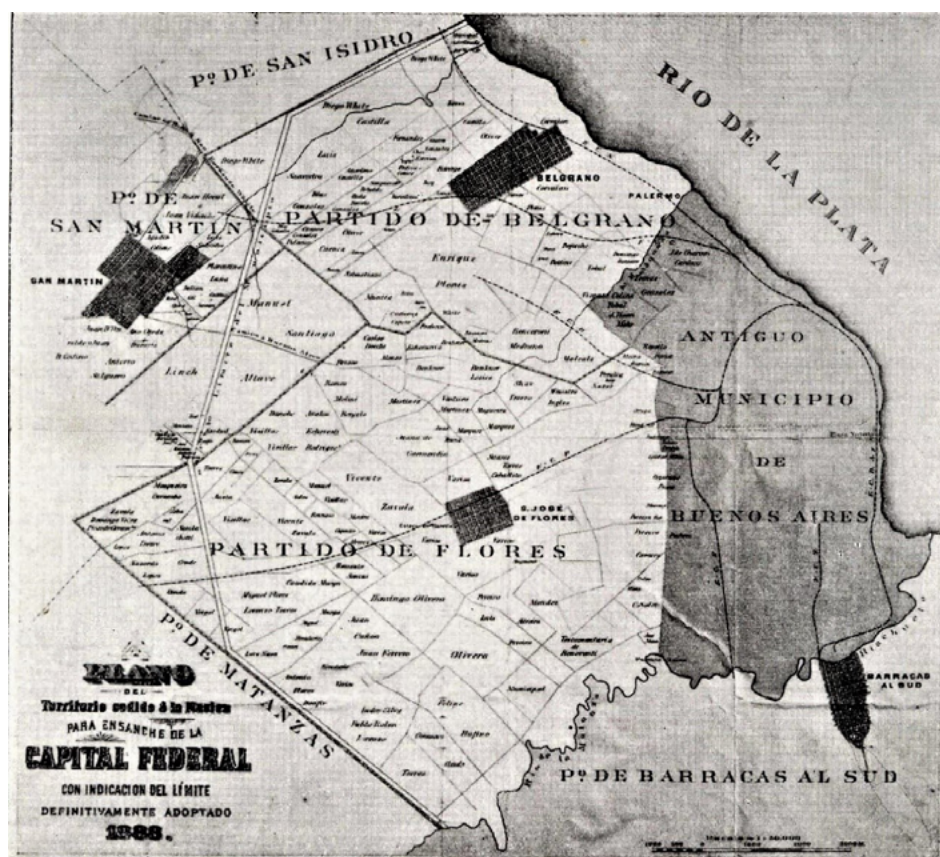
Buenos Aires se expandió sobre todo hacia el oeste: la topografía con escasas diferencias de nivel favoreció la ocupación de tierras, de algún modo controlada. En el esfuerzo por consolidar una identidad nacional, un nomenclador como tabula rasa era una veta atractiva, que parecía garantizar la perpetuidad de muchos nombres que expresaban una determinada memoria, sus valores, sus patrones culturales: una invitación para ejercitar esta tendencia donde el recurso sería utilizado hasta la saturación²¹, modificándose su plano tanto en superficie urbanizada como en topónimos. Sin embargo, las arterias de los barrios –inadvertidos como espacio político hasta las primeras elecciones comunales con sufragio universal masculino (1918)– no se consideraron aptas para

19. La ciudad multiplicó por nueve sus habitantes en menos de medio siglo, pasando de 177787 (primer censo nacional, 1869) a 1575814 (tercer censo nacional, 1914).

20. Todos estos aspectos han sido ampliamente estudiados en numerosos y calificados trabajos. Por ejemplo, Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 1998.

21. En 1882 se numeraron las calles, aunque sin mayor trascendencia.

“grandes” homenajes, circunscriptos al antiguo ejido, preferentemente hacia el norte “aristocrático”, y a veces surgidos de poderes nacionales, modificando nombres tradicionales: dos tipos de espacios claramente diferenciados y dos tipos de honores también diferentes.



Plano del ensanche de la Capital Federal (1888).

Mapoteca Museo Mitre. Hacia 1920, la mancha urbana había cubierto más de la mitad de los nuevos territorios.

Por otra parte, la municipalidad, organizada en 1856, pasó en 1881 de la órbita de la provincia a la jurisdicción nacional, *status* político no convencional que sería controversial en la compleja delimitación de funciones entre los gobiernos nacional y municipal, y, dentro de este, entre las de cada poder (el intendente era designado por el Presidente de la Nación), sumado a que sus tradiciones autónomas lo harían un distrito

difícil de controlar: pese a esta vaguedad, el poder político municipal y su cabeza visible, el intendente Torcuato de Alvear, pusieron en marcha el aparato estatal local. Sin embargo, las imposiciones provenientes del nivel nacional trajeron inestabilidad tanto en el ejecutivo como en el legislativo local: la *cuestión municipal* supo provocar debates en altas esferas de decisión.

Así, aún con dificultades, se creó una burocracia municipal con un cierto poder, lo cual generaba conflictos cuando la nación decidía intervenir en asuntos de su interés: por ejemplo, en pugnas referidas a la toponimia. A propósito: ¿a quién le correspondía intervenir en las designaciones? El punto ilustra las tensiones descritas entre e intra niveles de gobierno, agudizadas por la relevancia adjudicada al espacio aludido y al sentido político-pedagógico que se pretendía infundir al nombre asignado: que la tarea burocrática de identificar a una perdida nueva callejuela de los suburbios recayera en los concejales, no se objetaba; pero en los cambios céntricos, con homenajes rimbombantes, los funcionarios nacionales no resignaron protagonismo.

En suma, en una república posible, la municipalidad del distrito federal mostraba rasgos diferenciados, pero no escapaba plenamente al control nacional: así, había germinado una nueva batalla al interior de la elite, más allá de mentalidades compartidas. A poco de formarse el estado mismo, y con urgentes necesidades de forjar una identidad cohesionada por una tradición e historia comunes, se apelaría, entre otras estrategias, a la nomenclatura metropolitana para afianzarla. En paralelo, nacía un nuevo espacio que al finalizar el proceso de conformación urbana manifestaría sus propias representaciones, ya no solo las de la elite, ya no sólo políticas.

Identidad, tradición e historiografía

Marquemos dos momentos de emergencia de la cuestión identitaria. Uno, entre 1887 y 1891, en un contexto de pico inmigratorio y avance de asociaciones e ideologías obreras que la revelaban importante y frágil a la vez, y se imponía fortalecer sus rasgos con un amplio conjunto de iniciativas; entre ellas, la municipalidad porteña incluyó a la toponimia, otorgándole a Vicente Fidel López la función de ubicar los espacios urbanos históricos para que “...una inscripción breve [...] haga conocer las personas o los hechos que dan nombre a las calles de la ciudad con el objeto de colocar en la primera cuadra de ésta una placa que la

contenga”²². Otro, hacia el centenario (1910), con el debate filosófico en torno al “alma nativa” y “la invención de una nación”²³, en el que modernistas en búsqueda del ser nacional instalaron definitivamente las tradiciones nacionales, completando una larga construcción intelectual.

Se ha planteado que “el fenómeno nacional no puede ser adecuadamente investigado sin una cuidadosa atención a la ‘invención de la tradición’”²⁴; en ese sentido, los modelos latinoamericanos, en general, se asemejaron al que buscaba legitimar la versión prusiana de la unificación alemana, dada la también reciente integración territorial, destacando el culto a los padres fundadores²⁵. Además, el tiempo fue amalgamando la temprana alianza sellada por Mitre y López entre la historiografía, el proyecto de construcción del estado nacional y su definitiva consolidación, dándole centralidad a los historiadores, “devenidos constructores o al menos garantes de la identidad nacional”²⁶, mediando entre la política oficial y la sociedad civil: nacería una historiografía profesional académica funcional a ese pasado y a esa memoria consolidada, fuertemente vinculada al poder político, y, por supuesto, involucrada en el diseño del nomenclador²⁷.

La secuencia legitimante de la nacionalidad, iniciada con *la feliz experiencia* y expuesta durante la secesión, se cristalizaba hacia los días del centenario, “momento explícito de fijación de un imaginario patriótico”²⁸.

22. Lilia Ana Bertoni, “Construir la nacionalidad: héroes, estatuas y fiestas patrias (1887-1891)”, en *Boletín del Instituto Ravignani*, n° 5, 1992, cita tomada de *La Prensa*, 14 de mayo de 1889; conceptos precedentes, pp. 77-111.

23. Oscar Terán, *Positivismo y nación en la Argentina*, Buenos Aires, Punto Sur, 1987, p. 13.

24. Eric Hobsbawm, “Introduction: Inventing Traditions”, en Eric Hobsbawm y Terence Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 [1983], p. 14.

25. Eric Hobsbawm, “Mass-Producing Traditions: Europe, 1870-1914”, en Eric Hobsbawm y Terence Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, 2000 [1983], pp. 272-273.

26. Fernando Devoto, “Estudio preliminar”, en Fernando Devoto (dir.), *La historiografía argentina en el siglo XX (I)*, Buenos Aires, CEAL, 1993, p. 14. Véase también Diana Quattrocchi-Woisson, *Los males de la memoria. Historia y política en Argentina*, Buenos Aires, Emecé, 1995.

27. Nora Pagano, “La Nueva Escuela Histórica”, en Fernando Devoto y Nora Pagano, *Historia de la historiografía argentina*, Buenos Aires, Sudamericana, 2009, p. 162. Enrique Udaondo tendría un papel destacable en ese cometido.

28. Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 1998, p. 217.

La toponimia porteña, que mutando en el centro e irrumpiendo en los barrios había cobrado intensidad con la federalización y el ensanche, se erigía en esta trama como un muestrario de la memoria nacional y republicana para apropiarse de ese pasado legitimador del estado-nación y para garantizar una identidad común, también con los recién llegados.

En 1907, el comisionado Llobet la consideraba “...el ejercicio de una facultad que es también un deber del poder público, llamado de esta forma a consagrar en el recuerdo de las generaciones argentinas el nombre de los grandes servidores del país. [...] Es este el concepto que preside la nomenclatura de todas las ciudades, que como la nuestra rememora en sus parajes públicos, nombres ilustres, fechas y acontecimientos históricos y colectividades asociadas a nosotros por las simpatías o por la tradición; como uno de los muchos medios de que los pueblos se valen para tributar homenaje al esfuerzo civilizador del civismo, para mantener el ejemplo, para estimular el amor a la patria y conservar los ideales que caracterizan y dignifican la nacionalidad”²⁹.

Toponimia para el ensanche

Sobresalen dos ordenanzas en la conformación del callejero, fechadas el 27 de noviembre de 1893 (500 nuevos nombres³⁰) y el 28 de octubre de 1904 (372); además, hemos relevado otros 236 nombramientos entre 1880 y 1919. En su conjunto (unos cuatro de cada cinco están vigentes), expandieron y consolidaron el nomenclador moderno, signado por un imaginario político que iba ya cristalizándose, como por un estado fortalecido que requería afianzar la cohesión del cuerpo social a través de una identidad nacional.

Los fundamentos de la norma de 1893 ratificaron definitivamente la matriz preexistente. Una comisión municipal compuesta por los abogados Adolfo Orma, Manuel Montes de Oca y Eduardo Bidau, convocados por “*la especialidad de sus conocimientos históricos*”³¹, redactó un informe

29. MCBA, *Diario de sesiones de la Comisión Municipal. Versiones Taquigráficas*, 1907, p. 143.

30. En una publicación oficial posterior son notorios algunos ajustes; reemplazos, corrección de repeticiones y ortografía, y, sobre todo, agregados: así, la cifra preliminar de unos 350 asciende a 500 aproximadamente. MCBA, *Ordenanza general de Nomenclatura de calles*, Buenos Aires, Imprenta Lotería Nacional, 1896.

31. MCBA, “Nombramiento de la comisión especial encargada de proyectar la nomenclatura general de calles, plazas y avenidas”, notificación, 31 de mayo de 1892.

dirigido a la Comisión de Obras Públicas del Concejo Deliberante, describiendo que la expansión urbana obligaba a sistematizar y actualizar la nomenclatura. Las problemáticas eran básicamente tres: la unión del viejo núcleo colonial con Barracas y la Boca, hacia el sur; la expansión noroeste, hacia Palermo; y, fundamentalmente, la anexión de Belgrano y Flores, con sus pequeños cascos previamente conformados y nombres análogos a los del centro porteño, generando una situación tan confusa como paradójica con, por un lado, hasta cinco repeticiones, y, por otro, infinidad de lugares sin designación³².

Luego se explican los criterios seguidos para proponer los topónimos que a la postre se harían efectivos, reprobando a algunos del anteproyecto original (1887, trabajo de una comisión anterior) “...cuyo nombre debe cambiarse **por no tener significación**”³³, como los apellidos de vecinos donantes de tierras para la apertura de calles: una suerte de *voluntad de nombres*, complementaria de la “voluntad de forma” que impuso el estado municipal por sobre intereses privados, diseñando un espacio público con un trazado urbano en cuadrícula y parques como soportes³⁴.

No obstante, se conservarían nombres de calles céntricas, aunque para las ideas dominantes *no significaran*: los comisionados se lamentaban por tener que actuar “manteniendo las **injusticias** de la nomenclatura actual”, citando ejemplos como Esmeralda, Tacuarí, “Florida misma”³⁵. Conforme a su entender etiquetaban cada caso, su vigencia, anacronismo o el grado de nitidez con el que remitiera a una identidad legitimadora.

32. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, p. V.

33. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, p. V. Negritas nuestras, como las que siguen. En otro orden, este formato, una comisión elaborando un informe orientado hacia una doble búsqueda de soluciones prácticas y de justificación de las designaciones, remite inequívocamente al modelo parisino y haussmaniano. Sobre ello, ver Florence Bourillon (dir.), *Changer les noms des rues de Paris. La Commission Merruau-1862*, Rennes-París, Presses universitaires de Rennes – Comité d’histoire de la ville de Paris, 2012.

34. Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 1998, pp. 23-29.

35. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, p. VII. Florida había pasado a ser la calle comercial más importante de la ciudad. Por otra parte, ya se habían reemplazado topónimos, en todos los casos para recordar *héroes*: Parque (Lavalle, 1878); Potosí (Alsina, 1878); Garantías (Rodríguez Peña, 1883) y Temple (Viamonte, 1883); tras esta norma, hasta 1916 siguieron Comercio (Humberto 1º, 1900); Piedad (Mitre, 1901); Artes (Carlos Pellegrini, 1907); Buen Orden (Bernardo de Irigoyen, 1907); Lorea (Luis Sáenz Peña, 1907); Europa (Carlos Calvo, 1908); Cuyo (Sarmiento, 1911) y Andes (José E. Uriburu, 1916).

Inversamente, también había *injusticias* cuando el nombre era *brillante* para calles entonces “secundarias por su situación o extensión”³⁶: estas eran, de acuerdo a su ubicación y tamaño, importantes o secundarias; los nombres, brillantes u opacos. Y dos reglas más: “Como es natural hemos suprimido todos los nombres de personas que viven”³⁷; “No podrá darse a una plaza, avenida o calle, el nombre de una persona, hasta diez años después de su muerte”³⁸, que pronto perderían su condición de *naturales*.

¿Y cuáles denominaciones, pensaban los comisionados, ameritaban su impulso? A esos efectos, establecieron diez bloques temáticos, a saber³⁹: 1) “Instituciones o cuerpos políticos que han gobernado el país y han conseguido su independencia y organización”; 2) Los hombres que las integraron “...y en general, los hombres políticos de la época de la independencia e inmediata-posterior [...] y muchos otros, forman este grupo, que se ha aumentado a designio, en vista de la tendencia [...] entre nosotros, de ensalzar de una manera extraordinaria el recuerdo de los militares, aminorando la importancia de los hombres de acción civil”; 3) “literatos, publicistas y hombres de estudio”; 4) Combates de las campañas de la independencia y del Brasil aún no recordados; 5) Militares que las protagonizaron; marinos; “extranjeros que han figurado bajo la bandera nacional”; “jefes americanos de importancia” y “héroes subalternos que han pasado a la historia: Falucho, [...] Manuela Pedraza, Juana Azurduy”⁴⁰; 6) Cuerpos militares; 7) Nombres vinculados a la historia colonial; 8) Científicos extranjeros que estudiaron aspectos del territorio argentino; 9) Orografía, hidrografía y ciudades argentinas; 10) Otras varias.

Un hilo conductor parece cohesionar la propuesta: todo sujeto u objeto merece estimarse o no como resultado bastante lineal de idénticos

36. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, p. VII.

37. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, p. VIII.

38. MCBA, “Nomenclatura general de calles y plazas del municipio”, ordenanza, noviembre 27 de 1893, p. XII. Durante la Revolución Francesa se había dispuesto esa condición para “conceder los honores del panteón” a grandes hombres. Mona Ozouf, “Le Panthéon”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire I. La République*, Paris, Gallimard, 1997 [1984], p. 170.

39. MCBA, “Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido”, 1893, pp. VIII, IX, X y XI.

40. Escasísimas alusiones a mujeres, casi siempre patricias o religiosas, integraron el nomenclátor porteño hasta una fecha tan tardía como 1995. Aquí ingresaron algunas en condición de *héroes subalternos*.

supuestos presentes en las narrativas de Mitre o López: por ejemplo, los gobiernos de Buenos Aires son considerados *del país*⁴¹; o los *hombres políticos* no incluyen a quienes hayan mantenido pleitos con estos. Los episodios bélicos, sus protagonistas y cuerpos militares, son también ponderados en las obras de estos incuestionables ancianos sabios, padres de la historiografía argentina e, indirectamente, del nomenclador.

Por otra parte, los topónimos que conformaron el anteproyecto habían causado previamente, ese abril, un altercado entre el historiador Adolfo Saldías y el comisionado Orma, en sendas cartas publicadas en *La Prensa*. Saldías expresó críticas al listado, entonces en evaluación, reclamando sobre todo por nombres ausentes, víctimas, a su juicio, de la mirada parcial de los comisionados⁴². Sin embargo, no extendió sus cuestionamientos al método o a los criterios de selección: lo llama “*sistema heroico*”, y hasta manifiesta alguna simpatía, enfatizando a la vez su singularidad con referencia a Europa, aunque sin demasiadas distinciones: “...en Francia, Gran Bretaña, Alemania, etc., son muy pocos para decretar celebridades en las tablillas de sus calles”⁴³.

Al día siguiente, la respuesta de Orma satirizó su petición dado que, por error, Saldías había reclamado por algunos nombres ya usados y por otros contemplados en el proyecto; y, discutiendo un nombre en particular, le aconseja, transparentando sus muy previsibles fuentes: “...lea en la historia de la República, del Dr. López, o en la historia de San Martín, del General Mitre”⁴⁴. Más adelante, fueron aceptadas las sugerencias menos desafiantes a la identidad fijada: a futuro, los arduos combates por topónimos “antinómicos” en torno al nomenclador serían un notorio sello característico.

Además, las explícitas categorías del informe de 1893 son de suma utilidad para proyectarlas e inferir otras no evidenciadas en decisiones similares tomadas en lo sucesivo. Detrás de ese marco conceptual, una segunda ponderación da cuenta de las características de un espacio determinado (avenida, calle, parque, plaza, etc.)⁴⁵, su ubicación (central

41. Un claro y naturalizado anacronismo aplicado a los tiempos revolucionarios.

42. *La Prensa*, Buenos Aires, 4 de abril de 1893, p. 5, 1.^a a 3.^a cols. A los pocos días, Juan Espora marcó nuevas omisiones en un tono similar. *La Prensa*, Buenos Aires, 10 de abril de 1893, p. 4, 6.^a y 7.^a cols.

43. *La Prensa*, Buenos Aires, 4 de abril de 1893, p. 5, 2.^a col.

44. “Nomenclatura de calles, las críticas del Dr. Saldías”, *La Prensa*, Buenos Aires, 5 de abril de 1893, p. 5, 4.^a y 5.^a cols.

45. Obviamente casi todos son calles, pasajes y avenidas; aun así, no soslayamos parques, plazas y plazoletas porque, por un lado, su menor disponibilidad obliga a una

o periférica) y extensión (largo, corto, grande, pequeño), confirmando la separación en principales y secundarios. Los topónimos se impusieron intentando seguir una relación directamente proporcional entre la categoría del espacio y la del propio nombre asignado, que de esa manera observan idéntica división: hay *justicia* si a un espacio principal le corresponde un nombre acorde, e *injusticia*, cuando aquellos se identifican con nombres considerados secundarios, o cuando sucede a la inversa.

Asimismo, es útil verificar el cumplimiento efectivo del intervalo mínimo fijado desde una muerte para habilitar el homenaje (y de la *natural* disposición que los impedía en vida), que terminaría derogado en 1902. Agreguemos la trascendencia buscada con cada nombramiento, que permite dilucidar entre una concesión de honores de amplia difusión pública que vincula a un espacio céntrico con un nombre “prestigioso” y una designación veloz y ruidosa, y una medida burocrática municipal con un perfil más rutinario, en general más distante del fallecimiento de la persona invocada, donde a un espacio secundario le cabe un nombre equivalente, aunque siempre político⁴⁶. Estas variables ofrecen interesantes perspectivas para develar parte del sistema de valores imperante, exponiendo lo que cada topónimo representaba. Como otros artefactos identitarios, los más selectos “nombres ilustres” se instalarían pronto –algunos simultáneamente– en muchas otras ciudades argentinas de diferente tamaño, de origen colonial o *nuevas*, confluyendo, en diferentes situaciones, con cada panteón local.

Carranza y la ciudad de las dos memorias

Revisemos ahora la norma de 1904, ineludible tanto desde lo instrumental (estableció la división en seis polígonos de numeración, aún vigentes, limitando la prolongación de los nombres) como desde lo cuantitativo (designó 372 espacios no identificados de reciente ocupación o bien

mayor selectividad en los nombres asignados, y por otro, eran espacios apreciados, ya que se esperaba del incipiente sistema de parques urbanos una importante doble función higiénica y civilizadora.

46. “Es en todos los tiempos una decisión altamente política asignar un nombre personal a una vía pública”. Maurice Agulhon, *Historie vagabonde I. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, París, Gallimard, 1988, p. 93. Por otra parte, análoga relación entre nombres y espacios puede establecerse para batallas militares y motivos geográficos.

aún no urbanizados, complementando su similar de 1893)⁴⁷. Es, pese a la anteriormente declamada intención de atemperar esa tendencia, prolífica en alusiones a participantes y hechos de los conflictos bélicos externos e internos del siglo XIX todavía pendientes, recordando también a funcionarios de actuación más próxima. De este modo, en los más de 2000 topónimos porteños el compartimento más abultado es el de los militares, seguidos de abogados y eclesiásticos: debajo de los motivos insignes yace sumergida una esencia implícita que acompañó las decisiones en la etapa en la que se nominó a casi todos los rincones de la ciudad⁴⁸.

La comisión especial designada por la intendencia para esa tarea repitió a dos de los miembros de aquella de 1893: Orma y Montes de Oca, ahora acompañados por el historiador Adolfo Carranza (1857-1914), autor de un trabajo al respecto que, de alguna manera, suplió la ausencia de explicaciones sobre las razones de cada elección (esta y otras normativas fueron redactadas como simples comunicaciones burocráticas)⁴⁹. Porteño, abogado y fundador de la *Revista Nacional* –con temas de historia, literatura y leyes, que contó con Mitre entre varios colaboradores célebres–, Carranza fue impulsor y director del Museo Histórico –otro importante dispositivo de memoria, en el que fue apoyado por Mitre– desde 1890 hasta su muerte. Un episodio anecdótico acredita su participación permanente en temas inherentes a la toponimia urbana: el 9 de junio de 1908, en el legislativo capitalino surgieron dudas ante un reemplazo. En ese contexto, planteó el concejal Sommer: “...sería conveniente, como en otros casos, antes de sancionar este proyecto, que interviniera en él el señor Carranza”⁵⁰.

47. MCBA, *Diario de sesiones de la Comisión Municipal. Versiones Taquigráficas*, Libro único, 1904, pp. 1001-1002. La asignación de cien números por cuadra, establecida en 1887, regía desde 1894. Algunas arterias excepcionalmente mantuvieron su denominación pese al cambio de polígono, alcanzando direcciones postales de cinco cifras, circunstancia poco práctica.

48. También en la toponimia argentina corriente abundan extraordinariamente este tipo de nombres: centenas de lugares (ciudades nuevas, pueblos, estaciones ferroviarias) aluden a personas; aunque aquí comparten el predominio con los de terratenientes, varios recuerdan a generales o coroneles.

49. *Razón del nombre de plazas, parques y calles de Buenos Aires*: 1895, dos ediciones (Yvaldi & Checchi, Guillermo Kraft); la tercera (1910, Kraft) incorporó los nombres de 1904.

50. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Libro I, 1908, p. 185, 1.^a col.

Vínculo con Mitre e innegable comunión historiográfica entre ambos; sitio de privilegio con relación a la construcción de la historia nacional; referencia obligada en todo lo relativo a nomenclatura. Carranza sería, por un cuarto de siglo, un firme custodio de la memoria, con atributos que lo destacaban sobre sus pares. Y algo más: poco después, en los preparativos del centenario, expondría un ideario municipalista, proclive a patrocinar políticas de memoria compensatorias en el sur de la ciudad, frente al norte como escenario exclusivo de los eventos organizados por la comisión nacional⁵¹. Así, fue un personaje a caballo entre dos memorias, la nacional –que lo constituía–, definitivamente consolidada, y la porteña –que contribuía a constituir–, en pleno desarrollo.

Una memoria comunal que comenzó a manifestarse en ciertos aspectos de la nomenclatura, esencialmente barrial: en esta ordenanza se postulaba a los líderes de la secesión porteña de 1852; en 1905, a los primeros pobladores de la ciudad (1580); Federico Lacroze era nominado por “su sobresaliente colaboración en el progreso general del país y muy especialmente en el de este municipio”; Carlos Calvo, por “diversos servicios prestados al pueblo y a la ciudad de Buenos Aires”⁵²; ambos topónimos, apenas usados fuera de la capital, son notorias excepciones a la tendencia nacional a imitar su nomenclatura. También, a denominaciones vinculables a la memoria nacional se las asociaba de algún modo a un panteón local; Urquiza como ideólogo de la organización del municipio; Sarmiento, concejal; o con expresiones como “hijo de la ciudad”. Y otro relevante síntoma constitutivo de una creciente autonomía social con sus representaciones específicas, tributarias de esta novedosa memoria porteña, es el protagonismo de sociedades de extranjeros o simples vecinos peticionando determinada toponimia⁵³.

Trabajo terminado

Visto desde la nomenclatura, la construcción de las diagonales céntricas (1913) ofreció dos nuevas deseables ubicaciones, y, por lo tanto, sus futuros nombres debían ser bien estudiados; tratándose de Buenos Aires, era impensable que estas modernas arterias se conservaran por

51. Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887–1936*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 1998, p. 201.

52. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1908, Libro I, p. 185, 3.^a col.; y II, p. 629, 2.^a col., respectivamente.

53. Por caso, Méndez de Andés (1902), inmigrante asturiano devenido industrial y filántropo.

mucho tiempo como “Norte” y “Sud”, referencias cardinales que el edil Aguilar propuso considerar transitorias: “...es prudente que exista una reserva de calles importantes, para si en el porvenir fuera necesario darle el nombre de pueblos, o de personas que hayan merecido bien de la patria [...] sean un exponente de gratitud a la vista de todo el pueblo de la ciudad de Buenos Aires. De lo contrario, más adelante, quizá, habría que cambiar el nombre de ellas como ha pasado ya, [...] esto deja, a mi modo de ver, un sentimiento de malestar...”⁵⁴.

Nuevos sitios preferenciales a la expectativa de nombres importantes, sin recurrir a antipáticos desplazamientos: de no haber “disponibles”, ¿por qué no esperar que los haya? Al poco tiempo, en 1914, las muertes casi simultáneas de dos rivales políticos cubrieron esa vacancia: Roque Sáenz Peña (presidente en uso de licencia, el 9 de agosto) y Julio Argentino Roca (ex presidente en dos períodos, el 19 de octubre).

Paralelamente, se identificaron decenas de pequeños pasajes barriales con motivos que referían mayoritariamente a personajes ilustres y ciudades europeas, hasta entonces escasos⁵⁵. La presentación del proyecto en el legislativo municipal constituyó un signo claro de que la empresa había finalizado:

“...en el curso del prolijo estudio que de la nomenclatura de las calles (se) ha realizado **muy pocos argentinos que tengan un verdadero título a la consideración de sus conciudadanos han escapado a ella.** La historia de la patria ha sido analizada minuciosa y detalladamente. Allí están los nombres de todos los personajes de primera y mediana magnitud [...] considerando cumplido ese deber de gratitud nacional (se) salió de la historia patria para ir a la de todos los pueblos en procura de esos nombres que no pertenecen a la vida local de una nación dada, porque sus obras y la acción de su sabiduría, trasponiendo sus límites, cundió en beneficio de la humanidad entera”⁵⁶.

54. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1913, Libro I, p. 90, 3.^a col. Por otro lado, nótese la expresión similar a la del *Manual de Buenos Aires* tras nueve décadas.

55. Aunque no desapercibidos, llegando a ser incluso objeto de críticas por “demasiado cosmopolitismo” (observación de Juan Espora en *La Prensa*, Buenos Aires, 10 de abril de 1893, p. 4, 7.^a col.).

56. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1914, Libro II, p. 158, 3.^a col. Negritas nuestras.

En definitiva, asignar a espacios modestos nombres cosmopolitas no vinculados al *deber nacional* de fijar una identidad ya percibida como sólida, con la integración política en marcha y las ideologías obreras “peligrosas” en retroceso, no acarrearba conflicto alguno. Trabajo terminado: más de mil nombres se sumaron o reemplazaron a los preexistentes, y los cambios posteriores ya no afectarían sustancialmente los criterios de elección. Sin embargo, a pesar de la *minuciosidad* declamada, no estaban todos los personajes: algunos con –podría argumentarse– *títulos a la consideración de sus conciudadanos*, habían *escapado* a la nomenclatura metropolitana. Pero la relación indisoluble entre esta y la nación ya estaba sellada, colocándose topónimos que la identificaban, de acuerdo a sus *magnitudes*, en espacios correspondientes: los de *primera* en los centrales, los de *mediana* en los suburbios.

Ejemplos notables

El 26 de junio de 1901, al cumplir Bartolomé Mitre ochenta años, se celebró su jubileo⁵⁷, una sucesión de eventos monumentales con réplicas en prácticamente todo el país: en ese marco, se propuso rebautizar con su nombre a la entonces calle Piedad, y, en simultáneo, a varias calles y plazas de diferentes ciudades⁵⁸: considerado un patriarca republicano, la propuesta tuvo un amplio consenso y se convirtió en un caso singular, más aun tratándose de alguien que había contribuido a guionar la narrativa histórica que inspiraba la selección de topónimos porteños.

En primer lugar, se originó en los poderes nacionales –participando del debate en el Congreso Nacional importantes figuras públicas–, y no en el Concejo Deliberante de la ciudad, lo cual desconcertó a los ediles sobre sus competencias: fue evidente en octubre, al discutirse la designación de la calle Urquiza; y al año siguiente, un legislador, esgrimiendo que “el Concejo de la ciudad de Londres acaba de dar nombres [...] a miles de calles”, intentaba reivindicar esa facultad, aunque dudaba de poder emplear nombres de personas o efectuar cambios⁵⁹. En segundo, el proyecto desestimaba la prohibición municipal vigente sobre homenajes

57. Era usual en la época celebrar pomposamente a una personalidad pública al llegar a esta edad, acontecimientos tal vez inspirados en los jubileos de la reina Victoria (1887/1897). En Buenos Aires, ningún otro alcanzó estas dimensiones.

58. Sin embargo, no era un estreno absoluto: el topónimo ya existía en arterias de alguna que otra localidad y se había usado en los antiguos ejidos de Belgrano y Flores, distinciones en vida similares a las recibidas por su contemporáneo Sarmiento.

59. MCBA, *Diario de sesiones de la Comisión Municipal*, 1902, p. 492.

en vida (y hasta diez años transcurridos desde la defunción, suprimida poco después⁶⁰). En tercero, un doble conflicto de atribuciones mostró tensiones bastante habituales: por un lado, entre el legislativo nacional y el municipio; por otro, entre los poderes ejecutivo (responsable de un presuroso y cuestionado decreto⁶¹) y legislativo municipales. Veamos los dichos del diputado y futuro presidente Quintana:

“Una de las grandes atribuciones [del congreso], que no puede ni debe delegar en nadie, ni en el ejecutivo, ni en la municipalidad, es la de acordar honores a los grandes ciudadanos que han obligado la gratitud de la República por sus servicios eminentes. Entonces al sancionar este proyecto de ley [...] no usurpa atribuciones de ninguna otra corporación legal ni constitucional del país. El congreso ejerce una atribución propia y exclusiva. Podría decirse [...] que la apertura de calles o su nomenclatura está en general y en los casos ordinarios, entregada a la decisión municipal. Pero la municipalidad de la capital de la República no es más que una delegación de los altos poderes nacionales; la verdadera legislatura de la capital es el congreso nacional; y si esta entiende que haciendo plena y merecida justicia al señor general Mitre, debe acordar su nombre a la calle Piedad, nosotros no podemos vacilar, porque la cuestión constitucional no existe. [...] Nuestro simpático intendente, por lo visto, había dictado un verdadero *úkase*. Esta es la consecuencia de haberse entreverado con tantos reyes y reinas en su último viaje; ha venido con tendencias monárquicas inquietantes”⁶².

60. La legislación vigente de la actual Ciudad Autónoma de Buenos Aires (su *status* desde 1996) recoge la restricción, lo cual evitó la aprobación de propuestas como “Diego Maradona” o “Papa Francisco”, presentes en otras ciudades argentinas; además, protege los nombres designados antes de 1904, declarándolos patrimonio histórico.

61. El Poder Ejecutivo Nacional, encabezado por el presidente Roca, la casi totalidad de ambas cámaras del Congreso, el gobierno municipal a cargo de Adolfo Bullrich y el legislativo local coincidieron plenamente con el homenaje. Con tan dilatado consenso, el conflicto se centró en las competencias de cada poder y nivel desde los alineamientos políticos que las atravesaban, que sería engorroso detallar aquí: una posible lectura es que el roquista Bullrich pretendió con el decreto expresar rápidamente la voluntad del gobierno de Roca (quien lo había designado), lo que le deparó las críticas de diputados y senadores y del concejo municipal, que Roca y su aliado –el propio Mitre– acordaron clausurar pocos meses después.

62. *El País*, Buenos Aires, 6 de junio de 1901, p. 5, 5.^a y 6.^a cols. Curiosamente, Quintana ve riesgos para el republicanismo por un tema de competencias entre poderes

La iniciativa salvaba la legalidad presentándose como parte de un proyecto del legislativo nacional, facultado constitucionalmente para “decretar honores”, que el municipio, al no tener permitido un homenaje de esta índole, debía limitarse a acompañar; de fondo, un topónimo funcional a ambas memorias, un Mitre nacional o uno tal vez algo más porteño, contribuyó a las desavenencias en torno a su apropiación. Por otro lado, la extraordinaria repercusión pública configuró un escenario alejado de cualquier nombramiento rutinario.

El proyecto se aprobó en la Cámara de Diputados el 5 de junio y tres días después en la de Senadores⁶³, donde los oradores no ahorraron adjetivos, tanto quienes lo apoyaron –los ex presidentes Uriburu y Pellegrini, Miguel Cané–, como Manuel Mantilla, quien –sin cuestionar al homenajeado, dada su filiación partidaria–, objetó la propuesta “*decretada sin facultad por el intendente municipal*” desde su prevención republicana, régimen que “...excluye la apoteosis oficial y aun la popular de los que todavía son sobre la tierra voluntad y fuerza activas”. Este reconocimiento en vida no inquietó a Cané, quien brindó un llamativo argumento: “El general Mitre [...] no es un hombre peligroso ya para este país, ni para el mundo”⁶⁴, sugiriendo que el anciano senador estaba ya más cerca del mito que de la política, incapaz de encarnar proyectos alternativos que condujeran a la divergencia tan temida.

En la tarde anterior, en cambio, el legislativo municipal había mostrado total consenso: con discursos reverentes, abundantes declamaciones republicanas y alusiones a la *indiscutible* personalidad de Mitre, expresó su adhesión al cambio del nombre, enfatizando que Buenos Aires era “cuna del ilustre General” y criticando, como Quintana y Mantilla, al intendente Bullrich: “El decreto [...] ha invadido facultades del Concejo, y éste [...] quiere dejar constancia de que no acepta semejante procedimiento para el futuro...”⁶⁵. Arteria céntrica y extensa, amplia repercusión política y social, homenaje en vida, peculiaridades notables; el caso expone claramente las implicancias de la toponimia: uno de los nombres más *brillantes*, uno de los espacios más codiciados.

y niveles de gobierno, mientras argumenta en favor de un homenaje en vida.

63. Congreso Nacional, Cámara de Senadores, *Diario de sesiones de la Honorable Cámara de Senadores*, Buenos Aires, Establecimiento tipográfico El Comercio, 1901, p. 910, 2.^a col. El senado la convirtió en ley número 3988.

64. Ambas intervenciones en *El País*, Buenos Aires, 9 de junio de 1901, p. 5, 2.^a y 3.^a cols.

65. MCBA, *Actas del Concejo Deliberante de la ciudad de Buenos Aires correspondientes al año 1901*, Imprenta Dalmazia, 1902, p. 110.



Buenos Aires. Basílica Nuestra Señora de la Piedad y chapa señalizadora de la calle Bartolomé Mitre -en detalle, arriba, a la derecha- (Captura Google Maps, 14-09-2022).

Por otro lado, el nombre de Alberdi⁶⁶ representa la contracara del anterior: 35 largos años pasaron desde su deceso hasta el momento del homenaje, ya con un callejero consolidado. De la mano de legisladores socialistas, tras algunos intentos previos que no prosperaron, el 28 de noviembre de 1919 una ordenanza rebautizó “Alberdi” a una avenida todavía suburbana, alejada del centro edilicio, político y financiero. En este caso, su personalidad sí se cuestionaba: la unanimidad alcanzada en el renovado Concejo Deliberante –surgido del voto universal masculino– contrastó con la dispar reacción de los diarios, que enfrentó a *La Nación* (“*El Socialismo Argentino y la guerra. Un premio a la traición*”⁶⁷),

66. Juan Bautista Alberdi (1810–1884), prestigioso intelectual y diplomático de origen provinciano, inspirador de la constitución de 1853; opositor a la Guerra del Paraguay (1865–1870), y por lo tanto a Mitre y al *establishment* porteño. El ingreso de su nombre a los nomenclátors argentinos fue generalmente tardío y en sitios alejados, a pesar de ser reivindicado tanto por un sector de las elites tradicionales como por el socialismo en crecimiento.

67. *La Nación*, Buenos Aires, 30 de noviembre de 1919, p. 7, 2.^a y 3.^a cols. Este medio –fundado por Mitre en 1870 y dirigido por sus descendientes hasta 2020– ha vuelto recurrentemente sobre la toponimia: todavía en el siglo XXI, lamentaba lo poco

con *La Prensa* (“*La traición de Alberdi, viejo ‘leit motiv’*”, respuesta de David Peña⁶⁸). Para el espíritu de la ordenanza de 1893, era un nombre riesgoso; finalmente, con el radicalismo en el gobierno nacional y un socialismo vigoroso en la ciudad (y siempre muy atento al nomenclátor, desde “Jean Jaurès” hasta las primeras feministas), se decidió incluirlo.

El nombre de José Gervasio Artigas también pasó aquel año del olvido al panteón: un siglo antes, sus posturas lo habían enfrentado a las autoridades de Buenos Aires, conflicto sin grises en la prosa de Mitre: un Directorio⁶⁹ nacional; un caudillo *intransigente y soberbio*. Artigas comenzaría a ser reivindicado en el tramo final del siglo XIX: el Uruguay moderno lo necesitaba héroe nacional⁷⁰, y ese sería el título evocado por el legislativo porteño que habilitó su ingreso en el nomenclador local junto a otros veinticinco sujetos y objetos uruguayos o *uruguayizados*, obviamente en calles barriales⁷¹. Estos y otros nombres⁷² testimoniaban que se empezaba tímidamente a pluralizar el panteón; y, aunque evidente, también a reconocer que el *sistema heroico* no era el único. Ni siquiera el óptimo, advertía el concejal socialista Giménez: “Nuestra ciudad no tiene la feliz organización como La Plata o algunas ciudades de Norte América, cuyas calles se designan sólo por números...”⁷³.

conservadora que había sido la cultura local frente a “una tendencia mundial” (13-04-2006), [en línea](#). Paradojal, con relación a la apoteosis de 1901, un artículo de Pablo Sirvén objetando que “*todo se llama Néstor*” (Kirchner, ex presidente entonces a dos años de fallecido, 09-12-2012), [en línea](#).

68. *La Prensa*, Buenos Aires, 1º de diciembre de 1919, 2.ª sección, p. 5, 1ª a 4.ª cols. Por otra parte, confirmando una vez más el influjo de Buenos Aires, los espacios llamados “Alberdi” en Argentina, salvo excepciones (Salta; previsiblemente Tucumán), no son centrales y los homenajes se demoraron, contrastando con los casos de Mitre o Sarmiento.

69. Ejecutivo unipersonal centralista establecido en Buenos Aires (1814-1820), resistido por varias provincias.

70. José Rilla, “[Artigas ha vuelto](#)”, en *Passés Futurs*, n° 9, 2021. “Su memoria sería rescatada de la ignominia para ponerla al servicio de una narrativa nacional, republicana y estatal...”.

71. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Primer período extraordinario, Tomo III, 1919-1920, pp. 1312 y sigs.

72. Como el de Leandro Alem –en este caso, en un espacio destacado–, fundador y estandarte de la Unión Cívica Radical, nuevo partido gobernante; José Hernández, autor del elevado a poema nacional “Martín Fierro”, etc.

73. MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Primer período extraordinario, Tomo III, 1919-1920, p. 1313, 1ª col.

Consideraciones finales

Desde fines del siglo pasado –hemos dado breve cuenta–, la historiografía alumbró andamiajes conceptuales seguros en cuestiones vinculadas a una toponimia nacional y republicana, situándola entre los lugares de memoria. Partiendo de allí, puede decirse que esta también poseería más alcance didáctico–pedagógico que monumentos, libros o rituales, constituyendo el principal, sino el único contacto cotidiano con la historia para la mayoría de las personas. Así lo afirmaba el *manual* de 1823, que marcó el inicio de un callejero con el cual se apuntalaron desde la ciudad de Buenos Aires –centro político argentino, federalizado en 1880– la construcción de la nación, la organización política del estado, su validación historiográfica y la conservación de la memoria nacional, junto a diferentes instrumentos como estatuas, educación universal, tradiciones y la cristalización e institucionalización de una apropiación del pasado.

Los nombres que identifican a los espacios públicos porteños recuerdan, como en tantas latitudes, especialmente hombres ilustres –militares por sobre civiles–, aconteceres, lugares y fechas patrias; pero aquí la cuestión se generalizó, presentándose como universal. Quienes incidieron directamente en los nombramientos, funcionarios nacionales, ignotos legisladores comunales o comisionados asesores vinculados a la joven historiografía, compartían un horizonte ideológico en sus contribuciones hacia el propósito fundamental de afianzar la nación, aunque los dos últimos tipos también representaron, junto a un incipiente imaginario cívico, la construcción y/o constitución de una memoria porteña. Dada la masividad de la aplicación elegida, la ciudad conservó escasísimos nombres espontáneos.

Entre 1880 y 1916, aproximadamente, una ciudad en constante expansión y un régimen político excluyente facilitaron el desarrollo sistemático de este recurso para consolidar una identidad nacional fundada sobre determinados pilares, desde una cierta interpretación histórica. En primer lugar, estableciendo tácitamente cotizaciones espaciales para los sitios designados, atendiendo tanto a su centralidad como a su extensión o superficie; en segundo, dejando huellas temporales sobre sus prioridades (y postergaciones no menos evidentes), hasta el extremo poco republicano de homenajear en vida, transparentando intencionalidades políticas y relativizando normativas, en abierto conflicto de atribuciones entre el Congreso y el municipio; en tercero, empleando como bloques significantes aquellos motivos patrióticos que tempranamente se esbozaron en 1822, se vislumbraron en 1857, se ratificaron en 1893, y se detallaron en 1914 con el trabajo terminado. En este punto, Mitre y

López fueron erigiéndose en referentes historiográficos insoslayables, camino que continuaría con Carranza y derivaría luego en un vínculo más institucionalizado entre política e historia.

No sorprende en esa lógica el reemplazo de topónimos céntricos: los nuevos o futuros lugares urbanos, remotos, eran considerados indignos para apellidos ilustres, y es en este punto donde el vínculo entre nomenclatura urbana y nación adquirió su mayor nitidez, excediendo la simple responsabilidad del ámbito municipal en el ordenamiento del espacio. Todo, guardando una *justa* correlación entre nombre, urgencia y ubicación, y cuidando celosamente a la ciudad -a la nación, al estado, a la memoria e identidad- de los nombres *peligrosos*.

Voces aisladas, como la de Saldías, advirtieron omisiones, aunque sin cuestionar la premisa legitimadora del nomenclador. No obstante, activaron la puja política local por la toponimia, uno de sus rasgos distintivos: la selección no conformaba a todos. Así, su diseño implicó diversas tramas en torno a una identidad legitimadora del poder estatal que se manifestaron en exclusiones, jerarquizaciones, retórica republicana y aspiración de unanimidad para prevenir objeciones; y, aun ante consensos amplios, en algún problema de atribución.

Otros topónimos, sin entrañar grandes amenazas, carecían de *significación*: no perdurarían, dado el impulso municipal que, con su voluntad de nombres, llevó al extremo este método de nombramientos. En suma, *minuciosa y detalladamente*, se reconocieron a *todos* los poseedores de méritos *primeros o medianos*, de acuerdo a una relación personaje-tiempo-espacio: el *deber para con la nación* había sido cumplido. Sin embargo, la ausencia de ciertos nombres considerados ilegítimos evidenció la parcialidad de la identidad instalada.

Los municipales percibieron, hacia 1913, una oportunidad para aprovechar espacios centrales sin mediar sustituciones, y, previendo la “reserva” de las nuevas diagonales, planificaron homenajes a futuro: no importaba tanto a quien, sino en función de qué. Y en los barrios, apelaron a miguelés ángeles y galileos, prescindiendo del ya casi centenario vínculo vernáculo entre nomenclatura y nación: si la ciudad contenía *todos* los nombres que debían estar, no había riesgo en hacerlo. Poco después, un nuevo tiempo político permitió, por un lado, algunos rescates tardíos, patrocinados por partidos emergentes que comenzaban a pluralizar la memoria; por otro, aceptar que el modelo empleado era solo uno de los posibles. En general, sus nombres insignes se expandieron a casi todas las ciudades del país; sin embargo, instituir un topónimo es un ejercicio de poder: las diferentes miradas sobre el pasado y la inestabilidad política generarían fuertes controversias.

Referencias bibliográficas

- Maurice Agulhon, *Historie vagabonde I. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, París, Gallimard, 1988.
- Derek Alderman, “Street names and the scaling of memory: The politics of commemorating Martin Luther King, Jr within the African-American community”, en *Area*, 35, n° 2, 2003, pp. 163-173.
- Lilia Ana Bertoni, “Construir la nacionalidad: héroes, estatuas y fiestas patrias (1887-1891)”, en *Boletín del Instituto Ravignani*, n° 5, Buenos Aires, 1992, pp. 77-111.
- Natalio R. Botana, *El orden conservador. La política argentina entre 1880 y 1916*, Buenos Aires, Sudamericana, 1998 [1977].
- Florence Bourillon (dir.), *Changer les noms des rues de Paris. La Commission Merruau-1862*, Rennes-París, Presses universitaires de Rennes – Comité d’histoire de la ville de Paris, 2012.
- Adolfo P. Carranza, *Razón del nombre de plazas, parques y calles de Buenos Aires*, Buenos Aires, Guillermo Kraft, 1910 [1895].
- Congreso Nacional, Cámara de Senadores, *Diario de sesiones de la Honorable Cámara de Senadores*, Buenos Aires, Establecimiento tipográfico El Comercio, 1901.
- Fernando Devoto, “Estudio preliminar”, en Fernando Devoto (dir.), *La historiografía argentina en el siglo XX (I)*, Buenos Aires, CEAL, 1993.
- El País*, Buenos Aires, 6 de junio de 1901.
- El País*, Buenos Aires, 9 de junio de 1901.
- Pilar González Bernaldo de Quirós, *Civilité et politique aux origines de la nation argentine. Les sociabilités à Buenos Aires 1829-1862*, París, Publications de la Sorbonne, 1999.
- Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 1998.
- Tulio Halperín Donghi, *Una nación para el desierto argentino*, Buenos Aires, CEAL, 1982.
- Eric Hobsbawm, “Introduction: Inventing Traditions”, en Eric Hobsbawm y Terence Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 [1983], pp. 1-14.

Eric Hobsbawm, "Mass-Producing Traditions: Europe, 1870-1914", en Eric Hobsbawm y Terence Ranger (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 [1983], pp. 263-307.

La Nación, Buenos Aires, 30 de noviembre de 1919.

La Nación, 13 de abril de 2006, en línea, <https://www.lanacion.com.ar/sociedad/mania-portena-cambiarles-a-las-calles-el-nombre-nid797124/>

La Prensa, Buenos Aires, 4 de abril de 1893.

La Prensa, Buenos Aires, 10 de abril de 1893.

La Prensa, Buenos Aires, 1º de diciembre de 1919.

MCBA, "Nombramiento de la comisión especial encargada de proyectar la nomenclatura general de calles, plazas y avenidas", notificación, 31 de mayo de 1892.

MCBA, "Informe de la comisión especial dando cuenta de su cometido", 1893.

MCBA, "Nomenclatura general de calles y plazas del municipio", ordenanza, noviembre 27 de 1893.

MCBA, *Ordenanza general de Nomenclatura de calles*, Buenos Aires, Imprenta Lotería Nacional, 1896.

MCBA, *Actas del Concejo Deliberante de la ciudad de Buenos Aires correspondientes al año 1901*, Imprenta Dalmazia, 1902.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1902.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Libro único, 1904.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1907.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Libro I, 1908.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1913.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, 1914, Libro II.

MCBA, *Diario de sesiones del Honorable Concejo Deliberante. Versiones Taquigráficas*, Primer período extraordinario, Tomo III, 1919-1920.

MCBA, *Manual de Buenos Aires*. 1823, Documento anónimo transcripto por Jorge Ochoa de Eguileor, 1981.

Daniel Milo, “Le nom des rues”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire II. La Nation 3. La gloire, les mots*, Paris, Gallimard, 1997 [1986], pp. 1887–1918.

“Nomenclatura de calles, las críticas del Dr. Saldías”, *La Prensa*, Buenos Aires, 5 de abril de 1893.

Pierre Nora, “De la République à la Nation”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire I. La République*, París, Gallimard, 1997 [1984], pp. 559–567.

Vicente Osvaldo Cutolo, *Buenos Aires, historia de las calles y sus nombres*, Buenos Aires, Elche, 1994 [1988].

Mona Ozouf, “Le Panthéon”, en Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire I. La République*, París, Gallimard, 1997 [1984], pp. 155–178.

Nora Pagano, “La Nueva Escuela Histórica”, en Fernando Devoto y Nora Pagano, *Historia de la historiografía argentina*, Buenos Aires, Sudamericana, 2009, pp.139–200.

Alberto Gabriel Piñeiro, *Barrios, calles y plazas de la ciudad de Buenos Aires: origen y razón de sus nombres*, IHCBA, 2008 [1983].

Diana Quattrocchi-Woisson, *Los males de la memoria. Historia y política en Argentina*, Buenos Aires, Emecé, 1995.

José Rilla, “**Artigas ha vuelto**”, en *Passés Futurs*, n° 9, 2021, en línea.

Pablo Sirvén “Si todo se llama Néstor, suena la alarma”, *La Nación*, 9 de diciembre de 2012, en línea, <https://www.lanacion.com.ar/opinion/si-todo-se-llama-nestor-suena-la-alarma-nid1535134/>

Oscar Terán, *Positivismo y nación en la Argentina*, Buenos Aires, Punto Sur, 1987.



L'histoire au bout de la rue

Le passé dans l'espace public bruxellois



Plan de Bruxelles et de ses monuments principaux, avec une carte itinéraire des environs, et des routes de postes de Bruxelles à Ostende, à la Haye et à Paris, 1830.

Chantal Kesteloot
Historienne
CegeSoma/Archives de l'État (Belgique)

Depuis l'indépendance de la Belgique, les autorités locales ont eu à cœur d'utiliser l'odonymie comme support de politiques mémorielles et identitaires. Si ce mouvement a d'abord porté sur les valeurs et les héros du jeune État, la colonisation et les deux guerres mondiales ont à leur tour largement investi l'espace public. Cette présence ne peut s'analyser strictement par une approche *top-down*. Des acteurs de la société civile y ont également contribué. Aujourd'hui, les débats sont marqués par de nouvelles demandes sociales telles la féminisation ou la décolonisation de l'espace public. Quels seront leur réception et leur impact ?

Mots clés : Belgique, Odonymie, Guerres mondiales, Colonisation, Patrimoine, Mémoire, Espace urbain

Quelle dimension symbolique les noms des voiries ont-ils à Bruxelles ?

Longtemps abordée sur un mode anecdotique, l'odonymie a récemment fait l'objet d'un intérêt sans précédent de la part de chercheurs de diverses disciplines, des historiens aux géographes, des sociologues aux anthropologues, sans oublier les linguistes¹. Cet intérêt est indubitablement lié aux mobilisations au sein, et à propos, de l'espace public. Mais il est également l'occasion de mieux comprendre cet espace et de s'intéresser aux processus qui l'ont façonné au fil des décennies.

Les noms des voiries constituent une opportunité exceptionnelle. S'ils ont en premier lieu une dimension utilitaire – s'orienter dans l'espace – et administrative indispensables, tant pour les pouvoirs publics que pour les riverains, cette dimension première va à son tour être utilisée sur le plan symbolique, une évolution essentielle dans ce XIX^e siècle profondément marqué par le processus de consolidation des États-nations². Le nom d'une artère est en effet un moyen de communication simple qui se présente sous la forme d'un message bref et fermé. En tant que tel, il recèle une indéniable dimension pédagogique. Il permet la fabrication du citoyen sans grand investissement en inscrivant le territoire comme lieu de récit. Il contribue dès lors non seulement à la cohésion sociale mais aussi à l'appropriation d'une mémoire collective, un phénomène d'autant plus important dans le cadre de la promotion des États-nations et déjà largement initié lors de la Révolution française³. Fruit de choix politiques et mémoriels, de par son usage généralisé, le nom d'une rue

1. Parmi les publications les plus récentes en la matière, signalons deux ouvrages : Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg, *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Paris, Fayard, 2023 et Frédéric Girault et Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), *Politiques des noms de lieux, dénommer le monde*, Londres, ISTE Editions, 2023.

2. Voir Maoz Azaryahu, « The Power of Commemorative Street Names. Environment and Planning », *Society and Space*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 311-330.

3. Bruxelles n'échappe pas au phénomène. Une série de rues évoquant l'Ancien Régime sont débaptisées au début de la période française puis restaurées sous Napoléon. Voir Roel Jacobs, *Une Histoire de Bruxelles*, Bruxelles, Racine Lannoo, 2004, p. 254.

acquiert le statut de « vérité historique ». Objet d'un nationalisme banal, à l'instar des timbres-poste et autres billets de banque, il fonctionne comme un processus d'identification implicite sans même que son usager ne s'en aperçoive⁴.

En tant que capitale d'un État belge né à la faveur de la révolution de 1830⁵ et reconnu par les puissances lors de la Conférence de Londres (1830), Bruxelles se veut à la fois le reflet du souvenir de ces événements mais aussi carrefour de mémoires locales, nationales et internationales. L'urbanisation progressive de la ville – qui compte déjà près de 125 000 habitants en 1846, date du premier recensement – va bien sûr être l'occasion de très nombreuses attributions ononymiques. Dès sa création, le jeune État s'inscrit dans une tradition ancienne, celles des autonomies locales. C'est donc à cet échelon que se gère la question du choix des noms de rues. Contrairement à d'autres pays, l'État central n'y a pas le pouvoir de procéder à des dénominations. Autre singularité, Bruxelles est une capitale constituée de diverses communes ; leur nombre va évoluer au fil des décennies. En d'autres termes, le développement de la ville ne se traduit pas par l'annexion de villages limitrophes mais bien par le développement de ces derniers. Le phénomène touche d'abord les communes dites de la première ceinture, c'est-à-dire celles dont le territoire est contigu à Bruxelles. Au fil du temps, le mouvement s'étendra au-delà.

Bruxelles compte aujourd'hui 19 communes (ou municipalités). À la tête de chacune d'elles se trouve un « collège des bourgmestre (maire) et échevins (adjoints au maire) » issu du conseil communal élu tous les six ans par un scrutin proportionnel⁶. S'intéresser à l'histoire des

4. Michaël Billig, *Banal Nationalism*, Londres, SAGE Publications Ltd, 1995.

5. Lors du Congrès de Vienne (septembre 1814 – juin 1815), les grandes puissances, soucieuses de se prémunir contre tout nouvel impérialisme français, décident de la création du Royaume-Uni des Pays-Bas. Il associe les neuf départements réunis (provinces belges) aux Provinces-Unies. Cet ensemble reconstitue en partie les anciens Pays-Bas bourguignons et espagnols. Au fil du temps, des divergences politiques, culturelles, religieuses et linguistiques font naître un ressentiment croissant de la part du Sud (les provinces belges). Des troubles révolutionnaires éclatent à la fin de l'été 1830. Lors de la Conférence de Londres (novembre – décembre 1830), les grandes puissances reconnaissent l'indépendance de la Belgique. Voir Els Witte, *La Construction de la Belgique*, Bruxelles, Le Cri, 2010. Els Witte et al., *Nouvelle histoire de Belgique. 1830-1905*, Paris, Éd. Complexe, 2005.

6. Jusqu'à l'instauration du suffrage universel au lendemain de la Première Guerre mondiale, le système était plus complexe, avec des renouvellements du conseil communal par moitié. Le mode de scrutin proportionnel a lui été introduit en 1899. Voir Els Witte, « Tussen experiment en correctief. De Belgische gemeentelijke kieswetgeving

noms de rues à Bruxelles impose donc de dépasser les limites strictes de la Ville de Bruxelles et d'investir d'autres espaces dont le poids ira croissant. Cela signifie également s'intéresser aux rapports de force entre ces communes ; *de facto* la Ville de Bruxelles – la seule des communes à porter le titre de ville – exerce une forme d'hégémonie de fait. Mais elle n'est pas la seule, à leur tour, les communes dites de la première ceinture font de même avec celles de la deuxième.



Carte des 19 communes formant la Région de Bruxelles-Capitale (2024).

© Datastore.brussels, Région de Bruxelles-Capitale et SPF Finances

En 1840, Bruxelles et ses proches faubourgs – selon la terminologie alors en usage – se composent de 349 rues, 60 impasses, 30 places, 15 quais et 7 boulevards⁷. Septante ans plus tard, en 1890, Bruxelles et les

in relatie tot het nationale kiesstelsel », in *Les Élections communales et leur impact sur la politique belge (1890–1970) : 16^e Colloque International, Spa, 2–4 sept. 1992, actes [De gemeenteraadsverkiezingen en hun impact op de Belgische politiek (1890–1970)]*, Bruxelles, Crédit communal/Gemeentekrediet, 1992, p. 13–72.

7. « Indicateur belge ou guide commercial et industriel de l'habitant et de l'étranger », in *Bruxelles et la Belgique pour l'an 1840*, Bruxelles, Gachard, 1840, [Almanach | Archives de Bruxelles](#) (consultation février 2024).

10 communes qui constituent alors la capitale comptent 1 226 voiries⁸. En 2024, la capitale (les 19 communes) est formée de plus de 5 000 voiries. Bien évidemment, toutes les dénominations ne présentent pas le même intérêt. Certaines sont héritées de l'approche strictement utilitaire et ont perduré au fil du temps ; d'autres sont le résultat de choix liés à des phénomènes naturels, géographiques, culturels et artistiques ou encore rendent hommage à des notabilités locales et à des propriétaires terriens, voire sont liées à des thématiques moins strictement politiques tout en n'étant pas dénuées d'intérêt. Sur les quelque 5 000 noms actuels, 50 % sont dédiés à des personnes, toutes catégories confondues. Il s'agit d'hommes dans plus de 95 % de cas⁹.

De 1830 à 2024, quatre strates mémorielles vont progressivement façonner le paysage urbain : de l'autoglorification de la nation à la Seconde Guerre mondiale en passant par la dimension coloniale et le premier conflit mondial. Aujourd'hui, Bruxelles se veut aussi capitale de l'Union européenne mais cela se reflète-t-il pour autant dans ses choix toponymiques ? À travers cette contribution, structurée en deux parties, l'objectif n'est bien sûr pas d'offrir un panorama exhaustif des changements.

Le focus portera d'abord sur l'évolution chronologique des différentes strates mémorielles avec un certain nombre de cas emblématiques et illustratifs de chacune d'elles. Dans un deuxième temps, nous évoquerons une série de facteurs pour tenter de mieux comprendre l'évolution de ce processus.

Quatre strates mémorielles et un rendez-vous manqué

Exalter la nouvelle dynastie et les valeurs de la jeune Belgique

Dès le 30 juillet 1831, une ordonnance communale est adoptée par la Ville de Bruxelles¹⁰. Dix jours après la prestation de serment du premier roi des Belges, Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha, le collège des bourgmestre et échevins décide en effet de faire disparaître de l'espace public « le souvenir de la dynastie déchue ». En d'autres termes, tout ce qui évoque la maison d'Orange-Nassau – qui régnait durant la période du

8. *Plan de Bruxelles et de ses faubourgs. Liste alphabétique des voies publiques*, Bruxelles, Institut géographique nationale, (1890) (consultation février 2024).

9. Nouria Ouali et al., « **Les femmes dans le nom des rues bruxelloises. Topographie d'une minorisation** », *Brussels Studies*, vol. 154, 2021 (consultation février 2024).

10. « Régence de la Ville de Bruxelles », *Journal de la Belgique*, 3 août 1831, p. 3.

Royaume-Uni des Pays-Bas, de 1815 à 1830 – est débaptisé au profit de la nouvelle dynastie (la rue Guillaume devient ainsi la rue Léopold) tandis que la Révolution est mise à l'honneur à la place des Barricades (ex-place d'Orange) et ses combattants décédés sont honorés à la place des Martyrs qui remplace elle une dénomination religieuse (ex-place Saint-Michel)¹¹. Le mouvement ne suscite guère de contestations, bien au contraire. Ainsi, pour le journal *L'Émancipation*, fondé au lendemain de la Révolution, le mouvement ne va pas assez loin et fait l'impasse sur la « Nation »¹². Le journal plaide également pour l'érection d'une rue de Septembre, hommage aux journées révolutionnaires qui ont fait basculer le pouvoir en 1830. Après ce phénomène classique de dé-commémoration qui accompagne toute forme de conquête, de fondation révolutionnaire ou de changement de régime, ce sont progressivement les héros de la Révolution et les valeurs du jeune État qui vont être mis en exergue.



Quelques plaques évoquant les valeurs de la jeune Belgique, photos 2022-2023.

© Chantal Kesteloot

Si l'hommage aux héros se fait de manière non structurée et dispersée sur plusieurs communes, la mise en valeur des institutions et des libertés constitutionnelles se concentre presque exclusivement sur le territoire de la Ville de Bruxelles. L'occasion se présente dans le cadre de la transformation d'un quartier ouvrier – Notre-Dame-aux-Neiges – composé de nombreuses ruelles et impasses, considéré comme

11. Dans un registre qui tient sans doute plus de l'anecdote, il est relaté que c'est dès le 27 septembre 1830 que la place s'est « spontanément » vu attribuer le nom de « Place des Martyrs ». Voir Jacques Collin de Plassy, *Chroniques des rues de Bruxelles et histoire pittoresque*, Bruxelles, Au bureau de l'émancipation, tome II, 1834, p. 263.

12. *L'Émancipation*, 4 août 1831, p. 3.

insalubre et surpeuplé¹³. La Ville décide de le réaménager dans le cadre d'une politique de grands travaux qui s'accompagne d'une volonté de changement de statut social des habitants. Le quartier est entièrement rasé et les populations pauvres en sont expulsées. Son réaménagement s'échelonne sur les années 1874-1890. Quatorze nouvelles voies sont tracées. Toutes portent des noms rendant hommage aux valeurs, symboles et institutions de la jeune Belgique. Seule l'une d'entre elles est dédiée à une personnalité : Surllet de Chokier (1769-1839) qui a exercé la régence en attendant la prestation de serment de Léopold I^{er}. La symbolique du quartier est en outre renforcée par sa localisation centrale, non loin du Parlement et du Palais royal et par la présence d'un monument emblématique : la colonne du Congrès érigée entre 1850 et 1859. Initialement, sa dénomination évoquait non seulement le Congrès national de 1830 mais aussi la Constitution¹⁴ elle-même votée par cette assemblée mais cette mention disparaît dès son inauguration. Le monument rend hommage aux membres du Gouvernement provisoire, au Régent mais aussi à la Révolution de 1830 et aux libertés fondamentales. Il sert véritablement de pôle au tracé de la rue du Congrès qui débouche sur la place de la Liberté. Derrière l'objectif légitime d'assainissement, il y a la volonté claire de la Ville de Bruxelles d'attirer des habitants avec un autre profil, une incarnation de la bourgeoisie montante aux commandes du jeune État. Ce faisant, la Ville de Bruxelles s'approprie également l'essentiel du capital symbolique de la Révolution de 1830 et des institutions qui en sont issues. Le processus tient à la fois de la valorisation de l'histoire locale – les événements révolutionnaires de l'été 1830 se sont effectivement concentrés sur le territoire de Bruxelles-Ville – mais aussi de l'identification en tant que capitale du royaume.

Le mouvement ne se limite en effet pas à ce seul quartier. En 1877, la Ville de Bruxelles choisit 59 nouvelles dénominations dans le cadre de l'aménagement du quartier dit du Nord-Est. On y retrouve la glorification de la Belgique avant la Belgique (Ambiorix, Clovis, Charlemagne, Charles Quint...), la poursuite de la valorisation de l'État né en 1830 (la Brabançonne – l'hymne national – les patriotes...) et, déjà, la première

13. « L'aménagement du quartier Notre-Dame-aux-Neiges », *Journal de Bruxelles*, 8 mai 1876, p. 2 et *Bulletin communal de la Ville de Bruxelles*, 1877, tome 11, Partie 4, p. 332-333.

14. On trouve trace dans la presse de l'expression « Colonne du Congrès et de la Constitution » entre 1854 et 1859. Le monument est inauguré en 1860. À partir de cette date, il n'est plus question que de la colonne du Congrès.

allusion au projet colonial avec l'avenue Livingstone, en hommage à l'explorateur britannique décédé peu avant (1873)¹⁵. Au total, le territoire de la Ville recèle à lui seul un peu moins de quarante références autour du thème de la Révolution de 1830 et de la création de la Belgique.

Dès lors, pour les communes environnantes, elles aussi en plein développement, les attributions potentielles sont limitées. On retrouve de fait ça et là des dénominations visant à l'autoglorification de la jeune Belgique mais il s'agit davantage de choix isolés, ne s'inscrivant pas dans la politique globale d'urbanisation d'un quartier. Saint-Josse, une commune de la première ceinture, abrite notamment un boulevard des Quatre Journées, une artère tracée en 1890. Ce choix fait allusion aux Journées de septembre 1830 qui se sont terminées par le départ des troupes hollandaises et la surprenante victoire des volontaires « belges ». Détail singulier et propre à la typologie d'un pays bilingue, la dénomination française ne comprend pas le terme de « septembre », là où il est explicitement mentionné dans la traduction néerlandaise. À Schaerbeek, autre commune de la première ceinture et qui devient rapidement la deuxième commune la plus peuplée après Bruxelles-Ville, ce ne sont pas tant les valeurs – sauf la Constitution – mais bien les hommes qui sont honorés. Douze dénominations y sont consacrées à des héros de la Révolution et à des personnalités emblématiques de la jeune Belgique mais sans que ces choix ne s'inscrivent dans l'aménagement d'un quartier spécifique. Le même phénomène d'hommage à des personnalités s'observe à Etterbeek. Seul l'aménagement du quartier dit royal de Koekelberg s'inscrit dans une stratégie globale dans le cadre du 50^e anniversaire de la Belgique avec ses avenues des Gloires nationales, de la Constitution et de l'Indépendance – l'adjectif « belge » y sera accolé en pleine Première Guerre mondiale. Initialement, ce quartier devait également abriter un « panthéon » national. Celui-ci devait voir le jour à l'occasion du 50^e anniversaire de l'État belge, un projet inspiré par le modèle de Walhalla, en Bavière. Il est finalement abandonné ; le lieu servira à l'érection de la basilique de Koekelberg¹⁶.

15. Voies publiques – dénominations données ou supprimées par arrêté du Collège en date des 14 avril – 15 mai 1877, Ville de Bruxelles, *Bulletin communal*, année 1877, n° 9, p. 315 et suiv. Une « rue Stanley » sera ultérieurement créée sur le territoire de la commune d'Uccle en 1904.

16. Voir Didier Sutter, *Koekelberg. Au fil du temps... Au cœur des rues...*, Paris, Drukker, 2012, p. 453 et suiv.

Promouvoir le projet colonial

Si les premiers noms de rues tendant à valoriser le projet colonial remontent à la période d'avant la Première Guerre mondiale, c'est néanmoins durant l'entre-deux-guerres que le phénomène a connu l'ampleur la plus significative¹⁷. Cet investissement coïncide clairement avec la politique de propagande coloniale mise en œuvre par le ministère des Colonies qui trouve ainsi un écho à l'échelon local. Cette politique réussit largement à faire oublier les critiques qui ont accompagné la gestion de l'État indépendant du Congo et conduit à l'annexion du territoire par la Belgique en novembre 1908 ; le Congo devenant ainsi une colonie belge et non plus la propriété personnelle de Léopold II. Elle s'accompagne d'une glorification de la figure du roi mais aussi de militaires présents dans l'État indépendant du Congo de Léopold II. Là aussi, les controverses éventuelles qui ont porté sur l'une ou l'autre de ces figures sont oubliées, voire occultées. Alors que la Ville de Bruxelles s'est arrogé l'essentiel de l'autoglorification de la jeune Belgique, cette fois, c'est la commune d'Etterbeek qui s'investit dans une politique de promotion délibérée du projet colonial. Le choix en faveur de militaires est lié à la présence de nombreuses casernes sur le territoire de la commune. Elles y ont été construites sous le règne de Léopold II, le long de ce qui s'appelait alors le boulevard Militaire. Cet engagement s'inscrit dans la volonté formulée par le conseil communal en décembre 1920 : « les administrations communales se doivent de reconnaître les mérites et les actions d'éclat de leurs concitoyens et d'aider ainsi à la glorification du pays ». Pour ce faire, dans le cadre de l'aménagement de la cité-jardin Coquilhat, à l'automne 1923, il est décidé de dénommer toutes les rues du quartier du nom d'anciens militaires actifs au sein de l'État indépendant du Congo¹⁸. Cette cité abrite 92 habitations ouvrières. Le choix de la dénomination des voiries nous semble dès lors d'autant plus significatif des modèles que les autorités communales entendent le mettre en évidence à l'attention des habitants de ces logements ouvriers. Le collège justifie par ailleurs ce choix du fait de la « proximité des casernes ». Six ans plus

17. Matthew G. Stanard, *The Leopard, the Lion and the Cock. Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Louvain, Leuven University Press, 2019.

18. Camille Coquilhat (1853-1891) est un agent de l'Association internationale africaine. Vice-gouverneur de l'État indépendant du Congo, il est à l'origine de la Force publique, cette structure chargée du maintien de l'ordre dans l'État indépendant du Congo. Voir les archives de l'AfricaMuseum, notice « **Camille Coquilhat** » (consultation février 2024).

tard, la commune réitère sa volonté de contribuer à la glorification du pays lors du percement de treize nouvelles artères ; quatre sont directement liées au projet colonial et neuf à la Première Guerre mondiale. Les deux contextes apparaissent inextricablement liés et sont parfois associés dans les décisions¹⁹. En 1927, le boulevard Militaire est débaptisé et rend désormais hommage au général Jacques, à la fois du fait de son engagement dans l'État indépendant du Congo mais aussi de son rôle durant la Première Guerre mondiale²⁰. Le parallèle se poursuit d'ailleurs dans la typologie des personnalités honorées : tant dans les choix relatifs au projet colonial qu'en ce qui concerne la Grande Guerre, la commune d'Etterbeek opte résolument pour des hommages à la hiérarchie militaire. Les simples soldats ne trouvent pas de place dans ce paysage. D'autres communes font des choix différents. Nous y reviendrons.



Exemples de plaques liées à la colonisation, photos 2022-2023.

© Chantal Kesteloot

19. En janvier 1929, le Collège motive sa décision de dénomination de 13 nouvelles voiries en ces termes : « désireux de rappeler les hauts faits de nos soldats au cours de la terrible guerre 1914-1918, ainsi que l'héroïsme et l'abnégation de nos colonisateurs et de nos missionnaires... », Registre des délibérations du Conseil communal, 29 janvier 1929, Archives communales Etterbeek.

20. « Au Pionnier du Congo (1887-1905). Au Héros de la Grande Guerre (1914-1918) », Dossier Boulevard Général Jacques, Archives communales Etterbeek.

Etterbeek poursuit sa démarche jusqu'à la Seconde Guerre mondiale avec six débaptisations qui font là aussi la part belle à la colonisation. Au total, ce sont plus d'une vingtaine de voiries sur le territoire de la commune qui sont dédiées à des acteurs, des faits ou des lieux liés à la colonisation belge. Aucune commune bruxelloise ne fait montre d'un engagement similaire. Outre les familles qui font pression, des actions de lobbying sont également menées par un certain nombre d'associations coloniales. Du côté de la commune d'Etterbeek, le pouvoir local s'y montre sensible quelle que soit la tendance politique. En effet, au sortir de la Première Guerre mondiale, la commune est dirigée par une majorité catholique (avec l'apport de quelques catholiques dissidents). De 1926 à 1932, c'est une majorité catholique absolue qui détient les rênes au niveau local. Suite aux élections locales de 1932, elle est renversée par une coalition libérale socialiste qui reste aux commandes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En d'autres termes, les trois partis dit traditionnels – catholique, libéral et socialiste – participent d'un même élan à la valorisation du projet colonial.

Dans les autres communes, l'hommage au projet colonial porte sur des choix isolés et dispersés, même si, dans leur justification, il est bel et bien fait référence au projet colonial belge. Ainsi, la commune d'Anderlecht inaugure en 1922 la rue Sergent De Bruyne (1868-1892), « mort en héros au Congo belge pour la civilisation »²¹ et huit ans plus tard un square des Vétérans coloniaux, « en l'honneur des pionniers de l'œuvre congolaise, de 1876 à 1908 (annexion du Congo) ». Lors de la première attribution, la commune est dirigée par une coalition des trois partis traditionnels avec un bourgmestre libéral ; lors de l'inauguration du Square, c'est un bourgmestre socialiste qui est à la tête d'une coalition avec les catholiques. Comme à Etterbeek, dans cette commune, le projet colonial s'inscrit pleinement dans le processus de glorification de la nation puisque c'est dans le cadre de la célébration du centenaire de la Belgique qu'est inauguré, le 5 octobre 1930, le square des Vétérans coloniaux. Un arbre du centenaire est d'ailleurs planté sur les lieux tandis qu'un mémorial en l'honneur de la mémoire des Anderlechtois morts au Congo est inauguré le même jour à la maison communale en

21. Henri-Auguste De Bruyne (1868-1892) est un militaire belge parti au Congo en 1889. Lui et son supérieur, le lieutenant Joseph-François Lippens (1855-1892) sont tués dans le cadre d'une opération de représailles dans le contexte des campagnes dites antiesclavagistes. [De Bruyne, Henri | AfricaMuseum - Archives](#) (consultation février 2024).

présence de représentants des principales associations coloniales. Ce cérémonial en plusieurs phases démontre également toute l'importance du dispositif symbolique qui accompagne l'inauguration du square des Vétérans coloniaux.

Si une majorité des voiries etterbeekoises n'apparaît pas comme explicitement identifiée dans l'espace public – nous n'avons malheureusement pas trouvé trace des plaques d'origine – il n'en est pas de même à Anderlecht où elles sont bel et bien identifiées, et le sont toujours aujourd'hui. Elles témoignent tout à la fois de l'état d'esprit des autorités communales mais aussi du message qu'elles souhaitent communiquer à leurs concitoyens.

Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement s'essouffle et il n'y a plus guère de nouvelles voiries valorisant le projet colonial. Le sens de l'Histoire a changé...

Après 1918. Donner sens au conflit

C'est sans conteste la Première Guerre mondiale qui va engendrer le bouleversement odonymique le plus important dans l'espace bruxellois²². Si les nouvelles attributions se concentrent sur l'immédiat après-guerre, de novembre 1918 à 1920, les premiers changements sont posés dès le début d'août 1914, avant que les Allemands n'occupent la capitale, le 18. Le choc de l'invasion du pays, le 4 août, est tel que les habitants du quartier de Cureghem (à Anderlecht) vont spontanément arracher les plaques de la « rue d'Allemagne », qu'ils rebaptisent « rue des Belges », un geste aussitôt entériné par les autorités communales. Ce n'est que l'une des très nombreuses débaptisations qui auront lieu, au lendemain du conflit, dans de nombreuses communes bruxelloises. La démarche est d'autant plus importante que les dénominations supprimées sont remplacées par de nouveaux symboles directement puisés dans l'expérience de guerre : des villes et villages martyrs d'août 1914, des civils exécutés pour faits de résistance, des lieux emblématiques de l'expérience du front... Tout ce qui peut rappeler l'Allemagne et ses alliés – même si les dénominations ne faisaient pas référence à l'État qui a envahi la Belgique en août 1914 – est effacé de l'espace public. Le message est clair : l'Allemagne n'y a plus sa place, une démarche qui est

22. Laurence van Ypersele, Emmanuel Debruyne et Chantal Kesteloot, *Bruxelles. La mémoire et la guerre (1914-2014)*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2014.

à la fois l'écho du souhait de la population et de la volonté des mandataires locaux. Il s'agit aussi de donner sens au conflit qui a bouleversé la société belge dans son ensemble, de l'expérience du front à celle de l'occupation. L'inscription du conflit dans l'espace ne se limite pas aux débaptisations « patriotiques » de voiries dont la dénomination est désormais devenue insupportable. Le nom d'autres voiries est modifié pour faire place à la mémoire du conflit qui vient de s'achever. Le sentiment d'urgence et la crainte de voir d'autres communes accaparer certaines dénominations expliquent également l'impression d'emballlement menant à un goulet d'étranglement. Cette crainte porte surtout sur des choix liés à la mémoire internationale du conflit. Elle pousse, par exemple, la commune d'Anderlecht, après avoir officialisé en novembre 1918 le choix des habitants en faveur de la rue des Belges, à débaptiser la voirie un mois plus tard pour en faire la rue Clemenceau. Une fois qu'elle s'est assurée le monopole sur le terme spécifique – Georges Clemenceau, le président du Conseil des ministres français alors toujours en place – la commune décide d'adapter le terme générique, considérant qu'une personnalité auréolée d'un tel prestige ne peut se satisfaire d'une rue. En février 1919, la rue devient donc avenue quand bien même la voirie en question ne dispose pas des attributs classiquement présents dans le cas d'une avenue²³.

23. Registre des délibérations du conseil communal d'Anderlecht, 25 février 1919 (Archives communales Anderlecht).



Exemples de plaques évoquant la Première Guerre mondiale, photos 2022-2023.

© Chantal Kesteloot

Ce poids de la Première Guerre est aussi lié à l'urbanisation croissante de communes bruxelloises. En effet, durant l'entre-deux-guerres, certaines d'entre elles connaissent un développement démographique exceptionnel. En d'autres termes, l'arrivée de nouveaux habitants impose le percement de nouvelles voiries. Toutes ne se voient évidemment pas attribuer des dénominations en lien avec le conflit qui vient de s'achever. Néanmoins, il y a lieu de mentionner Auderghem. Suite aux élections communales de 1921, les premières à être organisées après le conflit, une majorité associant le Parti catholique et une liste « Combattants » se retrouve à sa tête. À l'initiative de cette liste, il est décidé, démarche pour le moins singulière, que tout Auderghemois décédé du fait de la guerre se verra attribuer un nom d'artère. Entre 1910 et 1947, la population y croît de 147 %, passant de 7 520 à 18 640 habitants. À l'heure où éclate la Seconde Guerre mondiale, cette politique systématique d'attributions n'est pas encore achevée. Elle se poursuit au lendemain du conflit. Des dénominations sont dès lors parfois élargies à des familles

suite à l'engagement dans la résistance. La commune poursuit en effet cette politique systématique d'attributions de voiries avec les citoyens décédés en 1940-1945, tant et si bien que 108 des 246 voiries que compte la commune aujourd'hui ont une dénomination liée à l'un des deux conflits mondiaux : 64 sont consacrées à la Première Guerre et 44 à la Seconde. Aucune commune ne s'est investie à ce point.

Si la majorité des odonymes liés à la Première Guerre mondiale rendent hommage dans l'ensemble des communes bruxelloises à des soldats – décédés pour la plupart –, il convient néanmoins d'épingler la place dévolue aux civils. Il s'agit, pour l'essentiel, de patriotes exécutés pour faits de résistance à l'ennemi. Ce qui est remarquable, c'est qu'à travers ces attributions – soldats et civils – ce sont de nouvelles catégories sociales qui entrent désormais dans l'odonymie bruxelloise. Certes, toutes les communes ne suivent pas la même politique en la matière. Il est frappant de constater la place consacrée aux soldats dans les communes connaissant une forte urbanisation. Dans les communes de la première ceinture, là où il y a moins, voire peu de nouvelles voiries, c'est surtout par la voie de la débaptisation que le conflit trouve sa place dans l'espace urbain. On s'y montre dès lors beaucoup plus prudent et seuls des héros d'envergure – civils ou militaires – y sont honorés. Si, pour les militaires, le choix va, dans ce contexte, plutôt se porter sur les hauts gradés, il n'en va pas de même des civils où ce qui est mis en évidence, c'est la dénonciation de l'attitude criminelle de l'occupant. Deux femmes exécutées se voient ainsi attribuer un nom de rue. À Uccle, la rue de Bruxelles est débaptisée et devient la rue Edith Cavell, du nom de cette infirmière anglaise fusillée le 12 octobre 1915 pour faits de résistance. À Molenbeek, la rue de Hambourg devient la rue Gabrielle Petit, une jeune patriote exécutée par l'occupant le 1^{er} avril 1916. Quant à Marie Depage, c'est en tant que victime du torpillage du Lusitania en mai 1915 qu'elle est honorée. Une quatrième inscription rend hommage à une femme – la princesse Jean de Merode qui s'est largement investie auprès des invalides de guerre – mais l'hommage est beaucoup plus tardif. Il date de 1955, année de son décès. Il ne s'agit d'ailleurs pas à proprement parler d'une voirie mais d'un square, un dispositif habile – aujourd'hui devenu classique – qui évite de débaptiser une artère existante.

La mémoire difficile de la Seconde Guerre mondiale

Contrairement à la Première Guerre mondiale, au sortir du second conflit mondial, il est malaisé d'honorer la mémoire du roi ou de l'armée belge²⁴. Cette dernière a capitulé après dix-huit jours de combat, une décision portée par le roi Léopold III qui est à l'origine de sa rupture avec le gouvernement belge. Les années d'occupation n'ont en rien apaisé les tensions. Elles se prolongent même au-delà de l'occupation. La société belge d'après-guerre est en effet divisée par ce que l'on appelle la « question royale ». Impossible dès lors de faire du roi un symbole à honorer dans l'espace public comme cela avait été le cas avec son père, le roi Albert, au sortir de la Première Guerre mondiale.



Exemples de plaques évoquant la Seconde Guerre mondiale, photos 2022-2023.

© Chantal Kesteloot

24. Chantal Kesteloot, « [Toponymie et mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les noms de rues à Bruxelles](#) », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, vol. 2-3, 2012, p. 108-137 (consultation février 2024).

Si un certain nombre de communes rendent malgré tout hommage à des résistants – en termes de nombre, c'est le premier groupe concerné – force est de constater que c'est une résistance désidéologisée qui est honorée. Les résistants qui se voient attribuer un nom de rue sont choisis parce que victimes de la répression de l'occupant. Derrière ces choix, on retrouve – mais pas toujours – des actions de lobbying soit des familles, soit de mouvements de résistance. Le Front de l'indépendance, d'inspiration communiste, se montre le plus actif en la matière. Néanmoins, il n'y a pas nécessairement corrélation entre l'attribution de noms de rues à des résistants communistes et la présence d'élus communistes dans les majorités communales. L'ancrage local reste un critère essentiel. Il faut que le résistant ait un lien avec la commune où il est honoré. Ce lien peut être de nature très variée. Il y a les évidences : naissance, résidence, décès. Mais ils sont parfois plus ténus : la commune de Forest choisit ainsi de rendre hommage à la résistante d'origine montoise Marguerite Bervoets (1914-1944). La jeune femme avait, semble-t-il pour habitude de passer ses vacances dans la commune bruxelloise²⁵. À Anderlecht, une rue est dénommée en l'honneur du résistant Maurice-Albert Raskin (1906-1943), qui s'était caché dans la commune durant quatre mois.

Contrairement à ce qui s'est passé au lendemain du premier conflit mondial, il n'y a guère de débaptisations puisque la plupart ont déjà eu lieu. Épinglons néanmoins deux cas. À Ixelles, à l'automne 1944, peu après la libération de la capitale, l'avenue du Maréchal Pétain devient l'avenue Arnaud Fraiteur, du nom d'un jeune résistant exécuté par l'occupant le 10 mai 1943, à la veille de son 20^e anniversaire. Dans la commune voisine d'Uccle, la rue du Japon devient, en juillet 1945, la rue Général MacArthur. Cette fois encore, la mémoire internationale du conflit fait l'objet d'une rivalité entre les communes. Dès septembre 1944, Woluwe-Saint-Pierre dédie un rond-point au général Montgomery. Un mois plus tard, Uccle jette son dévolu sur Churchill. Les visites protocolaires sont également l'occasion de débaptisations : à Schaerbeek, l'avenue des Hortensias est débaptisée en l'honneur du Général Eisenhower, en visite en septembre 1945²⁶. À Ixelles l'avenue de la Cascade devient l'avenue du Général de Gaulle à l'occasion de son passage dans la capitale en octobre 1945. La Ville de Bruxelles occupe une nouvelle fois une place prépondérante en s'appropriant la figure de Franklin Roosevelt, peu après son décès en

25. Benoît Mathieu, « Forest rend hommage à Marguerite Bervoets », *Le Soir*, 13 novembre 2007.

26. Chantal Kesteloot et Bénédicte Rochet, *Bruxelles, Ville libérée, 1944-1945*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2019.

avril 1945. Reste la figure, *a priori* plus problématique, de Staline. Dès le mois de juillet 1945, deux conseillers communaux socialistes font la proposition de lui rendre hommage. Mais une rumeur circule : la commune de Woluwe-Saint-Lambert aurait déjà fait part de sa volonté de s'appropriier le nom. Craignant de se faire dépasser, la Ville de Bruxelles – par la voix des deux mêmes conseillers – se propose alors de rendre hommage à la bataille de Stalingrad. En décembre 1945, l'artère est inaugurée : l'avenue du Midi devient l'avenue de Stalingrad. Mais comme en témoigne le discours prononcé lors de l'inauguration, en décembre 1945, par le bourgmestre libéral de la Ville en présence de l'ambassadeur soviétique, c'est bel et bien à l'homme que l'on rend hommage : « notre admiration pour leur brillant chef est sans bornes et nous n'en perdrons jamais le souvenir ». Il termine son discours par ces mots : « Vivent les armées russes ! Vive son grand chef, le Maréchal Staline »²⁷. Malgré plusieurs tentatives de débaptisations ultérieures, l'avenue de Stalingrad porte toujours ce nom.

Outre cette mémoire de guerre plus problématique, d'autres dimensions expliquent que le mouvement est de moindre ampleur qu'au lendemain de la Grande Guerre. Il y a tout d'abord le ralentissement de la croissance démographique. La population de l'ensemble des communes bruxelloises ne croît que de 11 % entre 1947 et 1970. Certaines communes connaissent même une décroissance. On peut donc parler d'une certaine saturation de l'espace. Cela signifie que peu de nouvelles voiries sont percées. Parallèlement, les autorités nationales découragent les changements. Ces deux éléments expliquent également le nombre plus restreint de changements après le second conflit mondial.

Capitale de l'Europe ?

Aujourd'hui, Bruxelles s'affirme de plus en plus comme la capitale de l'Union européenne. Mais cette nouvelle internationalisation ne trouve que de faibles échos dans l'odonymie locale. Certes, la référence à Robert Schuman est affirmée haut et fort au cœur du quartier où sont installées les institutions européennes. Le dispositif symbolique autour du rond-point Schuman – inauguré en 1963 – est renforcé par la création d'une station de métro et d'une gare homonymes. Il est par ailleurs désormais question d'un « quartier européen » mais sans aucune autre débaptisation de lieux. Le rond-point Schuman s'appelait antérieurement le rond-point de la rue de la Loi. Hommage est par ailleurs rendu à un

27. *La Nation belge*, 2 décembre 1945, p. 2.

autre artisan de l'Europe en la personne du belge Paul-Henri Spaak (1891-1972). Dès 1957, une avenue Paul-Henri Spaak est créée de son vivant à Saint-Gilles, une initiative contraire aux recommandations de la Commission de Toponymie qui préconise de n'attribuer de nom de rues qu'à des personnes décédées à l'exception notoire de la famille royale. Dans le même temps, un boulevard de l'Europe est inauguré dans cette même commune. Ces changements interviennent dans la foulée de la signature du traité de Rome mais aussi du réaménagement du quartier de la gare du Midi où ils sont situés. En 2001, le boulevard de l'Europe devient l'esplanade de l'Europe. En 1958, la Ville de Bruxelles avait elle aussi décidé de débaptiser le Carrefour de la Gare Centrale pour en faire le Carrefour de l'Europe en hommage au traité de Rome. Ces deux choix précoces et situés à proximité de gares inscrivent dans l'odonymie la dimension européenne de Bruxelles. En 2010, la commune de Woluwe-Saint-Lambert décide à son tour de rendre hommage à l'homme d'État en créant un « Cours Paul-Henri Spaak ». Une plaque explicative présente brièvement sa personnalité. Cet hommage dans cette commune dirigée par une liste francophone vise aussi sans doute l'homme qui, en 1971, a quitté le Parti socialiste belge pour rallier le FDF – Front démocratique des francophones, aujourd'hui Défi – une formation créée en mai 1964. Ce ralliement avait en effet contribué à la crédibilité de la jeune formation. Dans les faits, on ne constate donc pas de véritable bouleversement odonymique lié à cet ancrage européen de la capitale belge.

Essayer de comprendre l'odonymie de Bruxelles

Comme partout, l'évolution de l'odonymie est aussi liée à un certain nombre de facteurs tant externes qu'internes. Bien évidemment, il y a quantité de spécificités très locales qu'il est impossible d'évoquer dans le cadre de cette contribution. Nous nous limiterons dès lors à une optique plus générale, des aspects démographiques aux dimensions politiques sans oublier l'évolution du contexte législatif. Nous évoquerons également les difficultés en termes de lisibilité de l'odonymie bruxelloise.

Démographie et urbanisation

C'est une évidence : le moteur premier de la création de nouvelles voiries est lié à la croissance démographique. Depuis le début de l'indépendance, la population de la capitale a été multipliée par cinq, passant de 211 634 habitants en 1846 – date du premier recensement – à 1 218 255 en 2020.

Tableau. Évolution de la population bruxelloise de 1846 à 2020.

Années	1846	1880	1910	1947	1970	2000	2020
Anderlecht	5 966	22 812	6 4137	86 412	103 203	87 812	120 887
Auderghem		2 434	7 520	18 640	34 546	28 804	34 404
Berchem	672	1 102	3 022	11 180	19 087	18 735	25 502
Bruxelles	123 874	162 498	177 078	184 838	153 409	133 859	185 103
Etterbeek	3 084	11 753	33 227	50 040	49 183	39 404	48 473
Evere	1 377	2 206	6 031	15 277	29 223	31 348	42 656
Forest	1 324	4 182	24 228	47 370	53 256	45 555	56 581
Ganshoren	1 015	1 584	4 191	9 092	21 147	19 757	25 234
Haren	771	1 117	3 000				
Ixelles	14 251	36 324	72 991	90 711	86 450	73 174	87 632
Jette	1 981	4 712	14 782	29 484	40 013	39 749	52 728
Koekelberg	2 198	4 893	12 750	15 103	17 570	16 211	21 959
Laeken	4 019	17 856	35 024				
Molenbeek	12 065	41 737	72 783	63 922	68 411	71 219	97 979
Neder	1 016	1 844	3 867				
Saint-Gilles	4 138	33 124	63 140	61 396	55 055	42 458	49 678
Saint-Josse	14 850	28 052	31 865	27 639	23 633	22 097	27 497
Schaerbeek	6 211	40 784	82 480	123 671	118 950	105 692	132 799
Uccle	6 372	10 744	26 979	56 156	78 909	74 221	83 980
Watermael	3 950	3 658	8 613	19 683	25 123	24 773	25 332
Woluwé-St-L	1 182	1 660	8 883	26 344	47 360	46 528	57 712
Woluwé-St-P	1 318	1 634	5 307	18 455	40 884	37 922	42 119
Total	211 634	436 710	761 898	955 413	1 065 412	959 318	1 218 255

Mais cette croissance cache des réalités très contrastées. Entre 1910 et 1947, huit des dix-neuf communes bruxelloises ont un taux de croissance de plus de 100 %, ce qui nécessite le percement de nouvelles voiries en nombre. Néanmoins, toutes les communes ne font pas le choix de dénominations mémorielles ou pas nécessairement de dénominations liées à des événements qui ont touché l'histoire de la Belgique. Certaines mobilisent bien plus des références culturelles et artistiques, des lieux ou des propriétaires. D'autres par contre font la part belle aux « héros » locaux. Le réflexe identitaire est manifeste. À l'heure de l'arrivée de nouveaux habitants, l'héroïsation d'anciens semble être une stratégie pour souder la communauté locale et ne pas se perdre dans l'anonymat de la grande ville. Cela explique aussi sans doute des choix qui prennent en compte d'autres catégories sociales. Ce qui importe dans ce contexte, c'est l'ancrage local, le fait de tisser du lien. Dans les communes déjà largement urbanisées à la veille de la Première Guerre mondiale, impossible de rendre hommage à toutes les victimes du fait de leur nombre. On passe donc par des dispositifs plus collectifs : les « héros », les « combattants », les « invalides », les « résistants »... Bref, des intitulés qui offrent une plus large assise et qui évitent de se lancer dans un processus de dénominations individuelles qui imposerait de poser des choix et ouvrirait la voie à d'innombrables demandes dans un contexte où le ralentissement de la croissance démographique contribue aussi à la diminution du nombre d'attributions.

Toutes les communes ne présentent ni le même profil démographique ni le même profil socio-économique. Qui plus est, des changements les ont impactées au fil du temps. Des communes dites bourgeoises se sont appauvries ; des communes rurales se sont transformées en zones résidentielles. On peut distinguer les communes dites de la première ceinture qui entourent directement Bruxelles-Ville. Elles sont les premières à s'urbaniser et ce dès les années 1830 à 1870²⁸. À partir de 1870, ce sont les communes dites de la deuxième ceinture qui émergent²⁹. L'évolution

28. Elles sont au nombre de neuf : Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Etterbeek, Ixelles, Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg et Laeken (cette dernière commune est rattachée à Bruxelles-Ville au lendemain de la Première Guerre mondiale). Voir Anne-Marie Bogaert-Damin et Luc Maréchal, *Bruxelles. Développement de l'ensemble urbain 1846-1961. Analyse historique et statistique des recensements*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1978, p. 126 et suiv.

29. Elles sont au nombre de six : Forest, Uccle, Watermael, Boitsfort, Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert. Quatre communes s'urbanisent plus tardivement : Jette, Ganshoren, Berchem-Sainte-Agathe et Evere. Les trois dernières ne font officiellement partie de l'agglomération bruxelloise que depuis 1954. Mais cette évolution

n'est dès lors pas identique sur l'ensemble de l'espace bruxellois. Une recherche fine sur l'ensemble des communes et de leurs voiries devrait permettre d'analyser l'impact de ce développement différencié sur l'odonymie locale. À ce stade, seuls quelques constats très généraux peuvent être posés. Certaines communes ont eu une politique odonymique clairement liée à leur profil socio-économique. À Molenbeek-Saint-Jean, le « Manchester belge », le passé industriel est très présent alors que le poids des guerres est, lui, relativement marginal. La commune voisine d'Anderlecht présente elle aussi un profil industriel marqué qui laisse sa marque dans l'odonymie locale. Mais les deux guerres mondiales y sont également très bien représentées. D'autres municipalités vont privilégier des dénominations liées à leur environnement géographique (la forêt de Soignes dans le cas de la commune de Watermael-Boitsfort), à des propriétaires terriens (Forest) ou encore à des artistes (Schaerbeek). Ailleurs, comme évoqué, ce sont des acteurs locaux – importants ou anonymes – qui occupent une place dominante dans l'odonymie. La difficulté de dégager des orientations claires tient aussi au poids de l'autonomie locale.

Dimensions politiques

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'est pas rare que les communes soient dirigées par des majorités absolues représentant une seule tendance politique³⁰. À cette époque, ce sont les libéraux et les catholiques qui dominent le paysage politique. Sans surprise, plus la commune est urbanisée plus les libéraux y occupent un rôle politique dominant ; par contre, dans les communes de la deuxième ceinture, encore largement rurales, ce sont les catholiques qui dominent. Dans les communes les plus urbanisées, des choix odonymiques contribuent à la glorification de héros de la révolution de 1830. Quant aux premières attributions relatives à la colonisation, on les retrouve pour l'essentiel à Bruxelles-Ville et à Ixelles, deux communes libérales. Après l'instauration du suffrage universel au lendemain de la Première Guerre mondiale – tant les hommes que les femmes sont concernés à ce niveau de scrutin – les communes bruxelloises sont souvent dirigées par des coalitions associant deux, voire trois listes différentes issues principalement des partis dits

n'est pas liée à des critères économiques mais bien linguistiques. Anne-Marie Bogaert-Damin et Luc Maréchal, *Bruxelles. Développement de l'ensemble urbain 1846-1961. Analyse historique et statistique des recensements*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1978.

30. Voir Chantal Kesteloot, Ann Mares et Claudine Marissal, *Élections communales 1890-1970, Banque de données*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1996.

traditionnels. On les retrouve donc associés aux évolutions successives en matière d'odonymie. Difficile d'identifier des pratiques politiques spécifiques qui seraient liées à l'appartenance politique des majorités en place. Comme mentionné, la présence d'une liste « Combattants » au collège à Auderghem a sans conteste joué un rôle moteur dans le nombre d'attributions liées à la Première Guerre mondiale. Mais l'urbanisation de la commune a permis la mise en œuvre de cette politique. À Etterbeek, l'ensemble des formations politiques a contribué à la valorisation du projet colonial. Néanmoins, il importe également de tenir compte des actions de lobbying menées auprès des élus tant dans le chef d'associations coloniales que d'organisations de résistance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais bien plus que la tendance politique du résistant ou de colonial honoré, c'est son ancrage local qui est valorisé. Même stratégie, par exemple, dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert alors dominée par une majorité catholique. Douze voiries y sont dédiées à des résistants morts durant la guerre. Tous résidaient dans la commune ; six se sont vu attribuer la rue où ils habitaient durant le conflit, quatre une rue proche de leur domicile et deux une artère nouvellement créée. Toutes ces attributions se font dans les cinq années qui suivent la fin du conflit.

Parmi les changements récents, il y a lieu de mentionner la politique de la Ville de Bruxelles. Pour l'ensemble des communes, seules six femmes sont honorées dans l'espace public pour leur engagement résistant. Trois de ces attributions sont récentes : l'une date de 2003 et les deux dernières de 2019. Dans ces trois derniers cas, il s'agit de femmes ayant survécu à la guerre et s'étant engagées dans des formes d'action de résistance civile (sauvetage d'enfants juifs, réseaux d'évasion de pilotes alliés). Ces trois dénominations sont situées sur le territoire de Bruxelles-Ville qui mène ainsi une politique résolue de féminisation de l'espace public. D'autres changements sont annoncés par les communes d'Uccle et d'Ixelles d'une part et par la commune de Koekelberg d'autre part. Ces stratégies ont un objectif double : renforcer la féminisation de l'espace public et (re)mobiliser la mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans une logique du devoir de mémoire et d'une mobilisation accrue dans le cadre de commémorations. Ailleurs, cette stratégie se fait par une plus grande lisibilité de l'espace public – et donc une plus grande « efficacité » des apports de l'odonymie. À Woluwe-Saint-Lambert, des plaques et des panneaux didactiques sont installés dans l'espace public. Jadis catholique, cette commune est aujourd'hui dirigée par une formation francophone – Défi – qui mobilise clairement la mémoire de guerre dans une stratégie de lutte contre l'extrême droite (flamande).

Processus de décision

Avec l'urbanisation croissante de la capitale et de ses faubourgs va progressivement se poser la question des choix odonymiques : comment faire en sorte que deux communes ne choisissent pas une même dénomination et, autre aspect, comment éliminer les doublons existants. On est là clairement dans la dimension utilitaire de la toponymie. De nombreuses communes ont en effet une place du Marché, une rue de l'Église, autant de dénominations liées à une période où la nomenclature était exclusivement utilitaire.

Du fait de l'urbanisation progressive de la capitale, un processus de régulation informel avait été instauré avant la Première Guerre mondiale. L'objectif étant de préserver la dimension utilitaire des noms de rues en évitant les doublons. En clair, l'urbanisation de la capitale se traduisait par une augmentation progressive du nombre des communes dites bruxelloises. En 1874, une conférence des bourgmestres de Bruxelles avait vu le jour à l'initiative de la Ville de Bruxelles. Son objectif était de gérer de manière conjointe un certain nombre de compétences qui, dans les faits, dépassaient les limites strictes d'une commune. Parmi celles-ci, figure la question des noms de rues. La conférence se montre active à deux niveaux. Dans le cadre du processus d'adhésion à cette instance, les communes sont invitées à transmettre la liste de leurs voiries pour identifier les doublons éventuels. Par ailleurs, dès que les communes envisagent de nouvelles dénominations, elles sont invitées à en informer la conférence avant que la décision ne soit officialisée. À travers ces nouvelles dénominations, on voit surgir tout un processus de concurrence entre communes, en particulier sur les dimensions de mémoires internationales. En la matière, les communes peuvent difficilement utiliser l'argument de l'ancrage local – sauf si une visite protocolaire a eu lieu – et il y a donc rivalité sur un certain nombre de personnalités.

Dans la foulée des nombreux changements intervenus après la Première Guerre mondiale, une commission de toponymie voit le jour. À l'origine, elle a une fonction d'étude et d'érudition. Durant la Seconde Guerre mondiale, sa consultation est requise pour toute procédure de changement de nom. Une commission spécifique est d'ailleurs mise en place pour les communes bruxelloises. Elle est l'initiative du secrétaire général de l'intérieur, le nationaliste flamand Gerard Romsée (1901-1976) et non de l'occupant. Faute de temps, elle n'aura guère la possibilité d'impulser une véritable politique. Néanmoins, une vaste enquête est menée auprès des communes bruxelloises les sommant de justifier leurs

changements de noms après la Première Guerre mondiale. Cette politique de consultation est maintenue après la Seconde Guerre mondiale. Désormais, les communes sont invitées à présenter un dossier auprès de la commission de toponymie pour justifier les changements qu'elles souhaitent mettre en œuvre. La procédure est devenue de plus en plus complexe. Au fil du temps, la commission a formulé un certain nombre de recommandations (limiter les changements ou les lier à histoire locale, à des personnalités défuntes...) même si elle se montre aujourd'hui plus sensible à l'idée de changements³¹. À Bruxelles, région bilingue, tout changement implique l'introduction d'une double demande, auprès de la commission francophone et de son alter ego néerlandophone. Les avis ne sont pas toujours identiques. Ainsi les communes d'Ixelles et d'Uccle se sont lancées dans une procédure de débaptisation de la rue Edmond Picard (1836-1924), un juriste de renom mais par ailleurs ouvertement raciste et antisémite, pour la remplacer par la rue Andrée Geulen, du nom d'une institutrice résistante qui a contribué au sauvetage de plus de 300 enfants juifs. La commission néerlandophone a estimé qu'il ne s'était pas écoulé suffisamment de temps entre son décès et la volonté de lui attribuer un nom de rue. Andrée Geulen est en effet décédée en 2022, à l'âge de 100 ans. Par contre, pour la commission francophone, cette proximité n'a pas fait débat. Désormais, en cas de changement de nom, les habitants doivent également être consultés. Mais là aussi, il s'agit d'une obligation strictement consultative. Ce n'est qu'ensuite que le conseil communal peut adopter le changement. Aujourd'hui, conscientes des difficultés administratives qu'impliquent les changements, les communes accompagnent le processus et aident les habitants concernés dans les démarches administratives.

Pour une pédagogie de l'odonymie

Si l'objectif d'une odonymie mémorielle est de souder la communauté locale autour d'un certain nombre de valeurs, encore faut-il que celles-ci soient comprises. Force est de constater que les communes se montrent souvent très frileuses en matière d'identification. On peut certes considérer qu'au moment des faits, autrement dit, lors de leur création, le nom des voiries était mieux compris par les habitants. Mais rien n'est moins sûr dans la mesure même où souvent les personnalités honorées sont déjà décédées puisqu'à l'exception de la famille royale, il faut en

31. Voir Florian Mariage (dir.), *Guide pratique des noms de rues en Belgique francophone*, CRTD, Bruxelles, 2022 (consultation février 2024).

principe que la personne soit décédée depuis 5 ans au moins pour qu'elle puisse se voir attribuer un nom de rue. Ce principe n'a cependant pas toujours été respecté. Faute d'archives, il est en outre impossible de reconstituer les plaques du passé. Dans un certain nombre de cas, des plaques de différentes époques se superposent dans l'espace public sans qu'il soit possible de les dater. Toutes les photos utilisées dans le cadre de cette contribution ont été prises entre 2022 et 2024. Un simple regard permet de constater qu'elles ne sont clairement pas contemporaines les unes des autres. Il est également impossible de savoir quand des ajouts explicatifs éventuels ont été ajoutés. Là encore, ce sont les communes qui détiennent le pouvoir de décision.



Politique de valorisation de l'odonymie locale à Woluwe-Saint-Lambert, photos 2022-2023.

© Chantal Kesteloot

Prenons le cas de la rue des Colonies. Dès son creusement en 1908–1909, son nom apparaît comme problématique mais uniquement dans la mesure où le pluriel a été choisi alors que le Congo est alors l'unique colonie de la Belgique³². Aujourd'hui, trois plaques différentes sont apposées à quelques mètres l'une de l'autre. La première, remontant sans doute à sa création, mentionne « En souvenir de l'annexion du

32. Voir *Le Soir*, 22 octobre 1908, p. 1.

Congo. 1908 ». Un peu plus loin, une autre plaque ne porte aucune explication odonymique. Quant à la troisième, elle a été masquée par une action citoyenne... et rebaptisée « rue des Décolonies »³³. Un trio classique semble se dessiner : glorification, banalisation, contestation...



Différentes plaques de la rue des Colonies, la première représentant la glorification, la seconde la banalisation, et la dernière la contestation. © Chantal Kesteloot

33. À Watermael-Boitsfort, seule une rue fait référence au passé colonial belge. Il s'agit de l'« avenue Coloniale ». Sans surprise, la plaque est fréquemment surchargée et porte dès lors la mention « avenue Décoloniale ».

Ce processus d'identification peut en effet être source de contestation, en particulier en matière de revendications de décolonisation de l'espace public. Les « Vétérans coloniaux » sont ainsi encore et toujours honorés pour leur contribution à l'œuvre congolaise de 1876 à 1908. Il ne s'agit donc pas de rendre hommage à ceux qui se sont rendus au Congo à l'heure où celui-ci était devenu colonie belge ! À travers ce texte, il n'y a aucune volonté de remise en cause de l'action de ces mêmes vétérans. En 2017, la commune d'Anderlecht a mis en place un groupe de travail chargé de la contextualisation d'un certain nombre de lieux dont le Square des vétérans coloniaux. Force est de constater que sept ans plus tard, les plaques sont toujours identiques.



Les « Vétérans coloniaux » toujours honorés pour leur contribution à l'œuvre congolaise de 1876 à 1908.

© Chantal Kesteloot

On ne peut même pas parler de stratégie cohérente au sein d'une même commune. À Etterbeek, par exemple, l'Avenue de l'Yser n'est pas identifiée alors que la place du 11 novembre l'est d'un côté de la rue mais pas de l'autre.



Plaque de l'avenue du 11 novembre à Etterbeek (figurant d'un côté de la rue mais pas de l'autre).

© Chantal Kesteloot



Plaque de l'avenue de l'Yser à Etterbeek.

© Chantal Kesteloot

Cette question de la contextualisation n'est pas sans importance à l'heure où les débats sur la décolonisation de l'espace public agitent un certain nombre de communes bruxelloises. À Etterbeek, commune comptant le plus grand nombre de voiries coloniales, une commission citoyenne a été créée pour débattre du sort des références coloniales dans l'espace public. Au terme de dix-huit mois de débats, celle-ci s'est majoritairement prononcée pour une contextualisation, rejetant toute débaptisation. Il y a donc clairement une volonté nouvelle de pédagogisation de l'espace public ; la contextualisation apparaissant comme un compromis entre ceux qui refusent tout changement et ceux qui souhaitent transformer l'espace public³⁴. Cette contextualisation risque à son tour de faire débat.

Ce n'est en revanche pas le cas dans les initiatives menées en ce sens concernant la Seconde Guerre mondiale. Les choix portés par les communes concernant cette strate mémorielle ne sont généralement pas remis en cause et toute information apparaît comme une plus-value comme l'illustre, par exemple, le panneau relatif à Albert Jonnart à l'initiative de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Mais l'information ajoutée n'est pas nécessairement correcte. À Bruxelles-Ville, un panneau explicatif a été installé à propos de l'Avenue (de) Stalingrad qui a effectivement fait l'objet de plusieurs tentatives de débaptisation. Or, le panneau installé fait mention d'une date d'inauguration qui n'est pas la bonne : l'avenue n'a pas été inaugurée en 1948 mais en décembre 1945³⁵. L'objectif n'était pas de rendre hommage à la vaillante résistance des habitants de Stalingrad mais bien de « s'emparer » du nom puisqu'une rumeur (fausse) semblait indiquer que le nom de Staline lui-même avait déjà été choisi par une autre commune bruxelloise³⁶. Qui plus, le nom actuel de Stalingrad est Volgograd et non « Tsaritsyne ».

34. Voir [Passé colonial: la commune privilégie la contextualisation | Etterbeek](#) (consultation avril 2024).

35. « En décidant de débaptiser l'avenue du Midi et de la dénommer désormais avenue de Stalingrad, le Collège de la Ville, en plein et unanime accord avec le Conseil communal, a voulu payer à la Russie et au Maréchal Staline un grand tribut solennel d'admiration et de gratitude », extrait du discours prononcé par M. J. Van de Meulebroeck lors de l'inauguration de l'avenue de Stalingrad, 1^{er} décembre 1945 : M. J. Van de Meulebroeck « [Inauguration de l'avenue de Stalingrad](#) », *Bulletin communal année 1945*, tome 112, partie 3, 1945, p. 1431 et suiv.

36. Voir, « [Compte rendu du conseil communal du 2 juillet 1945](#) », *Bulletin communal année 1945*, tome 111, partie 1, 1945, p. 377 et suiv.



Plaque à Bruxelles-Ville de l'avenue Stalingrad, avec ajout d'un panneau explicatif.

© Chantal Kesteloot

On pourrait imaginer que les dénominations mémorielles les plus contemporaines soient explicitées. Mais ce n'est pas nécessairement le cas. Alors que la Ville de Bruxelles a mené ces dernières années à la fois une politique de féminisation de l'espace public et d'hommage à des victimes oubliées de la Seconde Guerre mondiale, on ne peut que constater que ces plaques ne font l'objet d'aucune contextualisation.

Cependant grâce aux outils numériques, cette volonté de faire sens peut aussi se faire par des informations en ligne. Certaines communes proposent sur leur site des informations permettant d'identifier les noms des voiries³⁷. D'autres organisent des balades autour des noms de rues ou encore soutiennent des initiatives éditoriales en matière d'histoire locale³⁸. Mais là encore, il n'y a aucune démarche systématique. Bref, une lisibilité de l'espace public qui reste problématique.

Conclusions

Comme dans d'autres villes, l'espace public est aujourd'hui l'objet de débats à Bruxelles. Plusieurs enjeux sont posés : la question de la féminisation, le poids du passé colonial mais aussi l'absence presque totale

37. Voir sur le site web de la commune de Schaerbeek << **Lieux-dits & petites histoires des rues** >> (consultation avril 2024).

38. Voir, par exemple, Didier Sutter, *Koekelberg. Au fil du temps...Au cœur des rues...*, Paris, Drukker, 2012.

de toute référence à la diversité culturelle, aujourd'hui très présente dans la Région de Bruxelles.

En effet, sur les 5 263 noms de rues, 2 103 portent des noms de personnes. Parmi elles, 1 945 hommes, 139 femmes et 1 personne identifiée comme transsexuelle³⁹. Cette faible visibilité est encore renforcée par la dimension générique des voiries. Les boulevards et autres avenues ne portent que très exceptionnellement le nom de femmes et encore s'agit-il pour l'essentiel de reines et de princesses qui ne doivent leur présence qu'à leur statut d'épouses et non à un engagement spécifique. Depuis plusieurs années, des collectifs se mobilisent, des actions ludiques sont entreprises, notamment lors de journées symboliques telles le 8 mars. Le message est peu à peu entendu même si, à ce stade, les changements demeurent limités. En avril 2023, la commune de Koekelberg a néanmoins annoncé la création de cinq voiries dédiées à des femmes⁴⁰. Jusqu'alors, sur les 71 voiries de la commune, seules deux portaient un nom de femme. Les symboles ont été soigneusement choisis : l'ancrage local pour les sœurs Brontë, figures littéraires, qui ont résidé quelque temps dans la commune dans les années 1840, l'avocate Gisèle Halimi, pour son combat en faveur du droit à l'avortement, Renée Douffet, une habitante de la commune reconnue Juste parmi les nations et enfin Madame Gemba, l'une des sept victimes congolaises du « zoo humain » de Tervuren lors de l'Exposition universelle de 1897. Fait significatif, ces changements passent par une débaptisation de deux artères évoquant la Première Guerre mondiale : la rue de l'Armistice d'une part et la rue des Braves – une dénomination remontant à 1915 et honorant les soldats de la commune morts au combat – d'autre part. Sur le territoire de cette même commune se trouve également le boulevard Léopold II ; une voirie partagée avec la commune de Molenbeek. Mais ce débat-là reste au point mort, au point de se demander si la féminisation n'est pas aussi mobilisée pour éviter le difficile débat sur la décolonisation.

La question de la décolonisation fait, elle, en effet l'objet de débats plus contrastés. Certes, plusieurs communes se sont saisies du dossier, ont mis en place des groupes de travail ou des commissions mais peu de décisions concrètes ont été mises en œuvre. Seul fait notoire à épingle,

39. Nouria Ouali et al., « [Les femmes dans le nom des rues bruxelloises. Topographie d'une minorisation](#) », Brussels Studies, vol. 154, 2021 (consultation février 2024).

40. Voir Julien Renzonnet, « [Les sœurs Brontë, la Congolaise Gemba exposée à Tervuren ou Gisèle Halimi reçoivent une rue à Koekelberg](#) », L'Avenir, 19 avril 2023 (consultation février 2024).

la création, en juin 2018, du square Patrice Lumumba, résultat d'une longue mobilisation d'associations issues de la diaspora africaine⁴¹.

L'immigration et la diversité culturelle restent sans conteste des angles morts de l'odonymie bruxelloise. Là encore, un fait majeur est à relever : la création, durant l'été 2023, d'une artère Eunice Osayande, une prostituée nigériane assassinée à Bruxelles⁴². Par contre, le long combat mené à Schaerbeek pour débaptiser une partie de la rue Vanderlinden et en faire la rue Habiba-Ahmed, dédiée à ce couple d'immigrés marocains assassinés en 2002 par un militant d'extrême droite, n'a toujours pas abouti.

La saturation de l'espace et la crainte d'insatisfaire les riverains-électeurs posent évidemment le problème de la persistance d'angles morts en matière d'odonymie. Les communes se montrent généralement prudentes dans tout processus de changement, une politique qui n'est d'ailleurs pas vraiment nouvelle. En l'absence de nouvelles artères, les communes se sont mises à baptiser d'autres lieux dont la dénomination n'impacte pas les habitants. C'est ainsi que des ponts, des squares, des allées, des promenades sont devenues autant d'opportunités pour essayer de combler des absences. Comme dans d'autres villes européennes, des pavés de mémoire ont été installés à Bruxelles à partir de 2009 pour donner une visibilité aux victimes de la persécution raciale. En 2019, une nouvelle campagne de pose de pavés a été initiée pour rendre hommage à des résistants. Si ces derniers ne sont pas totalement absents de l'espace public – plus d'une centaine de voiries portent des noms de résistants sur l'ensemble des 19 communes – leur présence reste malgré tout discrète. Bruxelles compte aujourd'hui 170 pavés de mémoire, toutes catégories confondues⁴³. Si la pose de tels pavés nécessite certes l'aval des autorités communales, il s'agit néanmoins d'une initiative privée. Difficile d'envisager un hommage odonymique individualisé pour les milliers de victimes de la persécution raciale à Bruxelles. On estime à 25 000 le nombre de Juifs vivant dans la capitale au début de la Seconde Guerre mondiale. La rafle organisée par l'occupant le 3 septembre 1942 entraîne

41. Idesbald Goddeeris, « **Square de Léopoldville of Place Lumumba. De Belgische (post)koloniale herinnering in de publieke ruimte** », *Tijdschrift voor Geschiedenis*, vol. 129, n° 3, 2016, p. 349–372.

42. Camile Wernaers, « **La rue Eunice Osayande a été inaugurée à Bruxelles, du nom d'une prostituée victime d'un féminicide** », *RTBF Actus*, 15 juin 2023 (consultation février 2024).

43. Voir le site web « **Les Pavés de mémoire** » posés et commandités par la Fondation Auschwitz (consultation février 2024).

l'arrestation de 718 personnes. Le 3 septembre 2018, le bourgmestre de Bruxelles – le socialiste Philippe Close – inaugurerait symboliquement la place des 3 septembre. Le pluriel se justifie du fait de la triple symbolique. Le 3 septembre 1942 se déroulait la seule rafle sur le territoire de Bruxelles-Ville. Un an plus tard, jour pour jour, les Juifs de nationalité belge étaient à leur tour arrêtés. Le 3 septembre 1944, Bruxelles était libérée. Mais, à l'instar du square Lumumba, ces changements n'ont eu aucun impact sur les habitants puisque personne n'y est domicilié.

La question des noms de rues ne constitue bien évidemment qu'un aspect de l'espace public. Aujourd'hui, les débats se focalisent également sur d'autres représentations comme les monuments ou les plaques mais aussi les tunnels, les stations de métro et autres arrêts de bus. D'autres lieux sont en train d'être touchés : piscines, crèches, écoles, passerelles... Autant de lieux dont les dénominations ne dépendent pas des mêmes autorités. Il peut donc apparaître plus aisé de modifier le nom d'un tunnel – en mai 2022, le tunnel Léopold II est devenu le tunnel Annie Cordy par suite d'une consultation populaire⁴⁴ – ou d'une station de métro que d'une voirie⁴⁵. Certaines associations militantes ne s'y sont pas trompées et multiplient les actions symboliques autour de ces lieux. Tous ces espaces et ces controverses révèlent l'importance et la nécessité d'une véritable lisibilité de l'espace public. Le débat n'est pas neuf mais il révèle aujourd'hui de nouveaux acteurs et de nouvelles formes d'action. Bref, le chantier est ouvert !

Bibliographie

- Maoz Azaryahu, « The Power of Commemorative Street Names. Environment and Planning », *Society and Space*, vol. 14, n° 3, 1996, p. 311-330.
- Michaël Billig, *Banal Nationalism*, Londres, SAGE Publications Ltd, 1995.

44. Véronique Lamquin, « [Bruxelles: le tunnel Léopold II devient le tunnel Annie Cordy](#) », *Le Soir*, 8 mars 2021 (consultation février 2024).

45. Voir Frédéric Dobruszkes, « [Baptiser un grand équipement urbain : pratiques et enjeux autour du nom des stations de métro à Bruxelles](#) », *Revue belge de géographie*, vol. 1-2, 2010, p. 229-240 (consultation février 2024).

Anne-Marie Bogaert-Damin et Luc Maréchal, *Bruxelles. Développement de l'ensemble urbain 1846-1961. Analyse historique et statistique des recensements*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1978.

Bulletin communal de la Ville de Bruxelles, 1877, tome 11, Partie 4, p. 332-333.

Jacques Collin de Plassy, *Chroniques des rues de Bruxelles et histoire pittoresque*, Bruxelles, Au bureau de l'émancipation, tome II, 1834.

« **Compte rendu du conseil communal du 2 juillet 1945** », *Bulletin communal année 1945*, tome 111, partie 1, 1945, p. 377 et suiv.

Frédéric Dobruszkes, « **Baptiser un grand équipement urbain : pratiques et enjeux autour du nom des stations de métro à Bruxelles** », *Revue belge de géographie*, vol. 1-2, 2010, p. 229-240.

Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg, *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Paris, Fayard, 2023.

Frédéric Girault et Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), *Politiques des noms de lieux, dénommer le monde*, Londres, ISTE Editions, 2023.

Idesbald Goddeeris, « **Square de Léopoldville of Place Lumumba. De Belgische (post)koloniale herinnering in de publieke ruimte** », *Tijdschrift voor Geschiedenis*, vol. 129, n° 3, 2016, p. 349-372.

Roel Jacobs, *Une Histoire de Bruxelles*, Bruxelles, Racine Lannoo, 2004.

Chantal Kesteloot, « **Toponymie et mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les noms de rues à Bruxelles** », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, vol. 2-3, 2012, p. 108-137.

Chantal Kesteloot et Bénédicte Rochet, *Bruxelles, Ville libérée. 1944-1945*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2019.

Chantal Kesteloot, Ann Mares et Claudine Marissal, *Élections communales 1890-1970, Banque de données*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1996.

« L'aménagement du quartier Notre-Dame-aux-Neiges », *Journal de Bruxelles*, 8 mai 1876, p. 2.

L'Émancipation, 4 août 1831, p. 3.

La Nation belge, 2 décembre 1945, p. 2.

Véronique Lamquin, « **Bruxelles: le tunnel Léopold II devient le tunnel Annie Cordy** », *Le Soir*, 8 mars 2021.

Le Soir, 22 octobre 1908, p. 1.

Florien Mariage (dir.), *Guide pratique des noms de rues en Belgique francophone*, CRTD, Bruxelles, 2022.

Benoît Mathieu, « Forest rend hommage à Marguerite Bervoets », *Le Soir*, 13 novembre 2007.

Nouria Ouali et al., « **Les femmes dans le nom des rues bruxelloises. Topographie d'une minorisation** », *Brussels Studies*, vol. 154, 2021.

« Régence de la Ville de Bruxelles », *Journal de la Belgique*, 3 août 1831, p. 3.

Julien Rensonnet, « **Les sœurs Brontë, la Congolaise Gemba exposée à Tervuren ou Gisèle Halimi reçoivent une rue à Koekelberg** », *L'Avenir*, 19 avril 2023.

Matthew G. Stanard, *The Leopard, the Lion and the Cock. Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Louvain, Leuven University Press, 2019.

Didier Sutter, *Koekelberg. Au fil du temps... Au cœur des rues...*, Paris, Drukker, 2012.

M. J. Van de Meulebroeck, « **Inauguration de l'avenue de Stalingrad** », *Bulletin communal année 1945*, tome 112, partie 3, 1945, p. 1431 et suiv.

Laurence van Ypersele, Emmanuel Debruyne et Chantal Kesteloot, *Bruxelles. La mémoire et la guerre (1914-2014)*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2014.

Camile Wernaers, « **La rue Eunice Osayande a été inaugurée à Bruxelles, du nom d'une prostituée victime d'un féminicide** », *RTBF Actus*, 15 juin 2023.

Els Witte, « Tussen experiment en correctief. De Belgische gemeentelijke kieswetgeving in relatie tot het nationale kiesstelsel », in *Les Élections communales et leur impact sur la politique belge (1890-1970) : 16^e Colloque International, Spa, 2-4 sept. 1992*, actes [De gemeenteraadsverkiezingen en hun impact op de Belgische politiek (1890-1970)], Bruxelles, Crédit communal/Gemeentekrediet, 1992, p. 13-72.

Els Witte, *La Construction de la Belgique*, Bruxelles, Le Cri, 2010.

Els Witte et al., *Nouvelle histoire de Belgique, 1830-1905*, Paris, Éditions Complexe, 2005.

Italy's Public Memory of its Main Anti-fascist Martyr: Giacomo Matteotti in the Public Space One Century After his Murder



The memory of Giacomo Matteotti is still very present in the public space in Italy, whether in street names or commemorative plaques such as this one in Lecce, on the Piazzetta Sigismondo Castromediano. The plaque, created by the local branch of the Socialist Party, dates from May 1944.

© Chantal Kesteloot

Camilla Zucchi

Ph.D. candidate in Digital Public History
University of Salerno

10th June 1924: the socialist deputy Giacomo Matteotti was murdered by a fascist group. After his famous speech in the Parliament, where he denounced Mussolini's regime machinations, he was kidnapped, killed and his body hidden for two months. Even though previous cases of opposition to the regime took to the other murders such as the one of Don Minzoni, the name of Giacomo Matteotti became soon a symbol of resistance. A standardized photo of his face, the place of his kidnapping, and some of his supposed last words were sacralised. His end caused friction even within the fascist government, while the strong emotional support of the people, who went to the famous Arnaldo da Brescia embankment in Rome, where Matteotti was kidnapped, was strongly prevented by the fascists. Matteotti was able to start the anti-fascist mythopoiesis, to shape it, at the very moment when the parallel fascist mythopoiesis was getting stronger. His myth got so widespread that he became the prototype of the anti-fascist martyr: even the communist Palmiro Togliatti had to admit it in 1928. During the Resistance war, 19 years after his murder, some partisan formations took on his name. Following the way of his myth, after the liberation in 1945, how was he honoured in the public sphere? Who is Giacomo Matteotti today, besides being the name of many squares and streets? What is said about him now on the web, in particular on *Wikipedia*, *ChatGPT* and *Bard* (now named *Gemini*) and social media? Where are most of the places named after him? How did Italy's capital, Rome, honour him? What is and what was the public and the political use of his story? Thanks to digital tools and analysis, a profile of who Giacomo Matteotti is today can be reconstructed. The history of the present time can help historians explain what Matteotti's myth means in the *public* sphere and, in particular, in public place(s).

Keywords: Anti-fascism, Public memory, Toponymy, Matteotti Giacomo, Digital history, Italy, Fascism, Mussolini

Giacomo Matteotti between the public
and the virtual space: some reflections
on his myth along the century

The murder and the following events until the end of
World War II

Many historiographic works, between the ones dedicated to the birth of Fascism regime¹ and others to his figure of the opponent² among many³, have spoken about Giacomo Matteotti and his murder: they all agree in viewing this episode as the turning point of the Fascist dictatorship. While some historiographical contributions put more emphasis on the immediate political implications, others, published after the cultural, spatial and mnemonic turn, speak about Matteotti's murder, from different points

-
1. Donatello Aramini, *La "rivoluzione nazionale". I nazionalisti, il fascismo e la fine dello Stato liberale*, Rome, Sapienza University Press, 2023, p. 199–216. Emilio Gentile, *Storia del fascismo*, Rome–Bari, Laterza, 2022, p. 483–486. Marco Bresciani, "Diventare anti-fascisti: incertezze, dilemmi, contraddizioni di fronte al fascismo", in Giulia Albanese (ed.), *Il fascismo italiano. Storia e interpretazioni*, Rome, Carocci, 2021, p. 281–308. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L'Italia del delitto Matteotti*, Rome–Bari, Laterza, 2012. Roberta Suzzi Valli, "Il culto dei martiri fascisti", in Oliver Janz and Lutz Klinkhammer (eds.), *La morte per la patria*, Rome, Donzelli, 2008, p. 102–117. Salvatore Lupo, *Il fascismo. La politica in un regime totalitario*, Rome, Donzelli, 2005, p. 187–197. Pierre Milza, *Mussolini*, Rome, Carocci, 2000, p. 362–375. Adrian Lyttelton, *La conquista del potere. Il fascismo dal 1919 al 1929*, Rome–Bari, Laterza, 1974, p. 381–431. Renzo De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista del potere (1921–1925)*, Turin, Giulio Einaudi Publisher, 1966, p. 619–730.
 2. John Foot, *Fratture d'Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 104–111. Claudio Fracassi, *Matteotti e Mussolini: 1924. Il delitto del Lungotevere*, Milan, Mursia, 2004. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome–Bari, Laterza, 1997, p. 189–205. Idem, *Matteotti. Il mito*, Pisa, Nistri-Lischi, 1994. Mauro Canali, *Il delitto Matteotti: affarismo e politica nel primo governo Mussolini*, Bologna, Il Mulino, 1997. Giuseppe Rossini, *Il delitto Matteotti tra il Viminale e l'Aventino*, Bologna, Il Mulino, 1966.
 3. Simona Colarizi, *La resistenza lunga. Storia dell'antifascismo 1919–1945*, Rome–Bari, Laterza, 2023 [Kindle Edition].

of view focusing on his myth and his power⁴. Taking many aspects, such as material or immaterial culture, visual culture or the political rhetoric and related commemorations into account and analysing the influence of his name and the meaning of his death over the long term, some papers cover the period of the Italy's First Republic, others reach the new millennium, with a focus on public spaces and debate as well.

At the beginning, the Matteotti *affaire* caused Mussolini a lot of troubles in his most difficult year as Prime Minister⁵, including the secession of the Aventine Hill carried by the anti-fascists and the belated resignation of his Minister of Education Alessandro Casati⁶. Afterwards, it turned into an irreversible match point.

Mussolini's famous speech of the 3rd January 1925, when he declared himself politically, morally and historically responsible for the assassination, even if not materially, was the beginning of the Fascist totalitarianism and the end of the collaboration with the liberal minority. After the Aventinian protest and the Mussolini's repeated extraneousness to the crime, attempts to normalise Fascism through political action led Benedetto Croce and Alessandro Casati to vote confidence in his second government, despite some doubts: Count Casati's accepted the Ministry due to his friendship with Croce and Giovanni Gentile, his liberal commitment to a school reform and the contemporary situation, in his opinion lacking in political alternatives⁷. His six months as Minister can be considered both as a way of reassuring the King after the protest by some

4. Amy King, "A Martyr for the Resistance and the New Republic: The Uses of Giacomo Matteotti's Memory, 1943 to 1947", *Italian Studies*, vol. 78, n° 4, 2023. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004. Valentino Zaghi, "'Con Matteotti si mangiava': simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 432-446.

5. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 79.

6. Federico Mazzei, "Per una rilettura della collaborazione liberale al governo Mussolini: Alessandro Casati Ministro della Pubblica Istruzione nella svolta del 1924", *Rivista Storica Italiana*, vol. 130, n° 1, 2018, p. 164-209. Cfr. *infra*.

7. Federico Mazzei, "Per una rilettura della collaborazione liberale al governo Mussolini: Alessandro Casati Ministro della Pubblica Istruzione nella svolta del 1924", *Rivista Storica Italiana*, vol. 130, n° 1, 2018, p. 174-175. This behaviour is the continuation of an attitude that had already matured in the aftermath of the March on Rome cfr. Giovanni Sabbatucci, "'Fascismo è liberalismo'. I liberali italiani dopo la marcia su Roma", *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, vol. 1, 2013, p. 171-185.

parliamentarians known as the Aventine secession⁸ and as the swan song of the attempted normalisation, carried out by the Liberals. They were soon betrayed by some moderate nationalist and fascist Ministers who had agreed to open the crisis between the end of 1924 and the beginning of 1925: they backtracked later⁹. The effort of “normalization” led by Casati failed officially with the coup of the 3rd January 1925, giving him the opportunity to join Croce’s liberal anti-fascist ranks¹⁰.

Before Matteotti, the squadron groups made many victims, 123¹¹, but they weren’t as famous and annoying as the socialist deputy, even if one of them, the priest Giovanni Minzoni, should have moved deep empathy especially by the Church. Lots of elements contributed to making the socialist the prototype of the anti-fascist martyr: his moral rectitude, his long-lasting political commitment, his national fame and, last but not least, his last words in Parliament, which were a denunciation of fascist violence during the elections and appeared as his *requiem*. “Myself, I have made my speech. Now you are preparing the funeral speech for me”¹²: aware of the consequences, he showed contempt for the danger. It was the 30th May: after eleven days, he disappeared. The killers, mostly coming from the “Arditi”, were members of the police of the Fascist Party, known as *Ceka*¹³, and their names were Amerigo Dumini, Albino Volpi, Giuseppe Viola, Augusto Malacria and Amleto Poveromo, helped by the Austrian Otto Thierschald, who previously had to stalk Matteotti¹⁴. The chief was Amerigo Dumini, known for his

8. Ariane Landuyt, *Le sinistre e l’Aventino*, Milano, Angeli, 1973. Emilio Gentile, *Storia del fascismo*, Roma-Bari, Laterza, 2022, p. 484.

9. Federico Mazzei, “Per una rilettura della collaborazione liberale al governo Mussolini: Alessandro Casati Ministro della Pubblica Istruzione nella svolta del 1924”, *Rivista Storica Italiana*, vol. 130, n° 1, 2018, p. 198-200. Donatello Aramini, *La “rivoluzione nazionale”. I nazionalisti, il fascismo e la fine dello Stato liberale*, Rome, Sapienza University Press, 2023, p. 214-215.

10. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L’Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012, p. 226.

11. Cf. Giacomo Matteotti, *Un anno di dominazione fascista*, Bologna, Arnaldo Forni Editore, 1924. This small volume was translated into French, English and German: see Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 143-144.

12. The translation is mine.

13. The name *Ceka* was taken from the police established in Russia by Lenin in 1917. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L’Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012, p. 69.

14. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L’Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012, p. 4-8. Mauro Canali, *Il delitto Matteotti*, Bologna, Il Mulino, 1997, p. 307.

ferocity and already indicted for other murders and his role as leader of the *Ceka*. The police chief Emilio De Bono was also involved¹⁵. The trial was summary and hurried; it lasted only eight days in March 1926 and was moved from Rome to Chieti¹⁶: a member of the defense counsel for the defendants was Roberto Farinacci, who at that time was the National Secretary of the Fascist Party¹⁷.

Immediately after the 10th June, Italy was divided in two: one part cared about Matteotti's destiny, the other one supported Mussolini and the fascist decisions¹⁸. In this sense, his death united the whole political opposition. Before his body was found on the 16th August in a pinewood in a small town next to Rome, private and collective commemorations were increasingly taking on the tones of a religious tribute¹⁹: already on the 15th June, the newspaper *L'Unità* quoted "on the basis of faithful witnesses" a part of Albino Volpi's confession, that reported how the socialist repeated during his martyrdom "Kill me but you will never kill the idea that is in me"²⁰. Those words sound similar to the ones pronounced by religious martyrs and were reused and considered true "even if they were not reality" by Filippo Turati in his commemorative speech on the 27th June 1924²¹. In the myth, the plausible becomes reality, because it is trusted anyway. Not only allies and party companions, but also ordinary people went to the abduction site, Arnaldo da

15. Mauro Canali, *Il delitto Matteotti*, Bologna, Il Mulino, 1997, p. 307. Simona Colarizi, *La resistenza lunga. Storia dell'antifascismo 1919-1945*, Rome-Bari, Laterza, 2023 [Kindle Edition], p. 81. For the analytical filing of the case file against senator Emilio De Bono: <https://urly.it/3-722> (last accessed 13th December 2023).

16. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 97-114.

17. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L'Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012, p. 240-249. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997, p. 196-197. See also Giuliano Capececiatello, *La banda del Viminale. Passione e morte di Giacomo Matteotti nelle carte del processo*, Milan, Il Saggiatore, 2004.

18. Sergio Luzzatto, *Il corpo del duce*, Turin, Einaudi, 2019, p. 7-10.

19. Sergio Luzzatto, *Il corpo del duce*, Turin, Einaudi, 2019, p. 7-10. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997, p. 194-196.

20. "L'eroismo di Matteotti nella confessione del Volpi", *L'Unità*, 15th June 1924 (translation is mine). Those words over time have stabilised as if they had actually been said by him cfr. *infra*.

21. Filippo Turati, "La commemorazione di Giacomo Matteotti del 27 giugno 1924" <https://urly.it/3-723> (translation is mine) (last accessed 10th December 2023).

Brescia embankment, to bring flowers or to say a prayer²². Opposition newspapers aided this religious mythopoiesis, which, with the tightening of the regime, became clandestine: no less powerful²³. Due to the evocative power of the only Matteotti's name, the government, which had been paying a special attention to the rites and the symbols through the whole period of the regime²⁴ and in June 1944 as well²⁵, was forced to stop commemorative meetings²⁶. That dangerous tension led to the murder of the deputy Armando Casalingi in September 1924 to avenge Matteotti: the occasion to consecrate him as another martyr of fascist ideals²⁷. As well as the fascists had the archetype of their martyr in the Florentine Giovanni Berta²⁸, who died in 1921 and was remembered in place names and songs, and on many occasions, even in the Fascist Revolution Exhibition²⁹, the anti-fascists were building their own parallel reference pantheon, where the socialist stood out.

22. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 65-69.

23. Valentino Zaghi, "‘Con Matteotti si mangiava’: simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 432-446. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997.

24. Emilio Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 1993.

25. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 93.

26. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 69-72, p. 77-94. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997, p. 195-196.

27. Roberto Mancini, *Il martire necessario. Guerra e sacrificio nell'Italia contemporanea*, Pisa, Pacini Publisher, 2015, p. 177-183. Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L'Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012, p. 148-150. John Foot, *Fratture d'Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 107-108. Roberta Suzzi Valli, "Il culto dei martiri fascisti", in Oliver Janz and Lutz Klinkhammer (eds.), *La morte per la patria*, Rome, Donzelli, 2008, p. 110. Cfr. Benito Mussolini, "Al deputato Roberto Farinacci", *Il Popolo d'Italia*, 13th September 1925, XII.

28. Roberta Suzzi Valli, "Il culto dei martiri fascisti", in Oliver Janz and Lutz Klinkhammer (eds.), *La morte per la patria*, Rome, Donzelli, 2008, p. 102-107. Cfr. Benito Mussolini, "Si continua", *Il Popolo d'Italia*, 2nd March 1921, VIII.

29. Archivio Centrale dello Stato (hereafter ACS), Partito Nazionale Fascista, Direttorio Nazionale, Servizi Vari (1925-1943), series 1, envelope 659, Corrispondenza anno XII, Federazione dei Fasci di Combattimento di Firenze, Raccomandata al fascista Giulio Ginnasi 22.5.1934.

As briefly mentioned above, the speech of the 3rd January was a belated answer to the one by Matteotti on the 30th May: Mussolini, after having long denied his hand behind the crime, finally he self-denounced, declaring the true totalitarian nature of Fascism³⁰. The expression “two-faced duce” used by the historian Simona Colarizi really fits the description of Benito Mussolini, who alternately wore or undressed the black shirt depending on the contingent political objectives³¹: that was his behaviour in relation to Matteotti's *affaire* as well.

Apart from the Aventinian secession, reactions to this tragic event from the anti-fascist front were many and varied and the publishing initiatives by colleagues were numerous as well. It is worth mentioning the pamphlet *Matteotti*³² published immediately in 1924 by the anti-fascist intellectual, Piero Gobetti, a future martyr. Looking at the cover of Gobetti's volume, a motto in ancient Greek stands out under the title: ΤΙ ΜΟΙ ΣΥΝ ΔΟΥΛΟΙΣΙΝ (τί μοι σὺν δούλοισιν;). The translation is: what have I to do with the servants?³³ The *sententia*, used by the 19th century Italian poet Vittorio Alfieri, is present in all Gobetti's published works and is a symbol of the strenuous opposition to the regime, embodied by him and Matteotti. The deputy's human and political commitment is described in detail in a *climax* that culminates in the last paragraph: *The death volunteer*³⁴, where Gobetti acknowledged that his comrade was “[...] already in legend.”³⁵ On the first anniversary of his death, a pamphlet, edited by the Central Committee of the oppositions, entitled *Giacomo Matteotti on the First Anniversary of his Martyrdom*, was printed in Rome and circulated: it included contributions by important and politically aligned intellectuals such as Piero Gobetti, Luigi Salvatorelli, Filippo Turati, Giovanni Amendola and Luigi Einaudi and others³⁶. In March 1926, the socialist Pietro Nenni was directly imprisoned for his

30. This speech is so popular that it had an its own Italian Wikipedia page: <https://urly.it/3-726> (last accessed 27th November 2023).

31. Simona Colarizi, *La resistenza lunga. Storia dell'antifascismo 1919-1945*, Rome-Bari, Laterza, 2023 [Kindle Edition], p. 82

32. Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Piero Gobetti Publisher, 1924.

33. Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Piero Gobetti Publisher, 1924, frontcover (the translation is mine).

34. Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Piero Gobetti Publisher, 1924, p. 33 (the translation is mine).

35. Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Piero Gobetti Publisher, 1924, p. 34 (the translation is mine).

36. Comitato centrale delle opposizioni (ed.), *Giacomo Matteotti nel I° Anniversario del suo martirio*, Sala Bolognese, Arnaldo Forni publisher, 1976 [first edition: 1925].

pamphlet *Matteotti's assassination and the regime's trial*³⁷. The authors of those works were all at the forefront of the fight against Fascism, which became tougher and mostly clandestine after January 1925.



Matteotti's birthplace in Fratta Polesine.

Source: Giuseppe Tamburrano, *Giacomo Matteotti. Storia di un doppio assassinio* (2004). Wikimedia Commons

Parallel to the rise of Fascism, the early 1920s were particularly troubled for the left-wing parties: the first major split in 1921 between the reformist socialist group and the maximalist socialist group was followed

37. Italian title: *L'assassinio di Matteotti ed il processo al regime*. See Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 165-166.

by the one in October 1922, from which Matteotti's United Socialist Party originated, a few days before the March on Rome. This fragmentation due to ideological-political reasons facilitated Mussolini's assertion, nevertheless Matteotti's death managed to compact the anti-fascist front. An indication of this is the recognition given to the martyr by the Italian Communist Party in the clandestine newspaper *Lo Stato Operaio* through the words of its secretary Palmiro Togliatti: "Matteotti, *the greatest martyr of anti-fascism* in the popular consciousness, was not a communist."³⁸, while, more or less six years later, the other anti-fascist Carlo Rosselli, who joined the Socialist Party after his martyrdom in June 1924, said: "Matteotti became *the symbol of anti-fascism and anti-fascist heroism*. At any meeting, saying his name, the audience stands up or claps hands. Matteotti Committees, Matteotti Funds, Matteotti Circles, Matteotti Houses. Matteotti, like the shadow of Banco, accompanies Mussolini. And Mussolini knows it."³⁹ It was the collective imagination that was affected for reasons such as the manner of the crime, the chronology and the symbolic recognition. The feeling was shared in many parts of Italy, not just in Matteotti's birthplace. Of course, during the twenty years of the Fascist period, there were more acute moments where the myth seemed to cool down: between 1924 and 1931 it did not diminish, the mythopoiesis spread; it faded until 1936 and rose again definitively in 1943⁴⁰. The absence of demonstrations, however, should not let think that Matteotti's name did not circulate clandestinely: the return indicates the vitality of his myth, which continued to make its way secretly. It was not uncommon to find words such as "apostle", "martyr", even "god" juxtaposed to the deputy, or images or leaflets accompanied by aphorisms attributed to him *post mortem*, usually connected to the moment immediately before the last breath⁴¹, or clandestine editions of his writings⁴². The collective unconsciousness, which stayed away from

38. Ercoli, alias Palmiro Togliatti, "Osservazioni sulla politica del nostro Partito", *Lo Stato Operaio*, June 1928, p. 328, <https://urly.it/3-728> (last accessed 3rd December 2023) (the translation and the italics are mine).

39. Carlo Rosselli, "Eroe tutto prosa", in *Almanacco Socialista 1934*, Paris, Italian Socialist Party, 1933 (the translation and the italics are mine).

40. John Foot, *Fratture d'Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 111-114. Valentino Zaghi, "'Con Matteotti si mangiava': simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 435-436. Cfr. *infra*.

41. Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997, p. 196-197. Cfr. *supra*.

42. Valentino Zaghi, "'Con Matteotti si mangiava': simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 436-439.

the palaces where ideological diatribes and political divorces took place, built an ideal transnational pantheon of freedom martyrs where there was a place for Matteotti, Lenin, Rosa Luxemburg, Sacco and Vanzetti all together⁴³. Even before the Resistance, despite the strong censorship and control by the regime, songs dedicated to him appeared as the first thematic core of the opposition during the *ventennio*⁴⁴, to which the fascists promptly responded with their own⁴⁵. Among the numerous songs, Matteotti is the protagonist of some very famous⁴⁶: a first layer is identified in these four *The murder of Giacomo Matteotti*⁴⁷, *Matteotti's Song*⁴⁸, *Unlucky Matteotti*⁴⁹, *In Rome he was kidnapped* as known as *Hymn to Matteotti* too⁵⁰. In both the songs *The murder of Giacomo Matteotti* and *Unlucky Matteotti*, the words attributed to him the moment immediately before the death returned, in spite of some slight variations: this recursive element helped to check the evolution and the different shapes of his myth. The remediation from newspapers to popular songs did not change the content: it means that the power of his figure as martyr was strictly related to those words. Moreover, before the Italian Resistance, the great Civil War in Spain, a test case of the Second World War, saw the creation of a Matteotti battalion, joined by Carlo Rosselli as well, with its own song *Himno del batallón Mateotti*⁵¹ [sic] ([Himno del Batallón Mateotti \(youtube.com\)](#)), yet another proof of the name's ability to shape and

43. Valentino Zaghi, “‘Con Matteotti si mangiava’: simboli e valori nella genesi di un mito popolare”, *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 442–443.

44. Antonio Virgilio Savona and Michele L. Straniero, *Canti della Resistenza italiana*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 1985, p. 9.

45. John Foot, *Fratture d'Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 108–109. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria–Bari–Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 172–173.

46. See Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020.

47. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 33–40. Antonio Virgilio Savona and Michele L. Straniero, *Canti della Resistenza italiana*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 1985, p. 54–55.

48. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 25–32. Antonio Virgilio Savona and Michele L. Straniero, *Canti della Resistenza italiana*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 1985, p. 94–96.

49. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 47–57. Antonio Virgilio Savona and Michele L. Straniero, *Canti della Resistenza italiana*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 1985, p. 350–351.

50. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 41–46.

51. Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 139–145.

assemble an European opposition's identity against all authoritarianisms⁵². It can be deduced that the proper name "Matteotti" was synonymous with resistance against a reactionary dictatorship, while the word "fascism" had become commonly used outside Italy to indicate the exact opposite, i. e. a repressive, dictatorial regime. Some verses of the song:

"Bold, brave lions, / warriors like the good Cid, / in Castellón they gathered / to beat *fascism*; / and they looked for a worthy name / to encourage them / and the *name of Matteotti* / sounded appropriate and distinguished."⁵³

Following the fall of the Fascist regime on 25th July 1943⁵⁴, his long-hidden images, the often hushed songs, his name timidly pronounced, exploded into irrepressible joy. Monuments, plaques, grave-tones referring to Fascism and fascists were destroyed and Matteotti's name was spat out everywhere⁵⁵. But, as Claudio Pavone wrote: "The lack of coincidence between the overthrow of Mussolini and the armistice created the feeling that, if the war was not over, neither was Fascism."⁵⁶ Soon, anti-fascist front would have had to arm itself: when the need for armed resistance became unavoidable after the 8th September, together with Mazzini, Garibaldi and Mameli brigades, the Matteotti formations

52. Valentino Zaghi, "Giacomo Matteotti: dall'impegno politico al mito popolare", in Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 222. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 158. Valentino Zaghi, "'Con Matteotti si mangiava': simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 432.

53. Translation and the italics are mine. The original text in Spanish is: "Audaces, bravos leones, / guerreros como el buen Cid, / en Castellón se agruparon / para al fascismo batir; / y un nombre digno buscaron / que les sirviera de alienta / y el nombre de Mateotti [sic] / sonó oportuno y señero. [...]" in Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020, p. 144.

54. About the "carnavalesque" situation in Italy after the 25th July '43 see: Piero Cavallo, *Italiani in guerra. Sentimenti e immagini dal 1940 al 1943*, Bologna, Il Mulino, 2020, p. 458-481. Guri Schwarz, *Tu mi devi seppellir. Riti funebri e culto nazionale alle origini della Repubblica*, Turin, Utet, 2010, p. 39-40.

55. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 190-196. John Foot, *Fratture d'Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 111-114.

56. Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri Publisher, 1991, p. 7.

were formed as well, symbolizing true and right patriotism⁵⁷. In a newly liberated Rome, the 20th anniversary of the murder was commemorated on the 10th June 1944 by a large crowd who spontaneously changed the name of the Littorio Bridge in Matteotti Bridge⁵⁸, because it was the closest to the embankment where he was kidnapped. He was a symbol, the strongest one: the Rome's Toponymy Commission took note of this and ratified the change in September 1944⁵⁹, while the Municipal Council made it official on February 1945⁶⁰. In his home place, Fratta Polesine, there was obviously the most well-attended ceremony of all, by people from all over Northern Italy and a few allied soldiers: thus, the march from his house to his grave looked like the *via crucis* more than ever⁶¹.

His memory in the *public* sphere after 1945

The liberation from Nazi-fascist occupation in 1945 started the process that the historian John Foot called “matteottisation”⁶². Every city began to have a street or square named after him to such an extent that today Giacomo Matteotti is estimated to be firmly among the most common names in toponymy⁶³. In June 1945, especially on the 10th, anniversary of the kidnapping and the murder, and in the following days, the prefects sent telegrams to the Minister of the Interior to

57. Amy King, “A Martyr for the Resistance and the New Republic: The Uses of Giacomo Matteotti’s Memory, 1943 to 1947”, *Italian Studies*, vol. 78, n° 4, 2023, p. 8. Valentino Zaghi, “‘Con Matteotti si mangiava’: simboli e valori nella genesi di un mito popolare”, *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 432. Marco Brunazzi and Agostino Conti (eds.), *Le formazioni Matteotti nella lotta di liberazione*, Cuneo, L’Arciere Editions, 1987, in particular Agostino Conti, “Origini delle formazioni Matteotti nella guerra di Liberazione”, p. 45–67.

58. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 197–199. Cfr. *infra*.

59. “I ‘circenses’ di Bonomi per gli affamati romani”, *Corriere della Sera*, 9th–10th September 1944, <https://urly.it/3-72d> (last accessed 5th December 2023).

60. “Deliberazione n. 14. Denominazioni stradali e revisione di denominazioni esistenti”, *Deliberazioni del Sindaco e della Giunta municipale anno 1945, bimestre gennaio-febbraio*, Roma, Centenari Typography, 1945, p. 200–209.

61. Amy King, “A Martyr for the Resistance and the New Republic: The Uses of Giacomo Matteotti’s Memory, 1943 to 1947”, *Italian Studies*, vol. 78, n° 4, 2023, p. 11.

62. John Foot, *Fratture d’Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 108–109.

63. John Foot, *Fratture d’Italia*, Milan, Rizzoli, 2009, p. 108–109. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 207.

reassure that the commemorations had peacefully taken place: these were officiated by the Socialists and sometimes other left-wing politicians, i.e. Communists or members of the Action Party, and often included, in addition to memorial speeches, the unveiling of a dedication in the form of a street plaque or a gravestone⁶⁴. Thanks to digital tools which analyse data, freely and voluntarily entered by more than 11 million users on **OpenStreetMap**⁶⁵, it is possible to trace and map the frequency of the martyr's name within our cities. As the "matteottisation" happened immediately after the end of World War II, indeed not only the activity of purging fascist names from squares and streets was more intense than ever during those years, but also the need to re-establish even in this way a pantheon of references for the newborn religion of the homeland was urgent⁶⁶. It could be a reason why in most cases the places named after him are located in the centre of cities: a man ready to sacrifice himself, murdered by a regime, has taken his rightful place, he has established himself in the street plaques of the entire country in place of the sympathisers of those who killed him. To use the concept introduced by Sarah Gensburger and Jenny Würstenberg, "classically, de-commemoration is carried out to *adjust the symbolic landscape after a regime change*."⁶⁷ The geo-referenced map, I drew with the data from OpenStreetMap, available at the following link <http://u.osmfr.org/m/972276/> shows the normal and obvious tendency of the name to be more present where there are more densely populated cities, with a distinct propensity for the north-central area of the country, which was the real theater of the civil war in the years 1943-1945: the Pò Valley, the provinces of Florence and Bologna, Rome, Naples and Lecce. Having

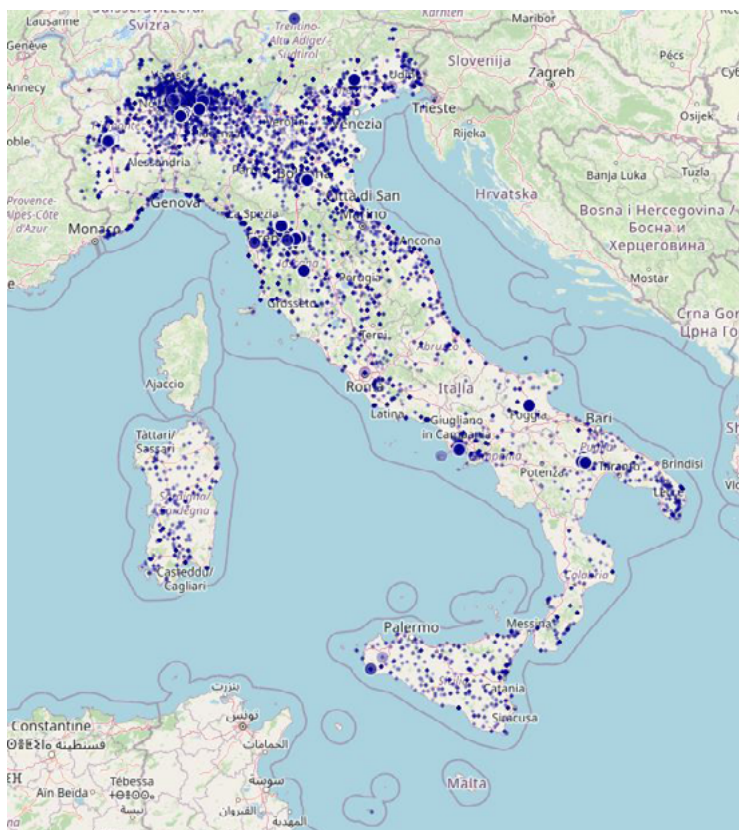
64. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1944-1945, series 90, envelope 7620: Commemorazione di Matteotti Giacomo. This envelope includes telegrams from the prefectures of Viterbo, Salerno, Palermo, Brindisi, Matera, Benevento, Siena, L'Aquila, Ragusa, Cosenza, Caltanissetta, Reggio Calabria.

65. https://urly.it/3aj_t (last accessed 12th June 2024).

66. See Maurizio Ridolfi, *Verso la public history. Fare e raccontare storia nel tempo presente*, Pisa, Pacini Publisher, 2017, p. 27-46. Maurizio Ridolfi, "Il nuovo volto delle città. La toponomastica negli anni della transizione democratica e della nascita della Repubblica", *Memoria e Ricerca*, vol. 20, n° 3, 2005, p. 147-167. Sergio Raffaelli, "I nomi delle vie", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1996, p. 215-242.

67. Sarah Gensburger and Jenny Würstenberg, "Introduction. Making Sense of De-Commemoration", in Sarah Gensburger and Jenny Würstenberg (eds.), *De-Commemoration. Removing Statues and Renaming Places*, New York-Oxford, Berghahn, 2023 [Kindle Edition], p. 25.

in mind the geography of Italy, it is right and safe to say that Matteotti was and is firmly part of the nation's heritage from the past. A nation that, expunging its compromised past and remembering the greatest examples of heroism and resistance, has always chosen to portray itself as a victim rather than a follower of fascism.



Frequency of the martyr's name within Italian cities.

Link: <http://u.osmfr.org/m/972276/> Source: [OpenStreetMap](#).

His myth undoubtedly contributed to the affirmation of the Socialist Party in June 1946 elections, the first after World War II, where his two sons were elected. One year later, the social-democratic split of the Socialist Party at Palazzo Barberini in Rome divided Giuseppe Saragat's Socialist Party of Italian Workers (PSLI), then Italian Social-Democrat Party (PSDI), from Pietro Nenni's Socialist Party (PSI) for ideological

reasons connected to the closeness to the Communist Party. Among Matteotti's children, Isabella and Giancarlo remained in the Socialist Party, while Matteo joined the split⁶⁸: that was the main reason why his memory started to be divided and claimed by the two parties. In Fratta Polesine, Matteotti's birthplace, the socialist deputy Giuseppe Romita attended the remembrance ceremony on the 9th June⁶⁹, which had a particular value in virtue of the city it took place. In a small town near Milano, Cassano d'Adda, on the same day, the anniversary was held with the deputy Paolo Treves (PSLI)⁷⁰, the same in Caltanissetta and Como, cities where the initiative was carried out by the PSLI⁷¹; while in Benevento, in Southern Italy, as in Pescara, it was even decided to hold two different ceremonies, one organised by the PSI and the other by the PSLI⁷². It was a case of a disputed common memory: the anniversaries could be the opportunities for political rallies with which criticise the actions of the government or opponents in general. What stands out is that these are not initiatives shared by the entire political framework, as if the symbol of the name Matteotti had lost its aggregative capacity: the same was in 1950⁷³. As recognised by the historian Stefano Caretti, Matteotti's memory monopoly after the split of 1947 was left to PSLI, at least until 1954, so that PSI was trying to forget the reformist experience⁷⁴. Overall, as the fascist enemy was defeated, the most important of its opponents was slowly beginning to lose its meaning and its grip on reality.

In 1956 a short eleven-minute documentary by the writer Nelo Risi highlighted not only the last moments, but it reconstructed an overview on Matteotti's entire life, mostly as a politician. Brother of the famous

68. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 209-210.

69. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1947, series 18, envelope 767: Commemorazione morte Giacomo Matteotti, telegram n. 19556.

70. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1947, series 18, envelope 767: Commemorazione morte Giacomo Matteotti, telegram n. 19603.

71. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1947, series 18, envelope 767: Commemorazione morte Giacomo Matteotti, telegrams n. 20161, 5899.

72. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1947, series 18, envelope 767: Commemorazione morte Giacomo Matteotti, telegrams n. 01856, 2834.

73. ACS, Ministero dell'Interno, Gabinetto 1950-52, series 60, envelope 11745: Commemorazione G. Matteotti.

74. Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004, p. 217-219.

director Dino Risi, Nelo was more known as a writer, even if his stay in Paris in the 1940s and 1950s brought him very close to cinema⁷⁵. Back to Italy, he produced documentaries, that already showed a political and ideological commitment⁷⁶: *Matteotti's Murder* (*Il delitto Matteotti*, 1956)⁷⁷ and *Rosselli Brothers* (*I fratelli Rosselli*, 1959). Still looking at the audiovisual sources, the film *Matteotti's Murder* (*Il delitto Matteotti*) by the director Florestano Vancini, who as militant filmmaker favored historical subjects in his works⁷⁸, dates back to 1973, the year before the 50th anniversary of Matteotti's death⁷⁹, and it opened the Venice Film Festival. The film starts with the words of the deputy: "Honourable Members, we hereby challenge the validity of the elections held in Italy last April"⁸⁰, and closes with Mussolini's famous speech of 3rd January 1925. It focuses not only on the murder, but on the whole affair, seen as the catalyst that led to the establishment of the regime. At the same time of Vancini's work, leaving aside the celebrations in his hometown and looking at those of national significance, in Rome it was planned to honour the socialist with a monument⁸¹, to be placed at the site of the kidnapping, on the Arnaldo da Brescia riverfront and next to the Matteotti Bridge. Commissioned to the artist Jorio Vivarelli, close to PSDI (ex PSLI) politicians⁸², the bronze monument was composed of two units, a vertical stele and a horizontal element, and it was named *The idea, the death* (*L'idea, la morte*)⁸³: it was inspired by the famous phrase, actually never spoken, attributed to the socialist martyr⁸⁴. It is a monument,

75. Maria Luisa Vecchi, "Nelo Risi", *Belfagor*, vol. 38, n° 4, 1983, p. 430-431.

76. Maria Luisa Vecchi, "Nelo Risi", *Belfagor*, vol. 38, n° 4, 1983, p. 430-431.

77. For more details on this documentary see: <https://urly.it/3-72h> and the Italian films database Italia Taglia <https://www.italiataglia.it/> (last accessed 15th December 2023).

78. https://it.wikipedia.org/wiki/Florestano_Vancini (last accessed 15th December 2023).

79. [https://it.wikipedia.org/wiki/Il_delitto_Matteotti_\(film_1973\)](https://it.wikipedia.org/wiki/Il_delitto_Matteotti_(film_1973)) (last accessed 15th December 2023).

80. The translation is mine.

81. <https://urly.it/3-72p>; <https://urly.it/3-72q>; <https://urly.it/3-72r> (last accessed 15th December 2023).

82. "Un monumento alla libertà nel luogo dove cadde Matteotti", *Corriere della Sera*, 10th June 1974, <https://urly.it/3-72m> (last accessed 20th December 2023).

83. Some photos of the monument on Google Maps: <https://g.co/kgs/5WG3gN> (last accessed 20th December 2023).

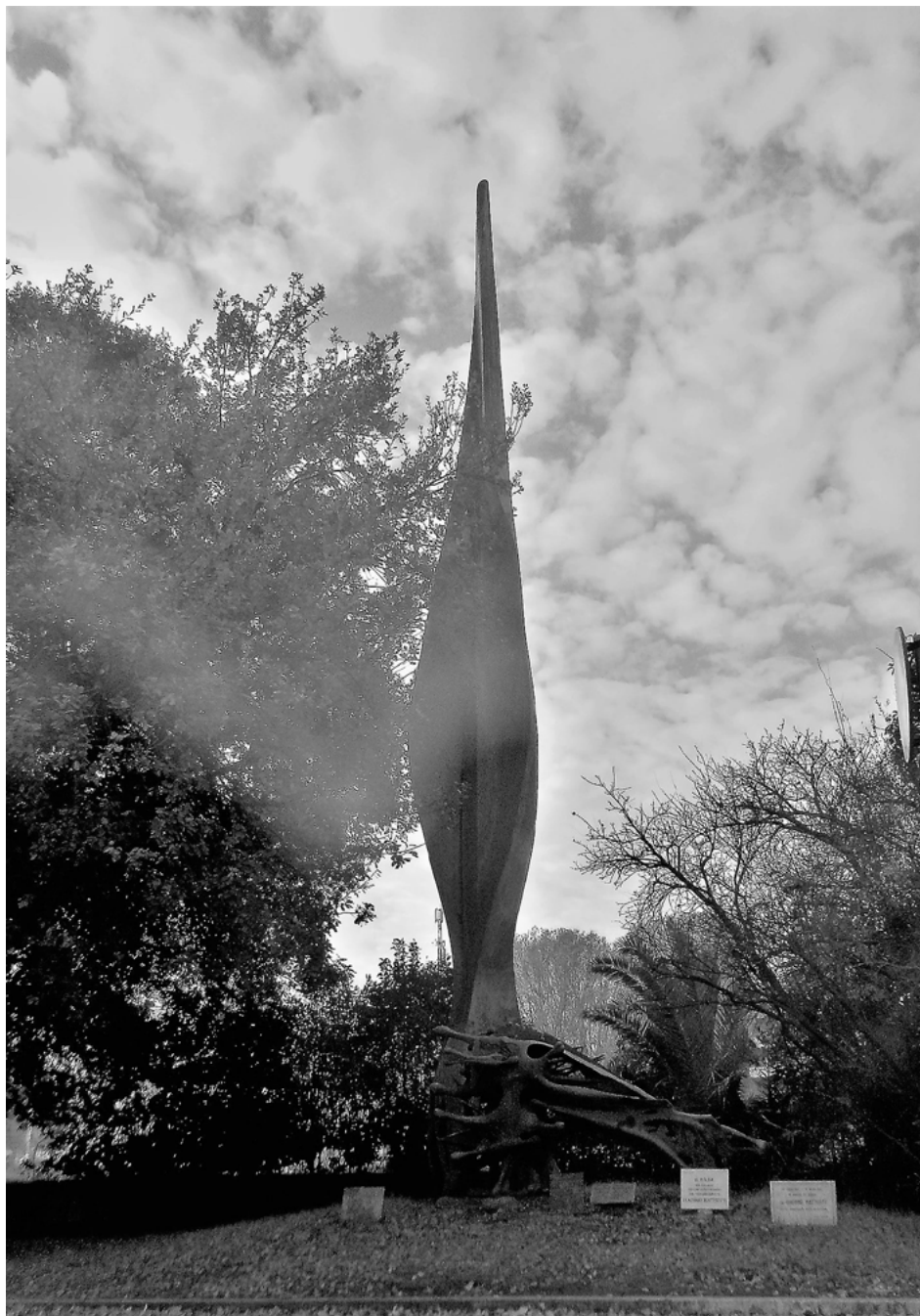
84. "Monumento a Giacomo Matteotti", *Soprintendenza Capitolina ai beni culturali*, <https://urly.it/3-72s> (last accessed 20th December 2023).

not a statue, precisely because it is abstract and “wants to signify the maceration and physical destruction”⁸⁵. The work was carried out on the initiative of the Social Democratic Party (PSDI) and financed with its members’ subscription⁸⁶. The 50th anniversary commemoration that accompanied the unveiling of the sculpture was solemn and took place in the presence of Head of State Giovanni Leone, of the politicians Pietro Nenni and Giorgio Amendola, and his sons Giammatteo and Carlo. The official speech was entrusted to the most distinguished of PSDI politicians, such as the previous Head of State Giuseppe Saragat⁸⁷. Its location, however, mixed with changing cultural, social and political sensibilities has made it, in fact, invisible. Near the sculptural group, there is no panel explaining what it is meant to represent: there are only plaques added to mark specific anniversaries. The oldest one commemorates the unveiling of the statue on 10th June 1974 by the PSDI; then another one, again by the PSDI on the 80th anniversary of the assassination; another, added for the 75th anniversary without specifying who made it, recites the famous phrase attributed to him; finally, the last one, also unsigned, commemorates the 87th anniversary.

85. “Monumento a Giacomo Matteotti”, *Soprintendenza Capitolina ai beni culturali*, <https://urly.it/3-72s> (last accessed 20th December 2023).

86. “Il monumento a Giacomo Matteotti”, *Corriere della Sera*, 4th June 1974, <https://urly.it/3-72x> (last accessed 20th December 2023).

87. “Un monumento alla libertà nel luogo dove cadde Matteotti”, *Corriere della Sera*, 10th June 1974, <https://urly.it/3-72a> (last accessed 20th December 2023).



Monument to Giacomo Matteotti. *The idea, the death*, by Jorio Vivarelli.

Source: Wikimedia Commons

Matteotti's public memory from physical to virtual space

From those years onwards, l'“accélération de l'histoire”⁸⁸, due to multiple factors, such as political, cultural and social ones, including the profiling imposition of the new regime of historicity of presentism⁸⁹, in its latest declination of updatism nowadays⁹⁰, has gradually not only eroded the symbolic value of past heroic figures, but has also compromised their evocative capacity, emptying their commemorations of meaning⁹¹. In a new scene dominated by victims and remembrance always remedied only in relation to the present⁹², the space for Matteotti and his role as *exemplum* has drastically shrunk, especially if, at the same time, the increasingly marked crisis of the anti-fascist paradigm is taken into account. *Ça va sans dire*, the main martyr of anti-fascism was finding a lesser *raison d'être* in a nation that was shifting its references from anti-fascism paradigm to anti-anti-fascism on with the crisis of the First Republic, the end of the old parties and the entry of those nostalgic for Fascism into the governmental structure during 1992–1994⁹³. A dangerous consequence of the anti-anti-fascism paradigm

88. Those are the very first words of the first volume of *Lieux de mémoire* by Pierre Nora, Paris, Éditions Gallimard, 1997, p. 23.

89. François Hartog, *Regimi di storicità. Presentismo ed esperienze del tempo*, Palermo, Sellerio, 2007.

90. Mateus H. F. Pereira and Valdei Araujo, ■“**Updatism: Gumbrecht's Broad Present, Hartog's Presentism and Beyond**”, *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea: Miraggi e realtà: spazi e tempi della storia*, vol. 43, n° 3, 2020.

91. Jean-Michel Chaumont, “**Du culte des héros à la concurrence des victimes**”, *Criminologie*, vol. 33, n° 1, 2000, p. 167–183.

92. Some bibliographical references about a huge topic: Marcello Ravveduto, “Il paradigma vittimario della repubblica: storia, memoria e media”, *Ricerche storiche*, vol. 52, n° 3, 2022, p. 7–25. Adriano Prosperi, *Un tempo senza storia*, Turin, Einaudi, 2021. Luca Falsini, *La storia contesa. L'uso politico del passato nell'Italia contemporanea*, Roma, Donzelli, 2020. Pierre Nora, *Présent, nation, mémoire*, Paris, Éditions Gallimard, 2011. Giovanni De Luna, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011. Aleida Assmann, “Transformations between History and Memory”, *Social Research*, vol. 54, n° 1, 2008, p. 49–72. Stefano Pivato, *Vuoti di memoria. Usi e abusi della storia nella vita pubblica italiana*, Roma-Bari, Laterza, 2007. Tony Judt, *Dopoguerra. Come è cambiata l'Europa dal 1945 a oggi*, Milano, Mondadori, 2007. Enzo Traverso, *Il passato: istruzioni per l'uso. Storia, memoria, politica*, Verona, Ombre Corte, 2006.

93. Filippo Focardi and Bruno Groppo (eds.), *L'Europa e le sue memorie. Politiche e culture del ricordo dopo il 1989*, Rome, Viella, 2013. Filippo Focardi and Bruno Groppo (eds.), *La guerra della memoria: la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005. Sergio Luzzatto, *La crisi dell'antifascismo*, Einaudi, Torino, 2004.

was, among many, the political tendency to re-evaluate and relativise the fascist past. This aspect was recorded in toponymy as well, when numerous initiatives were taken in this direction between the 1990s and the early years of the new millennium⁹⁴. The climate did not spare even Matteotti as the most important anti-fascist symbol: for example, in a small town in Tuscany, Tavernelle Val di Pesa near Florence, in 1998, a citizen's petition called for Matteotti square to be renamed after a marquis, a well-known supporter of squadrists⁹⁵.

Presentism and the growing victim paradigm were strictly connected and they both were influenced by the increasing trend of Shoah crimes' remembrance and the related witnesses, movies, fictions, books and interviews. Memory thus, was no longer a private matter, but imposed itself as an imperative, a civic duty. The "memory boom" and the crisis of the parties that had dominated the Italian political scene from the post-war period onwards were indicators of the need for a new civil religion, marked by a generically anti-totalitarian climate and the remembrance of all victims. This generalised condemnation of all totalitarianisms led an exponent of the newly-born party, heir of the neo-fascist MSI party, Gianfranco Fini, and an important member of the PCI, President of the Chamber of Deputies, Luciano Violante, to similar considerations, though coming from totally different premises, between 1995 and 1996. From this point of view, the fallen of Salò had to be understood as much as the others, because they both were moved by an ideal: only by healing this gap through the effort of understanding, Italy could be ready for national pacification⁹⁶. By making an analogy of the two sides, fascists and anti-fascists, they became comparable to each other: thus, the only possible shared feeling was the pity, which, in fact, was dominating the media scene and is usually felt towards the victims. There was no more space for the martyrs of freedom in the age of victims: an example could be the memory laws, the first, voted in 2000, dedicated to Holocaust victims, the second, approved in 2004, to the victims of the Foibe⁹⁷.

94. Filippo Focardi, "Ricordare il passato. Usi pubblici della storia e della memoria in Italia dopo la prima Repubblica", in Giorgio Resta and Vincenzo Zeno-Zencovich (eds.), *Riparare, Risarcire, Ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi*, Naples, Editoriale Scientifica, 2012, p. 253.

95. "Lasciate in pace la piazza di Matteotti", *La Nazione*, 19th July 1998.

96. Raffaele Romanelli, "Retoriche di fine millennio", in Ernesto Galli Della Loggia and Loreto Di Nucci (eds.), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2003, p. 335–365.

97. Giovanni De Luna, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011, p. 67–81.

The turn to the victims has made commemorations in honour of the heroes of the past, rituals without real popular participation. Obviously, the political crisis amplified this new scenario. Collective memory, therefore, is no longer engaged, because Matteotti's myth emotional vitality has ended its decline: he is now part of history, but history nowadays in our hypermediatic era is perceived to be far away, because it is not immediate. History as a discipline needs sources, method, and scientific ability and the technical time to elaborate a noteworthy and innovative research. Another evidence of falling interest could be the frequency reduction of "Giacomo Matteotti" bigram in the writing production, relevant in the second half of the 1980s and 1990s but very accentuated in the 2000s, as *Google Ngram Viewer* shows in the Italian books' corpus during 1920 and 2019⁹⁸.

Today, speaking of *public* memory includes not only the way our cities remember Matteotti in our places or in political, cultural or social commemorations, but also the words and the actions on the web used or done to refer to him. Unquestionably, now more than ever, the Internet is one of our shared places as well, probably the most visited and the most influential for our historical memory.

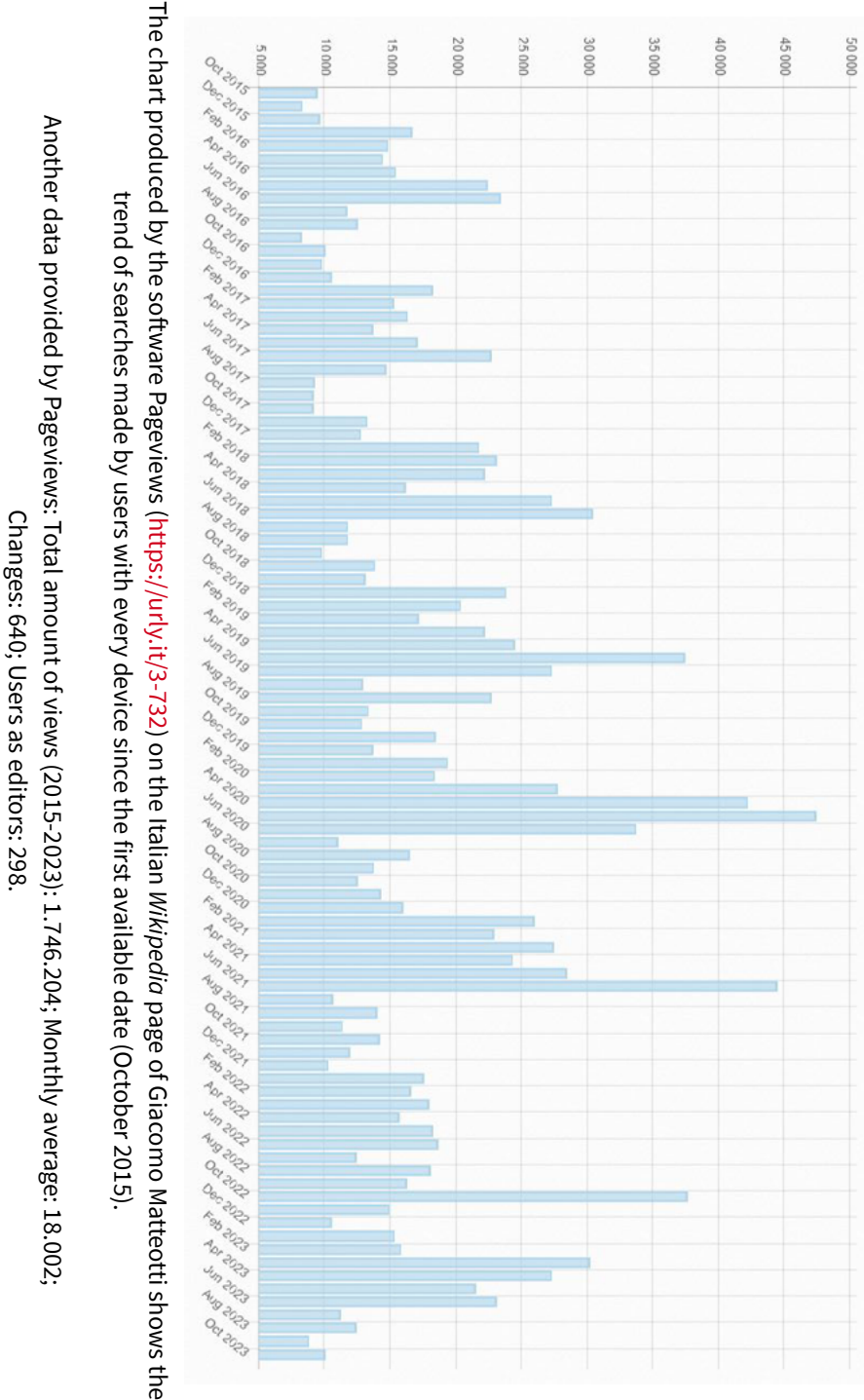
The most common and the first result when someone looks for information on search engine is the related *Wikipedia* page. Matteotti's one⁹⁹ is a member both of the bigger category "Italian Patriots"¹⁰⁰ and the smaller one "Italian Patriots in the XXth Century"¹⁰¹. Among sixteen paragraphs, only one speaks about his life, i.e. "Biography": the others are connected to his murder, the trial, Mussolini's responsibilities, alternative causes of his murder, his figure in the mass culture, anniversaries and so on. The page is quite long and enough rich in details. It is possible to have data about the views and other informations of the page from 2015 until today.

98. <https://urly.it/3-730> (last accessed 27th November 2023).

99. https://it.wikipedia.org/wiki/Giacomo_Matteotti (last accessed 13th November 2023). About the relation between Wikipedia and history, see: Igor Pizzirusso, "Wikipedia: uno spazio per la Public History?", in Paolo Bertella Farnetti and Cecilia Dau Novelli (eds.), *La storia liberata*, Milan-Udine, Mimesis edizioni, 2020, p. 197-216. Tommaso Baldo, "Riflessioni sulla narrazione storica nelle voci di Wikipedia", *Diacronie*, vol. 29, n° 1, 2017. Miguel Gotor, "L'Isola Wikipedia. Una fonte elettronica", in Sergio Luzzatto (ed.), *Prima lezione di metodo storico*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 183-202. Arturo Gallia, "Lo storico nella Rete", in Manfredi Merluzzi (ed.), *Ad limina. Percorsi storiografici di frontiera*, Rome, Aracne, 2008, p. 301-305.

100. https://it.wikipedia.org/wiki/Categoria:Patrioti_italiani (last accessed 13th November 2023).

101. https://it.wikipedia.org/wiki/Categoria:Patrioti_italiani_del_XX_secolo (last accessed 13th November 2023).



The chart shows expected peaks of views, as they match with the dates of deputy's birth, of his last speech and his murder, in: May and June 2016; June 2017; May and June 2018; May 2019; May and June 2020; June 2021. During the year 2022, it should be noted that the peak was in October, when the centenary of the March on Rome occurred. This *Wikipedia* page is constantly being edited, as the charts on Pageviews about the statistics of the edits done by the users and their distribution over time report¹⁰². One reason of the attention paid to the page could be the historical role played by Matteotti: as an object of study and commemoration evoked by the mass media on some fixed occasions of the civil calendar, he is often searched for on the web and, in addition to viewing the results, inaccurate informations have been corrected or better specified¹⁰³.

It is possible to compare the view data on *Wikipedia* with the trends of *Google* searches for "Giacomo Matteotti" both as a search term on the Search Engine¹⁰⁴ and as a search term on *YouTube*, thanks to the tool *Google Trends*. As a search term, the peaks are recorded on: June 2004; May and June 2014; June 2018; June 2019; May 2020; June 2021; October 2022; June 2023, with a specific steady trend when approaching the centenary in the last four years¹⁰⁵. It can be assumed that those data exactly match with the *Wikipedia* views, I've just spoken about above: the views are caused by the media's focus on anniversaries, which prompts users to search for informations on his life. A graph drawn by *Google Trends* shows the interest by region, and it clearly demonstrates the disconnection of people's memory even in his birthplace¹⁰⁶: as Lazio is the first region, where Rome undoubtedly takes over, Veneto, Matteotti's place of origin, does not appear in the top five. As far as Umbria, Tuscany and Marche are concerned, these are three regions that have always shown left-wing tendencies from the political point of view throughout the Italian Republic, then the remembrance and the ways to commemorate him have remained stronger and more meaningful there. Last but not least, the chart on the related topics and queries to the generic "Giacomo Matteotti" confirms that it is the name of many Italian streets and squares, as already analyzed and reconstructed in the

102. <https://urly.it/3-736> (last accessed 29th November 2023).

103. To see the *Wikipedia* page's history: <https://urly.it/3-737> (last accessed 29th November 2023).

104. <https://urly.it/3ak1m> (last accessed 12th June 2024).

105. <https://urly.it/3-73c> (last accessed 22nd November 2023).

106. <https://urly.it/3-73c> (last accessed 22nd November 2023).

map¹⁰⁷, and that, if someone makes a query on *Google* with this name, can do it with the intention of searching for an address as well¹⁰⁸. On *YouTube*, the situation is flat, the only peak of searches for Giacomo Matteotti is on June 2009, as the available chart shows since the first available date (8th January 2008)¹⁰⁹. The few related queries deal with Matteotti's famous speech or the film by Florestano Vancini and with Benito Mussolini as his first enemy¹¹⁰.

Not only *Wikipedia* and *Google Trends*: 2023 is the year of generative AIs, which can be used as a help to study as well. That was the reason why I chose to ask them something about Giacomo Matteotti, as follows. *ChatGPT* refers to the deputy in these terms:

“Me: who was Giacomo Matteotti?”

ChatGPT: Giacomo Matteotti (1885–1924) was an Italian socialist politician and member of the Italian Parliament. He is best known for his opposition to the fascist regime led by Benito Mussolini in Italy. Matteotti was a prominent member of the Italian Socialist Party (PSI) and a vocal critic of the growing authoritarianism and violence associated with Mussolini's government.

In 1924, Matteotti delivered a speech in the Italian Parliament denouncing the widespread electoral fraud and violence committed by the Fascists during the recent elections. His bold and outspoken criticism made him a target of the fascist regime. Tragically, on June 10, 1924, Matteotti was kidnapped and murdered by a group of fascist thugs.

The assassination of Matteotti caused a major political scandal both in Italy and internationally. It led to increased scrutiny of Mussolini's regime and contributed to the decline of Italy's international reputation. Despite the outrage and condemnation,

107. <http://u.osmfr.org/m/972276/> (last accessed 22nd December 2023).

108. <https://urly.it/3-73d> (last accessed 22nd December 2023).

109. <https://urly.it/3-73k> (last accessed 22nd December 2023).

110. <https://urly.it/3-73k> (last accessed 22nd December 2023).

Mussolini managed to consolidate his power, and Italy moved further towards a dictatorship. The "Matteotti Crisis" marked a dark chapter in Italian history and illustrated the erosion of democratic institutions during the rise of fascism."¹¹¹



Giacomo Matteotti.
Source: Wikipedia

111. Last accessed 10th December 2023 (italics is mine).

Google Bard:

“Me: who was Giacomo Matteotti?”

Google Bard: Giacomo Matteotti was an Italian socialist politician who was assassinated by Fascists in 1924. He was born in Fratta Polesine, Italy, on May 22, 1885. He studied law at the University of Bologna and became a lawyer after graduating. He joined the Italian Socialist Party (PSI) in 1909 and was elected to the Chamber of Deputies in 1919.

Matteotti was a vocal critic of Fascism. He denounced the March on Rome, which brought Benito Mussolini to power, and he called for the overthrow of the Fascist regime. In May 1924, he gave a speech in the Chamber of Deputies in which he accused the Fascists of electoral fraud.

On June 10, 1924, Matteotti was kidnapped and murdered by Fascists. His body was found a few days later. The assassination of Matteotti shocked the world and led to a political crisis in Italy. The Fascists were forced to hold new elections, but they still won a majority.

Matteotti’s assassination is considered a turning point in Italian history. It marked the end of democracy in Italy and the beginning of the Fascist dictatorship.

Matteotti’s legacy is one of courage and sacrifice. He died fighting for democracy and freedom in Italy. He is remembered as a martyr to the cause of liberty.”¹¹²

112. Last accessed 10th December 2023 (italics is mine).

The *reductio ad unum*, which is clearly one aspect of the mythopoiesis, is evident¹¹³: two third of both answers are dedicated to his murder and consequent reactions inside and outside the government, without mentioning the Aventinian secession; *Google Bard*, moreover, makes two errors: it is false that “His body was found a few days later”, because it would be found more than two months later, as well as “The Fascists were forced to hold new elections”, as there was only a government reshuffle.

Looking at the social networks, *Facebook* returns results connected to toponymy or some quotes from his most famous discourses¹¹⁴, *TikTok* doesn't profile interesting results beyond pieces of film, while *Twitter / X* is full of tweets recalling initiatives for the upcoming centenary¹¹⁵. *Instagram* is more relevant, as it is possible to draw a *file rouge* one-hundred years long, stimulated by the attention in the other media. The hashtag #matteotti is contained in 5.945 posts¹¹⁶, while the longer hashtag #giacomomatteotti in 2.073¹¹⁷: the common aspect is the presence in many, in both the photos and in the captions, of the words that today everyone recognizes as said by him, even if they weren't, “Kill me but you will never kill the idea that is in me”.

This overview on some digital sources makes us reflect on the memory loss of the main Italian anti-fascist martyr. The *Google* and *Wikipedia* searches take place mostly on anniversaries, driven by the mass media attention, and his name doesn't represent a symbol anymore, but mainly many streets and squares. Matteotti, therefore, only exists in toponymy, at school and during celebrations, especially anniversaries such as 80th, 90th and 100th¹¹⁸. Also, in the context of anniversaries, the best-seller book and 2019 Strega Prize winner *The Man of the Century* (*L'uomo del secolo*)¹¹⁹ by Antonio Scurati deals with Mussolini's political debut in 1919 and ends, significantly, after his famous speech on the

113. In Wikipedia as well.

114. <https://urly.it/3z5r0> (last accessed 20th December 2023).

115. <https://urly.it/3z5q>; about the initiatives for the centenary, see <https://www.celebrazionimatteottiane.com/> (last accessed 20th December 2023).

116. <https://urly.it/3z0bk> (last accessed 20th December 2023).

117. <https://urly.it/3z0bn> (last accessed 20th December 2023).

118. For example, the front cover of *Il venerdì di Repubblica*, n° 1867, 29th December 2023, features Matteotti's most famous photo and, below it, his signature and an inscription: “2024, Man of the Year”. A foretaste of the flood of exhibitions, books, interviews on the subject.

119. Antonio Scurati, *L'uomo del secolo*, Milan, Bompiani, 2018.

3rd January. Matteotti's *affaire* occupies the final one hundred pages that lead the reader, in an imperceptible crescendo, to the socialist's definitive consecration as a martyr, against the fascists, such as his killers, Aldo Finzi and Michele Bianchi. Of these one hundred pages, fifteen¹²⁰ are dedicated to the five days between the 10th and 15th June 1924, describing both the reactions of the deputy's relatives, friends and colleagues, and the ostentatious indifference of the Duce, in his heart really concerned about the consequences of the murder. In the continuation of the book, *M. The Providence Man* (*M. L'uomo della provvidenza*, 2020) focused totally on the years of the regime, Matteotti echoes as a political watershed¹²¹, except for the pages dedicated to the mock trial of the assassins¹²².

Essentially, collective memory and public opinion remember him not for his role as an aggregator of the anti-fascist opposition anymore, but for the space reserved to him, even urban in Italian toponymy, in our "surévénementialisé"¹²³ society, where the press, radio, images, television and the Internet shape the general perception of past and present events. He exists, only if the media talk about him and the places have his name. In the last number of 2023 of the review *Il venerdì di Repubblica*, the martyr is named man of the year 2024 on the cover and is immediately remembered as the name of many squares and streets. But how striking is his story today? With the exception of 2024, how much is he really and meaningfully remembered? On the last page of those dedicated to the socialist in *Il venerdì di Repubblica*, the journalist's admission comes: "Remembered, but as forgotten"¹²⁴. Memory tiredness together with the anti-fascism's decline has made him nothing more than a name of the past to recall or in some fixed occasions or in historical parallels, for example when he was compared to the Russian opponent Aleksej Naval'nyi, killed by the Putin's regime, in the words said by center-left politician¹²⁵.

120. Antonio Scurati, *L'uomo del secolo*, Milan, Bompiani, 2018, p. 775-780.

121. Antonio Scurati, *M. L'uomo della provvidenza*, Milan, Bompiani, 2020, cfr. p. 9, 14, 21, 33, 47, 54, 87.

122. Antonio Scurati, *M. L'uomo della provvidenza*, Milan, Bompiani, 2020, p. 126-132.

123. Pierre Nora, *Présent, nation, mémoire*, Paris, Éditions Gallimard, 2011, p. 73-75.

124. Concetto Vecchio, "Matteotti. Il caso non è chiuso", *Il venerdì di Repubblica*, n° 1867, 29th December 2023, p. 16-23.

125. Antonio Frascilla, "Filippo Sensi: 'La morte di Navalny è come il delitto Matteotti'", *La Repubblica*, 19th February 2024, https://www.repubblica.it/politica/2024/02/19/news/filippo_sensi_navalny_putin-422158735/ (last accessed 25th February 2024).

We have been living since thirty years, more or less, in the age of the victims, in the age of memory, in the age of presentism: these are the reasons why the figure of Giacomo Matteotti has gradually lost his deepest meaning. He is occasionally mentioned in the media, but his decline as a symbol goes hand in hand with that of the paradigm of anti-fascism, of which, not surprisingly, he was the most outstanding martyr.

References

- Donatello Aramini, *La "rivoluzione nazionale". I nazionalisti, il fascismo e la fine dello Stato liberale*, Rome, Sapienza University Press, 2023.
- Aleida Assmann, "Transformations between History and Memory", *Social Research*, vol. 54, n° 1, 2008, p. 49-72.
- Tommaso Baldo, "Riflessioni sulla narrazione storica nelle voci di Wikipedia", *Diacronie*, vol. 29, n° 1, 2017. URL: http://www.studistorici.com/2017/03/29/baldo_numero_29/
- Enzo Bellettato, *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020.
- Giovanni Borgognone, *Come nasce una dittatura. L'Italia del delitto Matteotti*, Rome-Bari, Laterza, 2012.
- Marco Bresciani, "Diventare antifascisti: incertezze, dilemmi, contraddizioni di fronte al fascismo", in Giulia Albanese (ed.), *Il fascismo italiano. Storia e interpretazioni*, Rome, Carocci, 2021.
- Marco Brunazzi and Agostino Conti (eds.), *Le formazioni Matteotti nella lotta di liberazione*, Cuneo, L'Arciere Editions, 1987.
- Mauro Canali, *Il delitto Matteotti: affarismo e politica nel primo governo Mussolini*, Bologna, Il Mulino, 1997.
- Giuliano CapeceLatro, *La banda del Viminale. Passione e morte di Giacomo Matteotti nelle carte del processo*, Milan, Il Saggiatore, 2004.
- Stefano Caretti, *Matteotti. Il mito*, Pisa, Nistri-Lischi, 1994.
- Stefano Caretti, "Matteotti", in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Personaggi e date dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1997.
- Stefano Caretti, *Il delitto Matteotti. Storia e memoria*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita Publisher, 2004.

- Piero Cavallo, *Italiani in guerra. Sentimenti e immagini dal 1940 al 1943*, Bologna, Il Mulino, 2020.
- Jean-Michel Chaumont, “Du culte des héros à la concurrence des victimes”, *Criminologie*, vol. 33, n° 1, 2000. <https://doi.org/10.7202/004712ar>
- Simona Colarizi, *La resistenza lunga. Storia dell’antifascismo 1919-1945*, Rome-Bari, Laterza, 2023 [Kindle Edition].
- Comitato centrale delle opposizioni (ed.), *Giacomo Matteotti nel I° Anniversario del suo martirio*, Sala Bolognese, Arnaldo Forni publisher, 1976 [first edition: 1925].
- Renzo De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista del potere (1921-1925)*, Turin, Giulio Einaudi Publisher, 1966.
- Giovanni De Luna, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un’Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011.
- Ercoli, alias Palmiro Togliatti, “Osservazioni sulla politica del nostro Partito”, *Lo Stato Operaio*, June 1928. URL: <https://urly.it/3-728>
- Luca Falsini, *La storia contesa. L’uso politico del passato nell’Italia contemporanea*, Roma, Donzelli, 2020.
- Filippo Focardi, “Ricordare il passato. Usi pubblici della storia e della memoria in Italia dopo la prima Repubblica”, in Giorgio Resta and Vincenzo Zeno-Zencovich (eds.), *Riparare, Risarcire, Ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi*, Naples, Editoriale Scientifica, 2012.
- Filippo Focardi and Bruno Groppo (eds.), *La guerra della memoria: la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.
- Filippo Focardi and Bruno Groppo (eds.), *L’Europa e le sue memorie. Politiche e culture del ricordo dopo il 1989*, Rome, Viella, 2013.
- John Foot, *Fratture d’Italia*, Milan, Rizzoli, 2009.
- Claudio Fracassi, *Matteotti e Mussolini: 1924. Il delitto del Lungotevere*, Milan, Mursia, 2004.
- Arturo Gallia, “Lo storico nella Rete”, in Manfredi Merluzzi (ed.), *Ad limina. Percorsi storiografici di frontiera*, Rome, Aracne, 2008.
- Emilio Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell’Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 1993.
- Emilio Gentile, *Storia del fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 2022.

Sarah Gensburger and Jenny Würstenberg, "Introduction. Making Sense of De-Commemoration", in Sarah Gensburger and Jenny Würstenberg (eds.), *De-Commemoration. Removing Statues and Renaming Places*, New York-Oxford, Berghahn, 2023 [Kindle Edition].

Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Piero Gobetti Publisher, 1924.

Miguel Gotor, "L'Isola Wikipedia. Una fonte elettronica", in Sergio Luzzatto (ed.), *Prima lezione di metodo storico*, Rome-Bari, Laterza, 2010.

François Hartog, *Regimi di storicità. Presentismo ed esperienze del tempo*, Palermo, Sellerio, 2007.

Tony Judt, *Dopoguerra. Come è cambiata l'Europa dal 1945 a oggi*, Milano, Mondadori, 2007.

Amy King, "A Martyr for the Resistance and the New Republic: The Uses of Giacomo Matteotti's Memory, 1943 to 1947", *Italian Studies*, vol. 78, n° 4, 2023, p. 451-466. <https://doi.org/10.1080/00751634.2023.2245614>

Ariane Landuyt, *Le sinistre e l'Aventino*, Milano, Angeli, 1973.

Salvatore Lupo, *Il fascismo. La politica in un regime totalitario*, Rome, Donzelli, 2005.

Sergio Luzzatto, *La crisi dell'antifascismo*, Turin, Einaudi, 2004.

Sergio Luzzatto, *Il corpo del duce*, Turin, Einaudi, 2019.

Adrian Lyttelton, *La conquista del potere. Il fascismo dal 1919 al 1929*, Rome-Bari, Laterza, 1974.

Roberto Mancini, *Il martire necessario. Guerra e sacrificio nell'Italia contemporanea*, Pisa, Pacini Publisher, 2015.

Giacomo Matteotti, *Un anno di dominazione fascista*, Bologna, Arnaldo Forni Editore, 1924.

Federico Mazzei, "Per una rilettura della collaborazione liberale al governo Mussolini: Alessandro Casati Ministro della Pubblica Istruzione nella svolta del 1924", *Rivista Storica Italiana*, vol. 130, n° 1, 2018.

Pierre Milza, *Mussolini*, Rome, Carocci, 2000.

Benito Mussolini, "Si continua", *Il Popolo d'Italia*, 2nd March 1921, VIII.

Benito Mussolini, "Al deputato Roberto Farinacci", *Il Popolo d'Italia*, 13th September 1925, XII.

- Pierre Nora, *Lieux de mémoire*, Paris, Éditions Gallimard, 1997.
- Pierre Nora, *Présent, nation, mémoire*, Paris, Éditions Gallimard, 2011.
- Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri Publisher, 1991.
- Mateus H. F. Pereira and Valdei Araujo, ■“Updatism: Gumbrecht’s Broad Present, Hartog’s Presentism and Beyond”, *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea: Miraggi e realtà: spazi e tempi della storia*, vol. 43, n° 3, 2020.
- Stefano Pivato, *Vuoti di memoria. Usi e abusi della storia nella vita pubblica italiana*, Roma-Bari, Laterza, 2007.
- Igor Pizzirusso, “Wikipedia: uno spazio per la Public History?”, in Paolo Bertella Farnetti and Cecilia Dau Novelli (eds.), *La storia liberata*, Milan-Udine, Mimesis edizioni, 2020.
- Adriano Prosperi, *Un tempo senza storia*, Turin, Einaudi, 2021.
- Sergio Raffaelli, “I nomi delle vie”, in Mario Isnenghi (ed.), *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell’Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1996, p. 215–242.
- Marcello Ravveduto, “Il paradigma vittimario della repubblica: storia, memoria e media”, *Ricerche storiche*, vol. 52, n° 3, 2022, p. 7–25.
- Maurizio Ridolfi, “Il nuovo volto delle città. La toponomastica negli anni della transizione democratica e della nascita della Repubblica”, *Memoria e Ricerca*, vol. 20, n° 3, 2005.
- Maurizio Ridolfi, *Verso la public history. Fare e raccontare storia nel tempo presente*, Pisa, Pacini Publisher, 2017.
- Raffaele Romanelli, “Retoriche di fine millennio”, in Ernesto Galli Della Loggia and Loreto Di Nucci (eds.), *Due nazioni. Legittimazione e delegittimazione nella storia dell’Italia contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 2003.
- Carlo Rosselli, “Eroe tutto prosa”, in *Almanacco Socialista 1934*, Paris, Italian Socialist Party, 1933.
- Giuseppe Rossini, *Il delitto Matteotti tra il Viminale e l’Aventino*, Bologna, Il Mulino, 1966.
- Giovanni Sabbatucci, “‘Fascismo è liberalismo’. I liberali italiani dopo la marcia su Roma”, *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, vol. 1, 2013, p. 171–185.

Guri Schwarz, *Tu mi devi seppellir. Riti funebri e culto nazionale alle origini della Repubblica*, Turin, Utet, 2010.

Antonio Scurati, *L'uomo del secolo*, Milan, Bompiani, 2018.

Antonio Scurati, *M. L'uomo della provvidenza*, Milan, Bompiani, 2020.

Roberta Suzzi Valli, "Il culto dei martiri fascisti", in Oliver Janz and Lutz Klinkhammer (eds.), *La morte per la patria*, Rome, Donzelli, 2008.

Enzo Traverso, *Il passato: istruzioni per l'uso. Storia, memoria, politica*, Verona, Ombre Corte, 2006.

Maria Luisa Vecchi, "Nelo Risi", *Belfagor*, vol. 38, n° 4, 1983.

Antonio Virgilio Savona and Michele L. Straniero, *Canti della Resistenza italiana*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 1985.

Valentino Zaghi, "'Con Matteotti si mangiava': simboli e valori nella genesi di un mito popolare", *Rivista di Storia Contemporanea*, vol. 19, 1990, p. 432-446.

Valentino Zaghi. "Giacomo Matteotti: dall'impegno politico al mito popolare", in Enzo Bellettato (ed.), *Matteotti nella memoria cantata. Tra storia e cantastorie*, Rovigo, Minelliana, 2020.

Placas de la “calle Marielle Franco”

Memorias en disputa en la ciudad y museos de Río de Janeiro



Reproducción ampliada del letrero de la calle Marielle Franco en la exposición temporal “Marielle Marés”, en el Museo de la República.
Colección Museo de la Maré, 2024

Carina Martins Costa

Profesor Asociado

Departamento de Arquitectura y Urbanismo, Universidad del Estado
de Río de Janeiro (UERJ)

Claudia Rose Ribeiro da Silva

Profesor de escuela municipal en Río de Janeiro – Miembro del
Consejo del CEASM y del Museo de Maré

Este artículo aborda la disputa por la memoria desencadenada por el asesinato de la concejala de Río de Janeiro (Brasil) Marielle Franco. Los carteles callejeros fueron estrategias construidas tanto por los movimientos sociales como por el gobierno para enmarcar la memoria de la concejala, en acciones que involucraron performances, actos públicos y homenajes. El objetivo del artículo fue analizar, a través de las narrativas de directores y funcionarios, la incorporación y exhibición de una versión del rótulo de la calle en tres museos de la ciudad, a saber, el Museo Histórico Nacional, el Museo de la Maré y el Museo de la República. Para ello, se analizaron diferentes fuentes, como informes, textos de exposiciones, fotografías y entrevistas, así como la bibliografía producida sobre el tema.

Palabras clave: Franco Marielle, Placas de calle, Río de Janeiro, Brasil, Espacio urbano, Memoria, Memoria antagonista, Museo, Nomenclatura, Toponimia

La biografía social de la placa “Calle de Marielle Franco” en los museos históricos

“No seré interrumpida”¹.

Marielle Franco, 2018.

En un episodio reciente², casi seis años después del asesinato de la concejala de Río de Janeiro Marielle Franco, un hombre irrumpe en un bar y rompe una placa de calle en su honor. La escena muestra, por un lado, el crecimiento de la violencia política en el país en los últimos años, marcado por el auge de los movimientos de extrema derecha y, por otro lado, la importancia y perpetuación de las estrategias de memoria en la producción de placas en honor a la concejala, varios años después de su muerte. El acto de romper la placa “Calle de Marielle Franco” indica una disputa por el poder de la memoria y una movilización del discurso de la planificación del espacio urbano.

Marielle Franco era mujer, negra, habitante de favelas (*favelada*), lesbiana, socióloga, madre, investigadora y defensora de derechos humanos. Fue elegida concejala en 2016 por el Partido Socialismo y Libertad (PSOL), con la quinta mayor votación en el municipio de Río de Janeiro.

El 14 de marzo de 2018 la concejala y su chofer Anderson Gomes fueron brutalmente ejecutados en el centro de la ciudad, lo que desencadenó numerosos actos en su memoria y en defensa de la justicia. Una de ellas, que generó y sigue generando diferentes reacciones, fue la creación de la placa “Calle Marielle Franco”, que nos interesa analizar aquí, prestando atención a algunas preguntas: ¿cuáles fueron las apropiaciones y disputas en torno a la producción de la placa “Calle Marielle Franco”? ¿Quiénes son los protagonistas de estas disputas por la memoria? ¿Cuáles fueron los cambios notables en la producción de las dos versiones de las placas que se produjeron? ¿Cuáles son los impactos de incorporar el artefacto

1. Discurso de la concejala Marielle Franco en la tribuna del Concejo Municipal en el Palacio Pedro Ernesto, disponible íntegramente en el canal del Instituto Marielle Franco: <https://www.youtube.com/watch?v=f18czAgJGUE>. Fecha de acceso: 28/10/2023.

2. Disponible en: <https://www.cnnbrasil.com.br/nacional/homem-quebra-quadro-de-lula-e-placa-de-marielle-em-bar-no-rio-de-janeiro/>. Fecha de consulta: 15/01/2024.

en museos con diferentes narrativas históricas? ¿Qué aproximaciones han producido hasta ahora los escritos de la historia sobre este acto de memoria?

Tales discusiones dialogan con una producción historiográfica que busca subrayar la importancia simbólica de la denominación de los espacios públicos. Las placas de las calles son parte del mobiliario urbano de las ciudades y son objeto de disputa y atención por parte del gobierno y los movimientos sociales. El acto de nombrar las calles, que en Brasil es responsabilidad de los Concejos Municipales, posee centralidad en las acciones legislativas porque involucra homenajes, memorias y redes de sociabilidad. En este sentido, como señala el geógrafo cultural Paul Claval, “nombrar lugares es imbuirlos de cultura y poder”³.

Isquierdo⁴ defiende la importancia del estudio de las toponimias, que confirman “la tesis de que la historia de las palabras está muy cerca de la historia de vida del grupo que hace uso de ella”. Esto hace que sea fundamental analizar la disputa de factores lingüísticos, étnicos, socioculturales, históricos y políticos que encarna el homenaje a Marielle Franco en las calles de la ciudad. Espacio público por excelencia.

El historiador Toni Ariño reitera esta importancia a la hora de analizar los impactos del cambio de nombre de una calle en la vida social, a pesar de que muchas veces se ha naturalizado previamente como un rasgo incontestable del pasado. De este modo, “la nomenclatura urbana aparece así como el reflejo de las relaciones de poder –por cierto que diferentes y nada incontestables– a lo largo de la historia”⁵. Es importante, por lo tanto, ir más allá del “qué” (el nombre) para incorporar el “cómo” y el “por qué” de la nomenclatura de las calles.

El giro crítico de los llamados estudios de *nomenclatura de calles*, según el autor, llevó a la consolidación de la percepción de la toponimia como un ámbito cultural y una estrategia de reparación e incorporación de valores más inclusivos e identidades más plurales. El ejemplo abordado por el autor consiste en la cartografía de calles de la ciudad de Valencia (España) relacionadas con la memoria del franquismo, en respuesta a

3. Paul Claval, *A Geografia Cultural*, Florianópolis, Edusc, 2001 [1997], p. 202.

4. Aparecida Negri Isquierdo, “O nome do município: um estudo etnolinguístico e sócio-histórico na toponímia sul-mato-grossense”, *Revista Prolíngua*, vol. 2, n° 2, 2008, p. 36.

5. Toni Morant i Ariño, “Conmemorar qué nombres, habitar qué calles. Algunas reflexiones sobre el papel de la ciencia histórica en la revisión del nomenclátor urbano del franquismo”, *Pasado Abierto. Revista del CEHis*, vol. 15, 2022, p. 331.

la Ley de Memoria Histórica (2007)⁶, que ordenaba a las administraciones públicas eliminar las menciones y conmemoraciones simbólicas relacionadas con la sublevación militar, la Guerra Civil y la represión de la Dictadura.

En Brasil solo existe una regulación estatal que afecta los nombres de las calles, la Ley n° 6.454 (1977)⁷, promulgada durante la dictadura militar. Según su artículo 1° “Queda prohibido, en todo el territorio nacional, atribuir el nombre de persona viva al bien público de cualquier naturaleza”. En una enmienda de 2013, se agregó a la redacción “o que se haya destacado por la defensa o explotación del trabajo esclavo”.

Así, se percibe el impacto de las políticas públicas a favor de la defensa de los derechos humanos y/o del deber de memoria en relación con la esclavitud en el país. Sin embargo, los esfuerzos hacia este cambio son tímidos. Coincidencia o no, la acción más reciente en Río de Janeiro fue iniciada por la diputada estadual Mônica Benício (PSOL), viuda de Marielle Franco, cuando propuso dos proyectos de ley para alterar las calles con tributos a los esclavistas de la ciudad en favor de mujeres negras, en una clara estrategia de reparación histórica⁸.

Es posible señalar que la producción de la placa de la “Calle Marielle Franco” por parte de los movimientos sociales estimuló la acción estatal en respuesta a las repercusiones de las reacciones de duelo por la concejala y la búsqueda de justicia. Por otro lado, también desencadenó respuestas violentas como la rotura de la placa, tanto por parte de ciudadanos comunes como de candidatos de extrema derecha a los poderes Ejecutivo y Legislativo en las elecciones estaduais de 2018, como veremos a continuación.

El artículo se presentará en dos secciones. La primera busca rastrear la biografía de Marielle Franco, su producción intelectual, legado y relación con el territorio de la favela Maré. Las fuentes utilizadas fueron discursos oficiales y tesis de maestría de Marielle y su hermana, Anielle Franco.

En la segunda sección, se analizará el artefacto de la “placa Marielle Franco” y sus inscripciones y disputas en la ciudad de Río de Janeiro a partir de la producción académica sobre el tema. Finalmente, analizaremos, a través de entrevistas con agentes patrimoniales, fotografías y

6. Ley 52/2007. *Boletín Oficial del Estado*, n° 310, pp. 53410–53416.

7. Ley n° 6.454 (1977). *Diário Oficial da União*, 25/10/1977, p 14377, col. 1.

8. Disponible en: <https://aventurasnahistoria.uol.com.br/noticias/historia-hoje/rj-ve-readora-quer-substituir-nome-de-ruas-que-homenageiam-esclavocratas.phtml>.

Fecha de consulta: 10/01/2024.

documentos, las resignificaciones realizadas en el artefacto a partir de su exhibición en museos históricos brasileños.

Marcio Seligman refuerza la búsqueda de compromiso entre el trabajo de la memoria individual y social para el tratamiento de las memorias traumáticas. Así, la historiografía debe abrirse a la influencia de los discursos de la memoria y establecer puentes, utilizando, en sus palabras, “la narrativa como pico”⁹. Como señala Anielle Franco¹⁰, “los dolores, como las (re)existencias, son procesos que también se experimentan en las colectividades”.

De esta manera, el artículo pretende contribuir a los estudios sobre las placas de las calles en una perspectiva que extrapola el tejido urbano y dialoga con las memorias del dolor, las escrituras de historias en los museos y las acciones artísticas de protesta.

Es posible afirmar, a partir de investigaciones recientes, que la construcción de políticas de memoria sobre Marielle Franco a través de las placas fue exitosa, a pesar de los intentos de borrado. La reproducción de los rótulos de las calles se vio favorecida por la disponibilidad de arte digital y un mapa colaborativo para la cartografía de los homenajes a la concejala. Además, la fructífera producción académica sobre el artefacto y sus apropiaciones demuestra la relevancia del debate público. También es importante destacar su incorporación a la colección de los museos, así como su exhibición en exposiciones permanentes o temporales. A partir de estas acciones institucionales la placa está definitivamente inscrita en el patrimonio histórico, reforzando su uso simbólico¹¹.

Marielle Franco: de la lucha al luto, del luto a la lucha

En uno de sus últimos discursos en el Concejo Municipal, en el Palacio Pedro Ernesto, ubicado en la Plaza Floriano Peixoto –donde luego se insertó la placa de calle en su honor–, Marielle destacó las numerosas opresiones contra las mujeres, así como sus estrategias de lucha. El 8 de marzo de 2018, Día Internacional de la Mujer, su discurso puso de manifiesto la infrarrepresentación de las mujeres en la Cámara, cubriendo

9. Márcio Seligmann-Silva, “Narrar o trauma- a questão dos testemunhos de catástrofes históricas”, *Psicologia Clínica*, vol. 20, n° 1, 2008, p. 66.

10. Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memória y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021, p. 10.

11. Kryzstof Pomian, “Coleção”, en Fernando Gil (dir.), *Memória-história*, Porto, Imprensa Nacional, Casa da Moeda, 1984.

solo 7 de las 51 vacantes de concejales. Presentó las alarmantes estadísticas de Brasil, que ocupa el 7° lugar en el mundo en violencia contra las mujeres, según el informe de la Organización Mundial de la Salud (OMS).

Marielle presidía la Comisión de la Mujer de la Cámara de Diputados y, aun así, o por ello, fue interrumpida más de cuatro veces durante unos 20 minutos de discurso. Las dos primeras veces, fue interrumpida por los concejales y les agradeció cortésmente sus deseos de feliz día de la mujer. La tercera vez, un concejal le entregó una flor durante su discurso, lo que interrumpió su flujo argumentativo. Finalmente, pidió a la Presidencia y a los guardias de seguridad que garantizaran su derecho a hablar, cuando un hombre de la tribuna la cuestionó con una frase en defensa de la dictadura militar. Según Anielle Franco, “es un sistema que cree que ninguna mujer, y mucho menos una mujer negra, debe ocupar ningún lugar de decisión y poder”¹². “No será la última ni la primera vez” que esto suceda, fueron las palabras de la concejala. Trágicamente, poco tiempo después su vida se vio truncada.

La historiadora May Beard¹³ analiza hasta qué punto los mecanismos que silencian a las mujeres están grabados en la cultura occidental. En su investigación histórica, desde la antigua Grecia hasta la época contemporánea, busca demostrar los dispositivos utilizados para silenciar a las mujeres, especialmente, pero no únicamente, en público. Según la autora, el diagnóstico de misoginia es una simplificación y la comprensión de la violencia requiere la construcción de una larga línea de exclusión de las mujeres del discurso público. Así, “lo que los provoca no es lo que se dice, es el simple hecho de quién lo dice”¹⁴.

El asesinato de Marielle Franco causó una gran conmoción social. En un conmovedor relato, su hermana describe lo que considera el día más triste de su vida:

“Recuerdo exactamente cómo se sintió mi cuerpo temblando cuando contesté el teléfono el 14 de marzo, recibí la noticia del crimen y entendí que, en ese momento, mi compañera de vida se había convertido en mi mayor estrella, guiándome desde el firmamento. Un vendaval sopló sobre la ciudad de Río de Janeiro la misma noche en que me arrebataron a mi hermana, era la

12. Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memoria y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021, p. 80.

13. Mary Beard, *Mulheres & poder: um manifesto*, Lisboa, Bertrand Editora, 2018.

14. Mary Beard, *Mulheres & poder: um manifesto*, Lisboa, Bertrand Editora, 2018, p. 49.

fuerza del viento, de la naturaleza, advirtiéndonos que nada de esto sería en vano”¹⁵.

Inspirada en los pasos de su hermana, quien también catalizó momentos de dolor para la lucha, Anielle analiza en su tesis el proceso de construcción del Instituto Marielle Franco, en diálogo permanente con intelectuales negras, muchos de ellos saludados en el mencionado discurso del 8 de marzo en la Cámara. En sus palabras, su negativa al silencio fue “actuar para que el legado y la memoria de mi hermana se mantuvieran vivos, pero con nuestra narrativa, en la que yo, una mujer negra, no sería silenciada ni interrumpida, y pudiera contar mi propia historia, y siguiera siendo la protagonista de todo lo que se hiciera”¹⁶.

Así, desde su fundación, el Instituto ha trabajado en torno a los pilares de “luchar por la justicia, regar las semillas, multiplicar el legado y defender la memoria”¹⁷. La lucha contra la violencia política, especialmente contra las mujeres negras, es una de las acciones desarrolladas, además de la construcción de diferentes estrategias de memoria, entre ellas “#MarielleNaRua”, que fomenta la construcción colaborativa de un mapa de artes callejeras en su honor. Además de las actividades de gestión del Instituto, Anielle Franco se convirtió en ministra de Igualdad Racial en 2023.

Marielle Franco fue una mujer inmersa en temas urbanos y comprometida en movimientos de reflexión y acción para hacer frente a los grandes desafíos relacionados con la compleja realidad de la enorme metrópolis que es Río de Janeiro. Nació en el Conjunto Esperança, una de las dieciséis comunidades que componen el territorio del Complejo de Maré y donde viven cerca de 140 mil personas. La región limita con la Bahía de Guanabara y está ubicada entre importantes autopistas que atraviesan la ciudad de Río de Janeiro: Avenida Brasil, Transcarioca, Linha Vermelha y Linha Amarela.

La favela de Maré, así llamada por la presencia de manglares y playas que dominaban su paisaje¹⁸, comenzó a ser ocupada desde la época

15. Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memoria y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021, p. 74.

16. Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memoria y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021, p. 79.

17. Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memoria y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021, p. 85.

18. N. del tr.: *maré* en portugués quiere decir “marea”.

colonial, cuando jugó un papel económico preponderante, ya sea porque contaba con dos puertos (Inhaúma y Maria Angu) a través de los cuales se transportaba la producción de las haciendas locales, o porque alimentaba con sus manglares a los ingenios de caña de azúcar y alfarerías que allí se instalaban.

Objetivo de numerosos proyectos gubernamentales con diversos intereses políticos, la Maré, hasta entonces considerada una favela, pasó a ser tratado por el gobierno como un área totalmente urbanizada, condición que hizo posible la creación del barrio en enero de 1994, durante la primera administración del alcalde César Maia. Desde sus inicios, no ha sido reconocido por la mayoría de los residentes, que prefieren identificarse con los barrios que rodean la región: Bonsucesso, Manguinhos, Ramos o Penha¹⁹.

En este contexto, en 1997, un grupo de vecinos se unió para crear la organización no gubernamental Centro de Estudios y Acciones Solidarias de la Maré (CEASM). Sus fundadores, en su mayoría, tenían títulos universitarios, estabilidad profesional y participaban activamente en movimientos colectivos en la Maré.

En 1998, Marielle Franco se inscribió para estudiar en el proyecto Curso de Ingreso Preuniversitario Comunitario (CEASM), cuyo objetivo era ampliar las posibilidades de ingreso de los residentes, especialmente de los jóvenes, a las universidades. Posteriormente, fue secretaria de la ONG que, desde su fundación, ha trabajado para superar los estigmas contra las favelas. El CEASM jugó un papel importante en la formación política de Marielle, que asumió su militancia partidaria en la defensa de los derechos humanos y en la lucha por deconstruir el estereotipo de la Maré como un lugar de marginalidad y violencia.

Se graduó en Ciencias Sociales en la Pontificia Universidad Católica (PUC) e hizo su maestría en la Universidad Federal Fluminense, defendiendo su tesis sobre las Unidades de la Policía Pacificadora, en 2014.

La violencia contra las mujeres ha impactado la vida de Marielle a lo largo de su carrera. En la biografía producida por el proyecto WikiFavelas²⁰, se narra un episodio doloroso: “En 2005, su amiga Jaqueline de la época del examen de ingreso preuniversitario [...] fue asesinada durante un

19. Cláudia Rose Ribeiro da Silva, *Maré: a invenção de um bairro*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, FGV, 2006.

20. Entrada “Marielle Franco” de Iara Amora y Mariana Gomes, disponible en https://wikifavelas.com.br/index.php/Marielle_Franco. Fecha de acceso: 01/02/2024.

tiroteo en la favela [...]. Este doloroso momento la acercó aún más al debate sobre el derecho a la vida en la favela y la seguridad pública”²¹.

La relación con la Maré, la lucha contra la opresión y la defensa del feminismo negro son eslabones esenciales para entender la trayectoria académica y política de Marielle. En su tesis, el territorio de la Maré es un caso de estudio para comprender la relación entre las políticas de seguridad pública en la ciudad y el estado penal, cuya marca más emblemática sería el asedio militarista en la favela²². Los datos sobre el aumento de la violencia en las favelas después de la implementación de las Unidades de Policía Pacificadora (UPP), como los asesinatos y las desapariciones, así como los informes obtenidos durante las visitas de campo y en sus actividades profesionales, dibujan un panorama de violaciones sistemáticas de los derechos. En su investigación señala que:

“Dado que el proceso de ‘pacificación’ no alcanzó al conjunto de la población, debido a que las grandes inversiones existentes se priorizan para la ciudad de los grandes eventos y no para un legado permanente de los ciudadanos en su conjunto, la policía quedó para los residentes de las favelas. Y esto se hizo en un clima de victoria, como si hubiera dos “naciones” compitiendo por el territorio. Al final de cada ocupación, se colocan las banderas de Río de Janeiro y de la policía, como si el gobierno y la policía no fueran también habitantes de las favelas. Este simbolismo de la guerra [...] presenta a las favelas con las UPP como si fueran territorios conquistados”²³.

Aunque el enfoque de la autora en su investigación no se centró en el simbolismo y la importancia de las marcas en los territorios, ya sea con signos o banderas, es interesante notar cómo el tema emerge en sus consideraciones finales. Al pensar en la UPP como una intensificación del Estado Penal en Brasil, el simbolismo de la conquista del territorio aparece como un indicio de violencia y subordinación del “otro”. Tras

21. Entrada “Marielle Franco” de Iara Amora y Mariana Gomes, disponible en https://wikifavelas.com.br/index.php/Marielle_Franco. Fecha de acceso: 01/02/2024.

22. Marielle Franco, *UPP – a redução da favela em três letras: uma análise da política de segurança pública do Estado do Rio de Janeiro*, Tesis de maestría, Niterói, Universidade Federal Fluminense, 2014.

23. Marielle Franco, *UPP – a redução da favela em três letras: uma análise da política de segurança pública do Estado do Rio de Janeiro*, Tesis de maestría, Niterói, Universidade Federal Fluminense, 2014, pp. 125–126.

su muerte, los espacios públicos y privados fueron demarcados con placas en su honor, lo que generó tanto reconocimiento y adhesión como violencia y repudio.

Placa de la “Calle Marielle Franco”: de la ciudad a los museos

La placa “Marielle Franco” tiene al menos dos versiones²⁴. La primera fue producida el 20 de marzo de 2018, y sigue el patrón del municipio de Río de Janeiro, sobre fondo azul y letras blancas, con el nombre de la calle y una breve descripción de la homenajeada. Abajo, una faja blanca con los números de los bloques y el Código Postal (CEP).

En esta versión, el texto dice: “Calle Marielle Franco (1979–2018). Concejala, defensora de los Derechos Humanos y de las minorías, cobardemente asesinada el 14 de marzo de 2018”. El número del código postal indica la calle Joaquim Palhares, donde fueron exterminados la concejala y el chofer Anderson Gomes. La placa fue colocada en Cinelândia, en el centro de la ciudad, como un acto popular de homenaje y disputa de memoria, cubriendo el nombre oficial de Plaza Floriano Peixoto.

Meses después, fue retirada de allí y rota deliberadamente por tres candidatos a diputado y gobernador en un acto de campaña electoral, bajo la acusación de no ser oficial. En los reportajes publicados después del acto de destrucción, los argumentos evocados por los candidatos fueron el mantenimiento del orden y la denuncia de depredación de bienes públicos, así como el cuestionamiento de la ignorancia de otras víctimas de la violencia²⁵. Es importante señalar que los tres candidatos, hombres, blancos y conservadores, fueron electos, aunque con una trayectoria posterior marcada por condenas, inelegibilidad e investigaciones en curso²⁶.

24. Un primer acercamiento a la historia de la placa realizado por los autores fue publicado en “Cien Objetos de la Historia de Brasil”, en conmemoración del centenario del Museo Histórico Nacional y del bicentenario de la Independencia, en 2022.

25. João França, “Rua Marielle Franco: lutas e simbolismo acerca do ato de nomeação e renomeação de espaços públicos”, *Anais do 30º Simpósio Nacional da ANPUH*, Recife, 2019.

26. El exgobernador Wilson Witzel, elegido por el Partido Social Cristiano (PSC), fue destituido en 2021 por acusaciones de corrupción en la gestión sanitaria durante la pandemia. El exdiputado federal Daniel Silveira, elegido por el Partido Social Liberal (PSL), fue condenado en 2023 a ocho años y nueve meses de prisión y a la pérdida de

En respuesta, esta versión de la placa fue reproducida en imprentas de todo el país, lo que dio lugar a apropiaciones privadas y públicas, basadas en una campaña de *crowdfunding*: “Ellos rompen una, nosotros hacemos cien”. Creada por el periódico *Sensacionalista*, la campaña de reparación alcanzó su objetivo en veinte minutos y reunió a donantes de todo el país. El acto que tuvo lugar el 14 de octubre de 2018 fue planeado como un *flashmob* en el que los participantes dibujaron el nombre de “Marielle” con las mil placas producidas, frente al Palacio Pedro Ernesto, en Cinelândia, que logró gran repercusión en la prensa y en redes sociales.

Ewa Domanska señala cómo el “giro performativo” ha ampliado el interés de las Humanidades en relación con la noción de que ciertos fenómenos existen solo en el acto de ejecución y deben repetirse para comenzar a existir. Según la autora, el giro de las Humanidades hacia el arte como una forma alternativa de presentar, analizar, comprender y cambiar el mundo, convirtiéndose en una forma de presentar y transmitir el conocimiento que es más importante que la ciencia como tal²⁷. Es posible percibir el impacto de la performance en el acto de 2018, reverberado en espacios privados y públicos con la exhibición de la placa “Calle de Marielle” como símbolo de adhesión a las causas que defendió e, igualmente, una estrategia de lucha por el esclarecimiento del crimen y la justicia.

La segunda versión de la placa es el homenaje oficial, inaugurado por el alcalde Eduardo Paes, del Partido Social Demócrata (PSD) el 14 de marzo de 2021, con motivo de los tres años del exterminio de la concejala. Tiene los mismos datos que el nombre y las fechas de nacimiento y muerte, sin embargo, la descripción cambia significativamente a “Concejala Marielle Franco. Mujer negra, *favelada*, LGBT y defensora de los derechos humanos”. Abajo, en la sección blanca, las palabras “Brutalmente asesinada el 14 de marzo de 2018 por luchar por una sociedad más justa”, reemplazando la norma oficial de números de bloque y código postal. Se eliminó el lugar de exterminio y el rótulo de la calle se convierte, a pesar de la estética muy similar al modelo oficial de la ciudad, en un homenaje ajeno al poder de nominación, desprovisto de referencia espacial.

su mandato parlamentario por los delitos de atentar contra el Estado democrático de derecho. El diputado estatal Rodrigo Amorim, reelecto en 2022, está siendo investigado por el Tribunal Regional Electoral de Río de Janeiro por el delito de violencia política de género.

27. Ewa Domanska, “El viraje performativo en la humanística actual”, *Criterios*, vol. 37, 2011 p. 129.

La lingüista Deborah Pereira²⁸ señala que existe un juego de deriva entre las placas de calle “Plaza Marechal Floriano Peixoto”, “Calle Marielle Franco” y “Concejala Marielle Franco”, es decir, la nomenclatura oficial, la intervención popular y el homenaje. De acuerdo con su análisis, la placa de “Concejala” se establece por la posición organizativa de la ciudad (a través del homenaje), ya que no causa desorden en la toponimia. Por otro lado, la “Calle” emerge como una estrategia de reescritura incesante a través de movimientos militantes, desafiando el orden del poder público²⁹. Es importante recordar que el tema del orden público fue el argumento central evocado en los discursos de los políticos que rompieron la placa.

El filósofo Mijaíl Bajtín³⁰ advierte que “los signos sólo pueden aparecer en un terreno interindividual”. Por lo tanto, es necesario estimular y producir interacciones para que el lenguaje y el pensamiento puedan movilizarse. En el análisis semántico de la alteración de las placas, Pereira³¹ llama la atención sobre la existencia de una disputa entre ambas versiones:

“Hay, por tanto, en esta escena enunciativa de la inauguración, una disputa entre dos hablantes: el *locutor-administrador* que, tres años después del asesinato de Marielle, inserta una placa en la plaza, pero no produce nada que provoque una desestructuración oficial en la ciudad; y el *locutor-manifestante*, que llena la ciudad de miles de placas con la enunciación ‘Calle Marielle Franco’ en un intento de decir (n)la ciudad a través de su desorganización”³².

Es posible percibir un esfuerzo por parte de los locutores-manifestantes para que el arte de la placa esté disponible gratuitamente para su reproducción, como en los sitios web del Instituto Marielle Franco,

28. Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, n° 2, 2022, pp. 377-385.

29. Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, n° 2, 2022, pp. 376-377.

30. Mikhail Bakhtin, *Marxismo e filosofia da linguagem*, San Pablo, HUCITEC, 1981 [1929], p. 35.

31. Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, n° 2, 2022, pp. 377-385.

32. Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, n° 2, 2022, p. 385.

el PSOL y la mencionada campaña de *crowdfunding*. Asimismo, existen iniciativas para la preservación de la memoria digital, como la página “Calle Marielle Franco”, que mapea y documenta colaborativamente la presencia de signos y artes urbanas en todo Brasil. Lamentablemente, el mapa interactivo no se encuentra disponible, pero su existencia indica la reverberación de las placas de calles en todo el país³³.

La memoria social tiene una dinámica que, por lo tanto, escapa, al menos parcialmente, a los embates del poder político, como lo demuestra la vida social del artefacto. Más que registrar la toponimia del exterminio de Marielle Franco, la placa indica una amplia adhesión subjetiva, política e institucional a las luchas que representó la concejala; una respuesta al brutal y cobarde asesinato, que aún no ha sido completamente dilucidado.

Para Anielle Franco, directora ejecutiva del Instituto Marielle Franco, “la placa se ha convertido en un símbolo [...]. Ha llegado a lugares y personas que nunca imaginamos. Es, sin duda, un poder de demostración de la memoria, de los sueños, de un legado muy grande”³⁴.

La dimensión simbólica y política de la producción, apropiación y destrucción de la placa ha sido un tema destacado en diferentes ámbitos académicos³⁵. En un breve balance de la producción de los últimos cinco años, recuperamos líneas de fuerza que, si por un lado singularizan la memoria de Marielle Franco, por otro, la transforman en un cuerpo político en la producción de múltiples solidaridades y pertenencias a las luchas interseccionales que representó.

En este conjunto de trabajos, es posible percibir el protagonismo de investigadoras e intelectuales negras, tanto en la producción de claves teórico-metodológicas para el análisis de estrategias de trabajo de memoria sobre Marielle Franco como en el diálogo epistémico que proporciona

33. Disponible en: <https://www.ruamariellefranco.com.br/>. Fecha de consulta: 10/01/2024.

34. Anielle Franco Silva, *Entrevista sobre el letrero “Calle Marielle Franco”*, mediada por la Profa. Pâmella Passos, WhatsApp, 09/03/2022, 17:07, 4 audios de WhatsApp.

35. João França, “Rua Marielle Franco: lutas e simbolismo acerca do ato de nomeação e renomeação de espaços públicos”, *Anais do 30º Simpósio Nacional da ANPUH*, Recife, 2019. Carla Rodrigues y Tássia Áquila Vieira, “A função política do luto por Marielle Franco”, *Cadernos de Gênero e Diversidade*, vol. 6, nº 2, 2020, pp. 134-150. Flávia Meirelles, “A (pós) vida política de Marielle Franco”, *Diversidade sexual, étnico-racial e de gênero: saberes plurais e resistências*, Salvador, Universidade Federal da Bahia, vol. 1, 2021. Isadora Costa y Raphael Barros, “Arte urbana e reivindicação política”, *Faces de Clio*, vol. 7, nº 13, 2021. Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, nº 2, 2022, pp. 377-385.

densificación y alineamiento con las agendas encarnadas por el cuerpo político de la concejala. Hay diferentes énfasis en su biografía, como en el enfoque del lesbicidio, el activismo negro y el duelo, que dialoga con la interseccionalidad de sus luchas. Hay obras que mapean y problematizan las disputas por la memoria en la ciudad, con la producción de arte urbano y los borrados sistemáticos. Es posible observar las diferentes áreas de conocimiento que se movilizaron para el análisis, especialmente de acciones después de su muerte, incluyendo aquí la tesis de Anielle Franco sobre la creación del Instituto Marielle Franco.

La singularidad de nuestra propuesta es el análisis de la trayectoria social del artefacto de la placa “Calle Marielle Franco” desde la calle hasta los museos, en el sentido de pensar las escrituras de la Historia y las apropiaciones realizadas a través de exposiciones en diferentes instituciones de memoria, desde miradas de múltiples perspectivas de diferentes agentes patrimoniales.

Desde el punto de vista institucional, al menos dos museos han incorporado la placa como parte de sus colecciones, el Museo Histórico Nacional y el Museo de la Maré. Esto apunta a una expansión de las políticas de adquisición de colecciones, con la incorporación del tiempo presente, las demandas sociales por el derecho a la memoria y el diálogo con los artefactos urbanos. El Museo de la República también albergó una exposición temporal con la reproducción de una placa ampliada. Para analizar los procesos de musealización de la placa “Marielle Franco” se utilizaron las fuentes de documentación museológica; textos y etiquetas de la exposición y entrevistas con directivos y empleados. Las entrevistas se realizaron a partir de un guión semiestructurado construido en torno a tres ejes, a saber, formación y trayectoria profesional en el museo, incorporación de la placa y acciones expositivas y educativas.

Las investigaciones sobre la escritura de la historia en los museos han llamado la atención sobre las especificidades de la narrativa museológica³⁶. Como herramientas pedagógicas, los museos juegan un papel importante no solo en la creación de conciencias personales, sino también en la construcción y representación de diversas identidades colectivas. Como terrenos en disputa, han sido objeto de profundas revisiones en lo que respecta a la naturaleza de sus colecciones, las modalidades de representación cultural y el papel de los visitantes. En definitiva, la

36. Ulpiano T. Bezerra de Meneses, “Do teatro da memória ao laboratório da História: a exposição museológica e o conhecimento histórico”, *Anais do Museu Paulista*, vol. 2, 1994.

propia identidad y misión de estas instituciones atraviesan un momento de intenso estudio, revisión y debate. La adquisición y exhibición de la placa forman parte de un movimiento a favor de la función social de los museos históricos, así como de la disputa más amplia por la memoria de la concejal y, en consecuencia, de la democracia brasileña.

El Museo Histórico Nacional, institución brasileña centenaria, concebida y creada por Gustavo Barroso en 1922, con un enfoque en la narrativa militar, incorporó la placa en el mismo año del asesinato de la concejal. La primera versión de la placa, creada por movimientos sociales, fue donada al Museo Histórico Nacional por uno de sus empleados en octubre de 2018, según consta en el formulario de documentación del museo. El artefacto se clasificó en la clase “Objetos ceremoniales”, subclase “Objetos conmemorativos”. Según la investigadora, Aline Magalhães, “ya había un consenso sobre la necesidad de su adquisición incluso antes de que se produjera el acto. Cuando el equipo se enteró del acto, se empeñaron en conseguir que una de estas placas formara parte de la colección del museo y se instaló de inmediato en la exposición Ciudadanía”³⁷.

La exposición del Museo Histórico Nacional, “Ciudadanía en la construcción”, albergaba la placa en la sección temática sobre derechos políticos. El módulo incluye un texto sobre la definición e historicidad de los derechos políticos en Brasil, así como una máquina de votación electrónica, reforzando la premisa de que, en una democracia, el voto es el principal medio para ejercer este derecho. Varios afiches y panfletos de campañas políticas conforman el panel. La placa estaba ubicada en un “lugar intermedio”, un pasaje a la siguiente sección. Resaltado sobre un fondo gris, el objeto indicaba el trabajo de la memoria en relación con el intento de borrar a Marielle de la historia republicana, permitiendo reflexionar sobre la violencia y la fragilidad del Estado democrático de derecho en Brasil.

La retirada de la placa de la exposición permanente del MHN, en 2021, cuando reabrió tras la pandemia, provocó reacciones y sospechas de motivaciones políticas, pero sin embargo no implicó su eliminación de la colección de la institución centenaria, ni impidió preguntas y reflexiones sobre las disputas en el campo de la memoria y los museos: ¿a quién le interesa “ocultar” la memoria de Marielle Franco?

37. Aline Montenegro Magalhães, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 enero 2024, 18:24, 10 audios de WhatsApp.

La historiadora Aline Montenegro Magalhães analizó la importancia de la placa en el Museo. En sus palabras:

“Es de una enorme importancia. Primero, porque es un documento de un momento político muy turbulento. Es una forma de resistencia a la opresión y al autoritarismo que crecía en ese momento. Entonces, es un documento de este momento político, es un soporte a la memoria de una política negra, que luchó por los derechos humanos, lesbiana, madre, *favelada*, que es un perfil de política muy poco contemplado en los escritos de historia en los museos, y más aún en museos de historia como el MHN, que siempre ha enfatizado la figura de los héroes masculinos, blancos, de la élite. Así que también es una forma de poder escribir otras historias en el museo”³⁸.

La inflexión sobre la importancia de la placa desencadena un análisis de la narrativa canónica del Museo y las estrategias del equipo para fisurarla a través de sus políticas de adquisición, investigación y comunicación. Escribir historia en los museos se diferencia de otras formas de escritura y enseñanza, no sólo porque se lleva a cabo en una institución específica, sino sobre todo por la forma en que se accede a los documentos y/o monumentos y cómo dialogan múltiples lenguajes. Appadurai³⁹ señala que el objeto transita por varias vidas y, con cada nuevo contexto, adquiere nuevos significados. Por lo tanto, puede abrirse paso y crear nuevos valores y significados.

La evocación del momento político del presente y su relación con el objeto de memoria de la placa desafía al museo a escribir otras historias. La investigadora, consciente de la importancia de problematizar el artefacto, coincide con las reflexiones de Francisco Régis Ramos sobre la escritura museística

“la historia no se escribe con la intención de exhibir variaciones mnemotécnicas, sino en el vínculo innegociable con las problematizaciones sobre las relaciones que el presente establece

38. Aline Montenegro Magalhães, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 enero 2024, 18:24, 10 audios de WhatsApp.

39. Arjun Appadurai, *A Vida Social das Coisas*, Niterói, Editora da Universidade Federal Fluminense, 2008.

con el pasado, incluyendo las formas de recordar socialmente compartidas, en un juego de acuerdos y disputas”⁴⁰.

Es importante, por tanto, analizar los contextos expositivos de la placa y el diálogo propuesto con la memoria y el tiempo presente. La exposición temporal sobre “10 objetos: otras historias”, inaugurada en el centenario del MHN en 2022, mostró un diagrama de la fotografía de la performance en Cinelândia, con la multitud formando el nombre de Marielle con las mil placas levantadas en el aire. En palabras de la investigadora, directora del museo en ese momento, “la exposición reforzó esta presencia de la placa en la historia del propio Museo”⁴¹, que venía renovando su concepción historiográfica desde la última década a partir de la escucha y participación de diferentes actores sociales. Además, la placa se entiende como un artefacto capaz de contribuir a la deconstrucción de la narrativa lineal, pacificadora y evolutiva de la Historia en los museos, en un esfuerzo por trazar cien años de la institución. En sus palabras:

“Esta historia a contrapelo, como dice Walter Benjamin, esta historia de rupturas, de luchas y, sobre todo, en este proceso de construcción de ciudadanía, que es un proceso inconcluso, [...] de esfuerzo continuo, siempre está ahí. Y el museo necesita mostrar estos procesos de forma abierta, no como algo dado, como se suele valorar”⁴².

El testimonio es relevante porque indica una vigorosa revisión de la concepción historiográfica del museo histórico brasileño más longevo, que incorporó rápidamente el artefacto del presente, además de demostrar interés por reflexionar sobre la ciudadanía y sus desafíos desde estrategias de memoria no oficiales relevantes para el debate público. La placa incorporada fue, por lo tanto, la producida y movilizada por la sociedad civil y los movimientos sociales. Así, la representación del proceso de ciudadanía en Brasil incluye fisuras autoritarias y violencia de

40. Francisco Régis Lopes Ramos, *Tentação do tempo: a máquina museológica na fabricação do passado*, Fortaleza, Imprensa Universitária da Universidade Federal do Ceará (UFC), 2016, p. 95.

41. Aline Montenegro Magalhães, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 enero 2024, 18:24, 10 audios de WhatsApp.

42. Aline Montenegro Magalhães, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 enero 2024, 18:24, 10 audios de WhatsApp.

género tanto en las exposiciones permanentes como en las temporales, provocando problematizaciones sobre el artefacto en la construcción misma de la narrativa histórica del MHN.

El segundo museo en incorporar la placa fue el Museo de la Maré, ubicado en el complejo de favelas del mismo nombre. Fue creado en 2006 y su exposición permanente cuenta con doce módulos temáticos denominados “tiempos de la Maré” instituidos a partir de la experiencia comunitaria. Según Antônio Carlos Vieira, uno de sus fundadores, “merece ser entendido como una novedad en el uso del pasado, como punto de referencia de la memoria colectiva local, como parte del proceso de autoconstrucción de una ‘comunidad afectiva’”⁴³. El objetivo principal del Museo es producir experiencia y participación, entendida como un proceso continuo en el que las personas se sienten agentes y copartícipes, con el fin de fomentar la misma actitud en la vida comunitaria. La propia trayectoria de Marielle Franco, como estudiante, secretaria y promotora de proyectos en el CEASM, es ejemplar de esta concepción formativa y política presente en las acciones básicas del grupo.

En la exposición en el Museo de la Maré la placa “Calle de Marielle” se insertó en una narrativa museográfica que enfatiza su biografía y ascendencia, respetando la solicitud de su padre para que la gente pudiera conocer a su hija y no solo a la concejala. Por eso, esta narrativa privilegia la construcción de vínculos afectivos con el territorio de la favela, ya que se exhibe en “Tiempo del Cotidiano”, cerca de la instalación del bar del abuelo de Marielle. A su lado, la reconstrucción de un callejón –una calle estrecha y a menudo autoconstruida en las favelas– con fachadas de casas con placas con números de casas o anuncios comerciales, da cabida a la placa, reforzando la dimensión de residente de la favela de quien, antes de ser concejala, fue hija, nieta, hermana, madre, esposa, amiga, estudiante, investigadora y activista.

La placa forma parte de la representación de la territorialidad de los callejones de la favela, lugar donde nació y vivió Marielle hasta poco antes de su ejecución. Como hemos visto, en su primera versión la placa no destacaba este aspecto biográfico, pero sí el oficial: “*favelada*” es el segundo término después de “*negra*”. Aun así, la versión de la placa adoptada fue la proveniente de los movimientos sociales y la ausencia

43. Antônio Carlos Vieira, “Maré: casa e museu, lugar de memória”, *Revista Brasileira de Museu e Museologia*, vol. 3, 2007, p. 158.

del término fue confrontada con la exposición de las relaciones con el territorio de la Maré.



Placa de la calle Marielle Franco en el módulo de exposición Tiempo de lo Cotidiano.
Museo de la Maré, 2024. Colección personal

Siguiendo las acciones a favor de su memoria, en 2019, el Museo de la Maré realizó la inauguración de la exposición “Tiempos de Marielle”. La exposición fue inaugurada el 14 de marzo, cuando se cumplió un año del asesinato. La propuesta de la curaduría colectiva fue presentar los tiempos de la breve pero intensa vida de Marielle, en diálogo con los tiempos que marcan la historia de la favela donde nació y creció. Es importante recordar que Marielle estudió el curso previo al Examen de Ingreso Preuniversitario (Pré-Vestibular) en el Centro de Estudios y Acciones Solidarias de la Maré (CEASM), donde luego trabajó e inició su militancia, siendo así parte de la red que construyó el propio Museo y conecta iniciativas de memoria, educación y derechos de la favela.

La puerta de su despacho en el Consejo Deliberante, cargada de simbolismo, abrió la exposición a los visitantes. En ella se pegaron adhesivos de campañas y luchas lideradas por la concejala, como el aumento de la presencia femenina en la política y el fin de la violencia policial en las favelas. Según el propio texto de la exposición, “La puerta es memoria, es denuncia, es un llamamiento a no olvidar. Su poder simbólico va más allá de su frágil materialidad y nos invita a la búsqueda permanente e inquietante de la justicia”⁴⁴. Cruzándola era posible observar un conjunto de diez pinturas de Marcondes Rocco, artista y docente, que representaban la trayectoria multifacética de Marielle: niña, mujer, estudiante, *favelada*, investigadora, bisexual, madre, hija, esposa, líder negra, concejala y activista de derechos humanos. También hay una pintura que lleva su nombre como calle, en la ciudad de Colonia, Alemania.

En las entrevistas con el equipo del Museo de la Maré, se destacó bastante el uso de la placa con el objetivo de preservar la memoria. El hecho de que Marielle fuera una “cría” de la Maré, expresión carioca para quienes se criaron y formaron en el territorio, es relevante en los discursos, impregnando de sentido colectivo la trayectoria de la concejala. En palabras de Thamires Ribeiro de Oliveira, conservadora-restauradora del Museo, “esta placa se ha convertido en un símbolo de su legado y porque el Museo de la Maré está comprometido con la preservación de la memoria de Marielle Franco”⁴⁵. El asesinato representó, en sus palabras, “una pérdida brutal para la gente del CEASM y del Museo de

44. Texto expositivo do Museu da Maré, 2019.

45. Thamiris Oliveira, *Entrevista sobre el letrado “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 de diciembre de 2023, 15:26, 3 audios de WhatsApp.

la Maré, que repercute en la necesidad de preservar su memoria para las generaciones actuales y futuras”⁴⁶.

La percepción de la importancia colectiva de Marielle para todo el grupo y el territorio también se evidencia en la entrevista con Adrielly Ribas Moraes, investigadora y educadora de la institución. En sus palabras, “Marielle no estaba sola, estaba con sus pares, y también los llevó a diferentes espacios. Y colectivamente, lucharon por transformar”⁴⁷.

Sobre la adquisición de la placa, Marcelo Vieira, uno de los fundadores del CEASM y del Museo, narra que recibieron la donación de Sidney, dueño de una pequeña imprenta que reprodujo varias placas para movimientos sociales, en abril de 2019. Según él, la placa se integró en la exposición de larga duración en el mismo año:

“En el Tiempo Cotidiano [una sección del museo] está la idea de poner placas con los nombres de algunas calles de las favelas y, en este espacio, hay pedazos de lo que fue el barcito [bote-quim] del abuelo de Marielle, uno de los pioneros en la Maré. Cuando falleció (no recuerdo la fecha, pero fue mucho antes de que Marielle fuera concejala), el equipo del Museo recibió como donación de la familia, unos objetos del bar que utilizamos para montar un espacio en honor al Sr. Francisco. La placa de la calle Marielle se colocó en esta parte de la exposición para crear en el futuro un conjunto interesante con las otras placas de nombres de calles de la Maré”⁴⁸.

Los ladrillos vistos de la instalación de la exposición, tan típicos en las construcciones vernáculas de las favelas, contextualizan la placa y el bar, el callejón y la *ginga*⁴⁹, el comercio popular y la inventiva solidaria que construyen el “tiempo de la vida cotidiana” del complejo Maré. La arquitecta Paola Berenstein⁵⁰ analiza la concepción laberíntica de

46. Thamiris Oliveira, *Entrevista sobre el letrado “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 de diciembre de 2023, 15:26, 3 audios de WhatsApp.

47. Adrielly Ribas, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 18 de diciembre de 2023, 13:20, 8 audios de WhatsApp.

48. Marcelo Vieira, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 20 de diciembre de 2023, 14:07, 6 audios de WhatsApp.

49. N. del trad.: el término coloquial *ginga* podría traducirse como “ritmo” o “cadencia”, y por extensión, “gracia”, “alegría”.

50. Paola Berenstein Jaques, *A estética da ginga: a arquitetura das favelas através da obra de Hélio Oiticica*, Río de Janeiro, Editora Casa da Palavra, 2001.

la favela, resultado de un proceso de ocupación sin proyecto, que produce, en el acto de atravesarla a través de sus habitantes, el contonearse [*ginga*] de los sambistas, la forma de modular el cuerpo en el espacio con ritmo y requiebres. El Museo ofrece esta experiencia a los visitantes no residentes y da a conocer otras formas de recorrer la ciudad y nombrar sus espacios, fuera de la toponimia oficial. La placa de “Calle Marielle Franco” se inscribe, por tanto, en una doble dimensión, ya que demarca un espacio de memoria de su exterminio, pero en la representación del territorio de su vida.

El tercer museo en exhibir una reproducción de la placa fue el Museo de la República (MR), en una exposición temporal titulada “Marielle Marés”, en marzo de 2023. Ubicado en el antiguo Palacio de Catete, sede del poder federal republicano y creado en 1960 como División de Historia de la República (DRH), después de la construcción de la nueva capital Brasilia y el desplazamiento de los aparatos federales del Estado brasileño, pertenecía originalmente al Museo Histórico Nacional. En 1983 el Museo de la República obtuvo su independencia administrativa. Desde 2005, también es responsable de la gestión del Palacio de Río Negro, ubicado en Petrópolis (RJ), residencia de verano utilizada por presidentes republicanos.

En el mes en que los asesinatos cumplieron 5 años, el Centro de Estudios y Acciones Solidarias de la Maré (CEASM) y el Museo de la Maré, por invitación del MR, lanzaron la exposición temporal para contar un poco de la historia de vida de Marielle Franco a través de la colección sobre su trayectoria, resguardada gracias al trabajo desarrollado por todo el equipo. También es responsable de la curaduría colectiva de la exposición. La inauguración tuvo lugar el 20 de marzo de 2023 y estuvo abierta a los visitantes hasta noviembre del mismo año.

La museografía presentó al público, entre otros elementos de la colección, la puerta de la oficina de Marielle cuando era concejala, placas de la calle Marielle Franco y lienzos de los artistas Marcondes Rocco, Pâmela Couto Di Alencar, Flávio Vidaurre, Will Barcelos y Marcela Cantuária, así como reproducciones de fotografías de su colección personal. La gran pieza de la exposición fue la placa de la “Calle Concejala Marielle Franco” pintado a mano por un artista del Mareé sobre un enorme soporte de madera (3m x 7m), la mayor reproducción de la placa exhibida en museos hasta la fecha. Su monumental exposición dentro del MR puede interpretarse como una advertencia y denuncia de la fragilidad de la democracia en el país y, en consecuencia, de la propia memoria histórica que pretende narrar.



Reproducción ampliada del letrero de la calle Marielle Franco en la exposición temporal “Marielle Marés”, en el Museo de la República.

Colección Museo de la Maré, 2024

Reflexiones finales

La biografía social de la placa “Calle de Marielle Franco” en los museos históricos ya sean federales o comunitarios, apunta a la construcción de políticas públicas y acciones que perpetúan la memoria del crimen y la violencia política en Brasil, así como todas las agendas que la concejala representó. Si en la ciudad la placa es desplazada, vaciada o rota, podemos afirmar que los museos oficializan su preservación y difusión, a través de narrativas que refuerzan su compromiso con la función social, el tiempo presente y la posibilidad de reescribir la Historia.

Con diferentes impactos, matices y narrativas, el Museo Histórico Nacional, el Museo de la Maré y el Museo de la República transforman el artefacto en una fuente histórica, ya sea para indicar rupturas en el proceso de construcción de ciudadanía, para ampliar el territorio de creación y formación de Marielle, o para ampliar con lentes gigantes su inscripción en la memoria brasileña y, con esto, hacer que resuenen sus ideales de lucha, incluso con la ira del duelo.



Pintura “Volveré y seré millones”, de Marcela Cantuária, 2018.

Colección del Museo Maré. Fotografía: Flávio Vidaurre

Entre las diversas apropiaciones producidas en torno a la placa de la “calle Marielle Franco”, los museos federales MHN y MR invirtieron en el potencial de problematización que el artefacto desencadenó en relación

con sus propias narrativas históricas. La elección de la monumentalidad en las reproducciones de las exposiciones temporales, ya sea de la performance en el caso del centenario del MHN, o de la propia placa en el MR, fue un recurso que indica el reconocimiento de la representatividad e importancia de las acciones de resistencia a la intensificación de la violencia política, especialmente contra las mujeres en Brasil. El objeto denuncia así fisuras en el proceso democrático que los dos museos representaron, con sus especificidades, como una construcción triunfante en la historia brasileña.

El Museo de la Maré, por su parte, refuerza en su exposición permanente la dimensión biográfica de Marielle Franco como *favelada*, negra y política, con énfasis en su trayectoria de formación dentro de las acciones de la red que conforma la institución (CEASM). El diálogo con la familia permite la negociación de estrategias expositivas y memoriales, en atención al trabajo de proyectar las semillas de sus acciones y luchas a otras generaciones de residentes y, por supuesto, también a los visitantes, que aprenden a imaginar otras formas de viajar y, sobre todo, a construir la memoria y la historia de la ciudad; acción política en el pasado y en el futuro, a través de cuerpos, saberes y subjetividades que muchas veces han sido invisibilizados en las narrativas de los museos brasileños.

Referencias bibliográficas

- Arjun Appadurai, *A Vida Social das Coisas*, Niterói, Editora da Universidade Federal Fluminense, 2008.
- Mikhail Bakhtin, *Marxismo e filosofia da linguagem*, San Pablo, HUCITEC, 1981 [1929].
- Mary Beard, *Mulheres & poder: um manifesto*, Lisboa, Bertrand Editora, 2018.
- Paola Berenstein Jaques, *A estética da ginga: a arquitetura das favelas através da obra de Hélio Oiticica*, Río de Janeiro, Editora Casa da Palavra, 2001.
- Ulpiano T. Bezerra de Meneses, “Do teatro da memória ao laboratório da História: a exposição museológica e o conhecimento histórico”, *Anais do Museu Paulista*, vol. 2, 1994.
- Judith Butler, *Quadros de guerra. Quando a vida é passível de luto?*, Río de Janeiro, Record, 2015.

Vânia Carvalho, Paulo Garcez y Solange Lima, “Curadoria em museus de História”, *Anais do Museu Paulista*, vol.º 29, 2021.

Paul Claval, *A Geografia Cultural*, Florianópolis, Edusc, 2001 [1997].

Carina Martins Costa y Claudia Rose Silva, “Placa ‘Rua Marielle Franco’”, en Aline Montenegro Magalhães *et al.* (dir.), *Cem objetos da História do Brasil*, Rio de Janeiro, Museu Histórico Nacional, 2022.

Isadora Costa y Raphael Barros, “Arte urbana e reivindicação política”, *Faces de Clio*, vol. 7, nº 13, 2021.

Ewa Domanska, “El viraje performativo en la humanística actual”, *Criterios*, vol. 37, 2011, pp. 125–142.

João França, “Rua Marielle Franco: lutas e simbolismo acerca do ato de nomeação e renomeação de espaços públicos”, *Anais do 30º Simpósio Nacional da ANPUH*, Recife, 2019.

Marielle Franco, *UPP – a redução da favela em três letras: uma análise da política de segurança pública do Estado do Rio de Janeiro*, Tesis de maestría, Niterói, Universidade Federal Fluminense, 2014.

Anielle Franco Silva, *Instituto Marielle Franco: escritos, memoria y legado de Marielle Franco*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, CEFET, 2021.

Anielle Franco Silva, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, mediada por la Profa. Pâmella Passos, WhatsApp, 9 de marzo de 2022, 17:07, 4 audios de WhatsApp.

Ley 52/2007. *Boletín Oficial del Estado*, nº 310, pp. 53410–53416.

Ley nº 6.454 (1977). *Diário Oficial da União*, 25/10/1977, p. 14377, col. 1.

Flávia Meirelles, “A (pós) vida política de Marielle Franco”, *Diversidade sexual, étnico-racial e de gênero: saberes plurais e resistências*, Salvador, Universidade Federal da Bahia, vol. 1, 2021.

Flávia Meirelles y Tay Glover, “Towards a transnational black feminist theory of the political life of Marielle Franco”, *Caribbean Review of Gender Studies*, vol. 14, 2020.

Aline Montenegro Magalhães, “Da diáspora africana no Museu Histórico Nacional: um estudo sobre as exposições entre 1980 e 2020”, *Anais do Museu Paulista*, vol. 30, 2022, pp. 1–29.

Aline Montenegro Magalhães, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 enero 2024, 18:24, 10 audios de WhatsApp.

- Toni Morant i Ariño, “Conmemorar qué nombres, habitar qué calles. Algunas reflexiones sobre el papel de la ciencia histórica en la revisión del nomenclátor urbano del franquismo”, *Pasado Abierto. Revista del CEHis*, vol. 15, 2022.
- Aparecida Negri Isquerdo, “O nome do município: um estudo etnolinguístico e sócio-histórico na toponímia sul-mato-grossense”, *Revista Prolíngua*, vol. 2, nº 2, 2008, pp. 34-52.
- Thamiris Oliveira, *Entrevista sobre el letrero “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 10 de diciembre de 2023, 15:26, 3 audios de WhatsApp.
- Deborah Pereira, “Rua Marielle Franco: uma proposta de análise semântica”, *Revista Rua*, vol. 28, nº 2, 2022, pp. 377-385.
- Kryzstof Pomian, “Coleção”, en Fernando Gil (dir.), *Memória-história*, Porto, Imprensa Nacional, Casa da Moeda, 1984.
- Francisco Régis Lopes Ramos, *Tentação do tempo: a máquina museológica na fabricação do passado*, Fortaleza, Imprensa Universitária da Universidade Federal do Ceará (UFC), 2016.
- Francisco Régis Lopes Ramos, “Objetos, vitrines e palavras. Da escrita de Gustavo Barroso no Museu Histórico Nacional às possibilidades do devir”, *Revista memória em rede*, vol. 13, 2021, pp. 56-83.
- Adrielly Ribas, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 18 de diciembre de 2023, 13:20, 8 audios de WhatsApp.
- Carla Rodrigues y Tássia Áquila Vieira, “A função política do luto por Marielle Franco”, *Cadernos de Gênero e Diversidade*, vol. 6, nº 2, 2020, pp. 134-150.
- Márcio Seligmann-Silva, “Narrar o trauma- a questão dos testemunhos de catástrofes históricas”, *Psicologia Clínica*, vol. 20, nº 1, 2008, pp. 65-82.
- Cláudia Rose Ribeiro da Silva, *Maré: a invenção de um bairro*, Tesis de maestría, Río de Janeiro, FGV, 2006.
- Antônio Carlos Vieira, “Maré: casa e museu, lugar de memória”, *Revista Brasileira de Museu e Museologia*, vol. 3, 2007.
- Marcelo Vieira, *Entrevista sobre la placa “Calle Marielle Franco”*, WhatsApp, 20 de diciembre de 2023, 14:07, 6 audios de WhatsApp.

Politiques mémorielles, dé-commémorations et débats publics

Un entretien avec Sarah Gensburger



Couvertures des livres de Sarah Gensburger.

© CNRS, Puf, Fayard

Sarah Gensburger

Directrice de recherche
CNRS

Chantal Kesteloot

Historienne
CegeSoma/Archives de l'État (Belgique)

Chantal Kesteloot a rencontré Sarah Gensburger, directrice de recherche au CNRS et spécialiste des questions mémorielles. L'entretien porte à la fois sur les différents acteurs des politiques mémorielles et sur les logiques institutionnelles qui les soutiennent. Il est aussi question de pratiques et controverses récentes dans l'espace public. Que peut-on en apprendre quant aux stratégies d'engagement ? Quel sens donner aux débats portant sur les statues et autres noms de rues ? C'est pour cette raison, que nous avons forgé le terme de dé-commémoration qui entend considérer que les « déboulonnages » et autres transformations des marqueurs mémoriels dans l'espace public ne s'inscrivent pas contre l'histoire mais s'inscrivent dans un processus continu avec la commémoration dont ils constituent une étape comme une autre.

Mots clés : Politiques mémorielles, Commémoration, Déboulonnage, Covid-19, Espace public, Histoire, Mémoire collective, Odonymie, Transmission du passé

Comment les « dé-commémorations »
s'inscrivent-elles dans l'histoire ?

En 2023, Sarah Gensburger, directrice de recherche au CNRS (Centre de Sociologie des Organisations, Sciences Po) et présidente de la « Memory Studies Association » a édité ou co-édité trois ouvrages essentiels. Elle est l'autrice d'une étude substantielle et déjà incontournable intitulée *Qui pose les questions mémorielles ?*. Cet ouvrage revisite la question du rôle de l'État à la lumière de l'inflation mémorielle à laquelle est confrontée la société française. Il s'agit non seulement d'appréhender le rôle de l'État et des collectivités locales mais aussi de s'intéresser à la définition de la notion de « questions mémorielles » et des acteurs des politiques mémorielles. Dans ce cadre, les questions sont abordées à partir de l'État en tant qu'institution.

Sarah Gensburger a par ailleurs édité deux ouvrages collectifs qui ouvrent des perspectives plus internationales. En janvier 2023, elle a codirigé, avec Sandrine Lefranc, un ouvrage qui a pour titre *La Mémoire collective en question(s)*. Quatre thèmes structurent l'ensemble : les passés consacrés et les passés éludés, le droit à la mémoire, la construction du passé et enfin l'utilité de la mémoire.

En septembre de la même année, elle a dirigé avec Jenny Wüstenberg, *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*. L'actualité regorgeant en effet de cas de déboulonnage de statues et de volontés de renommer les rues, cet ouvrage est d'abord paru **en anglais**. Une cinquantaine de chercheurs et chercheuses provenant de diverses disciplines y ont contribué. L'ensemble offre un aperçu des différentes formes de dé-commémoration(s) à la fois de par le monde mais aussi et surtout dans des logiques spécifiques depuis les changements de régime au défi pour la mémoire en passant par des pratiques qui s'apparentent plus à un écran de fumée.

Chantal Kesteloot – *Dans vos travaux, vous portez un regard critique sur les politiques mémorielles mises en place par les pouvoirs publics. Quels sont les éléments qui vous portent à avoir ce regard ? Y aurait-il, à vos yeux, des bonnes pratiques qui pourraient être mises en œuvre ?*

Sarah Gensburger – Dans l'ouvrage que, avec Sandrine Lefranc, nous avons publié avant celui que vous venez de citer et qui s'intitule *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, nous sommes effectivement parties d'un constat : depuis une vingtaine d'années les dispositifs qui prennent appui sur la transmission de la mémoire de passés violents pour construire les citoyens, pacifier les sociétés et les rendre plus tolérantes se sont multipliés dans de nombreuses parties du monde : des commissions vérité et réconciliation aux visites de lieux de mémoire. Pourtant, la montée des populismes, des violences racistes ou antisémites et de nombreuses autres manifestations de haine s'est déployée de manière parallèle. Ce constat nous a amenées à faire un premier bilan de la littérature internationale qui, depuis des disciplines très variées, a tenté d'étudier les « effets » concrets de ces politiques de mémoire. Il en ressort plusieurs choses. Tout d'abord, ces dispositifs convainquent avant tout des individus déjà convaincus, qui adhèrent au préalable aux valeurs qu'il s'agit de transmettre. La confrontation aux politiques de mémoire leur donne alors l'occasion de les exprimer publiquement et de les légitimer. Ensuite, ces dispositifs ont, par contre, un effet inverse à celui recherché sur des individus qui partagent des valeurs opposées à celles censées être transmises par ces politiques de mémoire. Et, au-delà, le fait que ces dispositifs reposent d'une part sur la force de l'émotion et d'autre part sur des récits souvent individuels entraînent une forme de dépolitisation de la lecture du passé en question et donc amène les destinataires à considérer que, au final, agir, et notamment s'opposer, dans des contextes de violence de masse est d'abord un choix individuel, en minimisant les causes structurelles des événements, leur dimension politique et les effets de système. Plus largement, nous avons montré qu'il est nécessaire de prendre en compte les contextes de la transmission et notamment, par exemple, la composition des groupes de classe dans un cadre scolaire. Les dynamiques de genre ou de positionnement vis-à-vis de l'institution dans son ensemble vont ainsi être déterminantes dans la manière dont les leçons du passé seront reçues et appropriées. Il est ainsi difficile de déterminer de manière générale des « bonnes pratiques ». Il est par contre nécessaire de se rappeler

que c'est la situation présente de réception de ces politiques de mémoire qui va en orienter les effets.

Chantal Kesteloot – *Ces politiques publiques sont-elles effectivement le reflet de demandes sociales ou, au contraire, l'État, voire les collectivités locales génèrent-ils une offre ?*

Sarah Gensburger – Dans le cadre de ma thèse, j'avais eu l'occasion d'étudier le processus qui a conduit au vote d'une loi instituant un nouveau nom pour la journée commémorative du 16 juillet (date commémorative de la rafle du Vel d'Hiv). J'avais été frappée par le fait que cela ne correspondait aucunement à des demandes associatives en la matière mais avait émergé du processus d'interaction, qui avait un tout autre point de départ, entre administration, députés et associations. J'ai alors décidé de renverser la perspective pour étudier plus finement la manière dont les différentes branches de l'État (administrations et secteurs, au niveau local comme central) mettent en œuvre les politiques qui relèvent de la mémoire pour cerner les liens qu'elles entretiennent avec le reste de la société. L'ouvrage *Qui pose les questions mémorielles ?* restitue cette longue enquête multiniveaux et multiméthodes, du dépouillement d'archives à l'ethnographie en passant par la construction de bases de données. Il met en évidence que, contrairement à une lecture dominante, les politiques publiques de mémoire ne sont pas, ou en tous les cas pas principalement, le résultat des demandes sociales mais sont aussi, et chronologiquement d'abord, le fait d'une offre administrative et sectorielle qui a, historiquement, mis en concurrence les secteurs de la culture et des anciens combattants au niveau des administrations centrales avant de se diffuser au niveau local en reprenant exactement la même structuration. Par la suite, d'autres secteurs, comme celui de la politique de la ville, ont fait leur les enjeux de mémoire comme un outil de gouvernance de certains espaces et notamment des programmes de rénovation urbaine. Pour arriver à cette conclusion, j'ai utilisé des outils de cartographie multiniveaux et diachronique de l'État ou encore réalisé une base de données des associations créées en France qui mobilisent le terme de mémoire. Ce travail, comme ma démarche de recherche dans son ensemble, vise à essayer d'inventer des méthodologies et des manières d'objectiver des phénomènes qui relèvent du symbolique et qui donnent lieu à de nombreuses prises de positions normatives et politiques dans le débat public.

Chantal Kesteloot – *Quelle place devrait prendre la société civile dans la mise en œuvre de ces politiques mémorielles ? La présence de pratiques collectives d'en bas et de mobilisations citoyennes sont-elles le signe d'un échec de ces politiques publiques ?*

Sarah Gensburger – Compte tenu de ce qui précède, ce que j'ai appelé la mémorialisation de l'activisme, c'est-à-dire le fait que des revendications qui, dans les périodes précédentes, pouvaient être portées à partir d'autres outils sont aujourd'hui investis dans les questions mémorielles. En réalité, selon le principe du *framing*, du cadrage de politiques publiques, l'investissement de plusieurs sphères de l'État sur cette thématique a ouvert des espaces pour des acteurs sociaux qui n'avaient pas forcément été identifiés au préalable par les administrations en question comme les clientèles attendues. Dans cette perspective, on comprend que le fait que des mobilisations citoyennes se multiplient autour des sujets mémoriels est en fait le signe que ces politiques de mémoire ont eu du succès mais ce succès, ces effets, n'étaient pas forcément ceux anticipés (et recherchés) par les concepteurs de ces politiques publiques au départ. On comprend alors que la multiplication de ces mobilisations puisse apparaître comme antithétique avec la politique de l'État mais elle en est, pour une large part, le produit.

Il reste qu'aujourd'hui il y a un rapport de défiance envers l'État qui se manifeste également dans le domaine mémoriel. Alors que la société civile parle désormais le langage de la mémoire, elle ne répond pas forcément aux appels contemporains à la « participation » dans le domaine de la mémoire. L'étude des dispositifs qui appellent à se raconter ou à partager ses archives montre que si la population partage la conviction que c'est important, elle ne fait pas forcément confiance aux institutions publiques pour le faire.

Chantal Kesteloot – *Voyez-vous un lien entre un échec (relatif) des politiques mémorielles et l'émergence des phénomènes de dé-commémoration ? Les pouvoirs publics auraient-ils manqué une opportunité de mise en œuvre de politiques plus inclusives ? Sont-ils en mesure de le faire dans le cadre actuel ?*

Sarah Gensburger – Je vous remercie, par cette question, de faire le lien entre mes deux ouvrages récents qui sont en fait le produit de démarches de recherche très différentes. Les demandes actuelles de transformations des statuts et des noms de rue peuvent, comme ce que je disais précédemment, être considérées comme le signe que les populations

partagent désormais la conviction, qui a été portée pour une large part par les politiques publiques de mémoire, que le rappel contemporain et public du passé est important. La mémoire est aujourd'hui un langage commun. À cet égard, il peut paraître surprenant que certains gouvernements, comme le gouvernement français, puissent déclarer que, sur le principe, déplacer ou transformer des statues était une attaque à l'histoire alors même que la mémoire est un secteur majeur d'intervention de ces mêmes gouvernements.

C'est pour cette raison, que nous avons forgé le terme de dé-commémoration qui entend considérer que les « déboulonnages » et autres transformations des marqueurs mémoriels dans l'espace public ne s'inscrivent pas contre l'histoire mais s'inscrivent dans un processus continu avec la commémoration dont ils constituent une étape comme une autre.

Ainsi posé, il devient clair que la manière dont les pouvoirs publics envisagent cette question renvoie à la question des valeurs. Quelles valeurs les politiques de mémoire entendent-elles porter ? Dans l'ouvrage que nous avons dirigé avec Jenny Wüstenberg (publié d'abord en anglais l'ouvrage rassemble des collègues venus de nombreux pays)¹, nous avons ainsi dressé une typologie des formes de dé-commémoration. Certains pouvoirs publics ont montré que prendre cette question à son compte pouvait être l'occasion de se confronter au passé comme dans le cas de la ville de Bordeaux qui, au terme d'un long processus, a pris plusieurs décisions pour redessiner l'espace public de la mémoire de l'esclavage, omniprésente dans la ville du fait du rôle de celle-ci dans le commerce triangulaire. Dans l'ouvrage, Carole Lemee décrit cette politique en détails. Ailleurs, comme aux États-Unis, l'ONG Southern Poverty Law Center a, elle, fait le choix intéressant de proposer aux citoyens de d'abord participer à la collecte participative d'informations sur **la construction des monuments confédérés** afin de permettre à la population en général de se mobiliser en connaissance de cause, localement. Plusieurs voies d'action sont possibles et les pouvoirs publics peuvent être moteurs en la matière mais cela relève d'abord d'une volonté politique.

1. Sarah Gensburger et Jenny Wüstenberg (dir.), *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*, Paris, Fayard, 2023.

Chantal Kesteloot – *Longtemps les politiques mémorielles ont promu la dénonciation de passés violents, au nom de l'argument du « plus jamais ça ». Aujourd'hui, dans le champ des contestations figure la demande de mise en évidence d'autres passés violents, tus et/ou ignorés. S'agit-il simplement d'une nouvelle forme de concurrence des mémoires ou est-ce autre chose ?*

Sarah Gensburger – Cette question renvoie à celle abordée précédemment. Le fait que des voix, de plus en plus nombreuses, s'expriment pour demander que les politiques de mémoire fassent une place à d'autres passés violents doit d'abord être lu dans son rapport à l'action publique. Comme je l'ai expliqué, c'est d'abord la preuve du succès de la mémoire comme domaine d'action pour l'État. Ensuite, le terme de « concurrence des mémoires » s'il est pris au sérieux doit nous amener à comprendre comment un marché aurait été créé et par qui. On le sait la « concurrence » est toujours le produit de l'organisation économique au sein de laquelle elle se déploie. En l'espèce, pourquoi considérer que des mémoires comme celle de la Shoah et celle de l'esclavage ne peuvent pas chacune avoir une place si ce n'est parce que les acteurs qui mettent en œuvre ces politiques publiques, les opérateurs du « marché », participent eux-mêmes au premier chef à construire cette relation comme concurrentielle ? Là encore, la question nous renvoie à celles des valeurs et au sens qu'on donne à celles-ci au présent. Les questions de mémoire n'ont que peu à voir avec le passé, elles ont d'abord à voir avec le présent.

Chantal Kesteloot – *Les phénomènes de dé-commémorations suscitent des engagements passionnés. Constituent-ils une plus-value ou une menace pour le vivre ensemble ?*

Sarah Gensburger – Cette question nous ramène là aussi au point précédent. Les engagements sont certes passionnés, même s'il faut aussi ne pas oublier que c'est d'abord l'indifférence qui domine², le désintérêt étant une dimension du social difficile à appréhender méthodologiquement. Il convient toutefois de, là encore, les mettre en rapport avec les valeurs dont ils se réclament. Dans beaucoup de cas, des enjeux autour des statues en hommage aux femmes de réconfort aux Philippines à ceux autour des statues de personnalités en lien avec l'esclavage, ces combats se réclament de lutte au présent contre la lutte contre la perpétuation

2. Sarah Gensburger, « Pourquoi déboulonne-t-on des statues qui n'intéressent (presque) personne ? », *The Conversation*, 29 juin 2020.

de stéréotypes (le sexisme, les discriminations raciales) qui ne sont pas que des faits du passé mais qui sont toujours présents dans les sociétés contemporaines ou du moins dont les conséquences influencent toujours très directement ces dernières.

Une fois cela étant posé, il est difficile de répondre à cette question. La notion de vivre-ensemble a pour défaut de souvent disqualifier le conflit social et politique comme illégitime en soi. Il reste que les valeurs dont il est question ne rassemblent pas forcément tout le monde et donc les phénomènes de dé-commémoration peuvent servir à mettre un coup de projecteurs sur certaines de ces questions. Dans un espace public finalement atomisé par le développement des réseaux sociaux et la digitalisation de la société, les statues ont ainsi pour vertu de figurer des causes « publiquement » et en leur donnant un visage. Il convient par contre, et nous l'avons mis en lumière dans l'ouvrage, de ne pas penser que toutes les actions de dé-commémoration portent des valeurs censées être « progressistes ». Elles sont parfois le fait d'États ou d'acteurs sociaux qui relèvent d'autres bords politiques.

Chantal Kesteloot – *Vous travaillez également sur la mémoire et les traces du Covid dans une perspective comparative internationale. Pouvez-vous déjà signaler un certain nombre de convergences et de divergences entre les différents contextes nationaux ?*

Sarah Gensburger – Lorsque l'épidémie de Covid s'installe et que le confinement est mis en place, il se trouve que, avec Gêrôme Truc et de nombreux collègues, nous sommes en train de finir le manuscrit d'un ouvrage qui analyse la formation des mémoriaux éphémères et la collecte par les Archives de Paris des messages, dessins et autres photographies laissées par les visiteurs sur le site des attentats du 13 novembre à Paris³. Cette recherche collective fait suite à un travail individuel que j'ai mené dès novembre 2015⁴, puisque j'habite en face du Bataclan. Parce que cela faisait donc plusieurs années que je regardais l'espace public, j'ai été alors surprise de voir des messages fleurir dans les rues de mon quartier alors même que nous étions supposés ne pas circuler. Avec Marta Severo, nous avons alors lancé un projet participatif de collecte

3. Sarah Gensburger et Gêrôme Truc (dir.), *Les mémoriaux du 13 novembre*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2020.

4. Sarah Gensburger, *Mémoire vive. Chroniques d'un quartier. Bataclan 2015-2016*, Paris, Anamosa, 2017.

de mots du confinement dans l'espace public⁵. De ce fait, j'ai commencé à regarder d'autres projets et j'ai réalisé que dans de nombreux pays des collectes participatives de mémoires du Covid avaient été lancées. Cela m'a conduit à mettre en œuvre une recherche comparative sur ces projets, avec une enquête empirique approfondie sur le cas français⁶. En faisant cela, j'ai rencontré une collègue, Orli Fridman⁷, de l'université de Belgrade, qui elle travaillait de son côté sur l'étude de la transformation des commémorations du fait du Covid. Nous avons alors coordonné un ouvrage international⁸ sur la mémoire du et pendant le Covid.

Cette publication a rassemblé des collègues venant de l'ensemble des continents et a permis de mettre en évidence les grandes lignes de ces dynamiques. Le premier constat est que nous avons assisté à ce que nous avons appelé un *covid memory boom*. Tous les pays ont été pris d'une dynamique de collecte des traces et mémoire de l'événement alors même que celui-ci était encore en cours au point que certains collègues ont forgé le terme de *pre-emptive memory*. Toutefois cette dynamique a pris appui sur des acteurs différents selon les contextes. Dans les pays du *Global South*, ces initiatives ont, d'abord et majoritairement, été le fait d'universités et de chercheurs et chercheuses. En Europe et aux États-Unis, ils ont été d'abord portés par des institutions culturelles, souvent des musées, nationaux comme locaux, et par certains médias. En France, c'est plus spécifiquement le tissu dense des services d'archives municipales et départementales qui a été moteur. À chaque fois, le contexte institutionnel a eu un effet sur la nature de la collecte.

Le deuxième aspect que nous avons étudié est celui de la manière dont les commémorations préexistantes se sont adaptées au contexte des confinements. Bien sûr la situation a été une entrave à leur organisation mais elle a aussi créé une opportunité pour faire les choses différemment et a donné un écho plus important que d'habitude aux commémorations alternatives et contre-commémorations, comme à celles portées par des activistes pacifistes en Israël et en Palestine. De même, les

5. Sarah Gensburger et Marta Severo, « Déconfiner les archives du COVID-19 », *Revue d'histoire culturelle*, vol. 2, 2021.

6. Voir en ligne : <https://archicovid.huma-num.fr/s/ArchiCOVID/page/apropos>

7. Orli Fridman et Sarah Gensburger, « Unlocked Memory Activism: Has Social Distancing Changed Commemoration? », in Yifat Gutman et Jenny Wüstenberg (dir.), *The Routledge Handbook of Memory Activism*, Londres, Routledge, 2023.

8. Orli Fridman et Sarah Gensburger (dir.), *The COVID-19 Pandemic and Memory: Remembrance, commemoration, and archiving in crisis*, Cham, Palgrave Macmillan, 2024.

commémorations ont été l'occasion de contestations politiques de la situation sociale contemporaine de l'épidémie de Covid et notamment des inégalités socio-économiques et des entraves à la liberté que cette dernière a exacerbées, de la Chine (Hong Kong) au Brésil en passant par la Grèce et l'Afrique du Sud, pays étudiés dans l'ouvrage. Enfin, l'ouvrage rassemble plusieurs chapitres sur les effets de l'épidémie sur la digitalisation de la commémoration. Il semble que sur un temps plus long ceux-ci soient en fait limités.

Chantal Kesteloot – *Quels sont vos prochains projets ?*

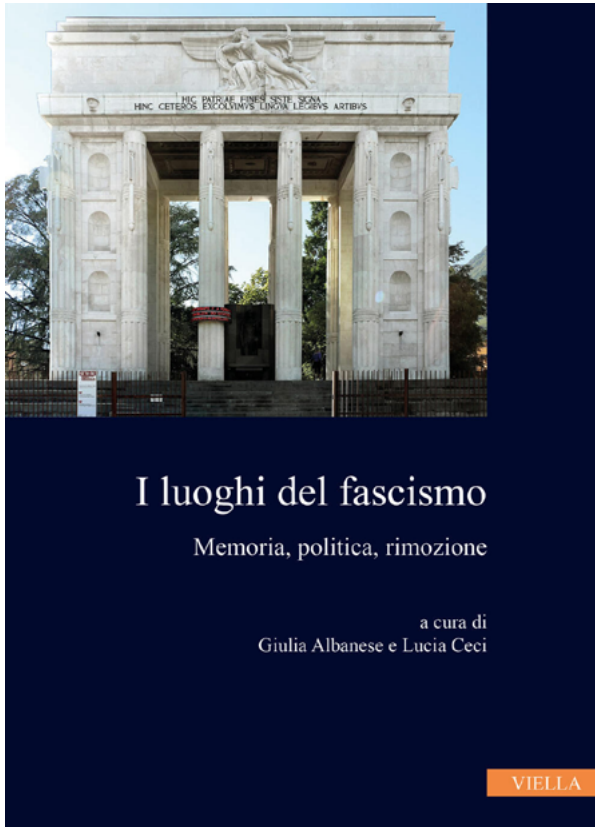
Sarah Gensburger – Actuellement, je développe mes recherches dans deux directions. Tout d'abord, je poursuis ma réflexion sur l'aval des politiques de mémoire pour m'intéresser non plus tant à leurs échecs ou à leurs réussites en termes de transmission du passé mais à ce qu'elles produisent d'autres, les *policyfeedbacks* comme disent les politistes. Pour cela, j'essaie d'utiliser des méthodes pour saisir non plus ce que les individus savent ou pensent de tel ou tel passé mais le rapport qu'ils entretiennent au fait même qu'il y ait des commémorations ou autres. Récemment, avec des collègues, nous avons par exemple conçu un module complémentaire de l'*European Social Survey*, la grande enquête quantitative européenne, sur ces questions dont nous avons fait une première analyse des résultats dans un article⁹.

Ensuite, j'étudie le recours à la participation citoyenne dans les politiques patrimoniales, croisant la littérature sur la participation en science politique et celle sur le patrimoine en histoire ou études culturelles. Ces dernières années ont vu se multiplier les appels à « participation » des « publics » pour garder, au présent et « pour le futur », les traces du passé. Comme je l'ai dit, j'ai d'abord étudié cette dynamique lorsque des institutions entendent garder trace et documenter les périodes de crises (Seconde Guerre mondiale, attentats et Covid), je poursuis ce travail sur des thématiques comme le sport ou l'environnement pour saisir là aussi le rapport avec les citoyens, en m'interrogeant sur la participation et les participants à ces initiatives, d'une part, sur les transformations professionnelles que cela implique, notamment des archivistes, de l'autre. En partenariat avec le ministère de la Culture, et avec des collègues de l'Institut des sciences sociales du politique, nous étudions par exemple

9. Margaux Aupoil, Benoit Tudoux et Sarah Gensburger, « [Que pensent \(vraiment\) les citoyens européens des politiques de mémoire ?](#) », *The Conversation*, 21 avril 2024.

la mise en œuvre et l'appropriation sociale de la « grande collecte des archives du sport » qui a été lancée sur tout le territoire en juin 2022. De même, ces dernières années, la lutte contre le changement climatique prend appui sur la notion d'amnésie environnementale, développant l'idée que la longue durée de la transformation climatique est invisible à l'échelle d'une seule vie humaine. Dans ce contexte, des projets de participation citoyenne se font jour pour collecter la mémoire du changement climatique. Il me semble important d'étudier leurs acteurs et leurs appropriations, ce que j'ai commencé à faire en dialogue avec le Muséum national d'histoire naturelle.

La République italienne et le patrimoine matériel du fascisme



Giulia Albanese et Lucia Ceci (dir.), *I luoghi del fascismo. Memoria, politica, rimozione*, Rome, Viella, 2022

Lynda Dematteo
Chargée de recherche
LAP (EHESS/CNRS)

Recension du livre de Giulia Albanese et Lucia Ceci (dir.), *I luoghi del fascismo. Memoria, politica, rimozione*, Rome, Viella, 2022.

Mots clés : Italie, Fascisme, Architecture, Dictature, Espace urbain, Marche sur Rome, Mémoire, Monuments, Mussolini Benito, Patrimoine, Toponymie

L'Institut national Ferruccio Parri (INSMLI) a engagé en 2018 une enquête sur la construction de la mémoire du fascisme ; ce programme, coordonné par Giulia Albanese et Lucia Ceci, a abouti à la publication d'un volume collectif de plus de 300 pages. Les recherches se sont poursuivies à travers toute l'Italie grâce au réseau des Instituts d'histoire et de mémoire de la résistance. En 2013, l'Institut Ferruccio Parri avait déjà cartographié les crimes de la République sociale italienne (RSI, dite « République de Salò ») et de l'occupant allemand¹. Pour mener à bien ce nouveau projet, les historiens ont commencé par répertorier les lieux de mémoire du fascisme qui font l'objet de commémorations – plus ou moins conscientes – afin de cartographier l'Italie fasciste². Ils se sont notamment penchés sur l'odonymie, les symboles et les personnages liés à l'histoire de la dictature, l'objectif étant de parvenir à historiciser le rapport que l'Italie républicaine a établi avec les traces monumentales et artistiques du fascisme.

Tout est parti d'une boutade lancée en 2017 par l'historienne new-yorkaise, Ruth Ben-Ghiat, dans les pages du *New Yorker* : pourquoi y a-t-il autant de monuments fascistes encore debout en Italie ? Pour elle, le slogan qui se trouve sur le palais de la civilisation du quartier EUR à Rome est une marque d'infamie et l'intérêt culturel d'un tel lieu est très discutable. Devant les bâtiments fascistes, l'autrice de *Strongmen. Mussolini To The Present*, constate que les Italiens balancent entre indifférence et admiration ; pour elle, c'est bien le signe d'une défascisation inachevée qui laisse penser qu'une recrudescence est toujours possible³. L'article de Ruth Ben-Ghiat a suscité en retour de l'indignation et du mépris de la part des intellectuels italiens, mais il aura également eu pour effet de relancer les recherches sur la relation que la République entretient avec les vestiges matériels de la dictature. À la faveur du mouvement *Black Lives Matter*, le questionnement autour du patrimoine fasciste est revenu au centre de l'attention internationale⁴. Ces dernières années, tous les monuments qui renvoient à des passés difficiles, qui sont fortement chargés politiquement et catalogués comme inconciliables avec

1. Atlas des massacres nazi-fascistes d'Italie : <https://www.straginizifasciste.it/>

2. Ce répertoire est consultable en ligne : <https://www.luoghifascismo.it/>

3. Ruth Ben-Ghiat, « Why Are So Many Fascist Monuments Still Standing in Italy? », *The New Yorker*, 5 octobre 2017.

4. Nick Carter et Simon Martin, « Dealing with difficult heritage: Italy and the material legacies of Fascism », *Modern Italy*, vol. 24, n° 2, 2019, p. 117-122.

les valeurs démocratiques du présent, ont fait l'objet de contestations publiques amenant les autorités à réagir. Tandis qu'en Grande-Bretagne, la population contestait les statues des personnages historiques ouvertement racistes, certaines villes italiennes revalorisaient le patrimoine fasciste. L'Italie est à contre-courant de la tendance actuelle comme l'atteste les termes du débat sur le musée du fascisme à Predappio⁵. La tombe du dictateur doit-elle être gérée comme une attraction touristique pour nostalgiques du régime ou bien comme une opportunité pour affronter historiquement et culturellement la période fasciste ? En 2019, l'ancien maire de gauche, Giorgio Frassinetti, n'est pas parvenu à créer à Predappio un musée dédié à l'histoire du totalitarisme pour contrebalancer les rassemblements annuels des néofascistes⁶.

Jusqu'à présent, les recherches sur le patrimoine fasciste se sont développées, mais essentiellement depuis l'étranger. Cela révèle un certain malaise côté italien et l'initiative de l'Institut Ferruccio Parri vient donc combler un manque et ouvrir un champ d'étude. Son directeur, Filippo Focardi, a invité Ruth Ben-Ghiat, et organisé cinq séminaires entre 2019 et 2020. Le volume collectif issu de ces échanges présente non seulement le patrimoine architecturale et urbanistique du fascisme, mais il s'efforce surtout de comprendre comment la République a géré cet héritage au fil du temps. À partir de cette enquête collective, les auteurs sont parvenus à déterminer les points de défaillance et de bifurcation d'un débat qui a nécessairement trait à l'identité nationale, car la conservation du projet fasciste continue de peser sur la redéfinition de l'italianité. La première partie de l'ouvrage consacrée aux lieux de mémoire du fascisme précise quelles furent les difficultés auxquelles la République italienne a dû faire face pour gérer cet encombrant héritage. La deuxième partie intitulée « Centre et périphéries de la mémoire » concerne les diverses expériences locales de gestion de ce patrimoine, et enfin, la troisième partie, beaucoup plus succincte, concerne « Les lieux des fascismes en Europe » et a une vocation comparative. Cette première enquête n'est pas exhaustive. Les auteurs ont délibérément

5. Michelangelo Giampaoli, « La tombe de Benito Mussolini à Predappio. Le culte d'un anti-héros », *Ethnologie française*, vol. 46, n° 2, 2016, p. 347-358 ; Sabina Loriga, « En débat : un musée du fascisme à Predappio ? », in Sabina Loriga et Isabelle Ullern (dir.), « **Passés non maîtrisés** », *Passés futurs*, n° 1, 2017 ; Paolo Heywood, « **Le fascisme non censuré** », *Terrain*, vol. 72, 2019, p. 86-103.

6. Cyril Bérard et Samuel Picas, *Grano Amaro*, documentaire La Clairière Ouest et Mediapart, 2020.

choisi de parler de lieux moins connus, par exemple, il n'y a aucun article sur le cas de Predappio, déjà très documenté⁷.

Le rêve de pierre du fascisme

Les lieux ne sont pas uniquement des supports matériels de signification, ils sont également des points de condensation de la mémoire. Les œuvres du passé continuent à exercer une certaine sujétion dans le présent. Benito Mussolini voulait transmettre une mémoire durable de l'ère fasciste afin de contribuer à l'édification de l'identité italienne, non seulement pour ses contemporains, mais aussi pour leurs descendants. Les architectes proches du parti fasciste ont ainsi élaboré un style distinct qui soit à la fois une affirmation identitaire et un idéal pour le futur. L'Italie fasciste avait une historicité propre qui est aujourd'hui encore perceptible à travers ses monuments⁸. Comment l'Italie républicaine a-t-elle géré l'héritage matériel du totalitarisme ? Un siècle après la marche sur Rome qu'en est-il de ces traces monumentales ? Quelle mémoire les Italiens conservent-ils de la relation que la République a établi avec le patrimoine architectural du fascisme ? Ce sont les effigies de Benito Mussolini qui ont focalisé l'hostilité de la population après la destitution du dictateur, le 25 juillet 1943⁹. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les bâtiments du régime furent aussitôt réinvestis par calcul pragmatique et par volonté d'affirmer la prédominance de la République sur le régime défait. Les palais officiels et les édifices publics furent ainsi débarrassés de leurs symboles et de leurs slogans, puis réutilisés. Certains chantiers du fascisme furent mêmes achevés dans les années de l'immédiat après-guerre. La question qui se posa alors, fut celle de la resignification de lieux à l'histoire particulièrement chargée. Cependant, à partir des années 1990, les politiciens italiens ont cherché à revaloriser ce patrimoine, comme l'illustre l'exemple controversé de la fresque *La Roma di Mussolini. Apoteosi del Fascismo* de Luigi Montanarini ou encore la controverse autour de la destruction de la très fasciste *via dei Fori Imperiali* pour créer un parcours piéton reliant les sites archéologiques

7. Cyril Bérard et Samuel Picas, *La Duce Vita*, documentaire interactif produit par Darjeeling & LeMonde.fr, diffusion FranceInter.fr et Politis.fr, 2012.

8. Terry Kirk, « [L'architecture de l'Italie fasciste : manières de voir](#) », *Perspective*, vol. 3, 2007, p. 530-535.

9. Jacques Nobécourt, « La chute de Mussolini ou l'effondrement d'un pouvoir abandonné par un peuple », *Le Monde*, 25 juillet 1943.

de Rome. Les différentes études présentées dans cet ouvrage collectif documentent ainsi l'évolution des sensibilités à l'égard des vestiges de la dictature mussolinienne.

Les paysages urbains de l'Italie sont toujours imprégnés de l'esprit du fascisme. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'entreprise totalitaire n'a pas été poursuivie en opposition avec les courants patriotiques de la période précédente, mais elle s'est plutôt développée dans la continuité du nationalisme irrédentiste et l'a exacerbé. Ce n'est pas un hasard si la ville de Bolzano dans le Haut Adige (ou Tyrol du Sud) fut le premier laboratoire architectural du fascisme. Comme le montre Paolo Nicoloso dans son chapitre consacré à l'architecture, le régime a fait de l'espace public une ressource dans la construction d'une italianité de plus en plus fascisée. Ensuite, l'héritage de l'antiquité romaine a été réinterprété par le régime qui fit de Rome la principale scène architecturale du fascisme¹⁰. Les architectes fascistes devaient se mesurer aux réalisations de l'antiquité pour mieux affirmer l'idéal moderniste du régime. Le mythe du « *piccone risanatore* » [la pioche régénératrice] témoigne de la volonté de transformer les Italiens en « Romains de la modernité ». Le symbole du *fascio littorio* devint à partir de 1925 le symbole de l'État italien et précipita l'identification entre l'italianité et le fascisme. Dans toutes les villes, les *Casa del Fascio* étaient flanquées d'une tour *littoria* dont les cloches rythmaient les rites fascistes. Dès les années 1920, le dictateur avait l'ambition d'ériger la *Mole Littoria*, la plus grande tour jamais construite : un gratte-ciel de 88 étages, d'une hauteur de 330 mètres et d'une superficie de 70 000 mètres carrés, entièrement recouvert de marbre de Carrare. Cette tour ne sera jamais réalisée, mais ne cessera d'alimenter les fantasmes de grandeur des fascistes.

Marcello Piacentini s'impose assez tôt comme l'architecte du régime après avoir conçu le monument de la victoire à Bolzano : un arc de triomphe dont les colonnes sont des *fasci littori*. Dans ce bâtiment, le culte de la patrie se confond avec celui du régime. Cet esprit se perpétuera sur les constructions suivantes. Le premier édifice fasciste réalisé à Rome est la *Casa Madre dei mutilati ed Invalidi di Guerra* [Maison mère des mutilés et invalides de guerre] qui chapeautera bientôt toute une série d'antennes locales de style fasciste¹¹. Puis, Marcello Piacentini réaménagera le centre de Brescia. La *Piazza Vittoria* qu'il redessina entièrement était

10. Emilio Gentile, *Fascismo di pietra*, Roma-Bari, Laterza, 2008.

11. <https://www.anmig.it/luoghi/>

un projet pilote qui avait vocation à être répliqué dans d'autres villes italiennes. Avec lui, l'architecture moderne (*razionale* en italien) s'est imposée comme l'architecture du fascisme, non sans contestation de la part de ses collègues modernistes qui insistèrent sur sa dimension internationaliste et bolchevique. Peu importe, le goût du Duce pour la nouvelle architecture prima sur les critères idéologiques. La réalisation des sept départements de la cité universitaire de Rome permit ensuite aux architectes fascistes de mettre en valeur leur propre conception du modernisme. L'E42, la cité fasciste idéale, conçue en 1937 pour l'Exposition universelle de 1942, est une réplique encore plus imposante du campus de La Sapienza. À dater de ce projet, la dimension totalitaire devient plus prégnante sous l'influence des projets architecturaux classicistes d'Hitler. Ce tournant stylistique s'imposera bientôt à tous les chantiers publics¹². En 1941, les architectes fascistes élaboreront pour la capitale un plan d'urbanisme directeur qui disciplinera les projets de leurs collègues et aura encore des effets bien après la guerre. Malgré leur répulsion, les politiciens antifascistes seront contraints de garder les édifices du régime, et parfois même de les achever, dans un pays appauvri par la défaite. Quant aux architectes du régime, ils continueront à œuvrer bien après la chute du dictateur¹³.

La question la plus controversée reste sans aucun doute la persistance, puis à partir des années 1980, la restauration des fresques fascistes, souvent très impressionnantes, qui ornent les édifices publics. **Carmen Belmonte** a étudié la biographie de la fresque murale de Mario Sironi, *L'Italia tra le Arti e le Scienze* (1935) qui se trouve dans l'amphithéâtre du palais du rectorat de l'université La Sapienza. En 1986, les historiens de l'art de l'université engagèrent un débat sur sa restauration qui eut une répercussion nationale. Lors des travaux, les restaurateurs découvrirent les nombreux slogans fascistes qui avaient été recouverts à partir de 1943. L'exposition de telles œuvres présente toujours des difficultés. Dans les années 1960, la visibilité retrouvée de l'art fasciste témoigne d'un changement de paradigme dans la réception. Durant les années 1970, la relation entre l'art et le fascisme fut au cœur d'un intense débat favorisé par l'éditeur antifasciste Giangiacomo Feltrinelli. En 1982, la grande exposition milanaise *Anni Trenta Arte e Cultura in Italia*, organisée

12. La *Casa Littoria* de Bergame relève également de ce style très scénographique.

13. En 1997, Alziro Bergonzo, l'architecte nonagénaire de la *Casa Littoria* de Bergame, a ajouté devant son bâtiment une fontaine monumentale qui fut contestée à l'époque par les habitants de la ville.

par Renato Barilli, marque un tournant dans la perception du régime. Les recensions nostalgiques s'étalèrent alors dans la presse dépassant de loin les intentions du curateur. Les biais dans l'appréhension du fascisme qui s'affirmèrent alors (notamment « l'idéologie de la modernisation ») persistent encore. Ensuite, le Mouvement social italien (MSI), fondé dans l'immédiate après-guerre par les anciens de la République de Salò¹⁴, a instrumentalisé l'aura des artistes fascistes (spécialement Mario Sironi) entravant ainsi les réévaluations critiques des fresques. Face à ces difficultés d'ordre politique, seule la recherche d'archives et la présentation des œuvres telle qu'elle fut réalisée par La Sapienza, pour l'exposition anniversaire de 1985, peut déjouer les tentatives de récupération politique qui effraient les professionnels du patrimoine. L'État italien a donc conservé cet héritage difficile contrairement à ce qui est advenu ailleurs, probablement parce qu'il possède une tradition de protection du patrimoine bien ancrée depuis la loi sur la conservation des choses d'intérêt artistique de 1939. Cette loi fut promulguée par l'État fasciste ; ce qui ne manque pas d'ironie, et soulève aussi des interrogations sur l'approche retenue jusqu'à maintenant : considérer uniquement l'intérêt esthétique de ces œuvres n'est pas sans effet sur la capacité des Italiens à affronter leur passé fasciste.

Le fascisme et la construction politique du territoire italien

Les fascistes se sont aussi évertués à marquer le territoire de différentes manières et les traces de cette géographie politique subsistent à travers la présence de signes commémoratifs. Les chercheurs ont relevé que, non seulement les anciens lieux de mémoire existent toujours, mais que de nouveaux apparaissent également (p. 33). Après la chute du régime, le 25 juillet 1943, la rage iconoclaste des Italiens s'est focalisée sur les effigies du dictateur et des hiérarques. Cependant, la géographie fasciste n'a pas été immédiatement redéfinie, ni même repensée. Les auteurs du volume ont étudié l'odonymie fasciste (du grec *hodos*, route). Il s'agit du champ de la toponymie qui concerne les noms de voies urbaines et plus

14. Ce parti fut créé en 1946 immédiatement après l'interdiction du Parti national fasciste et eut une influence considérable sur la vie politique italienne jusqu'en 1995, date à laquelle il s'est autodissout pour former sous l'égide des modérés, l'Alliance nationale, qui prit part aux différents gouvernements Berlusconi. Frères d'Italie, le parti de Giorgia Meloni, est le fruit d'une scission interne engendrée par l'évolution libérale et pro-européenne de Gianfranco Fini.

généralement les noms d'espaces publics de rassemblements (places, esplanades, squares, etc.), voire l'ensemble des noms d'espaces publics (établissements scolaires, bibliothèques, stades, etc.). Ces appellations reflètent la culture d'une société donnée et ont une forte connotation politique puisqu'elles sont choisies par une autorité, le plus souvent municipale. Or, le fascisme a nationalisé l'odonymie, contribuant à homogénéiser les références culturelles du pays. L'odonymie fasciste n'a pas disparu, surtout dans le centre et le sud de l'Italie, peut-être par négligence, mais elle n'a pas non plus totalement disparu au nord. **Antonio Spinelli** s'est penché sur l'odonymie de la ville de Padoue ; le résultat est édifiant. La propagande fasciste ne s'est pas uniquement conservée à travers les noms des rues, mais également à travers ceux des écoles, à travers les plaques commémoratives, les fresques propagandistes et les slogans peints sur les murs (souvent des citations de Mussolini). Les éléments de mémoire coloniale et militaire ont plus souvent échappé à la destruction, car ils n'étaient pas nécessairement associés au fascisme dans l'après-guerre. Les projets colonialistes des puissances alliées se sont perpétués bien au-delà du conflit. Cependant, la persistance des hommages rendus aux militaires impliqués dans les campagnes fascistes tend à légitimer la guerre d'agression, ce qui n'est pas sans poser de problème pour la démocratie. Le collectif d'écrivains bolognais Wu Ming a signalé les plaques dédiées aux morts fascistes et répertorié les références au colonialisme¹⁵. Ce premier travail de cartographie des signes mémoriels présente un intérêt certain pour les chercheurs. Dans certaines communes, les plaques ont été resignifiées par un commentaire dénonçant le colonialisme (comme à Palazzolo Acreide en Sicile).

Les auteurs du volume *I luoghi del fascismo* estiment que la conflictualité politique a empêché les autorités italiennes de repenser de manière globale la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. La Première République a notoirement mis entre parenthèse la question nationale, trop liée au fascisme. Les conflits politiques autour des lieux de mémoire n'ont pas manqué. Ils se sont multipliés après la chute du mur de Berlin et la recomposition du panorama politique italien, prenant une teneur de plus en plus conservatrice, voire révisionniste, c'est-à-dire visant à normaliser la dictature passée et à neutraliser sa mémoire. La

15. Wu Ming, « [Il vittimismo fascista nelle città italiane: storia di una lapide](#) », *Giap*, 18 novembre 2020.

gauche italienne est elle-même divisée entre le retrait pur et simple et la conservation/re-signification au titre de témoignage.

Les cimetières et la perpétuation du culte des morts fascistes

Les fascistes ont employé une énergie toute particulière à honorer la mémoire de leurs défunts. Les cimetières de Predappio et de Musocco, avec la chapelle des morts de la révolution de Verano, constituent des destinations de pèlerinage et de culte qui dépassent la dimension privée et réanime un projet politique. Les sépultures des fascistes présentent un intérêt artistique comme le montre **Andrea Martini** dans sa contribution. Certaines sont monumentales, comme le mausolée de Costanzo Ciano près de Livourne, étudié par **Giovanni Brunetti**. D'autres furent des lieux importants de célébrations sous la dictature et condensent aujourd'hui encore les visées apologétiques, comme le mausolée de Michele Bianchi à Belmonte Calabro, étudié par **Giuseppe Ferraro**¹⁶. Après 1945, l'attention collective s'est focalisée sur les cimetières et donc sur les mémoires opposées de la guerre civile¹⁷. Alors que l'Association nationale des partisans italiens (ANPI) développait un culte des martyres de la lutte partisane¹⁸, les fascistes tentèrent de leur opposer leur propre mémoire. Au départ, le nombre de victimes fascistes de l'épuration va être exagérément gonflé pour justifier la posture victimaire des élus du MSI, puis le chiffre avancé va se stabiliser autour de 100 000 victimes. Le culte des morts est l'un des éléments centraux de la culture fasciste italienne depuis ses origines et les cimetières constituent encore des lieux privilégiés de rassemblements pour les néofascistes. Le fascisme est intrinsèquement spectral : dès l'ascension politique de Mussolini, les fascistes utilisèrent le culte des morts de la Première Guerre mondiale pour asseoir leur ascendant moral sur la population. Après la défaite

16. Voir Archive Luce Cinecittà, « **Belmonte Calabro - La celebrazione del XII annuale della morte di Michele Bianchi, presente il** », YouTube, 15 juin 2012. Voir aussi la polémique actuelle autour de la « Predappio méridionale » : Dinamo Press, « **Belmonte Calabro, il mausoleo Bianchi può diventare un archivio antifascista** », YouTube, 27 avril 2021.

17. Claudio Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005.

18. Guri Schwartz, *Tu mi devi seppellir. Riti funebri e culto nazionale alle origini della Repubblica*, Torino, Utet, 2010.

de 1945, ils se sont efforcés de ré-articuler ce culte en construisant une mémoire opposée à celle des antifascistes, tout en recherchant le dialogue avec les catholiques (anti-communistes) plus enclins au pardon. Ils prirent ainsi l'habitude de faire dire des messes en l'honneur de Mussolini un peu partout en Italie. Ces pratiques vont ensuite s'étendre aux autres figures du fascisme tombées durant la Seconde Guerre mondiale. Il convient de rappeler que les partisans infligèrent aux miliciens de Salò, par mesure de rétorsion, une « double mort » (exécution sommaire et dissimulation du cadavre) ; de là, le souci chez leurs compagnons d'armes de leur donner une « double sépulture » : stèle mémorielle fasciste sur le lieu de l'exécution et sépulture dans leur communauté d'origine (à la charge des familles, contrairement aux partisans qui étaient enterrés aux frais de l'État). L'importance des rites mortuaires dans le catholicisme italien contribua au développement de ces pratiques cérémonielles qui prirent un sens éminemment politique. La relative tolérance des autorités locales face à ces cérémonies mémorielles interroge. Elles sanctionnèrent de fait les lieux de mémoire fasciste, mais les commémorations qui s'y déroulent sont toujours susceptibles de dégénérer en apologie du fascisme, et donc de tomber sous le coup de la loi Scelba¹⁹. Les fascistes profitèrent de cette ambiguïté pour honorer leurs morts, réévaluer le passé et peser de sur le présent. Le 23 avril 1946, ils utilisèrent le cadavre de Benito Mussolini ; ce faisant, ils mirent en grande difficulté le nouvel État républicain qui résolut, une fois le corps retrouvé, de dissimuler sa sépulture, avant de le laisser réintégrer la chapelle mortuaire des Mussolini à Predappio en 1957. Ce n'est qu'à partir de 1951 que les miliciens vont recevoir des sépultures militaires au même titre que les autres combattants. Divers pèlerinages vont alors peu à peu renouveler la géographie des lieux où l'on rend hommage aux morts fascistes : Predappio²⁰, la chapelle des morts de la révolution fasciste du cimetière Verano à Rome, le Campo X

19. Cette loi promulguée en 1952 dans la continuité de la 12^e disposition de la Constitution italienne prohibe la réorganisation du Parti national fasciste dissout en 1946, ainsi que son « apologie » ou encore les manifestations publiques en sa faveur. Cette loi fut complétée en 1993 par une autre, la loi Mancino, interdisant l'exaltation publique du fascisme, les discours haineux et les discriminations contre les minorités. En 2017, la loi Fiano fit de la propagande fasciste un délit afin de contrecarrer sa diffusion en ligne.

20. Giovanni Sedita, « [Le pèlerinage sur la tombe de Mussolini](#) », in Luc Chantre et al. (dir.), *Politiques du pèlerinage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 341-350.

du cimetière Musocco de Milan, puis Rovetta. Ce village de la province de Bergame, assez tranquille sous la dictature, fut le lieu de l'un des plus sanglants règlements de compte de la Libération (43 miliciens de la RSI furent fusillés contre le mur du cimetière après s'être rendus aux représentants locaux du CNL). Après cette exécution sommaire, la municipalité de Rovetta a fait poser des plaques commémoratives. Elisabetta Ruffini revient dans sa contribution sur ce « pèlerinage ». Chaque 28 avril, le cimetière est le lieu d'une commémoration néofasciste et d'une contre-manifestation, étroitement encadrée par les forces de l'ordre. Il s'agit du deuxième plus grand rassemblement néofasciste après celui de Predappio. De nombreux cimetières italiens sont ainsi devenus des lieux d'hommages et de rassemblements nostalgiques propices aux polémiques (Gênes, Florence, Ravenne...). Dans *Le Corps du Duce*, Sergio Luzzato fut le premier à enquêter sur cette dimension spectrale de la culture fasciste²¹ qui s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui à travers des rituels impressionnants (appels aux morts et saluts romains). Ce culte n'est pas uniquement la perpétuation de celui du dictateur, car tous ceux qui sont morts pour le fascisme sont concernés. À travers lui, se perpétue une mémoire commémorative et apologétique de la RSI que l'État républicain s'est efforcé de combattre sans parvenir à l'étouffer complètement. Depuis les années 1970, elle englobe aussi les victimes fascistes du terrorisme²². La mémoire des affrontements politiques a peu à peu supplanté celle des années de la dictature²³. Le souvenir du régime est aujourd'hui passé à l'arrière-plan par rapport à celui du fascisme plus radical de la guerre civile, pourtant beaucoup plus éphémère dans ses traces matérielles. Cette opération permet de ne pas remettre en cause l'image édulcorée de la dictature que cultive l'Italie modérée. La réécriture de l'histoire est une motivation centrale pour les postfascistes qui cherchent à normaliser la dictature en « dé-fascisant » le fascisme²⁴.

21. Sergio Luzzato, *Le Corps du Duce : Essai sur la sortie du fascisme*, Paris, Gallimard, 2014.

22. Amy King, « Antagonistic martyrdom: memory of the 1973 Rogo di Primavalle », *Modern Italy*, vol. 25, n° 1, 2020, p. 33-48.

23. Lilit Mahmud, « Fascism, A Haunting: Spectral Politics and Antifascist Resistance in Twenty-First-Century Italy », in Jeff Maskovsky et Sophie Bjork-James (dir.), *Beyond Populism: Angry Politics and the Twilight of Neoliberalism*, Morgantown, West Virginia University Press, 2020, p. 141-166.

24. Cette expression avancée par l'historien Emilio Gentile en 2004 dans son essai *Qu'est-ce que le fascisme ?* décrit parfaitement la tendance à l'œuvre en Italie depuis les années 1990.

Leur discours victimaire continue à empoisonner le débat public sur la Seconde Guerre mondiale. Il est alimenté par des publications sensationnalistes sur l'« épuration sauvage » dont les bonnes pages sont reprises par la presse de droite. L'Association nationale des morts et des disparus de la RSI œuvre également en faveur de la reconnaissance des collaborateurs tombés au cours de la guerre civile²⁵. Les pratiques commémoratives et l'imaginaire mortuaire qui appartiennent en propre à cette famille politique mériterait une exploration anthropologique plus approfondie. Depuis les années 2000, plusieurs historiens se sont penchés sur l'hérédité du fascisme (Christopher Duggan, Hans Woller, Pier Giorgio Zunino, Cristina Baldassini et Luca La Rovere), mais personne n'a enquêté sur la perpétuation de ces pratiques de nature religieuse.

Absence de consensus historique et sensibilités mémorielles locales

La gestion du patrimoine architectural et artistique du fascisme a toujours été conflictuelle. Par conséquent, les lieux du fascisme n'ont pas fait l'objet d'une problématisation historique nationale offrant aux visiteurs des clés d'interprétation leur permettant de comprendre et de contextualiser ce qu'ils avaient sous les yeux. **Flaminia Bartolini** rappelle, à juste titre, que l'Italie n'a pas été en mesure de créer un musée sur le fascisme ou sur le rôle de l'Italie dans la Seconde Guerre mondiale. **Emanuele Ertola** dans son étude sur les *Case del Fascio* (anciens sièges locaux du Parti national fasciste) montre bien qu'il y a une pluralité d'approches, en lien avec les localismes, et que diverses sensibilités s'affirment. **Carmen Belmonte** remarque également que les démarches adoptées par les conservateurs peuvent être très diverses en fonction des villes et des œuvres. Elle souligne le décalage entre Rome et Bolzano (plus en phase avec les pays germaniques). **Giorgio Lucaroni** relève qu'à Rome la conflictualité autour des vestiges du régime est pour ainsi dire « chronique ». Pour lui, les études de cas sont précieuses dans la mesure où elles permettent de comprendre les questions qui se posent autour de lieux spécifiques, éventuellement la conflictualité politique occasionnée

25. En 2008, les postfascistes ont proposé la création d'un « Ordre du tricolore » présidé par le chef de l'État italien et visant à assimiler les miliciens de Salò aux partisans qui ont combattu le fascisme et le nazisme, en leur attribuant indistinctement le titre de *cavaliere*.

et les solutions urbanistiques mises en œuvre. L'opposition destruction/inamovibilité lui semble trop réductrice. De ce point de vue, les auteurs auraient pu étudier une ou deux destructions ou dissimulations significatives. Cela aurait permis d'aborder la question des symboles fascistes les plus dérangeants. Le fait que ce soit principalement les *fasci littori* qui aient été retirés des murs laisse supposer que c'était essentiellement le parti fasciste qui était visé et que la « défascisation » relevait aussi de l'opportunisme politique.

Milan pourrait apparaître plus antifasciste que Rome à cause de la mémoire de l'exposition des corps de Benito Mussolini et des hiérarques à Piazzale Loreto, mais d'un strict point de vue architectural, il n'en est rien. **Barbara Bracco** affirme sans détour que Milan est une ville fasciste : le paysage urbain de la capitale économique de l'Italie est dominé par son passé totalitaire. Comme il apparaissait impossible de liquider l'ensemble des constructions fascistes, les Milanais se sont efforcés de les « neutraliser ». La plupart des monuments ont été resignifiés ou sont tombés dans l'oubli. Cet environnement a fini par se banaliser et les habitants y sont tellement accoutumés qu'ils ne le voient plus. La capitale de la Lombardie a surmonté son passé fasciste à sa manière : l'exposition du cadavre du Duce a vidé les symboles de leur puissance, puis le boom économique de l'après-guerre a littéralement submergé le projet moderniste fasciste. Même les néofascistes milanais peinent à trouver des lieux à investir²⁶.

Les villes de province sont aussi des laboratoires intéressants pour comprendre comment l'héritage fasciste a été renégo-ciée par la République italienne. Jusque-là cet aspect a été peu exploré. Il semble pourtant que les références à l'histoire et aux valeurs du fascisme n'aient jamais fait l'objet d'une révision. Les recherches réalisées en Calabre confirment cette impression. Giuseppe Ferraro relève une permanence des signes du fascisme, fruit de l'incurie et du dépeuplement des zones rurales, voire une réactivation. Les slogans et les effigies du Duce, effacés par le temps, sont restaurés par des groupuscules néofascistes locaux sans que personne ne s'en préoccupe réellement. Le fait que les sensibilités mémorielles régionales peuvent être très différentes, dans la mesure où

26. Le 23 mars 2019, les néofascistes ont essayé de se réapproprier la place San Sepolcro à l'occasion du centenaire de la fondation du parti fasciste, mais sans succès. La mobilisation des antifascistes milanais fut importante comme l'a rapporté l'historien suisse Charles Heimberg sur son blog *Mediapart*. Voir « **23 mars 2019, un périlleux centenaire du fascisme** », *Le Club de Mediapart*, 23 mars 2019.

la guerre civile s'est déroulée principalement au nord quand le sud était déjà libéré par les alliés, n'est pas traité par les contributeurs.

Le cas des villes nouvelles permet de faire le lien avec le projet colonial du fascisme italien. Mia Fuller en a dénombré 147 dans toute l'Italie. Elle explique que ces villes devinrent dès leur création des lieux de mémoire. Elles célèbrent encore rituellement leur propre origine fasciste, ce qui pose toute une série de questions. L'universitaire californienne se penche ici sur les villes de l'Agro Pontino liées à l'histoire de la bonification des marais pontins, notamment sur celle qui est la plus liée à la figure de Mussolini : Latina, fondée en 1932 sous le nom de Littoria et rebaptisée à la Libération. Le régime mettait sur le même plan la fondation des villes nouvelles sur le territoire italien et celle des villes coloniales en pays conquis. Les colons de l'intérieur, en l'occurrence des Vénètes, étaient étroitement contrôlés et vivaient dans la pauvreté, mais ils appelaient les locaux *marocchini* et restèrent durablement attachés à la figure du dictateur et aux symboles fascistes. Les grands travaux de Benito Mussolini dans les colonies, et les zones à bonifier, étaient destinés à affirmer la modernité de l'Italie. Là, moins qu'ailleurs, les traces de la dictature n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation critique. Au contraire, après-guerre, Latina a été investie par différentes personnalités politiques se revendiquant du fascisme comme Giorgio Almirante, Claudio Durigon et Giorgia Meloni. Les antifascistes s'y sont opposés : Sandro Pertini en 1982, à l'occasion de l'anniversaire de sa fondation, et plus récemment, Laura Boldrini. La plupart des habitants se montrent aujourd'hui indifférents aux symboles fascistes qui font partie de leur quotidien. Pour eux, cette ville est liée à bien d'autres souvenirs depuis la chute du régime.

Perspectives comparatistes

Pour finir, le volume aborde comment les autres pays de l'Europe de l'ouest, à savoir l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, ont géré leur propre patrimoine fasciste. Ce questionnement est essentiel pour sortir de la rhétorique sur l'anomalie italienne. La mémoire du fascisme a en effet connu des oscillations, des redéfinitions, des amnésies ostensibles ou occultées qui présentent des points d'intersection avec les autres pays européens. Dans tous les cas examinés, les années 1980 constituent une césure importante : durant cette décennie le rapport au passé de la Seconde Guerre mondiale a été redéfini. En Allemagne, les bombardements furent d'une telle ampleur que le patrimoine architectural du nazisme fut largement détruit. Cela a favorisé l'amnésie dans

l'immédiat après-guerre²⁷. Les vestiges furent ensuite investis dès le début des années 1980 par les scientifiques (historiens et archéologues) qui en firent des lieux de mémoire et de documentation historique. D'un point de vue strictement matériel, la problématique que durent affronter les Allemands est très différente de celle à laquelle les Italiens furent confrontés. Selon **Christoph Cornelißen**, il existe en Allemagne trois typologies de sites : les lieux de la répression, les lieux de mise en scène du régime nazi et les lieux de l'exercice du pouvoir. La transformation des camps de concentration en lieux de mémoire commence dès le milieu des années 1960, mais c'est surtout dans les années 1990, quand les victimes commencèrent à prendre une place centrale dans la mémoire européenne, que l'intérêt des touristes pour les vestiges de la dictature nazie augmenta. L'Allemagne va alors multiplier les supports didactiques afin de renforcer la démocratie à l'échelle continentale. Plusieurs sites sont examinés : le camp de Dachau, l'ère des grands rassemblements de Nuremberg, la maison-musée de Wannsee et les différents mémoriaux qui supportent la politique antitotalitaire du pays. Par comparaison, l'attitude des Italiens à l'égard du fascisme est difficile à comprendre pour les observateurs allemands qui condamnèrent le berlusconisme. La propension italienne à l'auto-absolution concernant leur passé (commun) est perçue comme intrinsèquement « catholique ». Or, cette attitude tient plutôt aux circonstances historiques de la sortie de guerre de l'Italie et aux choix politiques spécifiques qui furent faits à ce moment-là, comme l'a très bien expliqué Filippo Focardi²⁸. Xosé Núñez Seixas revint quant à lui sur les débats espagnols entourant les lieux de mémoire du franquisme. Le mausolée de Franco situé dans la vallée des morts de la guerre civile (34 000 sépultures) est un complexe monumental de six kilomètres de diamètre unique en Europe. Jusqu'en 1982, cette vallée située dans la Sierra de Guadarrama à moins de 50 km au nord-ouest de Madrid fut une destination très importante de pèlerinage en l'honneur de Franco ou de Primo De Rivera. En 2019, le corps du dictateur a été transféré dans la chapelle de sa famille en Galicie. Les nostalgiques du franquisme n'ont pas pour autant disparu, mais ils préfèrent dorénavant se tourner vers des registres plus contemporains. Malgré la mémoire conflictuelle de la guerre civile, la dimension spectrale semble moins

27. Winfred G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Paris, Babel, 2014.

28. Filippo Focardi, *L'Italie, alliée ou victime de l'Allemagne nazie?*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2014.

prégnante qu'en Italie. Enfin, Daniele Serapiglia s'est penché sur la façon dont le Portugal a géré les traces de la dictature d'António de Oliveira Salazar et sur la mémoire du passé impérial. En 1997, l'un des descendants du dictateur a proposé que l'on crée un centre d'études dédié à la figure du dictateur, mais ce projet reste polémique au même titre que celui de Predappio. Le débat qui entoure les monuments relatifs au passé colonial portugais est beaucoup moins conflictuel. Deux statues à Lisbonne sont concernées : le Pádrao dos descobrimentos représentant une gigantesque caravelle de pierre blanche et le *Cristo Rei* symbolisant l'alliance entre l'État portugais et l'Église catholique. Le volume ne va pas au bout de son ambition comparatiste, mais il constitue un état de l'art appréciable et ouvre des pistes. L'art de l'ère fasciste s'inscrit également dans les évolutions artistiques transnationales du début du XX^e siècle et n'est pas uniquement reductible à une idéologie spécifique. Les architectures des différents totalitarismes européens présentent des similitudes stylistiques évidentes, mais le style moderniste était loin d'être leur apanage comme l'a mis en évidence une exposition récente consacrée au futurisme en Europe au musée Kröller-Müller (Otterlo, Pays-Bas)²⁹. Cela complique considérablement l'analyse de ce patrimoine qui n'est pas uniquement italien, mais aussi européen.

Les auteurs du volume défendent une approche qui, tout en rejetant le retrait et l'oblitération, parviendrait à communiquer une prise de distance ferme par rapport au message de la propagande fasciste. Si l'on reconnaît aux témoignages artistiques la valeur de document historique, il est nécessaire de fournir, au-delà de l'appréciation esthétique, les outils d'une lecture critique du passé. Cela n'est pas toujours fait, loin s'en faut. Les deux coordinatrices ne tirent pas vraiment de conclusions de leur exploration approfondie de la gestion de l'héritage fasciste. Pourtant, le paradigme patrimonial soulève de nombreuses questions sur le rapport complexe, sinon ambigu, que l'Italie républicaine entretient avec les vestiges de la dictature. À l'issue de la lecture, on voit bien que la volonté de sauvegarder le patrimoine fasciste – y compris lorsqu'il rappelle un ravage urbain comme l'éventrement de la Rome antique – est en soi très problématique. L'approche purement esthétique, l'historicisme acritique et la patrimonialisation permet de dépasser les réactions contrastées des Italiens (indifférence pour beaucoup, écœurement pour les antifascistes ou bien fierté pour les nostalgiques). Cependant, est-ce bien suffisant ?

29. Fabio Benzi et Renske Cohen Tervaert, *Futurism & Europe: The Aesthetics of a New World*, New Haven, Yale University Press, 2023.

Les institutions ne devraient-elles pas favoriser une réflexion sur cette mémoire à l'échelle nationale ? Flaminia Bartolini avance que le terme « patrimoine » ne convient pas ici, il faudrait plutôt parler, comme en Allemagne, d'un héritage difficile³⁰. Cette notion permettrait d'aborder ces vestiges sous un angle politique tout en les maintenant dans le champ des études patrimoniales. Elle permettrait aux chercheurs de questionner la réception des visiteurs et leur relation avec le passé fasciste. Elle leur donnerait aussi l'occasion d'étudier la façon dont sont perçus les vestiges matériels d'un passé discrédité, d'un passé dans lequel on ne se reconnaît plus, ou qui n'est pas le sien (comme pour les nouveaux Italiens) ? Cependant, l'archéologue de Cambridge pense qu'il est difficile de transposer les *heritage studies* dans le contexte italien où prévaut une attitude acritique vis-à-vis de ce patrimoine. L'embarras que les pouvoirs publics italiens éprouvent aujourd'hui à resignifier les lieux du fascisme résulte des tensions identitaires qui traversent le pays³¹. Il convient d'y prêter attention, car c'est aussi à travers les traces matérielles du fascisme que se joue l'avenir politique de l'Italie et celui de l'Europe (p. 27). Pendant l'ère berlusconienne, des désignations célébrant la période fasciste ont été proposées ; ce qui a soulevé des questions sur la relation mémorielle que la droite italienne entretient avec la dictature³². Silvio Berlusconi a contribué à dédouaner le fascisme. En 2003, il a déclaré que Mussolini « n'avait tué personne » et qu'il « se limitait à envoyer les opposants prendre des vacances », faisant allusion aux résidences surveillées sur les îles méditerranéennes³³. Selon les estimations des historiens, le régime serait directement responsable de la mort d'un million d'Italiens³⁴. Étudier les traces matérielles du fascisme permet de mieux comprendre les ambiguïtés du pouvoir républicain à l'égard de ce passé, la permanence de cette famille politique et son retour au pouvoir sous la forme d'un parti postfasciste, Fratelli d'Italia, qui revendique toujours cet héritage³⁵.

30. Sharon McDonald, *Difficult Heritage. Negotiating the Nazi Past in Nuremberg and Beyond*, Abingdon-New York, Routledge, 2008.

31. Luca Manco, *Populism and collective memory: Comparing fascist legacies in Western Europe. Extremism and Democracy*, Abingdon-Oxon, Routledge, 2020.

32. Sergio Rizzo et Alessandro Campi, *L'ombra lunga del fascismo. Perché l'Italia è ancora ferma a Mussolini*, Milano, Solferino, 2022.

33. *Le Monde*, 13 septembre 2003.

34. Marie-Anne Matard-Bonucci, *Totalitarisme fasciste*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

35. Francesco Maselli et Baptiste Roger-Lacan, « “Nous sommes à l'ère du post-quelque chose”, une conversation avec l'historien du fascisme Emilio Gentile », *Le Grand Continent*, 23 avril 2023.



La Casa Littoria de Bergame

La Casa Littoria de Bergame devint le siège du Comité de libération nationale et fut rebaptisée *Palazzo della Libertà*³⁶. Cet immense palais fasciste, réalisé par l'architecte Alziro Bergonzo et inauguré en 1939, est l'une des réalisations artistiques les plus imposantes de la ville. « Light on – Confindustria Bergamo » est une sculpture lumineuse, sinueuse et flexible qui dialogue avec l'ancien bâtiment fasciste. Inaugurée à l'occasion de *Bergamo Brescia, European Capitals of Culture 2023*, cette œuvre d'art exprime la vision d'un territoire attractif, conscient de son potentiel, qui dialogue avec la modernité en partant de ses points forts – ses racines manufacturières, son fort sentiment d'appartenance – en les associant aux valeurs d'innovation et de durabilité économique, sociale et environnementale »³⁷.

36. Stefano Ravaschio, « Quel simbolo fascista diventato democratico », *Corriere di Bergamo*, 14 novembre 2020.

37. <https://lightsonbergamo.it/>



Réinterprétation contemporaine de l'ancienne *Casa Littoria* de Bergame à l'occasion de Bergamo-Brescia, capitale culturelle européenne, 2023.

© Lynda Dematteo